

Les négociations sur le désarmement et le 25^e anniversaire du traité de l'Elysée

Vers une troisième « option zéro »

M. Chevardnadze n'a pas tardé à utiliser l'excellent climat de sa visite à Bonn pour formuler la proposition qui avait le plus de chances d'éveiller l'intérêt des deux hôtes, et aussi d'enfoncer un coin entre la République fédérale et ses alliés atlantiques. Le ministre soviétique des affaires étrangères a suggéré, pour la première fois de manière aussi explicite, la liquidation des armes nucléaires tactiques, celles qui, ayant une portée inférieure à 500 kilomètres, ont été laissées de côté par le traité de Washington éliminant les missiles intermédiaires.

On sait que les armes nucléaires tactiques, entreposées en quantités surabondantes en Europe (de sept mille dans les années 50, leur nombre a été ramené récemment à quatre mille du côté occidental), sont celles qui inquiètent le plus les Allemands. Ces « bombes d'avions », obus nucléaires et autres mines atomiques n'ont d'utilité, comme l'a rappelé délicatement M. Chevardnadze, que contre les Etats européens situés à la ligne de contact des deux blocs politico-militaires : c'est-à-dire essentiellement les deux Etats allemands. Dans la période préparatoire à la conclusion du traité de Washington, M. Kohl avait déjà soulevé ce problème.

Cela dit, Bonn tient compte des réticences de ses alliés, notamment de Paris, qui, inquiet de tout ce qui pourrait ressembler à une dénucléarisation progressive de l'Europe occidentale, a cherché jusqu'à présent à fermer les portes devant cette troisième « option zéro ». Dans l'esprit des dirigeants occidentaux, une négociation sur les armes tactiques doit être menée de pair avec une réduction des armements conventionnels, et le but recherché ne doit pas être, en tout cas pas à ce stade, leur liquidation pure et simple : des plateaux égaux, à un niveau plus bas qu'aujourd'hui, suffiront.

On remarquera toutefois que cette formule était déjà employée pendant une bonne partie de la négociation sur les armes nucléaires, et qu'elle n'a pas empêché Washington et Moscou de s'entendre pour éliminer toute cette catégorie d'armes. On peut donc se demander si le mouvement pour cette troisième « option zéro » n'est pas lancé de manière irrésistible. D'autant que les Américains, toujours soucieux de limiter les risques de débordement nucléaire en Europe, seront tentés de pousser dans cette direction.

La France devra donc se préparer à ajuster son tir dans ce domaine, à la fois sur le fond et en tant que puissance directement concernée, puisqu'elle est la seule dans le camp occidental, avec les Etats-Unis, à disposer de missiles nucléaires tactiques de fabrication nationale : le Phéon aujourd'hui, un jour l'Hadès. Un fait que M. Chevardnadze vient de rappeler fort directement en affirmant à Bonn que le problème des armes tactiques ne pourra être réglé « qu'avec la participation des autres Etats nucléaires », regretant que ces Etats « n'y aient pas prêts pour l'instant ». Un beau sujet en tout cas pour le sommet de l'alliance atlantique, en préparation pour le mois de mars.

M 0147-01200-4,50 F
3790147004508 01200

Le chancelier Kohl expose au « Monde » sa conception de la sécurité européenne

- « On ne peut défendre Strasbourg sans défendre Karlsruhe »
- « La liberté est plus importante que l'unité de l'Allemagne »

La France et la République fédérale d'Allemagne vont célébrer, à Paris, le vendredi 22 janvier, le vingt-cinquième anniversaire du traité signé à l'Elysée par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer. Deux textes devraient être publiés à cette occasion : l'un portant sur le conseil de défense et de sécurité, dont la création avait été annoncée au dernier sommet de Karlsruhe, l'autre sur le comité de coopération économique et financière.

A cette occasion, le chancelier Kohl a exposé au « Monde » sa conception de la sécurité européenne, en insistant sur l'importance pour la RFA d'avoir de bonnes relations à la fois avec Washington et Paris. Il s'est félicité des récentes déclarations de M. Mitterrand et de M. Chirac sur l'engagement de la France aux côtés de la RFA en cas d'agression : « On ne peut défendre Strasbourg sans défendre Karlsruhe », a-t-il dit, ajoutant, pour affirmer l'ancrage à l'ouest de son pays et apaiser les craintes d'une « dérive » vers l'Est : « La liberté est plus importante que l'unité ».

« Quel regard jetez-vous sur la coopération franco-allemande et ses acquis ? »

« On ne peut comprendre l'extraordinaire dimension prise par la coopération franco-allemande au cours des trente dernières années qu'en jetant un regard sur le siècle tout entier. Les récits de mon père sur la première guerre mondiale sont restés bien gravés dans ma mémoire... Qu'après Verdun, et surtout après Orléans, il ait été possible, sans oublier l'histoire et sans en taire les horreurs, de s'engager dans une ère totalement nouvelle, voilà bien un des faits historiques les plus marquants de ce siècle aux yeux des Allemands. Naturellement, comme tout ce qui touche à l'Europe, cela prend plus de temps que d'aucuns le souhaitent ».

« Je me souviens avoir fait partie, en 1948, de ces lycéens qui allaient descendre les poteaux frontiers en Alsace, qui chantaient des chants européens, qui parlaient de fraternisation et qui disaient : « Ça, c'est l'Europe ! ». Bien sûr, j'ai appris entre-temps que cela n'était qu'un débat sym-

bolique. Mais, depuis lors, nous avons fait un bon bout de chemin ensemble. On peut dire sans exagération que nous sommes devenus des peuples frères ».

« Il est aujourd'hui impensable qu'il y ait une guerre fratricide entre Français et Allemands. Nous sommes membres d'une seule et même famille. Certes, chacun conserve son propre caractère, ses spécificités, qui peuvent, de temps en temps, créer des problèmes. Mais, au bout du compte, cette évolution ne peut que nous combler. Elle est irréversible ».

« Que répondez-vous à ceux qui s'inquiètent d'un possible glissement de la politique allemande qui ferait passer l'amélioration des relations avec l'Est avant le renforcement de l'amitié franco-allemande ? »

« Je suis originaire d'une région, le Palatinat, qui a été pendant quinze ans un département français. Cela m'a profondément marqué ».

Propos recueillis par
LUC ROSENZWEIG
et DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 6.)

Fin de la rébellion en Argentine

L'ex-lieutenant-colonel Rico s'est rendu aux troupes loyalistes
PAGE 3

L'action de Matra à 110 F

La privatisation du groupe reprend mercredi 20 janvier
PAGE 45



La mémoire des Français

Un sondage de la SOFRES sur les événements les plus marquants depuis vingt ans
PAGE 11

L'OPA sur la Générale de Belgique

M. De Benedetti marque un point
PAGE 42

Le sommaire complet se trouve en page 46

Un article du ministre d'Etat

Restaurer le système monétaire

Au cours du dîner-débat organisé par « Le Monde », le 18 janvier à Paris, M. Paul Volcker, ancien président du Système de réserve fédéral, a prononcé une réflexion sur la réforme du système monétaire. Dans son intervention, M. Edouard Balladur a plaidé en faveur d'un nouveau dispositif simple, attentif aux marchés, et comportant des sanctions et des automatismes.

par Edouard Balladur

ministre d'Etat,
ministre de l'économie,
des finances
et de la privatisation

Je voudrais tirer les leçons du flottement des monnaies et évoquer les possibilités d'évolution du système monétaire international.

Regardons en face, tout d'abord, les illusions perdues du

flottement des monnaies. Les avocats du flottement des monnaies ont tendance à oublier qu'il est le fruit du dérèglement du système de Bretton-Woods, du refus de ses disciplines plutôt que d'un choix positif.

Oublions un instant les conditions de sa naissance pour examiner les avantages que l'on en attendait ou que certains lui attribuent encore.

Première idée, c'est un système, nous dit-on, qui a permis à l'économie mondiale d'absorber sans rupture des chocs considérables. Les pays industrialisés auraient-ils pu financer les déséquilibres massifs de balance des paiements provoqués par les hausses brutales des prix du pétrole de 1973 et de 1981 dans un régime de taux de change fixes ?

(Lire la suite page 44.)

La préparation de l'élection présidentielle

M. Mitterrand candidat sans le dire... et favori

par Jean-Marie Colombani

Les socialistes n'ont pas besoin d'une « déclaration formelle » de leur candidat pour le connaître : ainsi parle M. Lionel Jospin. Et pour cause : tout indique que l'actuel président entend rester à son poste ; tout confirme qu'il a de bonnes chances d'y parvenir.

Un discours, public et privé, d'incertitude ; un comportement de candidat : telle est, depuis plusieurs mois et pour quelques semaines encore, l'attitude du chef de l'Etat. Le discours ne rejoint le comportement que lorsque les jeux seront faits, c'est-à-dire à un mois de l'échéance, comme l'a d'ailleurs précisé M. Jospin devant la convention nationale du PS. Au reste, cette dissociation est une technique que

le président avait expérimentée avec succès dans la période 1979-1981. Tout comme il avait, à l'époque, sagement attendu que ses adversaires sortent du bois pour se mettre lui-même en mouvement.

Cette analogie ne serait certainement pas suffisante si d'autres indices - tous les indices - n'allaient pas dans le même sens.

1) La mise en ordre de bataille du PS

Un programme réduit aux « acquis » pour ne gêner personne ; des divisions sinon apaisées, du moins mises entre parenthèses ; un Michel Rocard « premier ministre » plus que « présidentiable » ; si les socialistes avaient eu en perspective une non-candidature de leur chef

charismatique, ils seraient plutôt en ordre de bataille... interne, les uns contre les autres, Fabius contre Jospin, Chevènement contre Rocard, etc.

2) La multiplication des appels

Celle-ci n'est certes pas le fruit du hasard, mais d'une mécanique mise au point, notamment, par quelques fidèles, dont M. Maurice Bénédictine (avec MM. Fabius et Quilès) et sa centaine d'associations « Avec François Mitterrand », qui espère bien recueillir un demi-million de signatures (au point, paradoxalement, d'inquiéter les « éléphants » du PS). Vont dans le même sens les campagnes de publicité financées par le PS et qui ont pour thème : « La génération Mitterrand ».

(Lire la suite page 10.)

CATHERINE NAY

Les sept Mitterrand

ou les métamorphoses d'un septennat

Depuis 1981, les sept masques du Président

GRASSET

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

Bilan du SIDA en France

M^{me} Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé, présentera au conseil des ministres du mercredi 20 janvier le bilan de l'épidémie de SIDA en France, où trois mille cas environ sont déclarés à ce jour. Des données établies aux Etats-Unis, avec huit ans de recul, apportent à ce sujet des précisions importantes sur le devenir des séropositifs et les risques de contagion.

D'autre part, une étude belge donne des explications sur la transmission hétérosexuelle du virus et dresse une sorte d'arbre généalogique de la contamination.

Khéops... et la pyramide du Louvre

Deux pyramides en chantier. La première, Khéops, fait l'objet de nouvelles explorations. Une étude française doit analyser les pollens contenus dans le mortier pour reconstituer l'histoire de la construction du plus grand ouvrage de tous les temps. A Paris, la pyramide du Grand Louvre est arrivée à une étape décisive de sa réalisation. Mardi 19 janvier, les premières plaques de verre doivent être posées sur la charpente de l'édifice. Une prouesse technique et une opération délicate (Lire pages 21 à 23).

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 166 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 f. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكنا من الاصل

Débats

Mythologie de l'instruction à la française

Il faut saluer la pensée de M. Marcel Lemaire, juge d'instruction, qui, dans son article « Réforme de l'instruction et mythologie » (*Le Monde* du vendredi 8 janvier), remet en question la qualité de son outil de travail, la procédure inquisitoire, et envisage les vertus de l'autre système, accusatoire, en vigueur dans les pays anglosaxons. Sans doute, le fait pour Marcel Lemaire d'avoir été six ans commissaire de police a-t-il contribué à lui ouvrir l'esprit et à lui éviter une caractéristique de beaucoup de ses collègues : la crispation sur les seules habitudes transmises et acquises à l'Ecole nationale de la magistrature.

Toutefois, malgré cette ouverture historique sur le monde extérieur, ce magistrat fort cultivé ne peut faire abstraction dans son analyse d'une mythologie bien française partagée par beaucoup de ses pairs pratiquant une autosatisfaction aveugle : « Comment, écrit-il, dans le contexte français, parviendrait-on à éviter que ne soit facilement étouffée une affaire si les investigations ne sont plus confiées à un juge du siège ? » Cette phrase, reprise en chœur par toute la corporation des juges, est extraordinaire. Comme si, en France, grâce aux juges d'instruction, saint Georges terrassait à chaque occasion le dragon Etat, la justice était davantage respectée qu'ailleurs.

par DANIEL SOULEZ LARIVIÈRE (*)

absolus toutes les personnes accusées de ce crime.

Faut-il expliquer que, dans l'affaire de l'assassinat de l'avocat Meili, au printemps 1987, le juge d'instruction, Mme Françoise Canivet-Beuzit, n'a pas pu empêcher qu'un suspect échappe définitivement à la justice française ? Faut-il se rendre à l'évidence que le gros travail de M. Yves Corneloup dans l'affaire Boulin ne permet pas plus de savoir aujourd'hui qu'alors si ce décès vieux de dix ans est le résultat d'un suicide ou d'un crime ?

Déplorable impression

Enfin, que penser de la déplorable impression laissée par la visite éclair, un dimanche soir, de Walid Gerdji au cabinet du juge Gilles Boulouque, même si d'excellentes raisons d'Etat militaient en faveur d'une telle acrobatie judiciaire ?

Alors, peut-on vraiment affirmer sans se moquer du monde que les juges d'instruction évitent l'étouffement des affaires en France ? Evidemment non. Pourtant la qualité individuelle des juges n'est pas en cause. Tous les professionnels savent

(*) Avocat.

que les personnes chargées de bons magistrats, et pour certains parmi les meilleurs.

La vérité est que, par l'effacement des affaires et, strictement rien à voir avec l'existence ou l'absence de juges d'instruction, les investigations ont été le résultat de l'irrigation des débouchés sur un concret aux Etats-Unis, qui ne connaissent pas de juges d'instruction, c'est parce que le respect de la justice existe dans ce pays alors qu'en France, comme le déclarait Charles Pasqua, « la démocratie s'arrête là où commence l'intérêt de l'Etat ».

Pourquoi donc craindre une réforme de l'instruction pénale en se fondant sur les qualités inexistantes d'un système français complètement mythifié ? Toute transformation de notre système inquisitoire en système accusatoire suppose un énorme courage politique : celui nécessaire pour apprendre aux policiers, aux juges, aux parquets, aux avocats, de nouvelles manières de travailler qui contribueraient à redonner aux magistrats un prestige incompatible avec des fonctions actuelles de demi-juge demi-flic.

Il faudra dix ans pour y parvenir. Commençons tout de suite à y mettre la main. Le problème est suffisamment difficile pour qu'on évite de l'encombrer par des mythes inutiles.

BONHEURS

Lectures

par ALBERT MEMMI

Un érudit a calculé le nombre d'ouvrages qu'un homme peut lire dans sa vie : deux mille cinq cents environ.

C'est peu, dérisoire même. Les éditions Gallimard publient trente livres par mois, soit trois cents en dix mois ouvrables, trois mille en dix ans. Ainsi un lecteur régulier ne pourrait pas épuiser, en toute une vie, la production décaennale d'une seule maison d'édition.

La conclusion est évidente : puisqu'on est limité, si l'on ne veut pas lire n'importe quoi, il faut choisir, c'est-à-dire sacrifier.

Sacrifier quoi ?

Nous subissons un tel amoncellement de journaux, prospectus, correspondances qu'il faut, pour y voir clair, tailler à coups de serpe dans cette jungle de papiers. Au panier, les offres d'achats inutiles, les cadeaux inutilisables, les convocations à des réunions fumeuses ! Ils encombreraient notre esprit comme ils encrassaient la cheminée.

Les journaux sont une extraordinaire conquête de la civilisation, ils ne doivent pas en devenir

un prurit qui absorbe notre attention et le distraire de l'essentiel.

Un seul quotidien suffit, un hebdomadaire à la rigueur. Encore y a-t-il une manière de lire le journal : après avoir satisfait notre gourmandise avec les titres de la une, repartir de la table des matières en piochant le plus intéressant, variable selon chacun, inutile de tout sucer jusqu'aux petites annonces et aux avis mortuaires.

Le sacrifice est-il suffisant ? Hélas non, il faut étendre l'auto-

daté aux livres. D'évidence, il y a des livres dont on peut se passer — la plupart — et quelques rares dont la privation constitue un manque dommageable : groupons ces derniers sur un même rayon, le premier.

Ne soyons pas chauvin, prenons ce que chaque culture a produit de meilleur : le *Manuel d'Epictète* et l'*Ecolleste*, le *Tao-té king* et l'*Evangile de Notre-Dame*, les *Entretiens de Confucius* et les *soûfis musulmans*... ajoutons-y les ouvrages contem-

porains qui nous semblent mériter d'entrer dans le legs universel, *Du contrat social*, de Rousseau, un choix de Freud, deux ou trois poètes et quelques fictions inépuisables. Nous verrons se constituer sous nos yeux émerveillés une espèce de Bible de l'humanité.

N'est-ce pas trop riche, exigeant une contention intellectuelle que l'on n'a pas toujours envie de fournir ? Certes, mais il faut d'abord assurer ses fondations ; la fantaisie sera pour les étages.

Voici un excellent conseil donné par Louis Pauwels dans son *Apprentissage de la sérénité* : contrairement à un préjugé pédagogique, il faut lire plusieurs livres à la fois. L'un nous repose de l'autre, et chacun entretient notre plaisir.

Ouvrez-vous l'appétit par le journal, poursuivez par quelques propos d'Alain ou une page de Saint-John Perse, terminez par le roman commencé la veille, un polar si vous aimez.

Comme le repas du gourmet, le menu du bon lecteur doit être bien composé : ni boulimique ni strictement diététique.

Au courrier du Monde

BIENFAITS

Europe et cohabitation

S'il est un domaine où la cohabitation n'aura pas en que des effets négatifs, c'est bien l'action européenne de la France, désormais reconnue comme prioritaire par l'immense majorité des Français. Tout s'est passé comme si la concurrence entre François Mitterrand et Jacques Chirac avait abouti à une saine surenchère (une fois n'est pas coutume...) en vue de suggérer des idées et des réformes ambitieuses.

Le temps n'est pas si éloigné où Jacques Chirac, inspiré par un courant paléo-gaulliste, dénonçait en Simone Veil et Valéry Giscard d'Estaing des représentants de l'étranger. Grâce à l'action du président de la République, de nombreux projets ont été concrétisés (Eurêka, Esprit, Race...) et l'acte unique négocié par le gouvernement socialiste et signé en 1986, a été ratifié par le Parlement avec la bénédiction de Jacques Chirac devenu premier ministre.

Certes, en évoquant 1992, le RPR souhaite faire comprendre que son chef sera à l'Elysée à cette date. Mais l'Europe n'est pas le seul thème où existe une part de rêve...

Enfin, la création du Conseil de défense franco-allemand, idée lancée voici trois ans par M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, est soudainement sortie des tiroirs de l'Elysée à l'occasion des manœuvres communes au mois de septembre, après, il est vrai, une intense et discrète campagne en faveur de ce projet.

Au regard de l'histoire, l'Europe devra certainement quelque chose à cette période originale de la cohabitation institutionnelle. Souhaitons que lorsque tout sera rentré dans l'ordre, gouvernement et Président de la République soient aussi unis et... concurrentiels dans le domaine de la construction européenne.

PATRICK MARTIN, membre de la Commission « Europe » du Parti socialiste.

RAYONNEMENT

Plaidoyer pour le Rafale

Après les avions-radars AWACS, les appareils de transport Hercules, il est question de doter l'une des composantes de notre aviation de combat d'appareils de conception et d'origine étrangères : le F-18 de l'industrie de McDonnell, alors que la France a créé un appareil qui répond à la mission de l'aéronavale, le Rafale naval.

Il faut le lancer sans tarder. Le gouvernement en avait pris l'engagement, une fois, à Toulouse, en mars 1987, et, une autre fois, au Salon du Bourget, au mois de juin. De l'avis des porte-avions actuels et futurs, c'est condamner toute l'industrie aéronautique française et celle des équipements, rendre inutile la sortie du Rafale marine, et, par là, retarder — jusqu'à quand ? — la mise en service du Rafale de l'armée de l'air.

J'ai connu la triste période d'une France sans industrie aéronautique. J'ai constaté toutes les humiliations qui en découlèrent. Il y va de notre rayonnement, mais aussi de l'équilibre industriel et social du pays.

Je m'adresse au gouvernement, au Parlement, aux plus hautes instances de l'Etat, et je leur dit : « Pour la sauvegarde de l'industrie aéronautique nationale, pour l'indépendance nationale, non au F-18 ! »

HENRY LAFOREST, ancien secrétaire d'Etat aux forces armées.

FONCTION

Le député et le « commercial »

Dans son article « Arrêter le massacre ! » du 29 décembre 1987, M. Bongrand émet l'opinion qu'un député devrait gagner plus qu'un directeur des ventes d'une entreprise de dix mille personnes car sa responsabilité est infiniment plus grande.

Comment peut-on comparer des situations aussi différentes et utiliser le mot « infimement » ?

A en juger par la faible fréquentation de l'Assemblée nationale, il semblerait que certains députés n'aient pas conscience de leurs responsabilités. Il n'en va pas de même

pour un directeur des ventes qui a la lourde tâche d'assurer un chiffre d'affaires et une rentabilité mesurables et contrôlables afin d'éviter le chômage à bon nombre de personnes.

La situation économique de la France évoluera difficilement tant que l'on lira ces phrases dans les journaux, surtout émanant des responsables comme M. Bongrand.

Les pays qui réussissent ont compris que le succès passe plutôt par le pouvoir économique que par le pouvoir politique et aussi... par le développement de la fonction commerciale dans les entreprises.

PATRICK TRION (Paris).

ACTES

Droit canon et droits de la défense

Dans toute société soucieuse des droits de l'homme, l'accusé a le droit de se défendre devant un tribunal. L'accusé aux actes du procès constitue un élément fondamental du droit de défense. Selon le *Monde* du 5 janvier, le cardinal Decourtray est intervenu sur ce point au sujet du procès de Mère Myrman devant le tribunal ecclésiastique de Lyon en disant : « L'article 1998 du droit canon interdit aux parties en cause d'avoir accès aux actes du procès. Deux personnes seulement peuvent posséder ces documents : l'avocat ecclésiastique et le promoteur de justice ».

Or l'article 1998 auquel renvoie le cardinal Decourtray stipule : « Le juge doit, par décret et sous peine de nullité, permettre aux parties et à leurs avocats de prendre connaissance à la chancellerie du tribunal des actes qui ne leur sont pas encore

connus ; de plus, si les avocats le demandent, il peut leur en être donné copie. » Tout au long de l'élaboration du code de droit canonique, ce libellé a été substantiellement maintenu ; mais, conscient des difficultés que pouvait soulever pareille disposition, le législateur a ajouté : « Dans les causes qui concernent le bien public, pour éviter de très graves dangers, le juge peut décider qu'un acte ne doit être montré à personne, en veillant toutefois à ce que les droits de défense restent toujours saufs ».

En conséquence, Mère Myrman — et non les journalistes — a le droit de consulter toutes les pièces de son dossier, sauf si, acte après acte, le juge a décidé par décret motivé par écrit qu'il y a très grave danger de la communiquer à qui que ce soit, y compris donc aux avocats. Si cette procédure n'avait pas été scrupuleusement observée avant le jugement, la sentence du tribunal ecclésiastique de Lyon serait entachée de nullité.

JEAN SCHLICK, Directeur de l'Institut de droit canonique de Strasbourg.

EXEMPLE

De Staline à Romanenko

La joie du cosmonaute Youri Romanenko, conch, presque immobile, quand on retire de sa capsule son corps presque inerte, est un enseignement. Déjà la résistance de Leningrad des premiers combats, en 1941, ou la victoire enfin de Stalingrad, bien sûr, le 31 janvier 1943, nous avaient montré la véritable espérance. Certains pourtant attendent soit 1943 pour être bien sûrs de la défaite nazie.

Romanenko est resté trois cent vingt-six jours dans l'espace, en ap-

santour. Il revient fragilisé, épuisé, avec un immense bonheur dans les yeux. La terrifiante expérience médicale qu'il a consentie et recherchée, avec ses innombrables complications, montre l'exemple.

Les soldats de Staline vainqueur rejoignent Youri Romanenko, au mépris des intérêts politiques personnels et des misérables cliques, pour redire au monde, après bien des poètes dans bien des langues, que les deux passions fondamentales de l'homme, les plus glorieuses et les moins réprimées, sont l'amour du sol natal et l'ardeur de connaître.

JULIEN GUELFI (Paris).

NOCTURNE

Télévision et culture

Si l'on examine les programmes des chaînes 1, 2, et 3 depuis environ six mois, on s'aperçoit que tous les films classiques, ou vraiment significatifs, et que tous les spectacles de qualité sont programmés à partir de 23 h 30, parfois même à partir de 0 h 30. Je voudrais alors savoir :

— L'indice d'écoute est-il plus favorable à 23 h 30 qu'à 20 h 30 ?

— Est-il judicieux de placer en concurrence, à la même heure pour les trois chaînes, des spectacles également importants ?

Mais surtout : on ne cesse de déclarer que la télévision doit être un instrument de culture pour les jeunes et aussi que l'on doit les plus grands regards aux vieillards (et aux malades). Croit-on que les jeunes qui doivent se lever souvent à 6 h 30 pour aller au lycée, que les vieillards et les malades vont veiller jusqu'à 1 h 30 du matin pour voir enfin un spectacle valable ? Car qu'est-ce que l'on offre maintenant à 20 h 30 ? Des pièces de théâtre idiotes, du mauvais boulevard, des variétés débiles (sauf, bien sûr, « Champs-Élysées ») et des téléfilms qui ont depuis un an incroyablement baissé de qualité et augmenté en vulgarité... Est-ce cela la culture pour les jeunes et les bons sentiments pour les autres ? Etaient-ils intelligents de programmer toute la série des films de Charlie Chaplin à 23 h ou 23 h 30 ? Fallait-il les réserver à l'élite intellectuelle qui, chacun le sait, se couche à 2 ou 3 heures du matin ?

JACQUES ELLUL (Pessac, Gironde).

FORMALITÉ

Chèques et empreintes

J'ai été très étonné d'entendre dernièrement le ministre de la consommation nous dire qu'en ce qui concerne le chèque à « identification digitale », l'essentiel était que le client soit informé avant d'entrer dans le magasin qu'on le soumettrait à cette formalité.

Tout à fait d'accord ! Mais pourquoi les malades n'ont-ils pas le droit, eux, de savoir avant d'entrer chez un médecin : 1) s'il est conventionné, non conventionné, secteur 2 et honoraires libres, c'est-à-dire, quel est son tarif ; 2) s'il accepte les chèques.

Pourquoi deux poids et deux mesures ?

Dr PAUL LANOS (Le Havre).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
deux ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouta.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salen.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres ou capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
 Composés 36-15 - Tapez LEMONDE


 Reproduction interdite de tous articles
 sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
 et publications n° 57437
 ISSN : 0395-2037

Le Monde

5, rue de Montmorency, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 286 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an. 24 heures sur 24



120 PAGES
en volume chez
votre marchand
de journaux
15 F

PROF: UN METIER D'AVENIR

ÉPUISÉ EN UNE SEMAINE

DEUXIÈME TIRAGE

A nouveau chez votre marchand de journaux
à partir du 19 janvier.

Etranger

ARGENTINE : fin de la rébellion militaire

« La maison est en ordre » affirme le président Alfonsín

BUENOS-AIRES
de notre correspondant

« La maison est en ordre », a déclaré le président Alfonsín lundi 18 janvier dans la soirée, en épilogue d'une étonnante journée qui a clos la dernière crise militaire de son mandat. Il avait déjà utilisé cette expression à son retour du Campo de Mayo, après la précédente rébellion, à Pâques, l'an dernier ; mais elle avait alors un goût amer pour les Argentins. Ils avaient réalisé le prix de cette remise en ordre : loi d'amnistie pour les militaires accusés d'atteintes aux droits de l'homme sous la dictature et l'impasse du chef d'état-major de l'armée.

Cette fois, les choses auront été plus claires. Le chef des rebelles, l'ex-lieutenant-colonel Aldo Rico, s'est rendu, sans conditions, devant la supériorité et la détermination des forces loyales au gouvernement. Du coup, il a tenu son serment de héros, gagné après la Semaine sainte. « Rambo » n'a pas été au bout de son mythe. Il est devenu un prisonnier comme les autres. Si les principaux protagonistes étaient les mêmes, les thèmes, le scénario, les tactiques et le dénouement ont été différents.

A Pâques, aucun militaire, même ceux supposés loyaux au gouvernement, ne s'était décidé à prendre les armes contre les mutins. Rico se battait alors pour éviter la prison à ses frères d'armes. Tous, au sein de l'armée, se sentaient concernés, pour avoir participé à la répression sous la dictature. Cette fois, Rico se battait



pour obtenir la tête de son chef d'état-major, le général Coria, après avoir obtenu celle de son prédécesseur à Pâques. Beaucoup de militaires estiment qu'il s'agit d'un problème personnel entre les deux hommes, et ne se sentent pas concernés.

Tout près
du gouffre

M. Alfonsín a habilement joué dans le même sens. En adoptant un profil bas, il a laissé les deux hommes régler leurs comptes en face-à-face, car cette fois-ci il n'y a pas eu d'appel au peuple ni de campagne en place publique. Le chef de l'armée n'a pris la parole que quand la crise a été vraiment résolue, pour en tirer la morale : « Merci au peuple, merci aux forces armées, grâce à vous tous, la démocratie sort consolidée de l'épreuve. »

frontière avec l'Uruguay, de Tucumán, à 1600 kilomètres au nord-ouest de la capitale, et de Rosendo, dans la province de Santa-Cruz, dans l'extrême Sud du pays.

Le plus difficile fut Monte-Caseros, où Rico a joué son coup à l'espérance. Dirigeant lui-même les opérations sur le terrain, il a mis les voix d'accès à la garnison. Un commandement « loyaliste », qui avançait sur Monte-Caseros à l'abri d'une mine. Deux hommes ont été grièvement blessés ; quelque temps après, les mutins tiraient au mortier sur l'un des trois ponts d'accès à la garnison, le détruisant partiellement. Pour ceux des supposés loyalistes qui n'étaient pas encore très sûrs d'être capables de tirer sur les insurgés, ces incidents ont dû être décisifs. Ils ne s'agissaient plus de s'en prendre à des compagnons d'armes, mais bien de combattre l'ennemi, peut-être au prix de sa vie.

Rico a alors compris qu'il ne servait à rien de continuer à résister. Tout était contre lui. Le rapport des forces était trop inégal : deux mille « loyalistes » contre trois cents rebelles. Le moral de ses troupes était tombé, après l'annonce des redditions successives des autres foyers de rébellion et le refus des officiers supérieurs de suivre le mouvement. Il restait encore Tucumán. Pas pour longtemps. En début de soirée, le lieutenant-colonel Leon, le dernier des rebelles, déposait les armes. Mardi, les organisations de défense des droits de l'homme et les partis de gauche appellent à une manifestation pour demander à la justice de sanctionner les rebelles...

CATHERINE DERIVERY.

HAÏTI : après les élections générales

L'heure des comptes...

PORT-AU-PRINCE
de notre envoyée spéciale

Dans la capitale rendue à sa circulation normale et jonchée par endroits de bulletins de vote piétinés, l'heure est aux comptes, après l'élection fantomatique du dimanche 17 janvier. Officiellement, le Conseil électoral provisoire ne prévoit aucun résultat définitif avant le milieu, voire la fin, du mois de janvier. Et les files désordonnées de scrutateurs qui font antichambre dans ses locaux sont là pour l'attester : une bonne partie des bulletins n'a pas encore été dépouillée. Ce qui n'a pas empêché de M. Jean Gédéon, le directeur du CEP, d'évaluer avec un bel optimisme les chances de la participation à 75 % de l'électorat, soit « deux millions de votants sur trois millions en âge de voter ».

Chiffre qui le lendemain matin se réduisait à une plus réaliste mais bien maigre part de 7 % et même 2,5 % selon les estimations de l'opposition. Et comme l'arithmétique, surtout en l'absence de chiffres officiels, est particulièrement créatrice en Haïti, la matinée de lundi a été consacrée à esquisser des alliances et presque à former le prochain gouvernement entre candidats qui se disaient « bien placés ». Quand ils ne s'accusaient pas mutuellement des plus flagrantes irrégularités...

L'opposition, elle aussi, a fait ses comptes, se félicitant d'avoir, ce dernier week-end, réussi à suffisamment mobiliser les Haïtiens « pour qu'ils restent chez eux ». Ce fut le cas lors de ces deux journées consécutives de grève générale et de répro-

bation ». Du coup, même si la situation semble bloquée, cette opposition, qui avait quelque peu pris le maquis après les massacres du 29 novembre, relève la tête, resserre les rangs, cherche à s'organiser. Pour la première fois en Haïti, l'Association industrielle a pris part à la grève samedi. Lundi matin, le populaire Père Aristide, victime de plusieurs tentatives d'assassinat, qui est aussi l'apôtre de la « théologie de la libération », resurgissait dans sa paroisse de Saint-Jean-Bosco pour mieux fustiger « ces élections masquées qui reflètent le visage de ceux qui les ont ordonnées et ont planté le drapeau du pays sur un tas de détritus ». Quant au Front démocratique et à bon nombre d'organisations associées, ils demandaient l'annulation pure et simple du scrutin.

Ces opposants se sentaient délaissés par le soutien par l'« attentisme » réaliste » de la plupart des chancelleries étrangères, qui espéraient, sans trop y croire, un signe de Washington. Il est venu d'Ottawa, où, lundi en début d'après-midi, un communiqué inattendu du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, Joe Clark, annonçait que le Canada n'était nullement prêt à considérer comme un « verdict démocratique » le résultat des élections en Haïti, et que par conséquent ses relations avec Port-au-Prince allaient être « révisées ». Une réaction d'autant plus surprenante qu'elle intervenait avant même tout résultat. Le message, destiné à l'évidence à la nombreuse diaspora haïtienne installée au Canada, n'est pas passé inaperçu ici.

M.-C. DECAMPS.

Europe

URSS

La « Pravda » en campagne contre le chef du PC arménien

MOSCOU
de notre envoyée spéciale

La pression s'accroît sur le chef du Parti communiste de la République d'Arménie, M. Karen Demirchian, qui, déjà sévèrement critiqué par M. Mikhaïl Gorbatchev, s'est vu même au plénum du comité central en juin 1987, fait maintenant l'objet d'attaques répétées dans la presse centrale, en particulier dans la Pravda.

En janvier, au plénum de la presse de Moscou ces derniers jours, une réunion plénière du comité central du parti d'Arménie le 26 décembre dernier. Ce plénum, apprend-on petit à petit, a été particulièrement houleux à cause de deux troubles-fête pratiquement élevés au rang de héros par la Pravda, deux membres du comité central local qui ont osé prendre la parole pour dénoncer le règne de la corruption dans la République et pour mettre directement en cause les méthodes de M. Demirchian. Les deux bristards gauloises, MM. Khatchatrian et Kotandjian, ont soulevé l'indignation du reste du comité central. L'affaire est allée plus loin pour M. Kotandjian, dont l'attitude a été sanctionnée par une résolution adoptée à l'issue du plénum condamnant « son comportement » et considérant son intervention comme « politiquement erronée ».

L'affaire Kotandjian n'est pas sans similitude, ne serait-ce que de vocabulaire, avec celle de M. Boris Eltsine, l'ancien chef du parti de

Moscou, inculpé à la suite du plénum national du 21 octobre, au cours duquel il avait critiqué la direction du parti. Mais Moscou n'est pas l'Arménie, et l'envoyé spécial de la Pravda à Brevan ne voit rien de si louable et courageux dans les « sorties » de M. Kotandjian contre un premier secrétaire incapable de mener à bien la « perestroïka ».

Un premier article dans les *Ispravda* du 11 janvier avait rendu compte du plénum arménien du 26 décembre sur un ton dénué de toute ambiguïté. Le 10 janvier, l'envoyé spécial de la Pravda à Brevan rapportait une scandaleuse histoire d'« étouffement » de la critique et de persécution d'un journaliste arménien qui avait dénoncé le clientélisme et le laisser-aller des cadres des organisations sportives locales. « Certains commentent la Pravda, rassurent la transparence comme une arête qui les démange. Ils sont prêts à tout, à fausser, à falsifier, pour qu'on affaiblisse la critique, qu'on l'arrête définitivement, qu'on l'écrase sous la botte. »

Enfin, le 18 janvier, le même envoyé spécial de la Pravda et l'un de ses collègues arméniens reviennent à la charge en dénonçant la corruption dans la milice, dans les organes de la justice et au plus haut niveau en Arménie. M. Demirchian est mis en cause sans ménagement, tandis que les deux accusateurs, MM. Khatchatrian et Kotandjian, sont présentés comme des exemples de courage politique. « J'ai compris que je ne pouvais plus me taire », affirme M. Kotandjian. En Arménie, affirme la Pravda, on craint que le fil que Khatchatrian a commencé à dénouer « ne conduise là où il ne faut pas ».

SYLVIE KAUFFMANN.

GRANDE-BRETAGNE

Le « programme commun » des sociaux-démocrates et des libéraux paraît bien fragile

LONDRES
de notre correspondant

Le groupe parlementaire libéral a approuvé, le lundi 18 janvier, un « programme commun » de six pages rédigées à la hâte au cours du week-end par les négociateurs libéraux et sociaux-démocrates. La vote est donc de nouveau ouverte à la fusion des deux petites formations centristes, le vieux Parti libéral (dont le leader est Gladstone ou Lloyd George, et le jeune Parti social-démocrate fondé en 1981 par les dissidents travaillistes. Allés, mais distincts, ils avaient obtenu au total 22,5 % des voix aux élections de juin 1987.

L'étape suivante est le congrès extraordinaire du Parti libéral, le samedi 23 et le dimanche 24 janvier, à Blackpool. Le combat s'annonce rude pour le leader libéral, M. David Steel, qui doit obtenir un vote de confiance des deux tiers des députés sur ce « programme commun ». Ce résultat n'est pas acquis, et M. Steel, très contesté au sein de son propre parti, mettra probablement sa démission dans la balance.

Bouillie
pour les chats !

Les sociaux-démocrates se réuniront ensuite à Sheffield, à la fin du mois, pour approuver le texte mis au point le week-end dernier. L'ombre de David Owen, un des fondateurs du Parti social-démocrate, et de loin la personnalité la plus connue de l'opposition, flottera sur ces assises.

Haut-le-cœur, la fusion. M. Owen est décidé à maintenir coûte que coûte le Parti social-démocrate indépendant. Dans un communiqué diffusé le 18 janvier, il déclare : « Le Parti social-démocrate continue et des milliers de sociaux-démocrates resteront dans ce parti qu'ils connaissent et qu'ils aiment. S'ils avaient le

moins de doute auparavant, les événements de la semaine dernière et l'épilogue des discussions les auront convaincus. »

M. Owen faisait allusion à la confusion qui a précédé la mise au point du « programme commun » du futur parti unifié. M. Steel et M. Mac Lennan, actuel leader des sociaux-démocrates, avaient un peu vite concocté un texte étonnant qui mêlait la prise de position social-démocrate en faveur de la dissolution nucléaire britannique avec des analyses propres à certains milieux libéraux en matière de politique fiscale.

Les militants des deux camps avaient découvert ce document avec stupeur. Les libéraux, en majorité plutôt pacifistes, avaient eu un haut-le-cœur en voyant proclamer leur blanc le maintien des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins Trident. Les sociaux-démocrates, plus « à gauche » que les libéraux sur bien des questions sociales, avaient eu quelque peine à faire la différence entre la philosophie fiscale que révélait cette première mouture et celle... de M^{me} Thatcher.

Le nouveau « programme commun » a résolu ces différences en pratiquant le flou artistique. Le Trident, ce sera au futur parti d'en décider. Le même flou artistique pour la fiscalité : tous les points litigieux ont été remis à plus tard. L'opinion britannique dans son ensemble n'est pas loin de partager l'avis de M. Owen, selon lequel il s'agit de « bouillie pour les chats ».

M. Steel a affirmé, lundi, que l'alliance des libéraux et des sociaux-démocrates était « à nouveau sur les rails ». C'était reconnaître implicitement qu'elle avait défilé lorsque les négociateurs des deux partis avaient voulu être trop précis.

DOMINIQUE DHOMERES.

« GRÈCE : décès d'un ancien dirigeant communiste. — Nous apprenons la mort d'un ancien dirigeant communiste en Grèce, Agis Stinas (de son vrai nom Spyros Phipitis). Il est décédé au mois de novembre dernier à Athènes, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Il avait adhéré, dès sa fondation, au Parti communiste grec, dont il devint le responsable pour Thessalonique avant d'entrer au comité central. En 1937, il fut exclu du PC pour avoir condamné la politique stalinienne et devint l'un des principaux dirigeants de l'opposition trotskiste. Arrêté en 1937, sous la dictature de Metaxas, il est interné au camp de Acononopoli, comme de nombreux autres résistants communistes. »

PAUL YANKOVITCH.

NICARAGUA

Libération des sept dirigeants de l'opposition

Les sept dirigeants de l'opposition arrêtés samedi 16 janvier par les services de sécurité de l'Etat ont été libérés lundi dans la matinée. Le ministre de l'Intérieur a précisé que ces opposants s'étaient engagés à ne plus s'immiscer dans des affaires relevant de la sécurité nationale. Ces arrestations s'étaient produites au moment où le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, annonçait une série de mesures de « libéralisation », lors du sommet des chefs d'Etat d'Amérique centrale à San-José-de-Costa-Rica (le Monde du 19 janvier).

Dans le cadre de ces nouvelles dispositions, qui prévoient, outre la levée immédiate de l'état d'urgence, des négociations directes avec la Contra, le président Ortega a chargé le cardinal Obando y Bravo, archevêque de Managua, d'organiser une série de conversations avec les rebelles anti-audistes les 27 et 28 janvier à San-José-de-Costa-Rica. Le prélat a, pour sa part, indiqué qu'il demanderait au président américain Ronald Reagan et aux gouvernements d'autres pays d'accueillir

les prisonniers politiques que les autorités sandinistes s'apprêtent à libérer. Washington dénonce toujours pour sa part les nouvelles propositions nicaraguayennes comme étant une simple manœuvre afin d'empêcher le renouvellement de l'aide des Etats-Unis à la Contra que M. Reagan s'apprête à demander au Congrès. (AFP, AP, Reuters.)

● CUBA : Défection d'un haut fonctionnaire. — Le vice-président du comité d'Etat pour l'approvisionnement en matériel et en technologie (CEAMIT), M. Gustavo Perez Cort, a fait défection, samedi 16 janvier, lors d'une escale technique à Bucarest. Agé de cinquante-trois ans, M. Perez Cort venait d'assister à une réunion du COMECON dans la capitale roumaine, où son travail avait été jugé médiocre, selon la quotidienneté gouvernementale cubaine *Granma*. Cette défection s'ajoute à celles, en 1987, du général Del Pino, ancien chef des forces aériennes, et du chef de l'antenne de contre-espionnage cubain à Prague, Florentino Aspiégue Lombard. (AFP, Reuters.)

YOUGOSLAVIE

Mort du « boucher des Balkans »

Belgrade
de notre correspondant

Celui que l'on avait surnommé le « boucher des Balkans », Andrija Artukovic, est mort samedi 16 janvier à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, à l'hôpital de la prison de Zagreb. Il avait été, pendant la guerre, ministre de l'Intérieur, puis de la justice, de l'épave et de la justice, de la République « Etat indépendant croate », formé d'un commun accord par Hitler et Mussolini.

L'agence Tanjug n'a annoncé sa mort que le lundi 18 janvier. On suppose que, pendant ce délai, il fut enseveli en un endroit qui ne sera pas révélé, comme le prévoit la loi pour la mort d'un criminel de guerre. Artukovic avait été condamné à la peine capitale, le 14 mai 1946, par le tribunal départemental de Zagreb, à l'issue d'un procès retentissant (le Monde du 15 avril et du 16 mai 1946), pour avoir ordonné plusieurs massacres de la population civile par les oustachas.

Après la guerre, le « boucher des Balkans » avait réussi à quitter l'Europe et à se réfugier en Californie. Pendant une trentaine d'années, il y avait vécu en pleine quiétude. La justice américaine refusait de donner suite aux demandes d'extradition formulées par la Yougoslavie, estimant que ses délits étaient de caractère politique. En 1984, après que Washington eut modifié sa propre législation sur les criminels de guerre, il fut incarcéré puis livré à la Yougoslavie.

PAUL YANKOVITCH.

Michel
MOHRT
de l'Académie française

L'Air du large
II
Essais
sur le roman étranger
GALLIMARD *nrf*

حکومت اسلامی

Asie

La recherche d'un règlement au Cambodge

Le prince Sihanouk et M. Hun Sen reprennent leurs entretiens à Saint-Germain-en-Laye

Le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, se retrouveront, le mercredi 20 janvier au pavillon Henri-IV à Saint-Germain-en-Laye, pour tenter de négocier un règlement cambodgien. Ces discussions pourraient s'étaler sur trois jours si les entretiens de mercredi donnent des résultats. Aucun communiqué final n'est annoncé, contrairement à ce

qui s'était passé lors de leur première rencontre, à Fère-en-Tardenois, du 2 au 4 décembre. Un diplomate américain, M. Gaston Sigur, secrétaire d'Etat adjoint pour l'Asie et le Pacifique, a déclaré lundi à Bangkok qu'il existait des « signes » selon lesquels Hanoi « recherche » un règlement politique du conflit.

Le véritable test des intentions de Hanoi

Cette deuxième série d'entretiens — ils pourraient se poursuivre jeudi et vendredi — a valeur de test. En exigeant un « calendrier précis » du retrait militaire vietnamien, le prince Sihanouk se soucie moins d'un alignement de chiffres et de dates — que de la signification est limitée — dont le Vietnam accepterait sans réserves un Cambodge réellement neutre et indépendant. Il fait d'une réponse positive à cette question la condition de la poursuite d'une négociation dont il est l'initiateur. C'est, apparemment, la seule interprétation de ses revirements depuis ses entretiens avec M. Hun Sen, début décembre à Fère-en-Tardenois. Cette première rencontre avait été l'occasion de retrouvailles entre Cambodgiens. Si chaleureuses qu'elles aient pu paraître, elles ne sauraient remettre en cause, aux yeux du prince, son indépendance. Ce message vise tout le monde, à commencer par les Chinois : Sihanouk entend s'assurer, à l'occasion de ce deuxième round de pourparlers, que les Vietnamiens s'engagent sur le fond.

Jusqu'ici, ces derniers ont demandé à être pris au mot. Ils ont promis, quoi qu'il advienne, de retirer toutes leurs troupes du Cambodge en 1990 au plus tard et ont affirmé qu'un règlement politique était l'affaire des Cambodgiens. Se retranchant derrière cet argument, ils n'ont pas répondu, du moins

publiquement, aux appels du prince Sihanouk, qui leur a demandé de venir s'expliquer. Ils n'ont pas davantage relevé les attaques dont ils ont été l'objet de la part du prince, qui les a accusés notamment de « mauvaise foi ».

La position de Hanoi est délicate. Seul interlocuteur valable, le prince Sihanouk est également le seul à pouvoir offrir deux garanties aux Vietnamiens en cas de retour à Phnom-Penh : d'abord, que l'importante minorité vietnamienne — installée ou réinstallée depuis 1979 au Cambodge — pourra y demeurer en sécurité. Ensuite, que le territoire khmer ne pourra servir de base à des entreprises anti-vietnamiennes.

Mais les dirigeants communistes vietnamiens redoutent la réouverture, sur leur frontière méridionale, d'un Cambodge indépendant et peut-être « capitaliste » alors que l'intégration du Sud dans leur système est encore incomplète et que les réformes engagées chez eux pourraient, justement, creuser l'écart entre le Nord et le Sud, ce dernier étant, bien évidemment, plus réceptif à la libéralisation et à l'ouverture encouragées depuis un an.

En d'autres termes, secoués par M. Gorbatchev — qui réclame, depuis août 1986, un frein à l'incursion — la direction vietnamienne entend aujourd'hui se donner les moyens de développer son économie sans pour autant remettre en cause

la sécurité du régime. Cette direction, très remaniée, a besoin d'un règlement cambodgien — avalisé par la Chine et qui lui donne accès aux organismes internationaux de crédit, — mais pas au prix de l'abandon d'une stratégie d'union indochinoise qui demeure jusqu'à nouvel ordre pour Hanoi la condition de la sécurité.

Lancée par Sihanouk — depuis sa « mise en congé » en mai 1987, — la négociation en cours est une affaire entre le prince et des capitales communistes : Hanoi, Moscou, Phnom-Penh et Pékin. Sur ce point, les autres parties concernées — les Etats-Unis — ont été placées devant un fait accompli. Dans un premier temps, le prince Sihanouk doit jouer les Chinois contre les Vietnamiens, un exercice qui tient, aux yeux de certains, du grand écart. Il aura besoin, dans le cas d'une transition, des soldats vietnamiens pour faire face à la menace, toujours réelle, des Khmers rouges. Mais il ne peut accepter de revenir à Phnom-Penh pour s'y retrouver entièrement tributaire de l'administration Hun Sen, appuyée par Hanoi.

Sur ces deux points — comment neutraliser les Khmers rouges et qui gouvernera à Phnom-Penh — le prince Sihanouk a besoin de garanties concrètes des Chinois et des Vietnamiens. Mais pour obtenir de Pékin la mise au pas des gens de Pol Pot, encore faut-il que les Vietnamiens lui prouvent qu'ils sont prêts à le laisser gouverner le Cambodge en compagnie d'autres Cambodgiens, en toute indépendance. Autrement dit, les implications de la formule de Sihanouk — « un Cambodge uni mais pas vaincu du Vietnam » — sont-elles entièrement acceptées par Hanoi ?

La poursuite de la négociation dépend de la réponse à cette question. Elle est peut-être également liée à deux autres développements. En premier lieu, l'éventualité d'un retrait militaire soviétique d'Afghanistan, qui contribuerait sans aucun doute à favoriser un règlement cambodgien. En second lieu, l'intérêt de Moscou pour une détente en Asie, notamment au regard de ses relations avec Pékin, surtout lorsque M. Deng Xiaoping met comme condition à un sommet sino-soviétique un retrait vietnamien du Cambodge. Il s'agit moins, ici, de jauger d'éventuelles pressions soviétiques sur le Vietnam en faveur d'un règlement que de voir comment Hanoi va opérer pour éviter un isolement dangereux.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Les chemins d'un sommet sino-soviétique

Les Soviétiques n'ont guère été affectés par l'accueil négatif réservé par Pékin à l'offre de M. Gorbatchev — formulée dans un journal chinois — d'une rencontre entre lui-même et M. Deng Xiaoping. Vice-ministre des affaires étrangères spécialement chargé de l'Extrême-Orient, M. Igor Rogatchev a noté que Moscou n'avait pas été « officiellement » informé d'un refus, et a exprimé l'opinion qu'un sommet sino-soviétique était « éventuellement possible » dès cette année.

Les jours où les semaines qui viennent auront en fait une importance décisive pour l'avenir des relations entre la Chine et l'URSS. Parmi les trois dossiers qui font obstacle pour Pékin à une complète normalisation de ses relations avec Moscou, celui de l'Afghanistan est en pleine évolution. Depuis le sommet d'octobre à Washington, Américains et Soviétiques manifestent enfin, semble-t-il, une volonté commune d'avancer vers un règlement politique sur ce chapitre, et l'on commence à parler à Moscou d'un début possible du retrait des forces soviétiques à partir du 1^{er} mai prochain.

Ce n'est pas le point de contentieux le plus grave pour la Chine — qui a considéré dès le début que le conflit afghan la concernait moins directement que les Occidentaux. Mais c'est tout de même un gros caillou qui pourrait bientôt être retiré du chemin si les négociations indirectes entre le gouvernement du Pakistan et le régime de Kaboul aboutissent à un schéma d'accord le mois prochain à Genève, comme Moscou estime pouvoir l'espérer.

D'ici là, dès le 20 janvier, Chinois et Soviétiques se seront rencontrés à Moscou pour des discussions sur les « problèmes frontaliers ». Ce n'est pas la première fois que cette question est abordée entre les deux pays — à des niveaux divers, elle fait l'objet de contacts renouvelés depuis la fin des années 70 et le contentieux dans ce domaine n'a plus un caractère primordial. En l'absence, en effet, de part et d'autre de revendications territoriales importantes, les problèmes à régler sont d'ordre plutôt technique, et M. Gorbatchev a déjà annoncé qu'il était prêt à accepter la bonne volonté nécessaire pour y parvenir.

Le dialogue cambodgien

Mais le négociateur soviétique, M. Rogatchev, a été un peu plus loin en déclarant le 12 janvier, à propos, précisément, de ces prochaines conversations, que l'URSS était « tout à fait » prête à engager des discussions sur une diminution des forces armées à la frontière entre les deux pays. Or il s'agit là du second « obstacle » régulièrement évoqué par Pékin et à propos duquel aucune négociation, malgré plusieurs tentatives, n'est encore parvenue à se nouer.

C'est incontestablement que, si y a tout juste un an, l'URSS avait annoncé le retrait d'une partie de ses unités stationnées en Mongolie. C'est, d'autre part, entre Américains et Soviétiques qu'a été décidé, dans le cadre de l'accord de Washington sur les FNL, le retrait des SS-20 d'Asie — accueilli avec dévouement par Pékin. Il sera intéressant de voir si les Chinois seront, d'une manière ou d'une autre, associés à une négociation sur l'option « triple zéro » — l'élimination des armes nucléaires à très courte portée, — qui, le jour où elle s'ouvrirait, les concernerait directement.

Reste le Cambodge, en plus exacte-ment « le soutien soviétique à la pré-

sence vietnamienne » dans ce pays, dont la Chine fait, de longue date, l'obstacle principal à une normalisation.

Non sans quelques raisons, elle estime être en droit d'être ferme sur ce point, car elle a elle-même consenti de notables concessions dans ce secteur. Il y a plusieurs années que M. Deng Xiaoping a personnellement fait savoir que Pékin n'exigeait ni l'abrogation du traité de coopération — comportant des clauses militaires — conclu entre novembre 1978 entre l'URSS et le Vietnam, ni même celle des accords concédant aux forces soviétiques des « facilités » à Da-Nang et Cam-Rhan. A quoi se sont ajoutées la mise à la retraite de Pol Pot, le chef des Khmers rouges le moins acceptable pour la communauté internationale, mais le plus dépendant de Pékin, et plus récemment l'acceptation qu'un dialogue se noue entre les différentes parties cambodgiennes. C'est précisément ce dialogue qui va connaître un nouveau développement avec la seconde rencontre, le 20 janvier en France, entre le prince Sihanouk et le chef du gouvernement pro-vietnamien de Phnom-Penh, M. Hun Sen.

Un nouveau traité ?

Selon toutes les apparences, les Soviétiques encouragent ce processus, et, s'ils se refusent, bien entendu, à « faire pression » sur le Vietnam, il n'y a aucun doute qu'ils ont incité les nouveaux dirigeants de Hanoi — mieux disposés à cet égard que leurs prédécesseurs — à se dégarer du boursier cambodgien. Dès le mois de mars 1987, en visite à Bangkok, M. Chervakov suggérait que l'organisation du retrait des forces soviétiques d'Afghanistan pourrait servir de « modèle » à celui des forces vietnamiennes du Cambodge. C'était établir un parallèle qui prend aujourd'hui tout son sens.

Si l'heure n'est peut-être pas encore venue d'un sommet entre MM. Gor-

bachev et Deng Xiaoping, le chemin dans cette direction semble donc en bonne voie d'être dégagé. Reste à savoir ce qu'une telle rencontre apporterait de nouveau dans les relations entre les deux pays, déjà très largement « normalisées » sur d'autres plans. On connaît que la Chine, qui recueille déjà les fruits d'une coopération économique renouée et en constante expansion, ne soit pas particulièrement pressée de s'engager sur le terrain politique.

Non seulement il ne saurait être question d'un revirement au genre de relations qui existait entre Moscou et Pékin dans les années 50, mais le projet de système de sécurité collective en Asie lancé en son temps par Leonid Brejnev et repris à Vladivostok par M. Gorbatchev en juillet 1986 suscite encore beaucoup de méfiance chez les dirigeants chinois.

On voit mal, pourtant, les objections de principe qui pourraient désormais interdire un véritable dialogue politique depuis que Pékin s'est rallié à l'idée de détente et applaudit les efforts de désarmement. Mais de la péninsule coréenne à l'Asie du Sud-Est, les intérêts respectifs de la Chine et de l'URSS sont-ils assez proches ou convergents pour servir de base à une conception commune de la sécurité dans la zone Asie-Pacifique ? C'est cette question, en définitive, qui sera au centre des discussions quand se préparera ou se tiendra un éventuel sommet sino-soviétique.

Qu'une réponse positive puisse lui être donnée et la voie sera alors ouverte à la conclusion d'un nouveau traité d'amitié entre les deux pays, remplaçant, dans des formes évidemment améliorées, celui qui fut conclu par trente ans en 1950 et dont Pékin a annoncé en 1979 la non-reconduction. C'est un vide à combler et qui pourrait justifier une rencontre au plus haut niveau. Ce ne sont plus, en tout cas, des divergences d'ordre idéologique qui pourraient se dresser sur le chemin des diplomates.

ALAIN JACOB.

Afrique

TCHAD

Le président Habré et M. Giraud ont évoqué les récents attentats dans le sud

Yaoundé. — Le président Hissène Habré a fait état d'« attentats terroristes dans le sud du Tchad » qui ont visé des « objectifs économiques », lors de sa rencontre, le 17 janvier, avec M. André Giraud. En rapportant ces propos, le ministre français de la défense, qui s'est félicité de l'état de « non-belligérance » qui prévaut actuellement au Tchad, a indiqué avoir en confirmation d'infiltrations d'« origine libyenne ».

M. Giraud n'a pas donné d'autre précision sur les objectifs des attentats au sud, indiquant seulement qu'ils avaient eu lieu « récemment ». A propos des infiltrations en territoire tchadien, il a souligné que cette situation nécessitait la présence permanente des troupes gouvernementales tchadiennes dans l'est du pays, alors que le gouvernement a de « gros problèmes de logistique » pour ravitailler ses troupes et les populations dans le nord du pays.

En ce qui concerne la présence française au Tchad, M. Giraud a indiqué que le président Habré comprenait très bien que Paris « ne pouvait pas attendre indéfiniment son aide ».

Poursuivant sa tournée africaine (le Monde du 19 janvier), M. Giraud a été reçu, lundi, par le président du Cameroun, M. Paul Biya. Il s'est déclaré satisfait de l'« excellente » coopération militaire entre les deux pays, et il a remercié son hôte de l'aide qu'il apporte à la coopération militaire française dans la région, notamment en facilitant le transport de matériel français destiné au Tchad.

Interrogé sur une éventuelle vente d'avions Mirage au Cameroun, M. Giraud a estimé que cela était « du ressort des entreprises commerciales ». — (AFP.)

MAROC

Les autorités font état d'une nouvelle demande d'audience de M^{me} Oufkir au roi

Le sort de la famille du général Oufkir, mort en 1972 après avoir organisé un complot contre le roi Hassan II, continue à susciter des remous. M. Georges Kiejman, avocat de la famille, avait négocié il y a quelques mois le départ au Canada de la veuve et des enfants du général. Ce départ n'ayant finalement pas eu lieu, il y a quelques jours (le Monde du 16 janvier), tout en se détenant de vouloir polémiquer avec l'avocat parisien, un porte-parole des autorités marocaines nous a fait lundi 18 janvier la déclaration suivante :

« C'est effectivement avec l'entier concours des autorités marocaines que le départ de la famille Oufkir pour le Canada avait été organisé ; cependant, le vœu expressément formulé à plusieurs reprises par M^{me} Oufkir, et tout récemment encore, d'obtenir une audience de Sa Majesté le roi et sa bénédiction avait reporté le départ. M^{me} Oufkir et ses enfants vivent présentement dans les meilleures conditions de confort possibles, ils ne sont pas coupés du monde et encore moins au secret. Ils reçoivent les journaux quotidiennement et disposent de la radio et de la télévision. Les visites familiales du père et du grand-père, de leur oncle, toutes et diverses sont libres et sans contrainte aucune. Ces

visites permettent un contact permanent avec l'extérieur et la possibilité d'effectuer des achats.

« La famille Oufkir est entrée en possession de tous ses biens, mobiliers et immobiliers, à l'exception de ceux qui font l'objet de litiges avec des particuliers. C'est actuellement le père de M^{me} Oufkir et son frère qui occupent du règlement des litiges et de la gestion des biens par procuration.

« M^{me} Oufkir n'est jamais revenue sur sa demande d'audience avec Sa Majesté le roi, bien au contraire ; elle vient de la réitérer par écrit le 13 courant. Du reste, il n'y a pas lieu de s'inquiéter du sort de l'ensemble de la famille, dans la mesure où le souverain avait parfaitement donné son sentiment sur cette question à Antenne 2 le 30 octobre 1987, en déclarant : « C'est une affaire qui concerne un souverain et une famille qui fait partie de ses sujets. Je pense que nous allons la régler de la façon la plus normale et la plus conforme à ce que nous considérons comme étant notre morale. »

« Enfin, on s'oppose de toute l'exploitation de cette affaire, présentée comme une question de droits de l'homme, mais qui en fait est utilisée politiquement contre le Maroc. »

Le profil bas de Paris

Hôtes de cette deuxième série d'entretiens, comme de la première, les Français ont adopté, volontairement, un profil bas. La doctrine est limpide : la France ne reconnaît pas la position préjudiciable par le prince Sihanouk — qui occupe, de haute lutte, le siège du Cambodge à l'ONU, — et encore moins le gouvernement de Phnom-Penh. Mais elle appuie, à titre personnel, le prince Sihanouk. Dans cette logique, elle vote en sa faveur aux Nations unies et accepte d'examiner toutes ses requêtes.

En d'autres termes, des facilités sont accordées au prince quand il souhaite organiser des négociations en territoires français. Les gens avec lesquels il veut s'entretenir bénéficient de visas de séjour. C'est le cas, pour la deuxième fois, de M. Hun Sen et de ses collaborateurs. Les fonctionnaires de Phnom-Penh qui souhaitent se rendre en

France pour des raisons sans lien avec la négociation éprouvent davantage de mal à le faire.

Pourquoi tant de prudence ? Sans doute parce que le gouvernement français veut éviter que Phnom-Penh ne tire partie de la présence de ses dirigeants en territoire français pour obtenir un quelconque degré de reconnaissance. En outre, Paris ne veut pas se retrouver dans un engagement qui l'amènerait à jouer les arbitres dans une négociation qui lui échappe.

Les Français se défendent de la moindre filoché à l'égard de cette négociation. Tout simplement, ils n'éprouvent pas d'états d'âme. On pourrait difficilement, en effet, leur reprocher d'essayer de tirer bénéfice de la situation et au moins ne pourra-t-on pas leur reprocher de s'engager, jusqu'à nouvel ordre, d'ingérence dans cette affaire.

ALLONZALONDON

LONDRES EST GRATUIT POUR LES MOINS DE 16 ANS*

Aucune ville ne ressemble à Londres et Londres ne ressemble à aucune autre ville. Nulle part ailleurs on ne rencontre ce doux mélange de folie et de tradition. Londres c'est à la fois le musée

*Madame Tussaud et le British Museum. C'est la relève de la garde et les sermons de Hyde Park. Ça ne s'explique pas, ça se vit. On a tellement envie que vous veniez à Londres que les bateaux de Brittany Ferries partent de trois ports diffé-

rents : Roscoff, Saint-Malo et Caen. On a tellement envie que vous veniez à Londres qu'on va être vraiment très gentils avec votre enfant : s'il a moins de 16 ans, il est invité, c'est gratuit. Pensez-vous. Alors, c'est promis ? Vous viendrez ?



Pour recevoir une documentation complète sur Londres et sur Brittany Ferries, coupon à retourner à : Office Britannique du Tourisme, Service Publicité 63, Rue Pierre Charron 75008 PARIS.

Nom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Brittany Ferries

la Une creuse l'écart

26 millions de téléspectateurs chaque jour

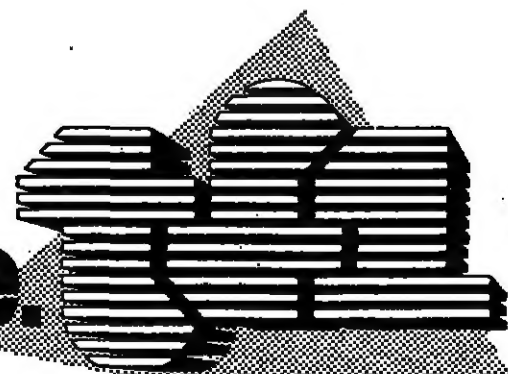
TF1 confirme son leadership avec une progression
spectaculaire de 28% en 1 an:

décembre 86: 37,2% du marché télévision

décembre 87: 47,5% du marché télévision

(Source: Médiamétrie 55000 Décembre 1987)

Il n'y en a qu'une, c'est la Une.



هكذا من الاجل



Diplomatie

Le vingt-cinquième anniversaire de la signature du traité de coopération franco-allemand

Un entretien avec le chancelier Kohl

(Suite de la première page.)

« Aujourd'hui, tous les Allemands savent qu'il n'y a pas de solution de rechange à la coopération franco-allemande, et ils le disent dans la mesure où ils peuvent s'exprimer librement, c'est-à-dire en République fédérale. Personne ne le conteste aujourd'hui chez nous. Je sais que, à travers votre question, perçue un certain scepticisme que l'on rencontre parfois à Paris.

« Nous avons deux raisons fondamentales d'insister sur l'amitié franco-allemande et sur notre ancrage à l'Ouest, dans la Communauté européenne et dans l'alliance atlantique. Tout d'abord, il y va de notre existence. Il s'agit d'une question vitale pour les Allemands. La Communauté européenne nous ouvre une perspective unique d'assurer l'avenir de l'Europe. Mais l'Europe ne réussira son avenir qu'en conjuguant ses forces. Il y a en Allemagne des gens qui trouvent que la Communauté coûte trop cher. Mon prédécesseur a eu un mot malheureux lorsqu'il a dit : « Nous ne sommes pas les trésoriers payeurs de l'Europe. » Cette remarque n'était ni particulièrement judicieuse ni d'ailleurs exacte. Nous payons la plus forte contribution, c'est vrai. Mais c'est normal, dans la mesure où nous sommes aussi les principaux bénéficiaires de la Communauté.

« Le grand marché unique va nous offrir des possibilités supplémentaires. Pour des raisons évidentes, je me félicite de cette évolution, même si cela nous coûte de l'argent. Permettez-moi d'ajouter que, lorsque je parle de l'Europe, je ne pense pas seulement à la Communauté européenne, qui est une chance pour la partie libre de l'Europe. N'oublions pas que Oslo, Stockholm, Vienne, Prague, Varsovie, Dresde font partie de l'Europe.

« Et la deuxième raison ?

« Il y a une deuxième raison, qui répond, bien sûr, aux intérêts allemands, mais aussi, si on y réfléchit bien, aux intérêts de la France. L'Allemagne est un pays divisé. La politique à l'Est de mon gouvernement présuppose que la place de la République fédérale soit clairement définie. Notre ancrage à l'Ouest est une des assises de notre Etat. La liberté est plus importante que l'unité, que les frontières. La République fédérale d'Allemagne n'est pas à vendre (« Die Bundesrepublik Deutschland ist nicht einkaufbar »). Une offre telle que l'avait formulée jadis Staline ne peut être pour nous en aucun cas une issue politique.

« Notre appartenance à la Communauté de valeurs occidentales est irréversible. Je suis cer-

tain que, sur ce point, j'ai derrière moi l'immense majorité de mes compatriotes. Nous devons rester le moteur de la construction européenne, qui n'a pas simplement une dimension économique, mais également politique. Les traités de Rome sont, de par leurs objectifs, des accords politiques. Les pionniers de la construction européenne, Robert Schuman, Jean Monnet, Konrad Adenauer et tant d'autres, avaient en vue l'unification politique de l'Europe. C'est une vision particulièrement importante pour nous Allemands. On ne résoudra pas les problèmes résultant de la division de l'Allemagne par un retour à l'Etat-nation du dix-neuvième siècle.

« La politique de M. Gorbatchev vous paraît-elle être une chance pour l'Europe ?

« Dans les quatre ou cinq années à venir, où l'on verra si M. Gorbatchev peut mener à bien sa politique de réformes, je pense que nous avons de bonnes chances d'améliorer nos relations avec les pays du pacte de Varsovie. Mais je ne me fais aucune illusion. M. Gorbatchev veut réformer l'URSS, mais il ne veut en aucun cas modifier le système communiste. Il dit d'ailleurs ouvertement qu'il ne veut pas de la démocratie au sens où nous l'entendons. Je n'oublie jamais à qui je parle, pas un instant. Mais je pense que nous devons suivre avec intérêt et bienveillance ce qui se passe dans les pays de l'Est.

« Par notre Ostpolitik, nous cherchons à améliorer les conditions de vie de nos compatriotes dans les pays de l'Est. Nous avons récemment signé un accord avec la Hongrie, grâce auquel, pour la première fois, la population de souche allemande vivant dans ce pays voit reconnaître ses droits culturels. L'Allemagne a d'ailleurs une longue tradition de liens culturels avec la Russie et avec les autres pays de l'Est de l'Europe. J'espère que dans les autres pays où vivent des Allemands, en Pologne, en URSS, ceux-ci verront leur sort amélioré et pourront émigrer s'ils le désirent. Bien entendu, cela doit valoir de la même manière pour les juifs d'URSS. Je pense que nous allons à l'échec dans la politique de désarmement si la confiance ne s'accroît pas entre l'Est et l'Ouest dans tous les domaines : les questions humanitaires, les relations économiques et culturelles, etc.

« Voyez-vous, lorsque M. Honecker est à Paris, et que M. François Mitterrand et M. Jacques Chirac confirment à cette occasion leur soutien à la politique à l'Est que je conduis, que puis-je demander de mieux ? Cela montre qu'il n'y a pas de méfiance, c'est très bien.

« Cette trop bonne entente irrite parfois nos partenaires.

« Nous nous trouvons, le président de la République française, le premier ministre et moi-même, dans une étrange situation. Si les relations franco-allemandes sont bonnes, nos partenaires nous soupçonnent de vouloir constituer un directoire. Si nos relations ne sont pas bonnes, on nous accuse de fuir nos obligations historiques. Mais je préfère entendre des remarques relatives à notre trop bonne entente que le contraire. Il suffit de se reporter à l'histoire de ces dernières décennies pour constater que si Paris et Bonn ne bougent pas rien ne bouge en fait en Europe.

« Cela n'est parfois pas si simple. Il y a par exemple ce récent échec du sommet européen de Copenhague.

« A mon avis, Copenhague n'est pas l'échec que l'on a décrit. Les choses n'étaient simplement pas mûres. A posteriori, je considère ce sommet comme une étape intermédiaire. Je suis parti de Copenhague avec la conviction, partagée par mes collègues, que nous devons nous serrer les coudes et parvenir à un résultat.

« Mais pour en revenir à la coopération franco-allemande, j'estime que son existence est un bienfait pour la politique européenne, pour la politique allemande et, je crois aussi, pour la politique française. Notre coopération n'est dirigée contre personne. Du point de vue de la République fédérale, l'amitié

franco-allemande est parfaitement compatible avec celle qui nous lie aux Etats-Unis. François Mitterrand et Jacques Chirac ont dit publiquement, et en toute clarté, que la France ne se substituerait pas aux Etats-Unis pour assumer le fardeau de la défense de la République fédérale d'Allemagne. Je suis conscient que nous vivons une situation exceptionnelle dans l'histoire de l'Allemagne d'après-guerre, celle d'avoir simultanément d'excellentes relations avec Washington et Paris. Et c'est bien ainsi. Il ne serait pas opportun pour l'Allemagne d'avoir une histoire d'amour avec la France et, en même temps, des problèmes avec les Etats-Unis.

« Mais à cet égard, il faut toujours se rappeler que, entre mon bureau et l'Elysée ou Matignon, il n'y a que quatre-vingt minutes d'avion, alors qu'il faut huit heures pour aller à Washington. J'ajouterais que lors de mes voyages aux Etats-Unis je n'ai entendu aucune des personnes qui s'intéressent aux questions européennes formuler de critiques sur l'amitié franco-allemande. Au contraire, les gens voient cette amitié d'un très bon œil, ils disent « Dieu merci ! » et nous demandent d'aller plus loin dans ce sens.

« On peut tout de même aller se demander si des courants d'opinion divergents dans les sociétés allemande et française sur des questions comme le pacifisme, l'énergie nucléaire, etc. ne portent pas en germe de nouvelles incompréhensions franco-allemandes.

« Je vais reprendre la comparaison avec une famille : lorsque votre sœur se marie, il n'est écrit nulle part que vous seriez obligé d'avoir de bonnes relations avec votre beau-frère. Ce sont des gens différents qui se retrouvent réunis. Naturellement, nous avons des différences, mais n'oubliez pas à quel point, au cours de ce siècle, les expériences historiques de nos deux pays ont été différentes. Les Allemands ont perdu les deux guerres mondiales. Cela les a profondément marqués.

« L'Allemagne est divisée depuis quarante ans. La France n'a pas fait la même expérience. En Allemagne, il n'y a quasiment pas de famille, à commencer par la mienne, qui n'a perdu un ou plusieurs de ses membres à la guerre, ce qui joue dans la conscience des gens, particulièrement sur le problème du désarmement. Il y a eu les treize millions de réfugiés, les millions qui ont subi les bombardements. Et surtout, nous avons eu le nazisme. D'un point de vue psychologique, ce fait est très important pour comprendre l'Allemagne d'après-guerre. Le parti que je dirige a d'ailleurs été fondé par d'émigrants résistants au nazisme. Le tout premier président de la CDU, avant Adenauer, Andreas Hermes, avait été condamné à mort par les nazis. Tout ce passé explique, en partie, les réactions différentes qui peuvent apparaître en Allemagne et en France, par exemple après Tchernobyl.

Nous assumons l'histoire allemande

« Le passé, justement. N'y a-t-il pas de raisons d'être inquiet des tendances chez certains historiens de RFA à relativiser la période hitlérienne alors que la plupart des Allemands sont nés après et n'ont pas eu d'expérience directe du nazisme ?

« Je ne peux que dire à mes amis français qu'ils n'ont pas à s'inquiéter. Il y a en Allemagne une discussion d'historiens qui est devenue une querelle à partir du moment où les idéologues s'en sont mêlés. Ce n'est pas une querelle qui divise le pays. Depuis plus de trente ans que je fais de la politique, je participe régulièrement à des discussions avec les jeunes. Si j'ose me permettre un jugement global sur ce que pensent les jeunes en Allemagne : c'est une génération sans préjugés ; je constate qu'ils sont extraordinairement sensibles aux problèmes des droits de l'homme, de solidarité. A mes yeux, c'est une génération magnifique. On ne peut nourrir aucun doute sur leurs sentiments à l'égard du nazisme. Le néo-nazisme n'a aucune chance chez nous. Il n'y a pas la moindre tendance à nier ou à rela-

tiver les horreurs de la période nazie. Un homme politique qui défend des idées d'extrême droite n'a aucun avenir chez nous. L'antisémitisme n'a aucune chance de faire recette.

« Je dis que l'histoire allemande, c'est notre histoire. Nous l'assumons, nous ne voulons pas la cacher. Ce qui a été commis au nom du peuple allemand est horrible. Nous avons fait notre possible pour donner des réparations aux victimes, tout en étant conscients que les réparations matérielles ne peuvent ressusciter les morts ni faire oublier les souffrances. Dans quelques mois je prendrai la parole dans la synagogue de Francfort à l'occasion du cinquantième anniversaire de la « nuit de cristal ». Je tiens beaucoup à parler de ce sujet aux jeunes. Les



atrocités d'Auschwitz sont horribles, il faut en parler, et nous le faisons.

« Encore faut-il avoir une vision précise et différenciée des faits et des responsabilités historiques. On ne peut pas mettre toutes les horreurs du monde sur le dos des Allemands. Nous sommes, par exemple, irrités lorsque nous voyons à Varsovie une plaque commémorative des « atrocités allemandes » à Katyn. Ce ne sont pas les Allemands qui sont responsables du massacre de Katyn, mais bien Staline. Nous ne sommes pas les précepteurs de l'Europe, mais nous ne sommes pas non plus le « paillason » de l'Europe.

« On vous a reproché, lors de votre voyage en Israël, de vous être prévalu de la « grâce de la naissance tardive » pour vous sentir déchargé de toute responsabilité à l'égard du nazisme.

« C'est de la pure et simple calomnie. Au cours d'une discussion à la Knesset, j'ai parlé à mes interlocuteurs israéliens, qui eux, m'ont parfaitement compris, de ma génération qui a encore eu directement connaissance des événements — j'avais quinze ans au mois d'avril 1945 lorsque j'ai prêté serment à Berchtesgaden, — d'une génération qui était trop jeune pour être coupable mais assez âgée pour se rendre compte de ce qui se passait vraiment. J'ai dit que c'est le devoir de cette génération de jeter un pont entre les plus âgés, que l'on ne peut pas condamner en bloc, et les plus jeunes qui n'ont pas pu savoir. C'est cela le sens de ma formule la « grâce de la naissance tardive », et non pas les interprétations calomnieuses qui en ont été faites à l'époque par la presse, et qui continuent à circuler.

Pas de seconde clé sur les armes nucléaires françaises

« Votre grand projet de construction d'un musée de l'histoire allemande à Berlin ne fait pas non plus l'unanimité.

« Je veux qu'il existe un endroit où l'histoire allemande soit rendue accessible à tous les Allemands. La France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, tout le monde possède un tel musée, sauf nous. Il nous faut un endroit où l'histoire allemande soit exposée avec les moyens les plus modernes de la didactique. Le Musée de la diaspora à Tel-Aviv me paraît être exemplaire à cet égard. Je ne veux pas d'histoire « officielle », mais une présentation de toute notre histoire, sous tous ses aspects et avec toutes ses controverses. L'histoire allemande ne se limite pas à de grands crimes, elle comporte aussi des chapitres grandioses. Dire cela, ce n'est pas

faire preuve de nationalisme, mais c'est tout simplement être un patriote allemand.

« Revenons après ce détour historique aux problèmes concrets de la coopération franco-allemande. Quel sens a pour vous ce conseil de sécurité et de défense franco-allemand qui sera mis en place le 22 janvier ?

« Mon objectif est de renforcer la coopération entre nos deux pays dans le domaine de la défense et de la sécurité. Dans ce domaine, les choses ont considérablement évolué. Aujourd'hui, nous nous engageons dans des voies qui étaient fermées naguère. Il suffit d'écouter ce que disent M. Mitterrand et M. Chirac à ce sujet. Lorsqu'on regarde vers l'Est depuis les Vosges, on se rend bien compte qu'on ne peut défendre Strasbourg sans défendre aussi Karlsruhe. Il n'y a plus de ligne Maginot, et notre sécurité ne peut être envisagée que dans le cadre d'une conception commune de défense entre la France et la République fédérale en liaison avec l'OTAN et les Américains. Nous ne possédons pas d'armes nucléaires, et nous n'en voulons à aucun prix. C'est le noyau dur de notre politique.

« La France est une puissance nucléaire, mais il est évident qu'elle ne peut assumer le poids de la défense de la République fédérale et de l'Europe occidentale. Mais en tant que chancelier de la République fédérale, je suis rassuré par l'existence d'une force de dissuasion française placée sous l'autorité du président de la République. Il est tout à fait hors de question que nous revendiquions je ne sais quelle seconde clé pour l'utilisation de ces armes. Cela nous entraînerait sur un chemin sans issue. Les forces conventionnelles de la République fédérale d'Allemagne sont, de leur côté, les plus importantes d'Europe occidentale. Les forces françaises et allemandes se complètent très utilement pour assurer notre sécurité commune.

« Je suis favorable à ce que ce conseil de sécurité et de défense se saisisse de toutes les questions en vue de l'élaboration d'une stratégie commune. Je veux que nous avançons plus étroitement unis dans ces domaines. Il s'agit également de développer ensemble une politique commune dans le domaine du désarmement et du contrôle des armements ainsi qu'une attitude commune à l'égard de l'Est.

« Je veux faire bouger les choses. Prenons cette brigade franco-allemande. Certains disent qu'elle ne compte pas en termes purement militaires. La n'est pas la question. C'est une expérience, et le simple fait que nous puissions aujourd'hui tenter cette expérience est la preuve d'un changement total des mentalités à douze ans de la fin de ce siècle. Je trouve que c'est un début prometteur, surtout si l'on considère en plus l'instruction commune des officiers des deux armées.

« Les dirigeants français ont à plusieurs reprises insisté sur le lien nécessaire entre la coopération en matière de défense et en matière de politique économique. Partagez-vous ce point de vue ?

« Ce domaine ne peut être mis de côté dans la mesure où nous rapprochons de plus en plus nos politiques. Nous avons un long chemin à parcourir, car nous partons de situations totalement différentes. L'Etat centralisé français est vieux de plusieurs siècles. L'histoire de l'Etat national allemand a été courte. Nous sommes, vous le savez, un Etat fédéral, et cela pose certains problèmes dans la coopération franco-allemande, notamment dans le secteur de l'éducation. Il y a des décisions que je ne peux pas prendre ici, dans mon bureau de chancelier, alors qu'un président ou un premier ministre français le peuvent dans le leur.

« Bien sûr, nous devons aller de l'avant dans la coopération économique, mais il ne sert à rien de se lamenter sur le fait que nous n'en soyons pas encore plus loin. Ce qui paraît un peu frustrant pour l'opinion publique, c'est la normalité des rapports franco-allemands. On attend pour ainsi dire de chaque rencontre franco-allemande une nouveauté révo-

lutionnaire. La vraie révolution consiste dans le fait que nos consultations sont des sortes de conseils des ministres communs. Et vous n'attendez pas non plus tous les mercredis des nouveautés sensationnelles à l'issue du conseil des ministres à Paris.

Un spécialiste de la collaboration

« Certains dirigeants français — M. Chirac, M. Balladur — ont cependant reproché à la politique économique de la République fédérale d'Allemagne une certaine timidité, une certaine mauvaise volonté à apporter sa contribution au soutien de la conjoncture. Que peut faire votre gouvernement pour améliorer la conjoncture internationale, renforcer le système monétaire européen ? Que pensez-vous de la proposition de M. Balladur de créer une banque centrale européenne ?

« Les conditions de base sont différentes en France et en Allemagne. La Bundesbank est une institution indépendante. Les critiques qu'on nous adresse visent au fond plutôt la Bundesbank que le gouvernement.

« Dans le domaine de la coopération économique et monétaire, nous ne sommes qu'au début d'une évolution dont l'objectif est fixé, à savoir l'union économique et monétaire. Je me réfère à ce sujet à ce que je vous ai expliqué sur notre position à l'égard de la Communauté. Il y a, certes, à Washington plus qu'à Paris d'ailleurs, une vague de critiques qui demandent aux Allemands et aux Japonais d'en faire plus pour la relance. Certains essaient de ressusciter cette vieille théorie de la locomotive de la fin des années 70. Je ne suivrai pas une telle politique. Je suis pragmatique, qu'on me dise démodé, mais cela m'est égal. Ce que je constate, c'est que le taux de croissance pour 1987 a été de 1,7 %, soit plus que prévu, que nos exportations se sont accrues de 2,5 % et nos importations de 5 %. Cela veut dire en termes réels que notre excédent commercial a diminué de 10 milliards de marks en un an.

« Il en résulte une perte de croissance pour l'économie allemande, mais nous contribuons ainsi à la relance de la croissance chez nos partenaires, notamment dans la Communauté. Nos taux d'intérêt sont les plus bas depuis que nos statistiques existent, notre politique d'ouverture du marché, de dérégulation, tout cela est une contribution essentielle au rétablissement des équilibres dans les échanges. Mais j'ajoute que je trouve cela encore insuffisant et qu'il faut intensifier la coopération entre les ministres compétents et les gouverneurs des banques centrales. Nous voulons parvenir à une coopération aussi étroite que possible. Cependant je ne suis pas favorable à des annonces fracassantes, il faut aller pas à pas.

« En résumé, mon grand objectif est le suivant : lorsque je quitterai mes fonctions, le chemin futur des Allemands doit être fixé de telle manière que l'on ne puisse jamais revenir en arrière. On pourra aller plus ou moins vite, mais la direction générale doit être irréversible. Cela veut dire, entre autres, que Rapallo ne peut nullement se situer sur ce chemin.

« Selon vous, cette irréversibilité vaudrait-elle aussi pour la France ? Quel que soit le nouveau président de la République ?

« Oui. Le grand avantage aujourd'hui pour moi est de bien connaître tous les hommes qui ont des chances réelles d'être élus. Quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, je suis certain que la ligne générale de la politique française à l'égard de l'Allemagne ne sera pas modifiée. Je le sais d'autant mieux que, au cours de ces deux dernières années, je suis devenu un spécialiste de la collaboration. Je ne crois pas que l'on puisse faire en France une politique qui se détacherait des acquis des dernières décennies sur le plan franco-allemand. C'est héritage est assumé aussi bien par les socialistes que par les gaullistes. C'est aussi pour cela que je suis tout à fait optimiste.

Propos recueillis par
LUC ROSENZWEIG
et DANIEL VERNET.

Proche-Orient

Le débat sur l'avenir des territoires occupés

M. Shamir rejette l'éventualité d'élections anticipées

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a rejeté, lundi 18 janvier, l'éventualité d'organiser des élections anticipées afin de trancher le débat sur l'avenir des territoires occupés entre les deux grandes formations du gouvernement d'union nationale. Avoir des élections en ce moment « porterait tort à Israël et à l'affaiblirait aux yeux des Arabes », a dit M. Shamir (Likoud, droite). « Nous devons d'abord, a-t-il expliqué, mettre un terme à l'occupation des territoires, ramener l'ordre dans les territoires, et seulement alors prendre le temps de nous organiser pour une élection ».

Un peu plus tôt dans la journée, le ministre des affaires étrangères et chef de file des travaillistes, M. Shimon Peres, avait observé que le gouvernement d'union nationale n'avait plus de sens du fait de ses divisions sur l'avenir des territoires. Sans se prononcer très clairement, il avait évoqué la possibilité d'élections dans les trois mois au lieu d'attendre la fin, en novembre prochain, du mandat de l'actuelle Knesset. Quelle que soit leur date, estime-t-il, les élections seront en fait un référendum

« pour ou contre » la tenue d'une conférence internationale devant amorcer une relance de négociations israélo-arabes.

M. Shamir rejette cette perspective et a offert au chef de l'Etat égyptien, M. Mubarak, de reprendre les pourparlers sur l'autonomie dans les territoires, pourparlers abandonnés peu après la conclusion des accords de Camp David.

Alors qu'il avait été levé en Cisjordanie, lundi, le couvre-feu de nouveaux été décrétés dans deux camps de réfugiés palestiniens de la région de Naplouse. Il était toujours en vigueur sur l'ensemble des camps de Gaza et même appliqué avec une extrême rigueur.

Plusieurs témoins occidentaux ont vu lundi des soldats s'emparer et détruire des rations alimentaires que des femmes étaient venues chercher à l'entrée du camp de Nuseirat, apparemment en dehors des heures où la population est autorisée à en sortir. Cependant, les graves des coups de feu dans les territoires sont toujours largement observés, et notamment à Jérusalem-Est, où la boutique d'un changeur de devises qui avait ouvert a été incendiée.

ALAIN FRACHON.

L'attitude embarrassée des États-Unis à l'égard d'Israël

Un pas en avant un pas en arrière...

WASHINGTON
de notre correspondant

Un petit pas en avant, une hésitation et un pas en arrière. L'attitude adoptée par les États-Unis à l'occasion des trois derniers votes du Conseil de sécurité illustre parfaitement les hésitations, l'embarras et comme les remords de l'administration à l'égard d'Israël.

Le 5 janvier, de concert avec tous les autres membres du Conseil de sécurité des Nations unies, Washington enjoint à Israël de renoncer aux mesures de bannissement de Palestiniens. Neuf jours plus tard, après que les responsables israéliens ont refusé outre, les États-Unis s'abstiennent lorsque la question du bannissement revient sur le tapis.

Il ne s'agissait pourtant que de demander aux Israéliens de tenir compte de la précédente résolution et de rapporter les mesures prises, entre autres à l'égard de quatre Palestiniens. Mais, pour Washington, c'était déjà trop. Et quand, lundi 18 janvier, le Conseil entend condamner un récent raid israélien au Liban du sud, qui a fait vingt-six morts, dont nombre de femmes et d'enfants, les États-Unis opposent leur veto.

Au-delà des explications fournies par les représentants américains à l'ONU (il ne faut pas recourir trop souvent au Conseil de sécurité, ou bien, dans le cas de la résolution la plus récente, le texte est « déséquilibré »), l'attitude américaine à l'ONU vient en fait confirmer un réajustement sensible depuis une dizaine de jours.

Le silence de M. Reagan

Devant le refus d'Israël d'écouter leurs conseils, appuyés de gestes publics et de démarches diplomatiques, les États-Unis préfèrent ne pas insister et même relâcher un peu la pression. Ce souci de « modération », ce désir de rassurer Israël, est particulièrement sensible depuis que le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a mis personnellement la pédale douce, le 7 janvier, après une série de commentaires inhabituellement sévères de la part de divers porte-parole américains.

Certes, le département d'Etat continue à « regretter profondément » le bannissement des quatre Palestiniens et les victimes de l'armée israélienne, mais les mots s'usent à être quotidiennement répétés, d'autant plus que les actes ne suivent pas. Les représentants de l'administration, à court de commentaires, expliquent qu'ils ont déjà dit ce qu'ils avaient à dire, et ajoutent que l'essentiel est que le calme revienne dans les territoires occupés.

Quant au président Reagan, on laisse bien entendre à la Maison Blanche qu'il a demandé à plusieurs de ses collaborateurs de faire part de sa vive préoccupation aux dirigeants israéliens. Mais force est de constater que M. Reagan, connu pour avoir souvent le cœur sensible, a soi-

gneusement évité de s'exprimer personnellement, tout au long des semaines écoulées, sur le sort des manifestations nées.

La presse américaine, pour sa part, continue à tenir jour après jour le compte des nouvelles victimes, mais quelques signes de lassitude apparaissent devant ces événements désormais routiniers.

On voit aussi quelques représentants de la communauté juive exprimer leur peine, et, dans certains cas, ajouter que les Juifs américains refuseront de soutenir un Israël « qui se conduit de cette manière ». Mais, les dirigeants des principales organisations juives optent pour une attitude beaucoup moins tranchée.

Il reste que la persistance des manifestations dans les territoires occupés, la durée des violences et le nombre élevé des victimes palestiniennes semblent appelés à laisser une trace profonde dans l'esprit de nombre d'Américains.

Entre fidélité et remords

Les images pénibles vues tous les jours à la télévision contribuent certainement à changer l'image d'Israël aux États-Unis. C'est d'ailleurs là un des soucis majeurs des dirigeants de Jérusalem, et un responsable du ministère israélien des affaires étrangères, est arrivé aux États-Unis pour s'entretenir de ce « problème » et des moyens d'y remédier avec des représentants des médias et des organisations juives.

Les Israéliens s'efforcent tout particulièrement du rapprochement, souvent fait déformé dans la presse américaine, entre l'attitude des Israéliens et celle d'Israël à l'égard de sa population arabe. Mais les protestations israéliennes ne semblent pas très efficaces : lundi encore, la chaîne ABC a consacré une longue séquence à une comparaison entre les situations des deux pays, insistant sur les similitudes : une comparaison très dommageable pour Israël le jour où les États-Unis célèbrent, par un jour férié, l'anniversaire de la naissance de Martin Luther King, l'apôtre de l'égalité des droits civiques.

Mais entre la détermination — peut-être d'ailleurs — très provisoire — de l'image d'Israël et un changement de politique, il y a un pas qui semble très loin d'être franchi. Pour les responsables politiques américains, favorables par l'habitude, par des réflexes acquis de longue date, le risque le plus grand reste de passer à un moment décisif à l'ami israélien à un moment décisif.

Partagé entre ce souci de fidélité et une sorte de remords devant l'injustice faite à l'autre partie, l'administration n'a guère le choix qu'entre des demi-mesures et un aveu d'impuissance. Pour Israël, c'est non seulement un motif de réconfort, mais la justification d'une politique : la fermeté paie, sinon avec les Arabes, du moins avec les dirigeants américains.

JAN KRAUZE.

Démarche islamique auprès de M. Jean-Bernard Raimond

de M. Jean-Bernard Raimond

Une délégation du corps diplomatique islamique accrédité à Paris a effectué, lundi 18 janvier, une démarche auprès de M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, en vue d'attirer l'attention du gouvernement français sur la « situation dramatique » prévalant en Cisjordanie et à Gaza, après six semaines d'agitation antisémite.

Préside par M. Youssef Bel Abbès, ambassadeur du Maroc et doyen du corps diplomatique arabe et islamique, la délégation était composée de représentants des pays suivants : Arabie saoudite, Pakistan, Turquie, Béne, et de M. Ibrahim Souss, représentant de l'OIP en France.

La délégation islamique, indiquant au Quai d'Orsay, a mis l'accent sur la « nécessité d'assurer une protection physique de la population palestinienne, ses besoins en vivres et médicaments après le blocus imposé par les autorités israéliennes aux camps palestiniens des territoires occupés et la nécessité d'ouvrir pour un règlement politique ».

M. Raimond, ajoute-t-on, a rappelé les diverses prises de position du gouvernement français depuis le déclenchement des troubles, le 8 décembre, ainsi que le vote des trois résolutions du Conseil de sécurité, dont l'une déplorait l'usage de la force contre la population palestinienne et une autre la déportation de quatre Palestiniens.

SOUDAN : l'assassinat d'un opposant irakien

Les services de renseignements de Bagdad mis en cause

Le mystère le plus total entoure l'assassinat dans la nuit, du dimanche 17 au lundi 18 janvier, à Khartoum, de l'homme d'Etat irakien Mehdi el Hakim, un dirigeant de l'opposition irakienne en exil, alors qu'il se trouvait dans le hall de l'hôtel Hilton. Le ministre soudanais de l'Intérieur s'est contenté de diffuser un communiqué indiquant que l'assassin et un complice conduisant la voiture dans laquelle ils ont pris la fuite étaient tous deux « étrangers ». L'agence égyptienne MENA est plus précise et affirme que l'assassin était un Irakien.

A Beyrouth, une organisation clandestine, le Mouvement islamique, a accusé les services de renseignements irakiens et les a menacés de représailles. Un interlocuteur anonyme se réclamant de ce mouvement affirme que son organisation « saura atteindre, en Irak ou hors du pays, les agents du régime sanguinaire de Saddam Hussein » et que « ce crime ignoble ne restera pas impuni ». Le mouvement el Rafidain avait revendiqué en septembre 1986, photos à l'appui, l'enlèvement à Chypre d'un diplomate irakien, M. Kamel Abdel Haseeb. Il avait également revendiqué la même année plusieurs attentats à la bombe contre des institutions irakiennes à Beyrouth-Ouest.

Le Soudan entretient d'excellentes relations avec l'Irak, qu'il a rejoint l'Irak. Il semble toutefois que l'influence de Bagdad à Khartoum a récemment pris le pas sur celle de Téhéran, à la suite de l'aide militaire que les Irakiens fournissent au gouvernement central dans sa guerre contre la guérilla sudiste du

colonel Garang. Des bombardiers irakiens auraient même contribué, le mois dernier, à la reprise par l'armée soudanaise de la ville de Karmuk, occupée par les maquisards en novembre. L'homme d'Etat irakien Mehdi el Hakim, âgé de cinquante-deux ans, était l'un des chefs historiques de l'opposition islamique irakienne et résidait habituellement à Londres, où il dirigeait une association islamique et publiait une revue en arabe. Il faisait de fréquents voyages à l'étranger, notamment aux États-Unis.

Un des fils de l'ayatollah Sayed Mohsen el Hakim (décédé en 1970) qui fut le chef spirituel du clergé chiite irakien, l'homme d'Etat Mehdi el Hakim était considéré comme plus modéré que ses frères qui dirigent depuis Téhéran l'Assemblée suprême de la révolution islamique irakienne (SAIRI), l'organe de coordination des différents mouvements de l'opposition irakienne. Ses nombreux contacts dans le monde occidental en faisaient même un éventuel « homme de compromis » pour un éventuel nouveau régime en Irak.

Ce meurtre n'est pas le premier à atteindre la famille el Hakim, durement décimée par la répression : Mehdi el Hakim est en effet la dix-huitième victime à tomber sous les balles des tueurs, et le régime baasiste a déjà arrêté quatre-vingt-dix membres de cette famille, pour la plupart des fils et petits-fils de l'ayatollah Mohsen el Hakim, et cela pour contraindre les trois fils de ce dernier, en exil, à arrêter leurs activités contre le régime de Bagdad. Ces trois fils, sont, outre Sayed Mehdi el Hakim, l'homme d'Etat Mohamed

Bager, président du SAIRI, installé à Téhéran, et l'homme d'Etat Abdel Aziz el Hakim. Ce dernier préside le mouvement des Moudjahidines irakiens, qui se livrent à des opérations militaires contre l'armée irakienne.

Dans le but de faire pression sur les frères en exil, le régime de Bagdad a commencé par exécuter, en mai 1983, six membres de la famille Hakim. En juin 1985, dix autres membres de la même famille ont été tués et, en juillet, un dix-septième membre est mort en prison sous la torture. D'autres personnes appartenant à cette « famille maudite » se trouvent depuis de longues années dans les prisons irakiennes, malgré l'intervention de multiples organisations internationales, et du secrétaire général des Nations unies en personnes.

J. G.

● Pénalisation de trois Syriens accusés d'espionnage au profit d'Israël. — Trois ressortissants syriens, accusés d'espionnage au profit d'Israël, ont été pendus lundi 18 janvier à Damas, a annoncé l'agence syrienne d'information SANA. Fouad Ali Hassan, trente-cinq ans, originaire de Lattaquiah (nord de la Syrie), Mohammad Salem Yahia Badr, quarante et un ans, de Damas, et Adnane Mousapha Mahfouz, cinquante-trois ans, de la localité de Salamieh, au sud-est de Hama (centre de la Syrie), étaient des espions qui se sont vendus à l'ennemi sioniste pour une poignée de dollars, a affirmé SANA, qui n'a pas fourni d'autres détails. — (AFP.)

Exclusif : une mystérieuse énigme historique

Etrange découverte d'une splendide momie de jeune fille dans le tombeau d'un pharaon

Rarissime est la découverte - avec tous ses trésors - d'un tombeau royal inviolé depuis plus de 3 000 ans. Mais ce qui est extraordinaire, c'est d'y trouver le corps embaumé d'une très belle jeune fille au lieu de celui d'un pharaon.

Pourquoi est-elle décédée si jeune ? Son corps n'a révélé aucune trace de blessure ou de maladie. S'agit-il de la fille du pharaon ? Était-ce une princesse égyptienne ? Pourquoi ? Ou tout simplement sa favorite, assassinée par empoisonnement ? Autre mystère : où se trouve la dépouille du pharaon ? Pourquoi est-il enseveli ailleurs ? Le papyrus, trouvé sous les bandeslettes qui enveloppaient le corps de cette jeune fille, révèle la clé de l'énigme ?

La vie quotidienne au temps des pharaons racontée par un célèbre écrivain et dessinée par le Directeur général des Musées français.

Le passionnant récit de cette étrange découverte, ainsi que la clé de cette énigme historique, sont publiés dans le *Roman de la momie*. Il est publié (1) dans une luxueuse édition d'art soigneusement illustrée à partir de plus de 300 splendides gravures d'époque. Parmi elles, les fameuses gravures de V. DENON qui accompagnent BONAPARTE pendant sa Campagne d'Égypte. La brillante carrière de DENON et son ouvrage magistral (2) sur l'Égypte (des milliers de dessins et gravures sur cuivre) lui valurent d'être nommé Directeur général des Musées français. Aussi, cette nouvelle édition du *Roman de la momie* est-elle exceptionnelle par son tirage restreint, la richesse de son iconographie et la beauté du récit de Théophile GAUTIER, son auteur.

On sait à présent que le fabuleux ouvrage illustré de DENON sur l'Égypte avait fortement inspiré et documenté Théophile GAUTIER. DENON lui a fourni le point de départ de son roman : la présence royale dans d'une splendide momie de jeune fille à la place d'un pharaon dans son tombeau... DENON décrivait aussi dans son livre - et admirablement - le pild



Le pharaon Méphthah, fils de Ramsès II.

d'une jeune fille et... un papyrus trouvé sous les bandeslettes d'une momie... Alors l'imagination romanesque de GAUTIER s'éveille et anime sa plume d'où jaillit ce merveilleux *Roman de la momie* publié en 1858. Trois ans plus tard, le célèbre de l'écrivain culmine avec la publication du *Capitaine Corcoran* (2). Charles BAUDELAIRE dit de GAUTIER qu'il est un poète impeccable et un parfait magicien des lettres françaises.

Une étonnante histoire d'amour dans un décor grandiose et fascinant.

Si dans *Le Roman de la momie* GAUTIER nous conte une étonnante histoire d'amour, c'est aussi pour nous promener au temps de Moïse sur la terre des pharaons qu'il a depuis avec la main propre à un grand archéologue. Assurément, GAUTIER est l'écrivain romanesque qui, après Victor HUGO,

connaît le mieux la langue, en use avec la plus impeccable sûreté, écrit Albert THIBAUDET, grand philosophe, critique littéraire et professeur de littérature française à l'Université de Genève.

Des longs mois d'investigations pour documenter un récit captivant.

Pour illustrer avec des documents anciens et beaux, un documentaire y consacra plusieurs mois de travail. Résultat : un ouvrage qui par son texte, son iconographie abondamment illustrée et sa présentation, sera très recherché sur le plan de la bibliophilie.

Les 448 pages du *Roman de la momie* sont imprimées sur un magnifique papier vergé hollande. Les cahiers sont cousus et non collés. Son épaisse reliure format grand in-8° (21 x 14 cm) est enrichie de 2 tranches, d'un signe et de pages de garde à l'enseigne de l'éditeur. Un beau cuir coupé d'un seul tenant habille sa couverture rehaussée de décors égyptiens frappés à l'or 22 carats.

Le même ouvrage illustré, mais dans une version reliée pleine toile dorée, per-

metra à un plus grand nombre d'amateurs, chercheurs, étudiants, professeurs et bibliophiles, de se procurer aussi à ce remarquable livre d'art inouïment en librairie.

Une fabuleuse exploration de la terre des pharaons.

Pour souscrire directement auprès de l'éditeur à cette prestigieuse édition du *Roman de la momie* dans la version de votre choix (reliure pleine cuir ou pleine toile), il vous suffit de compléter le Bon à découper ci-dessous et de le poster aujourd'hui même. Vous payerez seulement après réception de la facture qui précède l'envoi du colis. Et si après avoir lu cet ouvrage, vous renoncez à le garder dans votre bibliothèque, il vous suffira de le renvoyer pour être intégralement remboursé.

Bon à compléter et à renvoyer à HUGUES DE FLEURVILLE, Éditeur-Libraire, 18, rue d'Anjou, 75008 PARIS.

Je désire souscrire, à votre précieuse édition du *Roman de la momie* de Th. GAUTIER enrichie de 310 gravures anciennes, dans la version que je marque d'une croix X :

☐ version «bibliophile» : reliure pleine cuir dorée à l'or véritable 22 carats, au prix de 462 F, payable en 2 mensualités de 231 F seulement (port gratuit).

☐ version «normale» : reliure pleine toile dorée au prix de 196 F payable en 2 mensualités de 98 F seulement (port gratuit).

Je n'envoie pas d'argent maintenant. Je réglerai seulement après réception de votre facture (*). Je serai intégralement remboursé si je vous renvoie cet ouvrage dans les 15 jours.

Don :
Signature : _____
ECRIVEZ EN MAJUSCULES S.V.P.

M. Mlle M. : _____
Adresse complète : _____

Code postal : _____
Ville : _____

(*) Si vous êtes COÉDITEUR des Editions FLEURVILLE, le montant de cette souscription sera prélevé sur votre COMPTE LIVRES D'ART et vous recevrez un exemplaire du tirage de tête (version «bibliophile») numéroté et signé par l'éditeur.

R.C. PARIS 7 230.00

حکذا من الاموال

Politique

Une année d'élections cantonales partielles La gauche minoritaire mais conquérante

Rarement les élections cantonales partielles de l'année écoulée auront été autant utilisées dans le débat politique. Chaque camp peut, en effet, y trouver matière à espérer : la droite se contente pour cela des résultats du premier tour — où ses candidats conservent leur avance de mars 1986 ; la gauche porte ses regards sur les scrutins de ballottage, où les candidats socialistes ont fait subir défaite sur défaite aux candidats de la majorité.

Avant d'examiner au fond ces indications, il convient de rappeler brièvement les règles d'analyse de ce type d'élection. Pour étudier les mouvements des suffrages, nous ne retenons que les consultations qui ont vu s'affronter au renouvellement général comme à la partielle au moins un candidat du PC, du PS-MRG et un candidat de la droite modérée, ce qui élimine six des quarante-huit élections cantonales partielles qui ont eu lieu en 1987 : le cumul des résultats permet de donner l'importance des spécificités locales ; enfin la distinction selon l'élection de référence est un critère essentiel. En effet, au renouvellement général de 1982, la gauche se situait à un haut niveau (48,1 % des suffrages exprimés), trois ans plus tard elle était tombée à 41,3 %. Un recul de la gauche par rapport à l'un ou l'autre scrutin n'a donc pas la même signification : minime par rapport à 1982, il laisserait toutes ses chances de succès final au candidat socialiste à l'élection présidentielle, minime par rapport à 1985, il ruinerait ses espoirs.

Au premier tour, la gauche reste très nettement minoritaire. Alors même que l'ensemble des cantons soumis aux élections partielles se révèle plus orienté à droite que la moyenne nationale (d'environ

3 points), la gauche perd 3,8 points par rapport à 1982 et elle ne gagne que 3 points dans la série 1985 (voir tableaux 1 et 2). Ces deux évolutions, ramenées aux niveaux de départ sur le plan national, situent la gauche aux alentours de 44 % des suffrages. Ce qui est confirmé par le mouvement enregistré dans les mêmes cantons depuis les élections législatives de mars 1986 où la gauche perd 1,4 point. Toutefois, la multiplicité des candidatures à droite au premier tour a sans doute pour effet de minorer quelque peu l'évaluation du score de la gauche.

Minoritaire au premier tour

Contrairement aux idées reçues, le rapport gauche/droite en 1987 est plus mauvais pour l'opposition que dans les cantons partielles qui ont suivi les élections législatives entre avril et décembre 1986. L'année dernière, la gauche a reculé de 3,8 points dans la série 1982, alors qu'il y a deux ans elle n'en avait perdu que 1,3. Par rapport au scrutin de référence de 1985, la différence est moins frappante mais elle joue dans le même sens : la gauche progresse de 3 points en 1987 au lieu de 3,8 points entre avril et décembre 1986.

Un seul correctif doit être apporté à ce tableau : la deuxième partie de l'année 1987 se révèle meilleure pour la gauche que la première. Entre septembre et décembre, la gauche a perdu 3,3 points par rapport à 1982, au lieu de 4 points entre janvier et juillet ; dans la série 1985, elle gagne 3,8 points dans la deuxième période au lieu de 2,3 points dans la première.

Pour la Parti communiste — toujours très attentif aux résultats des partielles — l'année 1987 est en définitive moins bonne que 1986. Ici aussi, la différence entre les deux

élections de référence ne doit pas être oubliée : en 1982, le PC se situait à 15,9 % des suffrages exprimés, en 1985 à 12,5 %. Dans la première série, le PC perd 2,1 points (au lieu de 1,9 point en 1986). Dans la seconde, il ne gagne que 0,3 point au lieu de 2,1 point en 1986. Pis encore, la chronologie lui est défavorable, puisqu'il obtient de moins bons résultats au second semestre 1987 qu'au premier. Par rapport à 1982, il recule de 3 points entre septembre et décembre au lieu de 1,4 entre janvier et juillet. Par rapport à 1985, il perd 0,8 point dans la deuxième période, alors qu'il gagnait 1 point dans la première. Enfin, par rapport aux législatives de mars 1986, sa remontée est sensible sur l'ensemble de l'année mais moindre qu'entre avril et décembre 1986. Il progresse en effet de 3,3 points au lieu de 6,5 l'année précédente.

Il n'en demeure pas moins que ces différents indices permettent d'évaluer au moins l'importance de 13 % l'influence du Parti communiste dans les scrutins cantonaux, soit plus du double des intentions de vote qu'André Lajoinie recueille actuellement dans les sondages pré-électorales. Cette différence atteste la capacité du PC à résister beaucoup mieux dans les scrutins d'entraînement local que dans une élection globalisée, personnalisée et télévisée comme l'est la présidentielle. Elle montre aussi que la perspective des cantonales d'octobre 1988 et des municipales de mars 1989 pourrait aider le PC à se relever, même si son candidat subit une grave échec le 24 avril prochain.

Le Parti socialiste et ses satellites MRG et divers gauchistes n'enregistrent pour leur part aucun bond significatif. Par rapport à 1982, le PS perd 1,5 point (alors qu'il en gagnait 1,1 en 1986) ; par rapport à 1985, les résultats sont meilleurs puisqu'il gagne 3,2 points au lieu de

2,3 en 1986. Enfin, par rapport aux législatives de mars 1986, il subit un recul de 3,4 points. La seule indication réellement favorable réside dans l'examen de la chronologie qui révèle un second semestre beaucoup plus favorable que le premier. Entre septembre et décembre, le PS gagne 5,5 points par rapport à 1985 (au lieu de 1,7 dans la première moitié de l'année) et il progresse de 0,2 point dans la série 1982, alors qu'il perdait 2,6 points entre janvier et juillet.

Les surprises du second tour

Bien que le rapport gauche/droite du premier tour soit très favorable à la majorité, les seconds tours des partielles organisées en 1987 ont vu se succéder les victoires du Parti socialiste. Sur les 48 sièges en compétition, la gauche en détenait 13 avant les renouvellements. Au final, dans cette série de cantons qui lui était pourtant peu favorable, la gauche l'emporte 25 fois contre 23 à la droite (voir tableau 3). Entre 1986 et 1987, l'évolution est considérable : il y a deux ans, la gauche en avait seulement 3 des 33 sièges détenus par la droite, en 1987 elle a enlevé 12 sièges sur 35. Il faut remonter au grand tournant électoral qui suivit le second plan de rigueur de mars 1983 pour retrouver pareille redistribution des sièges. En voix, le phénomène est tout aussi frappant : dans les 21 duels organisés entre le Parti socialiste et la droite, la gauche passe de 43 % des voix au premier tour à 50,7 % au second. En 1986, dans ce même type de configuration, elle était passée de 46,3 % à 47,3 %.

Chacun alors d'invoquer la mauvaise qualité des reports de voix au sein de la majorité et les risques qu'elle court pour le second tour de l'élection présidentielle. En réalité,

l'analyse comparée de 1986 et 1987 montre que la majorité a été avant tout victime d'un dérèglement de son système de candidature aux élections locales. D'une année à l'autre, le nombre moyen de candidats de la droite en compétition au premier tour s'est accru, et le Front national présente de plus en plus souvent un candidat. En 1986 dans les duels PS-droite, le candidat de la majorité arrivait en tête de la droite au premier tour ralliant dans la quasi-totalité des cas plus de 75 % des suffrages de la droite modérée sur son nom et il occupait ainsi avant le scrutin de ballottage une indiscutable position de candidat dominant dans son camp. En 1987, ce n'est plus le cas que dans un canton sur deux. Or l'évolution électorale entre le premier et le second tour varie énormément selon que les voix de la droite modérée sont dispersées entre plusieurs candidats puissants ou regroupées pour l'essentiel sur un candidat dominant. Dans le premier cas de figure en 1987, la gauche progresse entre les deux tours de 10,5 points (passant de 39,4 % à 49,9 %), dans le second elle ne gagne que 2,3 points (passant de 50,1 % à 52,4 %). Là où la droite est unifiée autour d'un candidat dominant, le mouvement de progression de la gauche entre 1986 et 1987 n'est plus que de 2,5 points.

Pour aussi spectaculaires que soient les résultats des duels de second tour entre le PS et la droite, il serait abusif de les transposer directement au second tour de la présidentielle. Ce serait oublier que, dans les cantons qui ne rentrent pas dans cette catégorie, la droite a obtenu au premier tour 60,8 % des suffrages exprimés et la gauche 37,9 %. Si l'on recourt au concept de « tour décisif » cher à François Goguel — qui additionne les résultats du tour où l'élection a été acquise, le premier ou le second en cas de ballottage — la gauche

n'obtient que 44,3 % des voix et la droite 55 %. Compte tenu de la déformation politique de cette série de cantons, voilà qui situe le rapport réel entre la droite et la gauche à 53-47 en faveur de la majorité actuelle.

A trois mois de la présidentielle, l'analyse de cette année d'élections partielles conduit à trois conclusions majeures :

1) La gauche reste nettement minoritaire au premier tour de scrutin avec environ 44 % des suffrages ;

2) Dans cette série de partielles, la droite a souvent été victime au scrutin de ballottage de la multiplicité de ses candidatures de premier tour et des querelles d'héritage dans les cantons soumis à succession. Pour la présidentielle, le danger principal réside dans une excessive dispersion de ses suffrages. Au vu de ces indications, on peut énoncer la règle suivante : « Plus le candidat de la droite arrive en tête au premier tour aura creusé l'écart avec ses concurrents, plus grandes seront ses chances de victoire au second tour » ;

3) Si François Mitterrand se porte candidat, la moyenne des sondages de la SOFRES effectués en 1987 situe la gauche au premier tour de la présidentielle à 46,5 % des voix. La différence avec les partielles — où la gauche représente 44 % des voix — permet d'apprécier le « bonus » qu'apporte le président sortant à deux ou trois points supplémentaires. Appliqué à notre évaluation du tour décisif (47-53), ce bonus conduit à fixer le second tour de l'élection présidentielle dans la zone de totale incertitude, entre 49 % et 51 % des voix...

JÉRÔME JAFFRÉ
ET JEAN-LUC PARODI

I. - LE BILAN DES CANTONALES PARTIELLES PAR RAPPORT A 1982 (en % des suffrages exprimés)

STATISTIQUE PORTANT SUR 19 CANTONS			
	Cantonales 1982	Cantonales partielles 1987	Ecart
● PC	8,6	6,5	-2,1
● Extrême gauche	0,2	-	-0,2
● PS, MRG, div. g.	31,7	30,2	-1,5
TOTAL GAUCHE	40,5	36,7	-3,8
● UDF, RPR, div. d., ex. droite	59	57,6	-1,4
● Front national et extr. droite	0,5	4,9	+4,4
TOTAL DROITE	59,5	62,5	+3
● Ecologistes	-	0,8	+0,8

II. - LE BILAN DES CANTONALES PARTIELLES PAR RAPPORT A 1985 (en % des suffrages exprimés)

STATISTIQUE PORTANT SUR 23 CANTONS			
	Cantonales 1985	Cantonales partielles 1987	Ecart
● PC	19,2	19,5	+0,3
● Extrême gauche	0,9	0,4	-0,5
● PS, MRG, div. g.	20,4	23,6	+3,2
TOTAL GAUCHE	40,5	43,5	+3
● UDF, RPR, div. d., ex. droite	49,9	47,7	-2,2
● Front national et extr. droite	8,2	7,5	-0,7
TOTAL DROITE	58,1	55,2	-2,9
● Ecologistes	1,4	1,3	-0,1

III. - LES ELUS DES 48 CANTONALES PARTIELLES DE 1987

	Après les cantonales de 1982 et 1985	Après les cantonales partielles	Ecart
● PC	6	5	-1
● PS, MRG, div. g.	7	20	+13
TOTAL GAUCHE	13	25	+12
● UDF, RPR, div. d., ex. droite	35	23	-12
● Front national et extr. droite	0	0	-
TOTAL DROITE	35	23	-12

La cohabitation entre ministres chiraquiens et ministres barristes

Navigation à vue

Depuis le samedi 16 janvier, la cohabitation est entrée dans une nouvelle phase avec l'apparition du candidat-premier ministre Jacques Chirac. Les conseils des ministres de mars et d'avril qui réuniront, sous les mêmes lustres, un président à son tour candidat déclaré, un premier ministre parti depuis deux mois en campagne et des ministres UDF jouant sur les tréteaux barristes seront piquants. Pour le moment, il faut s'interroger sur les chances qu'a l'ombardation gouvernementale d'arriver à bon port avec un capitaine qui a hissé le pavillon à ses couleurs et un équipage coupé en deux, ramant d'un côté à la cadence RPR et se racrochant de l'autre à la grosse bouée Barre.

Cette situation, inédite sous la V^e République, est porteuse de bien des dangers. « Situation difficile », a admis dimanche M. Valéry Giscard d'Estaing. Il va falloir gérer cette période avec modération et un grand sens des responsabilités pour qu'elle ne fasse pas tort à notre pays, notamment à l'étranger.

Jusqu'au dernier jour

M. Giscard d'Estaing parle d'expérience, encore que la situation qu'il est lui-même à gérer en 1981 n'était en rien comparable. Son premier ministre, M. Barre, se contentait d'expédier les affaires courantes, et, dès le premier tour, les ministres du RPR avaient officiellement pris parti pour lui, ce qui devait entraîner leur exclusion provisoire de leur mouvement ! Malgré cela le président sortant avait hésité, pour finalement se contredire. « La campagne est l'affaire du candidat, pas l'affaire des ministres », avait-il d'abord averti lors d'une mémorable réunion à Rambouillet. Du coup, les trois ministres chargés de sa campagne, MM. Jean-François Deniau, Jean-Philippe Lecat et M^{me} Monique Pelletier furent pris de démissionner. Mais, changement de consigne quelques semaines plus tard : chaque ministre, chaque secrétaire d'Etat, fut pressé par l'Elysée de

donner le coup de main sur le terrain. Les sondages dégringolaient, le président perdait pied, les bonnes résolutions étaient enterrées...

« Nous devons travailler jusqu'au dernier jour », a averti au début de 1988 le vice-amiral Balladur. Nul n'eût compris qu'il vienne dire le contraire. Chacun en accepte l'augure mais chacun sait aussi que les trois mois d'exercice gouvernemental qui restent à courir vont plutôt relever de la navigation à vue. C'est la seule conclusion définitive que les ministres auront tirée de la réunion du gouvernement, à Matignon, vendredi dernier. « C'est bien la première fois qu'un chef de gouvernement ne sera pas soutenu par l'ensemble de son gouvernement », a grincé M. Chirac. « Certes, a complété sans rire M. Balladur, c'est la première fois. Mais c'est aussi la première fois qu'un premier ministre en exercice est candidat ».

« Allons, allons, a ajouté en riant Bernard Bosson en regardant François Léotard, qu'aurions-nous fait s'il y avait eu un autre membre de notre gouvernement candidat ? ». Le pire n'est évidemment jamais sûr.

Nul ne peut cependant cacher, comme le confie le ministre giscardien Hervé de Charette, que « cette situation n'est pas tout à fait naturelle », qu'il y a là « un problème d'ontologie » mais qu'il convient de « s'asseoir dessus ».

Son collègue d'Etat à la Sécurité sociale, acquiesce : « Ce ne sera pas une période facile ». Son ministre de tutelle, M. Philippe Séguin, vient d'être nommé grand coordinateur de la campagne Chirac pour la région Alsace-Lorraine. Lui-même fera la campagne en Alsace pour M. Barre. Les entrées du milieu de semaine à Paris ne seront pas tristes. Certains de leurs collègues ne s'en émeuvent pas outre mesure, arguant que, « après avoir supporté pendant deux années de cohabitation M. Mitterrand », ils peuvent tout endurer : que les grands dossiers étant éclusés, la gestion courante des affaires ne posera plus guère de pro-

blèmes ; que la majorité étant forcée de se retrouver au grand complet pour le second tour, les ministres RPR et UDF « sont condamnés de toute façon à s'entendre ».

« Chacun d'entre nous, explique René Monory, sait jusqu'où il ne faut pas aller trop loin. C'est une question de confiance et de loyauté ».

Faire systématiquement la part entre le technique et le politique, « veiller, comme le dit le ministre radical Yves Galland, à ne jamais mélanger les genres » : tel est le grand principe énoncé pour la survie de cette cohabitation bis.

Plus facile à dire qu'à faire. « Peut-on vraiment imaginer, ironise un responsable de l'UDF, que le premier ministre ou n'importe lequel de ses ministres se déplaçant dans une région le matin avec des moutards pour une visite ministérielle renvoie l'après-midi son escorte parce que, là, il fera campagne ? ». Les ministres du Parti républicain et les ministres radicaux sont évidemment les moins inquiets. Comme ils se sont toujours efforcés de le faire, non sans persévérance et réussite jusqu'à maintenant, ils auront sans doute à cœur de jouer, ainsi que le répète François Léotard, « leur rôle de trait d'union » entre les ministres RPR et des ministres centristes, beaucoup plus actifs sur le flanc barriste.

Fiévreux et malades

Le chef de file des centristes, M. Pierre Méhaignerie, feint encore de ne pas trop s'en émeouvoir. « Dès le départ, rappelle-t-il, nous avons été clairs avec le premier ministre. Nous n'avons jamais dissimulé notre engagement pour M. Barre. Il est donc normal aujourd'hui que chaque famille se regroupe autour de son candidat ».

« Bien sûr, complète tout aussitôt son ami Jean Arthuis, si tel ou tel ministre transforme le gouvernement en champ de foire, cela posera des problèmes ».

À fortiori si le premier ministre engage le premier les hostilités. Les

centristes sont prêts à épouser le terrain. Que M. Chirac joue sans fausseté la partition de l'union, et ils resteront eux aussi sagement derrière leur pupitre. Sinon, l'orchestre gouvernemental va vite ressembler à une batterie d'infanterie. « De toute façon, prévient Bernard Bosson, on ne se laissera pas avoir par un baratin sur le devoir de réserve des ministres. Le premier ministre est candidat. M. Juppé est son porte-parole, les principaux ministres RPR sont portés prisonniers dans la campagne RPR. Il n'y a pas de réserve pour les autres ministres. Personne ne comprendrait qu'il en aille autrement pour nous ».

Dans l'immédiat, la réunion de vendredi dernier qui était précisément destinée à fixer un cap pour les quatre derniers mois n'a pas rassuré tout le monde. Solidaires du bilan gouvernemental, les centristes, par la voix de Pierre Méhaignerie, ont fait valoir que, pour « éviter une campagne anesthésiante », ce bilan ne devait point « cacher les faiblesses structurelles graves de la France ». Certains ministres RPR ont peu apprécié ce goût « pour l'autoflagellation ». Toute méfiance n'est pas dissipée. « Plus les déclarations unilatérales du RPR vont se multiplier au sommet, relevait un sénateur influent de l'UDF, plus on va voir se durcir la situation sur le terrain ».

Tout à trac, M. Chirac a fait passer vendredi la consigne : « Je puis difficilement imaginer, a-t-il précisé, que les ministres des régions que je visiterai ne soient pas présents. Bien entendu, il en va de même pour les visites de M. Barre ». On dit que le Lyonnais Michel Noir, RPR, voisin de M. Barre, se trouva subitement avec un gros chat dans la gorge. Réaction de Bernard Bosson : « Si les ministres RPR tombent malades lorsque M. Barre vient chez eux, les ministres RPR risquent aussi d'être brutalement fiévreux quand M. Chirac viendra ». Bref, dans ce gouvernement, un ministre prévenu en vaut sans doute deux !...

DANIEL CARTON.

PROPOS ET DÉBATS

M. Barre : des bourgeois

M. Raymond Barre, qui était, le lundi 18 janvier, en Haute-Savoie, s'est montré à la fois ferme et rassurant sur les perspectives économiques de la France. « Je suis convaincu qu'il faudra faire beaucoup d'efforts mais je suis convaincu aussi, et c'est notamment déclaré, qu'il y a un peu partout dans notre pays des bourgeois de croissance qui se développeront si l'environnement le leur permet ».

L'ancien premier ministre a estimé « nécessaire que tous les moyens soient concentrés pendant quelque temps sur le développement de nos entreprises » et que « la préférence soit donnée à la production, à l'investissement, à la recherche plutôt qu'à la consommation ». « Si nous continuons à croire que la satisfaction de la consommation doit être prioritaire, a-t-il affirmé, alors la consommation sera elle aussi atteinte ».

M. Lecanuet : image forte

Le président de l'UDF, M. Jean Lecanuet, a souhaité, le lundi soir 18 janvier sur France-Inter, que le soir du premier tour de l'élection présidentielle M. Raymond Barre et M. Jacques Chirac se montrent « côte à côte, à la télévision, et pour que les moins fortunés des deux par les suffrages des autres : me voici à vos côtés pour votre victoire et pour la France ».

● RECTIFICATIF. — Dans le commentaire des projets de loi sur le financement des activités politiques, intitulé « Le consensus improbable », publié dans le Monde du 14 janvier, un lapsus nous a fait écrire que « le plafonnement à 100 millions de francs par an et par personne morale des dons privés que pourraient recevoir les partis politiques », initialement prévu dans ces projets, avait été supprimé. Il s'agissait d'un plafonnement « à 100 000 F ».

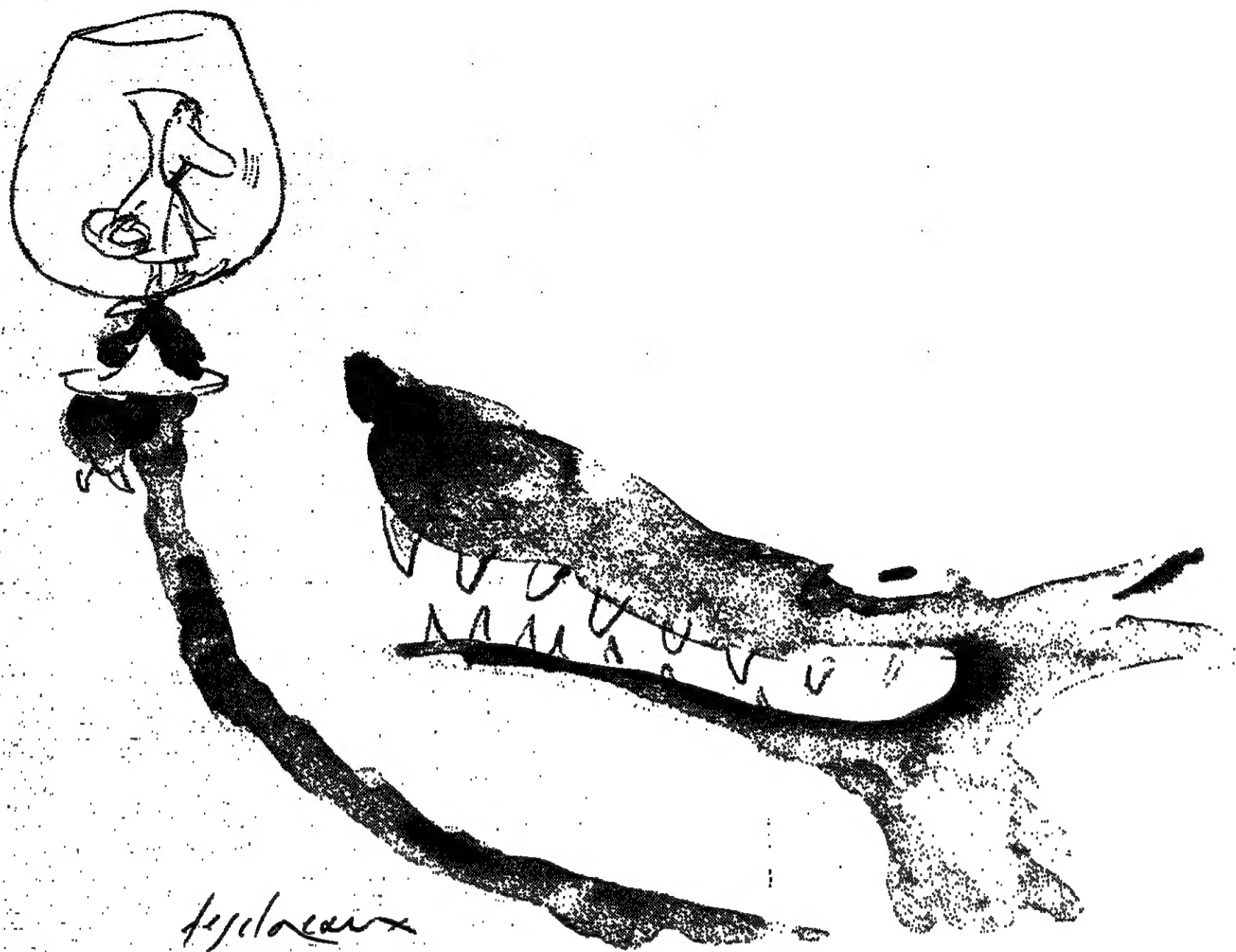
France. Ce serait une image forte ; en tout cas elle a le mérite d'être une proposition », a souligné M. Lecanuet avant d'ajouter : « Je souhaite la victoire de M. Barre et je travaille à sa victoire parce qu'il est centriste, social, européen, mais si les Français avaient une préférence pour Jacques Chirac, moi je serais à ses côtés pour sa victoire. On ne veut pas revoir tout ce que nous avons vécu de trouble au temps de M. Mitterrand ».

M. Marchais : obsession

Le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais, a estimé, le lundi 18 janvier sur RTL, que le programme adopté dimanche par la convention nationale du PS « n'est pas un programme de gauche parce qu'il n'est pas de nature à sortir la France de la crise ». « Nous avons le devoir de dire la vérité : ce que nous pensons de la politique du PS, a-t-il ajouté. Cette politique tourne le dos aux engagements qui avaient été pris ». M. Marchais a souligné : « Nous voulons battre la droite, c'est notre obsession. Mais nous voulons battre la droite pour mettre en œuvre une autre politique ». M. Marchais, d'autre part, s'est déclaré certain que le candidat de son parti à l'élection présidentielle, M. André Lajoinie, « va faire plus que Le Pen », a-t-il dit, « c'est le racisme, l'antisémitisme, le fascisme. Je suis convaincu que notre peuple ne se laissera pas abuser ».

● Jeunes giscardiens : « naturellement » pour M. Barre. — Réunie en conseil national, le dimanche 17 janvier, le Mouvement des jeunes giscardiens a choisi de soutenir la candidature de M. Raymond Barre. Ils déplorent « que cette élection présidentielle ait lieu sans la candidature de Valéry Giscard d'Estaing », mais, se prévalant « de leur fidélité à leur famille UDF », indiquent « qu'ils accordent naturellement leur force militante au candidat soutenu par elle : Raymond Barre ».

BÉNÉDICTINE



LES VALEURS SÛRES
EXCITENT TOUJOURS LA CONVOITISE.



COTÉE EN BOURSE DEPUIS 1882
PLUS D'UN SIÈCLE DE FIDÉLITÉ

GROUPE BÉNÉDICTINE ET MARQUES ASSOCIÉES :

BÉNÉDICTINE • B AND B • GET 27 • GET 31 • CASANIS • LA MAUNY • ABSOLUT
LANGS • LAPHROAIG • DIOR DE DIOR • FAVRE LEUBA • PARFUMS CAPUCCI

BÉNÉDICTINE S.A. - RC 1549 350 172 00018

مكتبة الامم المتحدة

Politique

La préparation de l'élection présidentielle

M. Lionel Jospin fait le portrait de la personnalité idéale

Invité, le lundi 18 janvier, de l'Association de la presse présidentielle, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a de nouveau refusé de se prononcer sur la candidature ou la non-candidature de M. François Mitterrand et sur la date de sa déclaration d'intention.

Il a, néanmoins, dressé un portrait-robot du bon candidat pour la France qui correspond, en fait, à un portrait en positif de M. Mitterrand et à un portrait en négatif de M. Jacques Chirac ou de M. Raymond Barre. Ce candidat doit notamment, pour lui, « avoir le sens des opportunités historiques, être ferme quand il faut l'être (...), souple et positif quand il faut l'être, au lieu d'être dur et rigide ».

M. Jospin, dans l'élection présidentielle, beaucoup de choses se jouent sur le terrain de la personnalité. M. Jospin pense qu'il est aujourd'hui « totalement impossible » de tenir des raisonnements classiques sur les différentes familles de la droite française. Pour lui, le RPR et l'UDF ne se distinguent plus, ni sur le plan des valeurs ou des idées ni sur celui des forces sociales qui les soutiennent. Pour lui, cette situation nécessite une « clarification » de ce que sont respectivement MM. Chirac et Barre. « On ne va tout de même pas, s'est-il exclamé, les distinguer sur leur cravate ! » Pour que « l'élection soit saine », M. Jospin demande qu'une réponse soit apportée à ses questions. Le premier secrétaire du PS ajoute : « Plus ils feront la clarté dans la tête des Français, et plus cela servira le candidat socialiste pour le deuxième tour. »

M. Jospin a évoqué les débats internes au PS sur l'attitude à adopter en cas de victoire dans la gestion des affaires du pays. Il espère, a-t-il dit, qu'après cinq ans au gouvernement « nous n'allons pas revenir aux responsabilités avec à nouveau l'idée en tête que ce qui ne ferait pas dans les trois mois, on ne le

ferait jamais ». Le premier secrétaire du PS souhaite que son parti ait désormais la « capacité d'élargir la durée », ce qui ne signifie pas « être plus modéré ou plus modeste », car, ainsi, on n'est pas obligé parfois de « revenir en arrière ». Avec cette méthode, les socialistes sont susceptibles « d'accorder plus que (...) par la méthode de la précipitation ».

Interrogé sur les questions internationales, M. Jospin a regretté « l'incroyable mesquinerie » de la France dans trois domaines : l'aide à Radio-France internationale (RFI) ; les représentations commer-

ciales françaises à l'étranger ; le montant des bourses aux étudiants étrangers. Sur ce dernier point, M. Jospin a notamment précisé qu'accorder des bourses d'un montant faible est une « stupidité » qui a pour effet de pousser les étudiants étrangers vers les universités d'autres pays. Il vaudrait mieux, si cela est nécessaire, jeter-t-il, diminuer le nombre de ces bourses.

Sur ces trois points, M. Jospin se dit frappé par la « disproportion » entre les sommes en cause et les retombées positives à moyen et long terme que la France peut attendre d'un effort supplémentaire.

Les intentions de vote selon la SOFRES

Le chef de l'Etat progresse

M. François Mitterrand recueille 40 % d'intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle et serait réélu au second quel que soit son adversaire, selon le sondage réalisé par la SOFRES et publié, le mardi 19 janvier, dans plusieurs journaux de province (1). Lorsque le président de la République est en lice, les représentants de la gauche rassemblent les suffrages de 48 % des personnes interrogées et ceux de droite 51,5 %. En revanche, lorsque M. Michel Rocard porte les couleurs socialistes, il obtient 29 % des intentions de vote tandis que les candidats de gauche recueillent les voix de 40 % des sondés et ceux de droite 59 %.

Au second tour, le chef de l'Etat est réélu face à MM. Raymond Barre (avec 52,5 % des suffrages) et Jacques Chirac (avec 57 %). En décembre, M. Mitterrand battait les deux représentants de la majorité avec respectivement 52 % et 55 % des voix. En revanche, M. Rocard est battu dans les deux hypothèses : face à M. Barre qui est élu avec 55 % des intentions de vote (au lieu de 53 % en décembre) et face à

M. Chirac qui l'emporte avec 51 % des suffrages. En décembre, M. Rocard sortait vainqueur du duel opposant au premier ministre avec 51 % des voix.

En ce qui concerne les transferts de vote du premier au second tour, MM. Mitterrand et Rocard pâtissent d'une détérioration des reports des voix communistes. Le président de la République recueille les suffrages de 63 % des électeurs communistes (au lieu de 68 % en décembre) lorsqu'il est opposé à M. Barre. Placé dans cette hypothèse, M. Rocard bénéficie des voix de 56 % d'entre eux (au lieu de 64 %).

Opposé à M. Mitterrand, M. Barre obtient le soutien de 77 % des électeurs de M. Chirac et de 56 % de ceux de M. Jean-Marie Le Pen. M. Chirac, présent au second tour, recueillirait les suffrages de 67 % des partisans de M. Barre et de 50 % de ceux du Front national.

(1) Sondage effectué du 9 au 12 janvier auprès d'un échantillon représentatif de 1 000 personnes.

M. Mitterrand, candidat sans le dire... et favori

(Suite de la première page.)

3) L'état de l'opinion.

Attendant le mois de janvier, disaient les proches du chef de l'Etat. Le mois de janvier est venu, et François Mitterrand est au zénith : selon l'enquête de la SOFRES, 52 % des personnes interrogées (soit un gain de sept points par rapport au trimestre précédent) seraient « satisfaites » d'une réélection de M. Mitterrand, contre 19 % de mécontents (six points de moins qu'en décembre). A ce niveau, la question qui se pose n'est plus de mesurer les balancements présidentiels entre facteurs « subjectifs » et « objectifs » (1), mais bel et bien de savoir si une telle donne politique peut être laissée en jachère, au nom d'un confort personnel hypothétique.

4) Le recul de M. Rocard.

Le député des Yvelines souffre évidemment (mais pas exclusivement) de l'accoutumance de l'opinion à une nouvelle candidature Mitterrand. Ce dernier occupe seul le terrain, à gauche, Michel Rocard accuse un retard considérable dans l'hypothèse où il serait le candidat des socialistes : onze points d'intentions de vote en moins que l'actuel chef de l'Etat.

M. Jospin est donc passé, en quelques jours, de l'annonce d'une candidature implicite du chef de l'Etat à un aven implicite : si M. Mitterrand avait décidé de ne pas être candidat, ordre aurait été donné aux « mitterrandistes » de soutenir M. Rocard. Or ce dernier aurait eu besoin de temps, pour montrer, précisément, qu'il n'est pas d'un président. Au lieu de quoi M. Jospin envisage un calendrier bréviaire élaboré pour répondre aux besoins d'un homme que les Français « n'ont pas besoin d'imaginer » en président : il l'est déjà.

Dans ces conditions, le problème vis-à-vis de M. Rocard est celui de sa place dans la campagne du candidat Mitterrand, et surtout dans l'après-8 mai. Car M. Mitterrand est

à ce point favori que toute la classe politique raisonne en termes de réélection : MM. Madelin et Longuet sont, sur ce point, en toute amitié barriste, les plus éloquents ; au PS, naturellement, chacun tire des plans sur la comète ; et le RPR n'est pas le dernier parti à voir pointer quelques destins qui, de ministériels, voudraient bien devenir à leur tour « nationaux », pour peu que M. Chirac échoue.

Cette position de favori est confortée par le faible écart qui sépare M. Barre de M. Chirac au premier tour. Un affrontement serré à droite facilite la tâche de M. Mitterrand. A l'inverse, si l'un décrochait l'autre (M. Chirac ou M. Barre), la dynamique de campagne pourrait changer de camp.

Pour l'heure, celle-ci s'annonce, pour M. Mitterrand, comme une campagne tranquille. Tout est fait, ou dit, pour que l'annonce de sa candidature aille de soi. Dès lors imposer celle-ci comme une évidence, c'est se prémunir contre tout choc en retour après sa proclamation officielle. A l'inverse de M. Giscard d'Estaing qui avait, dans les intentions de vote, commencé à balancer avant d'être candidat, M. Mitterrand reprend, au même moment, sa marche en avant.

Effets pervers

Il ne lui restera donc plus qu'à aller à la rencontre des Français : s'ils sont de gauche, ils salueront en leur leader ; s'ils sont de droite, ils respecteront un arbitre qui, au fond, s'apprête à demander aux Français : aimez-vous comme je vous aime !

Ce schéma ne signifie pas que M. Mitterrand ait aujourd'hui sa réélection en poche. Non seulement parce que, Dieu merci, il n'existe en ce domaine aucune assurance-garantie, mais aussi parce que tout n'est pas joué.

Ainsi, même en situation de super-favori, M. Mitterrand n'efface

pas M. Barre. Ce dernier, dans les hypothèses de second tour où il est présent, le talonne. D'autre part, la « mitterrandolâtrie » qui se développe à toute allure peut fort bien, comme dirait M. Balladur, devenir « lassante » et produire ce que les économistes appellent un « effet pervers ». Paradoxalement, les adversaires de M. Mitterrand peuvent réussir à politiser la campagne plutôt que de la personnaliser, et ramener sur le devant de la scène le clivage droite-gauche dont le président sortant, comme de Gaulle en 1965, pourrait faire les frais.

Enfin, si la campagne se déplace sur le terrain des attentes de l'opinion, et donc des projets de candidats, la partie sera pour lui plus difficile puisqu'il mise au contraire sur un rassemblement autour de grands principes aussi généraux et donc vagues que généraux.

A l'inverse de ce que pense M. Jacques Toubon — « M. Mitterrand ne sera pas exécuté par la cohabitation du bilan de ses cinq ans de gouvernement sans partage », dit-il — M. Mitterrand n'a pas trop à craindre que l'on revienne sur son bilan de président « gérant ». Cette période-là est soit oubliée, soit réévaluée. Il n'est donc plus comptable d'une déception.

En revanche, il risque, si l'on ose dire, d'être réélu en récompense d'une fonction arbitrale qu'il a su imposer pendant la période de cohabitation. En d'autres termes, une partie de la droite peut fort bien, en votant pour lui, le remercier d'avoir... laissé la droite gouverner.

C'est naturellement toute la difficulté d'une dissolution qui apparaît. C'est dire aussi que la question essentielle, aujourd'hui, est bien celle de l'après-8 mai et des contours que prendra alors le paysage politique.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Le Monde du 7 janvier : « Les exercices de style de M. Mitterrand ».

La querelle des socialistes marseillais

Le premier secrétaire du PS voudrait écarter M. Robert Vigouroux de la mairie

Une lutte d'influence fœtale entre M. Lionel Jospin et M. Laurent Fabius pour le contrôle des mandats de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône va-t-elle succéder, sur le Vieux Port, à une querelle fratricide, aujourd'hui, une voie d'apaisement, entre socialistes marseillais ? La question vaut d'être posée au moment où un discret voyage à Marseille de M. Jospin, le lundi 18 janvier, a marqué l'ouverture d'un nouveau chapitre dans le véritable roman politique qu'écrivent jour après jour les socialistes marseillais.

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Depuis la mort de Gaston Deferra, en mai 1986, le premier secrétaire du PS n'entretenait de très bonnes relations avec aucune des sections en présence, ni avec les def-

feristes groupés autour de M. Philippe Sanmarco et du nouveau maire, M. Robert Vigouroux, ni avec les amis de M. Michel Pezet, homme fort de la fédération et candidat à la succession de M. Vigouroux. Des deux côtés, on reprochait à M. Jospin de temporiser, de ne pas trancher, de laisser la situation pourrir et les contentieux s'accumuler, même si le premier secrétaire, au fil des mois, a pris de plus en plus nettement le parti de M. Pezet.

Dans ces conditions ce qui devait arriver a fini par se produire. A l'automne 1987, M. Laurent Fabius a réussi un beau « coup » politique en réconciliant, sous son parrainage, MM. Pezet et Sanmarco. Un succès d'autant plus appréciable que cette réconciliation vient de traverser, sous l'œil vigilant de l'ancien premier ministre, deux épreuves difficiles (la convention fédérale préparatoire à la convention nationale, la distribution des investitures pour les élections cantonales) sans être remise en cause.

Les amis de M. Jospin ont vite compris le danger. La fédération des Bouches-du-Rhône reste, à travers toutes ses vicissitudes, la première de France, avec à elle seule, presque 10 % des mandats nationaux. L'urgence a fait réagir M. Jospin, qui n'avait aucune envie de voir son rival récolter à son profit les mandats de la majorité d'une telle fédération, alors même qu'il n'y avait aucun obstacle proprement politique à son retour dans le bercail « jospinien ».

Il suffisait de commencer à négocier. Dès le mois de novembre 1987, M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national chargé des études et proche de M. Jospin, se rendait dans les Bouches-du-Rhône pour ouvrir une série de discussions Pezet-Jospin. L'échange envisagé était simple : M. Pezet acceptait de solder son différend administratif et financier avec Paris et d'oublier la mauvaise humeur de ses troupes vis-à-vis du premier secrétaire si celui-ci consentait enfin au coup de pouce attendu dans la lutte contre M. Vigouroux.

Il est de notoriété presque publique que M. Pezet, le maire n'exclut pas l'idée de mener sa propre liste aux élections municipales de 1989 s'il n'est pas désigné par son parti. Or M. Pezet, homme fort de la fédération (ce qui veut dire quelque chose dans les Bouches-du-Rhône), a évidemment une large avance dans le PS sur M. Vigouroux, qui compte

surtout sur l'opinion. M. Pezet qui, après plusieurs tentatives pour passer en force, a compris qu'il ne parviendrait pas à chasser le maire de son fauteuil avant l'échéance, attendait donc au moins deux gestes de la direction nationale. Qu'elle rappelle le mode de désignation par les militants des candidats socialistes aux élections ; qu'elle précise que M. Vigouroux ne peut faire valoir aucun titre particulier pour être tête de liste s'il n'est pas désigné par les militants.

L'unité contre le « désastre »

L'accord Jospin-Pezet s'est concrétisé lundi : le premier secrétaire du PS a eu une longue conversation avec MM. Pezet et Vigouroux, en terrain neutre, dans un hôtel du Vieux Port. Au terme de cet entretien, lors de la cérémonie des vœux du Nouvel An de la fédération socialiste, M. Yves Vidal, premier secrétaire fédéral, a annoncé que les différends avec Paris étaient réglés. M. Jospin a confirmé ses dires, a justifié son attitude passée et a fait la déclaration extrêmement nette (qui sera officialisée par un éditorial dans l'organe militant de la fédération) que M. Pezet attendait. Le premier secrétaire du PS s'est félicité de l'unité retrouvée, a condamné, dans la perspective de 1989, « toute autre tentative » que l'union des socialistes, toute tentative qui ne conduirait « qu'à l'échec pour tous, au désastre pour ceux qui voudraient la conduire » et à « des ruptures » profondes. Le candidat, quel qu'il soit, « ce sont les socialistes qui le désignent », et il n'y aura « mille autres sources de légitimité pour quiconque ». M. Jospin s'est enfin déclaré persuadé que ceux à qui s'adressait ce message suivraient le chemin ainsi tracé, « le chemin de l'homme personnel et de la victoire politique ».

Reste-t-il désormais autre chose à M. Vigouroux que ses yeux pour M. Jospin, alors que, selon lui, la priorité du jour est l'élection présidentielle et que ce n'est pas vraiment le moment de désigner un candidat pour la mairie de Marseille. « François Mitterrand, nous a déclaré M. Vigouroux, a donné l'exemple de l'homme pas pressé, alors pourquoi se presser pour une élection dont l'échéance est dans plus d'un an ? »

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

L'attribution des responsabilités à la direction du PCF

Le nouvel organigramme

Le bureau politique du PCF a procédé, le 14 janvier, à « une première répartition des tâches » entre les membres de la direction du parti. Le Monde du 16 janvier ayant annoncé que, soumis aux critiques du secrétaire général, M. Georges Marchais, M. Guy Hermier avait abandonné ses responsabilités au secteur des

intellectuels, qui revient à M. Antoine Casanova, la direction du parti a fait savoir que « ce n'est pas Guy Hermier qui a demandé à quitter ses responsabilités, mais le bureau politique qui a décidé de procéder à une nouvelle répartition des responsabilités dans le secteur de travail des intellectuels ».

— M. Georges Marchais : secrétaire général.

— M. Charles Fiterman (membre du secrétariat) : propagande et communication (adjoint : M. Pierre Zarka), problèmes de l'audiovisuel et des techniques de la communication, commission de travail sur les questions de l'Etat et des libertés (avec M. Anicet Le Fort).

— M. Jean-Claude Gayssot (membre du secrétariat) : organisation du parti (avec M. Alain Zoughbi).

— M. Maxime Gremetz (membre du secrétariat) : politique extérieure (adjoint : M. Jacques Denis).

— M. André Lajoie (membre du secrétariat) : président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, liaison avec le groupe communiste au Sénat, agriculture, directeur de la Terre.

— M. Paul Laurent (membre du secrétariat) : liaison avec les fédérations du parti ; avec M. Pierre-Joachim, coordination des responsables des comités régionaux, coordination des fédérations de la région parisienne, relations avec les partis politiques.

— M. Gisèle Moreau (membre du secrétariat) : activité du parti parmi les femmes (adjointe : Catherine Margat), politique familiale.

— M. Gaston Fissocier (membre du secrétariat) : coordination du travail du bureau politique et du secrétariat.

— M. Gustave Assart (membre du bureau politique) : président de la commission centrale de contrôle politique.

— M. Claude Billard (bureau politique) : activité du parti dans les entreprises (avec MM. Henri Costa et Guy Poussy, M. Josiane Voyant), et parmi les travailleurs et les familles immigrées.

— M. Pierre Bloth (bureau politique) : éducation des communistes (adjoint : M. Nicolas Marchand), avec M. Danielle Bleitrach, activité du parti parmi les jeunes (adjoint : M. Marcel Zaidner), président du comité de lutte pour la pluralité et la vérité à la radio et à la télévision.

— M. Antoine Casanova (bureau politique) : culture, activité du parti parmi les intellectuels (adjoint : M. Bernard Vasseur), avec

MM. Jack Ralite (culture) et Francis Wurtz (juristes), directeur de la Pensée.

— M. Guy Hermier (bureau politique) : directeur de l'éducation (rédacteur en chef : M. Jean-Paul Jouary ; rédacteur en chef adjoint : M. Gérard Streiff), activité du parti pour la diffusion de l'éducation.

— M. Philippe Herzig (bureau politique) : économie (adjoint : M. Bernard Macc), avec M. Paul Bocour et Jean-Christophe Le Duiou, directeur de l'économie et politique.

— M. Jackie Hoffman (bureau politique) : luttas du parti pour la protection sociale, avec un membre du comité central à désigner (secrétariat social), et M. Jean Barrière (retraités), santé, luttas du parti pour le logement et l'urbanisme (avec M. Marie-Thérèse Goutmann), activité du parti en direction des handicapés.

— M. Francis Lazard (bureau politique) : directrice de l'Institut de recherches marxistes (IRM), relations avec les milieux et les mouvements chrétiens.

— M. René Le Gues (bureau politique) : sciences, recherche et technologie (avec MM. Jean-Pierre Kahane et Michel Laurent), activité du parti parmi les techniciens, ingénieurs et cadres (avec M. Michel Dauba), protection et mise en valeur de l'environnement (avec M. Sylvie Leroux), service central de documentation (avec M. Dauba).

— M. Roland Leroy (bureau politique) : directeur de l'Humanité (rédacteur en chef : M. Claude Cabanes), avec M. Martine Bulard, et de l'Humanité-Dimanche (rédacteur en chef : M. François Hilsun), coordination des quotidiens de province, activité du parti pour la diffusion de l'Humanité et de l'Humanité-Dimanche (responsable : M. Henri Martin).

— M. René Pigeot (bureau politique) : aide à la promotion des militants (adjointe : M. Rolande Perle), président du groupe des élus communistes français à l'Assemblée européenne.

— M. Madeleine Vincent (bureau politique) : collectivités locales (avec MM. Robert Clément, Pierre Martin et Robert Hue, respectivement président et secrétaire

général de l'Association des élus communistes et républicains (ANECR) et directeur de l'Elu d'aujourd'hui), élections.

— M. Louis Baillet (membre du comité central) : défense nationale, sécurité, police.

— M. Jean-Michel Catala (comité central) : directeur des Cahiers du communisme.

— M. Jean-Claude Lefort (comité central) : action pour la paix et le désarmement.

— M. Henri Martin (comité central) : anciens combattants.

— M. Pierre Sotera (comité central) : trésorier du parti.

— M. Francis Wurtz (comité central) : secrétaire du comité de défense des libertés et des droits de l'homme en France et dans le monde (président : M. Georges Marchais), lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

— M. Marcel Zaidner (comité central) : responsable du bureau de presse du comité central, enfance, activités physiques et sportives.

— M. Roger Gaudin : commerce et artisanat.

Pour les adjoints (et) ou collaborateurs (trices), nous n'avons publié que les noms de ceux qui sont membres du comité central.

● M. Waschter (Verte) revendique quatre cent soixante-quatre promesses de signature. — Le bulletin d'information écologique Vert-Contact annonce que M. Antoine Waschter, candidat des Verts à l'élection présidentielle, détient quatre cent soixante-quatre promesses de parrainage alors que cinq cents sont nécessaires pour se présenter. « Nous devons impérativement atteindre un seul minimum de six cents signatures », souligne Vert-Contact, qui engage les écologistes à faire « un petit effort pour un gros enjeu » afin d'obtenir « deux signatures supplémentaires par département dans les quinze prochains jours ».

● Dissolution d'un conseil municipal. — Sur proposition du ministre de l'Intérieur, le conseil des ministres a prononcé, le 13 janvier, la dissolution du conseil municipal de la commune de Villiers-Saint-Benoît (Yonne).

50 من الأصل

Un sondage de la SOFRES pour l'« Encyclopaedia Universalis »

La mémoire des Français depuis vingt ans

A l'occasion de son vingt-cinquième anniversaire, l'« Encyclopaedia Universalis » a demandé un sondage à la SOFRES sur les événements qui ont le plus marqué les Français de 1968 à 1988. Le Monde en publie les résultats.

Quels sont les hommes et les femmes, les crises ou les guerres, les découvertes ou les catastrophes qui, dans le flot de l'histoire récente, demeurent comme des repères ou des références ? Que reste-t-il des

images, des déclarations, des nouvelles bonnes ou mauvaises qui, jour après jour, se sont entassées dans nos têtes ? La vie de chacun est tissée d'événements personnels et publics indissolublement liés. Mais l'existence individuelle n'exclut pas un destin commun, et c'est l'intérêt du sondage de la SOFRES que de mettre au jour cette mémoire collective plus ou moins secrète qui, par ses préférences et ses exclusions, surprendra peut-être les experts de notre société.

Quand on demande aux Français quelle est la personnalité qui les a le plus marqués au cours de ces vingt dernières années — et cela sans leur suggérer aucun nom — l'homme qui recueille le plus de suffrages est le général de Gaulle, suivi par Jean-Paul II.

Dans une question ouverte, les réponses sont, c'est inévitable, extrêmement dispersées. Il est malgré tout remarquable que le fondateur de la V^e République, en dépit de son départ du pouvoir en 1969, continue

la figure symbolique de l'homme universel s'efforçant de transcender les différences nationales, raciales, politiques ?

Et les événements ? Toujours dans une question ouverte, c'est la conquête de l'espace (et notamment les premiers pas de l'homme sur la Lune) qui se révèle comme le fait le plus significatif des deux décennies. Ensuite : mai 1968 et la catastrophe de Tchernobyl, presque à égalité. Et enfin, la révolution étudiante — phénomène à la fois politique,

Pourriez-vous dire quelle est la personnalité française ou étrangère (du monde de la politique, des sciences, de la culture, etc.) qui vous a le plus marqué au cours de ces vingt dernières années, c'est-à-dire depuis 1968 ? (Réponses spontanées.)

	%
Le général de Gaulle	16
Jean-Paul II	7
Mère Teresa	3
Coluche	2
Lash Walea	2
Le professeur Schwartzberg	2
Georges Pompidou	2
Ont également été cités d'autres personnalités (*)	
relevant du monde :	
Politique	13
Artistique	8
Scientifique	3
Sportif	3
Autres	5
Sans réponse	35
TOTAL	(1)

(*) Moins de 1 % de citations par personnalité.
(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Pourriez-vous dire quel est l'événement en France ou à l'étranger (fait de société, événement culturel, économique ou social, politique ou scientifique) qui vous a le plus marqué au cours de ces vingt dernières années, c'est-à-dire depuis 1968 ? (Réponses spontanées.)

	%
La conquête de l'espace	13
«...dors les premiers pas de l'homme sur la Lune...»	9
Les événements de mai 1968	6
L'accident nucléaire de Tchernobyl	5
Les attentats terroristes	2
La SIDA	2
L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République	2
La tragédie du stade du Heysel	2
Ont également été cités d'autres événements (*)	
relevant :	
De guerres et de conflits dans le monde	8
De progrès scientifiques et médicaux	5
De catastrophes naturelles et écologiques	5
De la disparition de personnalités	3
Autres	10
Sans réponse	38
TOTAL	100

(*) Moins de 1 % de citations par événement.

Parmi les événements économiques et sociaux suivants, survenus depuis vingt ans, quels sont ceux qui vous ont le plus marqué ? (Réponses classées par ordre décroissant.)

	%
Le chômage dépassé en France le cap des 2 millions de personnes (1981)	61
Le premier choc pétrolier (1973)	33
La tempête boursière internationale (1987)	32
La cinquième semaine de congé payés et la retraite à soixante ans (1982)	26
Les grèves à la SNCF et dans la fonction publique (1988)	26
La crise de la sidérurgie (1979)	16
La privatisation de grands groupes industriels et financiers (1988)	16
Les états généraux de la Sécurité sociale (1987)	14
L'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun (1973)	13
La nationalisation de grands groupes industriels et financiers (1982)	11
Le fortifiement généralisé des monnaies (1973)	7
L'entrée en vigueur du système monétaire européen (SME) (1978)	6
La loi de rigueur Delors (1983)	6
La maîtrise de l'inflation dans les pays industrialisés (1983)	6
L'accident record de la balance des paiements enregistré par le Japon (1986)	4
Aucun	5
Sans opinion	2
TOTAL	(1)

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Parmi les événements scientifiques, médicaux et techniques suivants, survenus depuis vingt ans, quels sont ceux qui vous ont le plus marqué ? (Réponses classées par ordre décroissant.)

	%
La première greffe du cœur (1988)	56
Les premiers pas de l'homme sur la Lune (1968)	53
La naissance du premier « bébé éprouvette » (1978)	41
La réalisation du premier scanner (1988)	36
La mise en service du TGV (1981)	23
La première vol de la navette spatiale Challenger (1981)	21
Les photographies de la comète de Halley par les sondes Vega et Giotto (1986)	16
La première vol du concorde (1969)	14
Le lancement du premier satellite de télédiffusion, permettant de faire le relevé de toutes les ressources terrestres (1972)	13
La mise en service du surgénérateur nucléaire Super-Phénix (1986)	10
La commercialisation du disque compact en France (1982)	7
L'expérimentation du Minut à Vélizy (1981)	4
L'arrivée sur le marché de la première calculatrice (1971)	4
Aucun	3
Sans opinion	1
TOTAL	(1)

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Quels sont, parmi les faits de société suivants, ceux qui vous ont le plus marqué ? (Réponses classées par ordre décroissant.)

	%
Les attentats terroristes	46
L'abolition de la peine de mort	38
L'accident nucléaire de Tchernobyl	37
La SIDA	36
La drogue	36
La fondation par Coluche des Restaurants du cœur	34
La légalisation de l'avortement	26
L'affaire Grégory	24
Les mouvements de solidarité en faveur du tiers-monde	19
La proche de Klaus Barbie	16
La majorité à dix-huit ans	15
SOS-Racisme	15
La généralisation de l'informatique dans la vie quotidienne	13
La mort de Dalida dans la solitude	10
L'extension des sports de loisir comme le jogging ou la planche à voile	3
Aucun	1
Sans opinion	0
TOTAL	(1)

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Parmi les événements internationaux suivants, survenus depuis vingt ans, quels sont ceux qui vous ont le plus marqué ? (Réponses classées par ordre décroissant.)

	%
La guerre Iran-Irak (1984)	33
La fin de la guerre du Vietnam (1975)	31
L'intervention soviétique en Afghanistan (1979)	29
La fondation du syndicat Solidarnosc en Pologne (1980)	25
Le « printemps de Prague » (1968)	24
La visite à Jérusalem du président Sadat (1977)	24
Les émeutes dans les cités noires d'Afrique du Sud (1985)	23
L'arrivée de Gorbatchev au pouvoir en Union soviétique (1985)	21
L'élection de Jean-Paul II comme pape (1978)	18
La révolution iranienne (1979)	17
La guerre du Kippour entre Israël et les pays arabes (1973)	14
Le Watergate (1973)	14
André Sakharov, prix Nobel de la paix (1975)	14
Le rétablissement de la démocratie en Argentine (1983)	13
L'élection de Reagan comme président des Etats-Unis (1980)	10
La mort de Mao Zedong (1976)	10
Aucun	6
Sans opinion	5
TOTAL	(1)

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

La prise en charge d'une équipe de journalistes français au Liban (1986)

	%
La prise en charge d'une équipe de journalistes français au Liban (1986)	49
L'élection de François Mitterrand et l'arrivée de la gauche au pouvoir (1981)	47
La démission du général de Gaulle (1969)	45
Le mouvement lycéen et étudiant (1968)	29
La mort de Georges Pompidou (1974)	27
La manifestation à Paris en faveur de l'école privée (1984)	26
La mort de Georges Pompidou (1974)	22
Simone Veil, première présidente du Parlement européen (1979)	19
La victoire de la droite aux élections législatives et le début de la cohabitation (1986)	17
Le recul du Parti communiste (moins de 10 % des voix aux élections législatives de 1986)	13
Le développement du mouvement indépendantiste en Nouvelle-Calédonie (1984)	11
L'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République (1974)	8
La mise en place de la décentralisation (1982)	6
La marche pacifique de Larcos (1973)	6
Aucun	4
Sans opinion	1
TOTAL	(1)

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

de frapper de son sceau notre histoire. Comme s'il était la figure emblématique de nos institutions. Le choix de Jean-Paul II est lui aussi singulier dans un pays où la pratique religieuse ne cesse de décroître. Faut-il reconnaître, dans un monde en panne de projets, le héros de valeurs qu'au cours de ses voyages il ne cesse de réaffirmer ou

sociologique et médiatique le plus ancien de la période considérée et qui a marqué effectivement toute une génération — prise en tension entre deux événements scientifiques : l'un perçu comme une nouvelle étape de la maîtrise de l'homme sur l'univers, l'autre vécu comme la revanche d'une conquête précédente, celle de l'atome.

Naturellement, ces événements se retrouvent aux premiers rangs, dès qu'on interroge les Français, avec une question fermée, c'est-à-dire avec des listes par catégories.

En politique, voici donc de nouveau mai 68 cité en tête, suivi cette fois par l'affaire des otages et par l'élection de M. Mitterrand en 1981.

APPEL DE JUIFS POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS ET EN ISRAËL

Face à l'explosion d'une jeunesse palestinienne née sous l'occupation, nous assistons, depuis le 9 décembre 1987, à une intensification sans précédent de la répression.

Il est désormais établi que les autorités israéliennes ne se conforment pas aux lois internationales, et notamment à la IV^e Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des populations civiles en temps de guerre.

Alarmés par cette situation aboutissant à la négation des droits d'un peuple, nous lançons un appel aux Israéliens, afin de favoriser tout processus de négociation conduisant à l'évacuation des territoires occupés depuis 1967, dans le respect du droit à l'autodétermination et des libertés de chaque peuple.

Un rassemblement est prévu pour le mercredi 20 janvier 1988, 18 h, devant l'Ambassade d'Israël où cet appel sera remis à M. Pambassadeur.

Liste des 211 premiers signataires de l'appel :

M^r Daniel Amos, Tania Averbach, Erika Apfelbaum, François Aro, Sara Alexander, Gérard Akoun, Nuri Alkhal, Elime Benarroch, Raymond Kamin, Ralph Benarroch, Guy Benarroch, D^r Norbert Benard, Daniel Brown, François Busch, Juliette Busch, M. Boun, Pierre Boun, Elime Benarroch, Michel Boun, J. Boun, D^r Denise Brille, Carole Beuchet, Jeanne Branchu, J. Boun, L. Bounyacki, Georges Bounyacki, Michel Bounyacki, Françoise Benoun, Simone Boun, Michel Boun, Claire Bounyacki, D^r Abraham Boun, Louise Boun, Liliane Boun, Suzanne Boun, Rachel Benarroch, Robert Castro, Gilbert Cabasso, Benjamin Coriat, Hélène Cazan, Jeanne Cazan, D^r Annie Cottance, Roger Cohen, C. Crenat, E. Caloz, Daniel Cohen, Len Cohen, Bernard Chouat, Catherine Cohen, M^r Dany Cohen, Roland Doukhan, Alain De Toledo, Danielle David, Sonia Dayan-Herzberg, Régine Diquois-Cohen, Edith Delage, Olga Delfino, M^r Thierry Doun, M^r Nicole Dreyfus, D^r Robert Dardour, Léo Dayan, Jacqueline Delfino, Jacques Derrin, Curi Dayan-Gazari, Brigitte Douk, D^r Colette Dreyfus-Brice, P^r Jean-Claude Dreyfus, Françoise Dreyfus, Michel Dreyfus, Sylvie Dreyfus, Irène Dwek, Robin Edler, Nicole Elmer, Gabriel Essalen, Tobias Engel, Michel Enoch, D^r Marcel Ertel, Harry Eymou, R. Irtzer, Eugène Eriqez, Suzanne Fainzig, Jacky Fryzmann, André Furi, André Faraggi, Jean Flammer, Jacques Fraenkel, Annie Goldmann, Dora Gerschenfeld, Georges Goldmann, Hetsch Gerschenfeld, M^r Nicole Gerschenfeld, Pierre Ginzburg, Jean Gribenski, Lucien Ginzburg, Jacques Gutwirth, Francis Gribes, D^r Jeanne Glogowska, Maxine Gollas, Liliane Hazon, Jacques Hazon, Joseph Hazon, Henri Hatzfeld, D^r Bernard Herzberg, D^r Claire Hatzfeld, Serge Hazon, Olivier Hatzfeld, Laurent Heymann, Rose Hecker, Elisabeth Hauser, Martine Herz, Joseph Jancovich, Michel Jakubowicz, M^r Francis Jacob, Lili Javor, Paula Jacques, Marion Jacob, P^r Paul Kessler, P^r Marcel-François Kohn, Basile Karfinski, Benven Kozefski, Nona Kozepinski, M^r Eddy Kozepinski, Daniel Kozepinski, M^r Claude Katz, Frédéric Klesman, Pierre Kles, Michel Lowy, F. Lery, Maurice Leberich, Jérôme Linton, Olivier Linton, François Linton, M^r Charles Lederman, M^r Bernard Liberman, Hannek Lotzky, Jean Liberman, Pierre Lutz, Mireille Lutz, Jacqueline Lutz-Schneerson, David Martin, Louis Martin, Richard Maronitz, Charles Malanoud, P^r Alexandre Mikulowsky, Mosca, Elna Maruyama, M^r Sylviane Merck, Lucien Méhès, Gus Messia, Daniel Milo, M^r Alain Montet, Juliette Mince, Viorica Mince-Bouché, Viorica Naboua, M^r Nahman, Charles Navari, Patrick Nakache, Sylvie Naron-Bouvier, Elani Ostrowski, Viorica Ostrowski, Jacques Pansam, Armand Pelli, Francis Parlevy, Rachel Pelli, M^r Robert Rapoport, Danielle Benarroch-Katz, Jacques Bard, Alize Robman-Mendelsohn, Michel Rotman, Marianne Sander, Pierre Salama, Martine Sander, Léon Sander, Carole Schwartzman, Mireille Segal, Anne-Marie Stoll, P^r A. Grand-Saint, Daniel Shiff, Alain Schlegel, Jean-Marie Schwartz, P^r Laurent Schwartz, Eyal Sivan, Dominique Schiff, Catherine Schiff, D^r Sophie Taly, Rita Thalman, D^r Daniel Tami, Danielle Tami, Hélène Tami, Sylvie Tami, Sylvie Tami, Alain Tami, Anne Tami, Wladimir Tami, Pierre Tami-Naquet, D^r Serge Videman, André Valt, Paul Valt, Gilbert Wasserman, D^r Didier Weil, D^r Marc Winkler, Henri Weber, Georges Wayman, Catherine Zin, Claude Zisman.

Soutenez cet appel en adressant vos dons et signatures à R. Bloch, GRAPP BP 15507, 75326 Paris cedex 07.

Dans le domaine économique et social, c'est le cap des 2 millions de chômeurs qui tient, si l'on peut dire, la vedette, avec comme corollaire le premier choc pétrolier et la dernière tempête boursière. Pour les faits de société, voici les attentats, suivis de l'abolition de la peine de mort et de Tchernobyl. Les événements internationaux ? Trois guerres obéissent ou ont obéi les personnes interrogées : le conflit Iran-Irak, le Vietnam et l'Afghanistan. La science et la technique ? La conquête de la Lune, bien sûr, mais aussi la première greffe du cœur en France et la naissance du premier bébé éprouvette.

A lire les réponses complètes, on notera que les événements les plus récents ou les plus proches de la vie quotidienne sont souvent cités. Mais, dans l'ensemble, les Français n'ont pas la mémoire courte. En fin de compte, ils conservent une image assez complète de l'histoire de ces vingt dernières années. Non pas une vue étroitement politique, mais une vision globale qui saisit les faits dans leur diversité et dans leur profondeur.

Apparemment, il n'y a guère de points communs dans cette diversité. Et malgré tout, comment ne pas reconnaître quelques grands axes. D'abord, le sentiment des déséquilibres mondiaux avec leur cortège de crises et d'impasses, sans solution et sans issue. Ensuite, le poids des guerres et leurs séquelles. Enfin, le développement des sciences et des techniques avec les espoirs qu'il fait naître et les craintes qu'il suscite.

Dans trente ou cinquante ans, avec le recul du temps, les historiens nous diront si l'histoire se confondra avec cette mémoire collective. En attendant, en une période électorale où les intentions de vote tiennent le haut du pavé, ce sondage en apprendra peut-être beaucoup plus aux candidats potentiels ou avoués, en leur révélant ce que les Français ont en tête.

EUROCAP
INSTITUT CAPILLAIRE

Plus de 20 ans d'expérience dans les soins du cheveu

4, Place Frantz LISZT
75010 PARIS

(1) 48.24.33.82

JUSTICE

Réquisitoire au procès d'Action directe

Les limites de la clémence

Le substitut Michel Gauthier considère sans doute l'emploi d'adjectifs comme un délit, réprimé par le code. Ce n'est pas, à proprement parler, un réquisitoire qu'a entendu la 14^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, lundi 18 janvier. Mais plutôt un long rapport de police, écrit dans le plus pur style du Quai des Orfèvres, lu avec autant de conviction qu'une imprimante d'ordinateur.

Cinq heures durant, le substitut a déversé tranquillement sur les prévenus un curieux tonnerre où l'on trouve pêle-mêle des preuves écrites, de frêles présomptions, de minces suppositions, des interrogations sans réponse. Locutions de voitures et d'appareils, conversations téléphoniques, voyages en train, interminable inventaire de documents et d'armes retrouvées dans les différents domiciles : le dossier d'accusation est bâti de ces milliers de bribes, dont M. Gauthier a dressé la liste.

Dans cet exercice, on attendait particulièrement la démonstration de la culpabilité de la « mouvance ». Peine perdue. M. Gauthier ne démontre pas : il énumère. Et il n'interprète, ni n'analyse, ni ne juge. Il se contente d'établir, par une longue énumération, qu'il y a eu un lien entre les différents faits. On a retrouvé sur Dominique Poiré un billet de train Paris-Orléans ? Le substitut n'en déduit pas pour autant qu'elle se rendait à Vitry-aux-Loses, mais on est pris de la comprendre tout seul. Bruno Baudouin et Annyse Benoît sont souvent aperçus portant des sacs. Les imaginations sont libres de vagabonder à propos de leur contenu. Au cours d'une conversation téléphonique, Dan Franck et Paula Jacques évoquent avec insistance des problèmes de santé. Il ne peut s'agir que d'une conversation codée. Les uns et les autres se rendent-ils souvent au restaurant ? Un train de vie aussi festueux ne peut qu'attirer la suspicion.

Manifestement ébranlé par les revirements de trois témoins à

charge intervenus à l'audience de semaine précédente, le substitut, à l'issue de sa plaidoirie, a simplement demandé au tribunal de « réfléchir aux témoignages, aux variations, aux revirements ». Une seule fois, ce substitut, qui semble indifférent à son réquisitoire au moins autant que les prévenus à leur procès, a été presque pris en flagrant délit d'émotion : pour plaider — mais oui ! — en faveur de Frédérique Germain, la « repénitente » du groupe. Il a rappelé la « solitude » de la jeune femme lors de sa rencontre avec Claude Halphen, retracé l'implication progressive de cette « pièce rapportée » par Claude Halphen dans le puzzle d'Action directe, dont on n'a pas eu quand on en a besoin. Il n'a requis qu'une peine avec sursis ou une déclaration de culpabilité avec dispense de peine.

Le réel et l'imaginaire

La passion vouée par le journaliste Paula Jacques au même Claude Halphen, en revanche, ne lui a pas inspiré la même indulgence. « L'amour ou l'inquiétude dans la liaison amoureuse ne sont pas des faits justificatifs », a-t-il expliqué, avant de requérir deux ans d'emprisonnement, assortis d'un sursis total ou partiel. Une même peine a été sollicitée contre Dan Franck. « Votre tribunal se situera-t-il dans le réel ou l'imaginaire quand il jugera Dan Franck ? », a ironiquement interrogé le substitut à propos de l'écrivain, dont on était venu expliquer à la barre, la semaine précédente, que « son rapport avec le réel était très altéré ».

Des peines relativement clémentes — un an avec sursis — ont été requises contre l'avocat Charlotte Granier et sa nièce, Sandrine Guibert, contre lesquelles on retient la fourniture d'appareils à Action directe par l'intermédiaire de Jean Asselmeier,

après que M. Gauthier eut fustigé leur silence.

La s'est terminée la clémence du substitut. Contre les membres de la « mouvance », il a requis des peines de huit ans de prison. A Jean Asselmeier et sa compagne Dominique Poiré, il est reproché d'avoir procuré plusieurs appartements à Action directe. On a, en outre, retrouvé chez eux une liste, écrite de la main de Jean-Marc Rouillan, de sociétés travaillant dans les secteurs de l'armement, de l'électronique et du nucléaire, dont certains avaient été victimes d'attentats. A Bruno Baudouin, Annyse Benoît et Salvatore Nicola, l'accusation fait notamment grief de la possession de plusieurs séries de documents, dont des « supports de documents administratifs », — lesquels ? cela n'a pas été dit. — identiques à certains de ceux saisis à Vitry-aux-Loses sur les membres du « nouveau dur ». Une maille contenant des armes découvertes dans une remise appartenant à une amie, dont ils possédaient la clé, a certainement pesé son poids dans ces lourdes réquisitions.

Avec force détails, le substitut a relevé combien les membres de la « mouvance » se méfiaient quand ils se déplaçaient. Leurs relations et leurs rencontres avec les membres du « nouveau dur », tant à l'époque de l'existence officielle qu'au moment de la clandestinité, ont été minutieusement relevés.

Enfin, contre les membres de ce qu'il estime être ce « nouveau dur » — Jean-Marc Rouillan, Nathalie Minigon, Joëlle Aubron, Georges Cipriani, Claude et Nicolas Halphen, Régis Schleicher, Vincente Spano, Heylette Bess et Mohamed Hamani — ce dernier en fuite, — le substitut a requis le maximum de la peine prévue, soit dix ans de prison. Une différence de traitement qu'il a justifiée en distinguant « ceux qui sont convaincus d'avoir participé à une action criminelle » et les autres.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Qui sont les vrais tueurs du Brabant wallon ?

BRUXELLES

de notre correspondant

France, 18 août 1982 : un grand magasin est saqué à Mousbois. Deux mille cinq cents bouteilles de champagne sont dérobées, un employé est blessé.

27 septembre 1985 : à Overijse, dans la grande basilique de Bruxelles, une opération de commando contre un supermarché se solda par cinq morts, tués au hasard dans la foule des clients. Le butin est dévalisé : 600 000 FB, soit environ 100 000 F. Entre ces deux dates : vingt et une agressions, dont le bilan s'élève à vingt-huit morts et des butins toujours aussi ridicules compte tenu du carnage : quelques millions de francs belges, certes, mais aussi des voitures, des gilets pare-balles, des bijoux et même des paquets de café. Durant ces trois années la Belgique va vivre tout entière dans la crainte de cette bande de malfaiteurs très vite surnommée « les tueurs fous du Brabant wallon ».

Depuis la dernière attaque, plus rien sinon des rumeurs décourageantes autour d'une enquête apparemment bien plus rigoureuse et qui aboutit à la comparution, depuis le lundi 18 janvier, devant la cour d'assises de Mons, de six personnes accusées d'avoir participé à certaines des actions, les moins violentes d'ailleurs, attribuées aux « tueurs fous ». Cette bande qui a répandu la terreur en Belgique, ce ne serait donc que « ce ? Six ? Les ralleurs », six malfaiteurs de seconde zone dont le seul crime dans le palais de justice de Mons pourrait provoquer le rire si l'on oubliait les charges qui pèsent contre eux.

Voici Michel Coci, trente-six ans, un ancien gendarme, révoqué pour avoir simulé une alerte à la bombe dans son propre commissariat afin de dérober des cartes d'identité, puis ambulancier, puis chauffeur de cor-

A la cour d'assises de Mons

billard, puis engagé volontaire à la Légion étrangère, qui le rétorne pour cause de santé. Voici Adriano Vittorio, quarante-deux ans, originaire de Tunisie, ancien membre du SAC à Marseille, puis chauffeur-livreur en Belgique et fondateur d'une entreprise de démolition de bâtiments. Sa spécialité : les interviews fracassantes.

Ce sont encore Jean-Claude et Josiane Estievenart, dont le couple tumultueux vit de séparations et de réconciliations, tous deux élevés dans des foyers de jeunes, violents et révoltés. Michel Baudet, lui, trente-six ans. Il a de longues périodes de chômage entrecompensées de quelques travaux secondaires. « Immature, peu intelligent, méfiant, menteur et influenable », disent de lui les psychiatres. « Paper chouchou », comme le surnomment ses amis, dévore les livres de la collection « Harlequin » et s'exprime mieux en patois bruxellois qu'en français. Kaci Bonarandj, enfin, quarante-cinq ans, fils de paysans algériens, arrivé en France après la guerre d'Algérie qu'il fit dans l'armée française, est exploitant de divers cafés.

Ces six membres de la « filière borinaise » (ils vivent tous dans le Borinage) tombent dans les mailles de la justice pour une raison déterminée : leur image, en fait, n'est d'être : un pistolet que la femme d'Estievenart remet, par crainte des colères de son époux, à une amie qui le porte à son tour à la police. L'arme aurait pu servir — mais les vingt expertises sont contradictoires. — A l'issue des agressions.

Commence alors le temps des aveux et des dénégations. Le seul Michel Coci avoue à quinze reprises avoir eu une définitive — à l'issue des agressions.

Le jury aura trois semaines au moins pour apprécier ce dossier fleuve, entendre près de deux cents témoins. Mais quelle que soit la raison qu'ils trouveront d'une culpabilité éventuelle de Coci et de ses ac-

complices, une question essentielle demeure : qui sont les « vrais » tueurs du Brabant wallon ? Ces trois Borinois sont d'ores et déjà blanchis de toute participation dans ce que l'on appelle la « deuxième vague », la plus violente, des trépas. Les agressions de la première époque sont incontestablement marquées au sceau du plus grand amateurisme, de l'impréparation et de la servilité.

Mais comme c'est un commando organisé, professionnel, sanglant, qui agit, semant la terreur comme volontairement. Explication logique : aux Borinois, on a dit, d'autres, seraient venus en seconde bande. Mais voilà : des indices importants, armes, voitures, tentatives à établir des liens entre les deux époques. D'où une autre hypothèse : les Borinois ne seraient que les « seconds couteaux » — et encore ! — d'une organisation plus structurée ayant notamment des liens avec l'extrême droite et visant un objectif politique : déstabiliser la Belgique.

Le procès pourrait ainsi permettre d'établir les liens existant avec une affaire mystérieuse : celle de l'assassinat, le 7 janvier 1986, sur une bretelle de l'autoroute bruxelloise, de Juan Mendez, dont certains estiment qu'il était en possession d'informations importantes sur les tueurs du Brabant.

JOËL ALAIN FRALON.

M. Daniel Dewavrin entendu par le juge d'instruction

M. Daniel Dewavrin, PDG de la société Leclaire, a été interrogé, le vendredi 15 janvier, par M. Michel Legrain, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, chargé du dossier sur les ventes d'armes illégales à l'étranger. Inculpé, le 17 décembre 1987, d'infraction à la législation sur le commerce des armes de guerre, pour faux et usage de faux, trafic d'influence et corruption de fonctionnaires, M. Dewavrin a notamment déclaré au juge qu'« aucune somme n'a été versée au Parti socialiste, directement ou indirectement, ou sous quelque forme que ce soit, et il n'y a pas eu de commission versée à des fronts ».

Entouré de ses avocats, le bâtonnier Guy Dautet, M. Roger Doumle et Alain Crosset de Cormier, M. Dewavrin a déclaré à la sortie du cabinet du magistrat instructeur : « J'ai confirmé au juge Legrain la réalité des entretiens rapportés dans le rapport Barbo, qui confirment pleinement la réalité et l'étendue de la couverture politique qui a été donnée à nos sociétés pendant les années concernées par ces opérations. D'autre part, nous avons parlé des commissions, dont le montant était inférieur à celui évoqué dans le rapport Barbo ».

Dans son rapport, le contrôleur général Jean-François Barbo écrivait que M. Dewavrin lui avait déclaré : « Des sommes relativement peu importantes — de l'ordre de 2,5 millions, à 3 millions de francs — ont été versées à M. Diaz, de l'entourage de M. Herve, par l'intermédiaire de M. Falcoz, mais aucune somme n'a été versée ni directement au Parti socialiste ni aux autorités du ministère. » Dans sa conclusion, M. Barbo allait cependant au-delà, affirmant que « l'attitude du cabinet de M. Herve (...) n'écarterait pas le versement par Leclaire de sommes — dont le montant total s'élèverait à 3 millions de francs — au Parti socialiste par l'intermédiaire de M. Falcoz ».

M. Henri Roques saisit le Conseil d'Etat après l'annulation de sa thèse

M. Henri Roques a annoncé qu'il allait saisir le Conseil d'Etat, après le jugement du tribunal administratif de Nantes, qui avait rejeté, le lundi 18 janvier, sa requête tendant à ce que soit rapportée l'annulation de sa soutenance de thèse, ainsi que la décision déclarant nulle et non avenue l'attestation provisoire de réussite qui lui avait été délivrée (Le Monde du 16 janvier). Cette thèse, soutenue le 15 juin 1985 à l'université de Nantes, visait indirectement à nier l'existence des chambres à gaz pendant la seconde guerre mondiale.

L'ex-docteur de Nantes a d'autre part annoncé, lundi 18 janvier, la présentation de sa soutenance de sa thèse en juin 1988 à M. Yves Durand, alors professeur à l'université de Nantes et vice-président de l'UNJ (mouvement universitaire « anti-muricide ») et conseiller du premier ministre pour l'éducation depuis mars 1986.

Devant les Prix Nobel réunis à Paris

« Le politique doit se faire modeste devant le savant » déclare M. Mitterrand

Aucun problème « ne trouvera de solution si ne s'instaure une collaboration entre scientifiques et politiques », a déclaré M. François Mitterrand, le lundi 18 janvier, à l'ouverture de la Conférence des lauréats du prix Nobel, à l'Elysée. Pendant quatre jours, soixante-quinze prix Nobel réunis à Paris vont réfléchir aux grands problèmes de la planète, à l'aube du vingtième siècle.

Cette conférence est organisée conjointement par le chef de l'Etat et par la Fondation Elis Wiesel, créée à l'initiative de l'écrivain juif américain Prix Nobel de la paix 1986.

« Etrange siècle que le nôtre, a affirmé M. Mitterrand, siècle de la « révolution verte » et des chemises brunes, de la conquête du cosmos et de la désertification de la Terre (...). Les ambiguïtés du progrès sont visibles à l'œil nu ».

« La politique doit se faire modeste devant le savant », a ajouté le président de la République ; mais il a poursuivi par une mise en garde devant le risque de voir « la science dicter leurs choix aux citoyens (...). Je redoute tout ce qui pourrait res-

sembler au simulacre d'un gouvernement qui serait le gouvernement des sages. Le souveraineté, je n'ai pas besoin de vous le dire, réside dans la nation, non dans un comité d'experts ».

Avant d'évoquer le nouveau Auschwitz « monument de cendre, la douleur et la honte du vingtième siècle », Elis Wiesel a parlé, au cours de cette séance d'ouverture, de la situation « en Terre Sainte, où deux peuples s'observent, s'épient et s'opposent. Comment concilier l'angoisse des uns au besoin d'identité des autres ? Des enfants frustrés et désemparés se battent avec des pierres des jeunes Israéliens, et d'autres enfants, à peine plus âgés, essaient de les empêcher. Quand comprendront-ils que, pour vivre ensemble dans la dignité réciproque, les uns et les autres doivent se dépasser en tirant de leur passé non seulement la peur et la méfiance, mais aussi la fraternité et la foi ? Quand ces frères, liés au même amour du Livre, cessent-ils d'être frères ennemis ? Politiquement presque insoluble, humainement tragique, la malédiction de la violence pèsera sûrement sur certains de nos débats ».

Ch. V.

Les Jeunes communistes ont occupé Maxim's

Deux cents militants des Jeunes communistes ont occupé lundi soir 18 janvier le restaurant de luxe Maxim's, rue Royale, à Paris (8^e), pour protester contre le remboursement de l'emprunt 7 % 1973, dit emprunt Giscard d'Estaing. Les jeunes gens, pour la plupart chômeurs, ont pénétré à l'intérieur du restaurant en scandant différents slogans, notamment : « 60 milliards en moins pour les chômeurs, ça se fête » et « Chez Maxim's les chômeurs ouvrent les restaurants du cœur ».

Cette action symbolique, selon les propos de M. Jacques Perreux, secrétaire général du mouvement des Jeunes communistes, s'est prolongée pendant une heure, sans incident. Elle faisait suite à une action du même type conduite le 19 décembre dernier par les Jeunes communistes, qui avaient occupé ce jour-là les locaux du traiteur Fauchon pour protester contre les inégalités sociales.

Décès du Grand Maître de l'Ordre de Malte

Le prince Fra Angelo de Molleja di Colonna, soixante-dix-septième grand maître de l'Ordre souverain de Malte, est mort, lundi 18 janvier, à Rome, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Cet ancien avocat milanais, originaire d'une famille d'aristocrates de Lombardie, était devenu chevalier de l'Ordre en 1940. Il avait été élu grand maître en 1962. (AFP.)

SPORTS

Cent soixante et un pays représentés à Séoul

« Les Jeux olympiques seront vraiment universels » déclare M. Samaranch

« Les Jeux olympiques de Séoul seront vraiment universels », a déclaré, lundi 18 janvier à Lorient, M. Jean Antonio Samaranch, en annonçant que cent soixante et un pays avaient fait savoir qu'ils seraient présents au septembre à Séoul (Corée du Sud). Statistiquement, le président du Comité international olympique (CIO) estime que « l'unité du mouvement olympique est restaurée pour la première fois après trois Jeux ».

Six pays sur les cent soixante-une, auxquels le CIO avait lancé des invitations, ont choisi de ne pas se rendre à Séoul : Cuba, le Nicaragua, de Cuba, de l'Éthiopie, du Nicaragua, de l'Algérie et des Seychelles. Ce « mini-boycottage » a néanmoins déçu le président car selon lui « c'est une décision qui, une fois de plus, va léser principalement les athlètes concernés ». Pour étayer leur refus, Cuba et la Corée du Nord se sont retranchés derrière le fait que « les Jeux n'étaient pas organisés par les deux parties de la Corée », alors que les autres pays absents n'ont pas donné de nouvelles au CIO.

● AUTOMOBILISME : Rallye de Monte-Carlo. — Le Français Bruno Saby (Lancia) a terminé en tête, lundi 18 janvier, la première journée de l'étape commune Aubenas-Gap. Il précède son compatriote et coéquipier Yves Loubet de 18 secondes et l'Italien Alessandro Fiorio (Lancia) du Jolly Club de 6 minutes et 10 secondes.

● SKI ALPIN : Coupe du monde. — Meilleur temps lors de la première manche du slalom de la Coupe du monde disputée, lundi 18 janvier à Saas-Fee (Suisse), Patrick Chavout a subi l'assaut des Suisses au cours de la seconde. La jeune star de Montgenève termine cependant troisième à 1 centième de seconde de Vanni Schneider, elle-même dominée par sa compatriote Brigitte Oerli. A vingt ans, l'espoir de l'équipe de France confirme ses bons résultats du début de saison.

Le Rallye Paris-Alger-Dakar

Le pire pour le meilleur

Alors que le rallye a fait une nouvelle victime — une fillette de dix ans renversée par un concurrent dans la traversée de Kita, — le bivouac de Kayes (Mali) a été secoué dans la nuit du 18 au 19 janvier par une décision surprise : la mise hors course du leader, Ari Vatanen, pilote de la Peugeot 405.

KAYES de notre envoyé spécial

L'affaire a commencé de manière rocambolesque, lundi 18 janvier, à Bamako. Un coup de téléphone alertait Jean Todt, directeur de Peugeot-Talbot Sport, que la 405 de Vatanen avait été « prise en otage » en échange d'une rançon de 25 millions de francs CFA. Effectivement, la voiture vedette du Paris-Dakar avait disparu du parc « fermé » de Bamako. René Metge, directeur de la course, l'avait bien aperçue vers 6 heures du matin sur le pont du Niger, mais il pensait que c'était un mécanicien qui procédait à un essai.

Todt désempé

Bravo-his de combat chez TSO (Thierry Sabine Organisation), où l'on imagine mal que la course puisse être lancée en l'absence de la voiture de tête. Le président Gilbert Sabine et René Metge alertent la police : mais, vers 9 h 30, il est décidé de donner le départ des voitures — avec une demi-heure de retard. Une heure après, « la » voiture est retrouvée près d'un terrain vague de la banlieue de Bamako. Gilbert Sabine annonce, d'abord que la 405 est hors course, puisque son pilote ne s'est pas présenté dans le délai d'une demi-heure après son appel. Puis il déclare que « devant situation exceptionnelle, il peut être pris une décision exceptionnelle ». Et René Metge précise qu'un concurrent a le droit de prendre le départ tant que le contrôle est ouvert, c'est-à-dire jusqu'au départ de la dernière voiture.

Tout le monde, alors, s'interroge sur ce « vol » bizarre et les déclarations qui s'ensuivent : « coup de pub » de Peugeot ou mauvais coup de la concurrence ? Si la voiture de Vatanen a le droit de courir malgré son « hors course », de fait, n'est-ce pas la preuve de la collusion entre Peugeot et TSO.

CLASSEMENT GÉNÉRAL. Dix-huitième étape : Bamako-Kayes. — 1. Orlot (R. Honda) ; 2. Fico (R. Yamal) ; 3. Laly (R. Honda).

Autre. — 1. Kankkunen (Fiat, Peugeot 205) ; 2. Shimozaki (Jap. Mitsubishi) ; 3. Zambay (Fiat, Range Rover).

● ÉPIGRAMME. — Une coquette a déformé le sens d'une phrase du docteur Salomon Kacot, membre de la commission de la nationnalité, dans sa réponse à l'interrogation « Le Monde du 19 janvier ». Il fallait lire : « En France, le droit du sol est insupportable d'un point de vue démocratique » (et non dans lequel) l'intégration ne peut être présu-

ROGER CANE.

CLASSEMENT GÉNÉRAL.

Dix-huitième étape : Bamako-Kayes. — 1. Orlot (R. Honda) ; 2. Fico (R. Yamal) ; 3. Laly (R. Honda).

Autre. — 1. Kankkunen (Fiat, Peugeot 205) ; 2. Shimozaki (Jap. Mitsubishi) ; 3. Zambay (Fiat, Range Rover).

● ÉPIGRAMME. — Une coquette a déformé le sens d'une phrase du docteur Salomon Kacot, membre de la commission de la nationnalité, dans sa réponse à l'interrogation « Le Monde du 19 janvier ». Il fallait lire : « En France, le droit du sol est insupportable d'un point de vue démocratique » (et non dans lequel) l'intégration ne peut être présu-

Culture

THÉÂTRE

... Le Monde • Mercredi 20 janvier 1988 13

Portrait

Gérard Desarthe met en scène « le Cid », de Pierre Corneille

La nouvelle mise d'un battant

Gérard Desarthe, acteur, après avoir joué avec Chéreau, Planchon, Strehler, fait ses débuts de metteur en scène à Bobigny où il monte le Cid.

« Il y a quelques mois, vous vous souvenez que l'on ne jouait plus souvent les auteurs contemporains, Adamov, Vian, Vian... Or, pour votre première mise en scène « publique », vous avez choisi un classique. N'est-ce pas contradictoire ?

« Je suis totalement contradictoire, et je m'en fiche. Je n'ai jamais compris ce que je faisais sur un plateau, pourquoi je faisais ce métier, d'est-ce clair. Le Cid est un choix personnel. Je suis parti de mes amitiés, de mes enthousiasmes et aussi de l'illusion comique, que j'ai jouée sous la direction de Giorgio Strehler, de la Marianne, de Tristan l'Herminette, que j'ai présentée l'an dernier au Conservatoire, une pièce qui a été jouée en même temps et avec le même succès que le Cid. Je suis parti aussi de Samuel Labarthe, que j'ai rencontré au Conservatoire et qui joue Rodrigue. C'est un acteur auquel je crois beaucoup et que j'ai vu d'embûche dans le rôle.

Tout s'est fait inconsciemment. J'ai demandé à Jacques Arké, mon ami, « père de théâtre » chez Gabriel Garran à Aubervilliers, de me rejoindre. J'ai demandé à Victor Garrivier, mon « deuxième père de théâtre », durant les trois années que j'ai passées chez Retort au TEP, de me rejoindre. J'ai réuni mes amis du Conservatoire, appelé mon fils de vingt-deux ans et Myriam Tumbat, assistante de Strehler, pour la dramaturgie. Je suis autodidacte et j'ai besoin qu'on me parle. La dramaturgie est un poste très impor-

tant. J'ai besoin d'informations, qu'on me parle de philosophie, de psychologie, de politique, quand je travaille un rôle. Tout est plus facile quand on parle à des gens brillants plutôt que quand on lit seul dans son coin. J'ai demandé à Pierre Dros de réfléchir avec moi au décor et aux costumes du Cid, et, pour les lumières, j'ai voulu travailler avec un jeune homme, Jean-François Touchard. Tous ces gens sont neufs et me permettent d'éviter certains pièges.

« Et puis, quand on observe le panorama théâtral, quand un directeur de théâtre vous propose une grande salle, une équipe technique exceptionnelle de réputation européenne, vous pouvez lui proposer de jouer un contemporain, mais vous risquez de vous arrêter après trois représentations. Enfin, tout le monde s'attendait que je monte Helmer, Müller, Vauthier ou Gramberg, qui est un ami intime. Là encore, j'ai voulu faire l'inverse. Corneille est la base du théâtre pour nous les acteurs, une langue magnifique à dire. J'ai eu l'envie de commencer par là pour arriver peut-être, s'il y a une suite, aux contemporains et, plus tard, à Shakespeare.

« Votre « lecture » du Cid veut surprendre à son tour ?

« Je n'ai pas de lecture du Cid. Une vision, plutôt, que j'ai confrontée à l'avis de mes dramaturges pour être sûr qu'elle n'était pas idiote. Corneille parlait de son époque, le dix-septième siècle, critiquait ou exaltait le pouvoir. Il s'est servi, pour cela, d'une légende médiévale située deux siècles plus tôt en Espagne. Monter le Cid en médiéval espagnol, cela a été fait, très bien fait, je n'en veux plus. Le monter dans un « salon dix-septième style Versailles », cela a été fait, très bien fait, je n'en veux plus.



Gérard Desarthe au Festival d'Arles en 1987

« J'ai donc sauté le dix-huitième et une partie du dix-neuvième, et je me suis retrouvé avec la vision de la Vienne austro-hongroise au tournant du siècle dernier. Des images de dureté, de brutalité, d'élégance, de déséquilibre comme celles de Renoir, de Visconti ou de Redl. J'ai cherché la limite temporelle où je pouvais amener cette légende immortelle, et je suis tombé sur cette période où les empires existent encore, où il y a

encore des petits rois, des infantes, où les dieux se pratiquent couramment, contrairement à l'époque de Corneille, celle de la Fronde, durant laquelle ils étaient interdits.

« Avez-vous pris le parti d'un traitement réaliste des situations ?

« J'ai voulu construire plutôt un univers un peu étrange. L'action se déroule dans un monde squatté par des militaires. Ils font de la gymnastique et s'entraînent très tôt, en catimini, à l'usage des armes. Le Cid est une pièce préhistorique. On a essayé de vérifier cette idée, et, petit à petit, les choses, les moments, se sont mis en place.

« La première difficulté de la pièce est qu'elle est écrite en alexandrins. N'était-ce pas un risque de la confier à des acteurs inexpérimentés ?

« Si j'ai opéré un certain nombre de glissements historiques, je n'ai pas touché à un seul alexandrin. Je tiens à ce qu'on les entende le mieux possible. La langue de Corneille est difficile, codée, et se déchiffre comme une partition. Je l'ai moi-même déchiffrée avec un grand professeur de versification au Conservatoire, indiscutable, Michel Bernart. Nous avons découpé chaque vers en pauses, en tenant compte de ses œuvres et de ses temps. Je tenais à ce que l'on entende les vers que l'on n'entend jamais. Ceux que l'on connaît, c'est parfait, toute la salle les dira avec les acteurs. Pour les autres, j'ai par exemple rajouté la première scène, coupée dans de nombreuses éditions, qui nous présente Gormas et Elvire.

Histoire d'amour

« Je voulais que le premier acte soit celui des parents. Plus tard, j'ai découvert que Rodrigue n'était pas un héros d'entrée de jeu, comme on l'entend souvent. Les événements extérieurs — sa victoire sur les Maures et le fait que le roi a besoin d'un jeune homme providentiel pour liquider la féodalité — font de lui le Cid. Après la bataille, après avoir trempé ses mains dans le sang, Rodrigue devient une statue, une légende, un homme dur qui ne m'intéresse pas du tout.

« A partir de là, l'histoire d'amour des trois enfants, Rodrigue,

Chimène et l'Infante, — on oublie souvent la petite Infante dont on coupe les répliques, — va tourner au massacre. Faire croire à Chimène que son père est mort puis, une seconde plus tard, lui annoncer qu'il est vivant a de quoi la rendre folle. On dit souvent que Chimène est une emmerdeuse. C'est une erreur : elle est jeune, belle, magnifique ; elle est dure, elle va jusqu'au bout. L'Infante est aussi un personnage magnifique. Mais, par sa naissance, elle est broyée, vit en vase clos, seule.

« Passer de l'un à l'autre côté, celui de la scène vers le public, a été quelque chose de plus ?

« Je me suis très vite rendu compte qu'il était très difficile de parler à un acteur. Je suis dans un moment de nervosité, de tension, de déséquilibre. Demander quelque chose à un acteur sans être sûr, sans même, quelquefois, pouvoir m'expliquer, imposer une vision, tout cela est très douloureux. Je n'ai trouvé de plaisir qu'à huit jours de la première, quand j'ai vu les acteurs jouer enfin, y croire, assumer la pièce, jouer les situations, les émotions. J'ai été très touché.

« Dès que le Cid sera sur ses rails, je me repose puis me mets sur Hamlet. Je ne ferai que ça. Il faudra que je sois dans l'état mental, psychique, pour jouer le rôle, et, en même temps, il faudra que je sois dans l'état du sportif pour pouvoir suivre Patrice Chéreau, qui est très exigeant. J'ai envie de faire avec lui un grand travail.

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT.

★ Maison de la culture de Bobigny. Du 19 janvier au 21 février. A 21 heures, du mardi au samedi. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-31-11-45.

Spectacles

« Vêtir ceux qui sont nus », de Pirandello, à Gémier

La grande Catherine

Rarement Pirandello aura paru aussi proche de nous, si intelligible, si enthousiasmant. Pour plusieurs raisons mais d'abord parce que Catherine Mouchet apparaît en état de grâce.

Elle est là, comme Pirandello l'avait prévu dès sa première didascalie : « La porte principale à gauche s'ouvre, et Emilia Drai entre, un petit chapeau sur la tête, avec l'air de quelqu'un qui ne sait pas où il est ».

Catherine Mouchet est Emilia Drai, morte déjà quand elle paraît sur la scène parce que, pour avoir causé par négligence la mort d'une petite fille, elle a voulu se suicider et s'est ratée, morte de toutes les façons parce que les mensonges dont elle a voulu habiller ses actes n'ont fait que l'isoler encore et qu'elle devra mourir.

Vêtir ceux qui sont nus est une tragédie déguisée en vaudeville. Tous les ingrédients du genre sont là rassemblés : portes qui claquent, entrées et sorties à la vitesse du son, soubrette quasi muette (Simy Myara prête à une femme de chambre de rien du tout une présence incide, un regard aigle), seconds rôles apparemment innocents mais qui introduisent dans l'action, en la faisant rebondir, la vassité pathétique de la réalité : Micheline Uzan, la logeuse d'Emilia et de son protecteur, le romancier Nota, joue à merveille un personnage qui amplifie la rumeur, le vacarme d'une société détraquée ; Michel Raskine, le journaliste abusé par les déclarations d'Emilia qui a rédigé le reportage de drame, par son art accompli du burlesque, donne à la thèse pirandellienne — et très partagée — de la futilité de la médiation journalistique une acuité exceptionnelle.

Ces mécanismes de l'action, mis en scène au fur et à mesure les uns des autres, ces seconds rôles écrits et joués comme sont posés les pierres par l'orfèvre, sont les harmoniques d'un drame autrement poignant qui va mener, marche après marche, Emilia vers sa fin. Rien n'y fera, ni la sollicitude suspecte de l'écrivain Nota (Jean Brasseur) qui l'a recueillie à sa sortie de l'hôpital après sa tentative de suicide, l'interprétation du personnage est assez fade : à un vieil homme désorienté, on aurait préféré un vampire conceptuel, — ni celle,

repentins, de l'ami qui a trahi, Franco Laspiga (Thierry Digeonnet, jeune, charmant, sincère).

L'histoire du drame, Grotti — père de la petite fille disparue, maître de la maison où Emilia était gouvernante, dépositaire scandalisé du vieux droit de cuissage — précipite le mouvement. Cet archétype du bourgeois pervers et sûr de lui (Azzedine Bouayad), hâsardeux, imprécis, alors que les faits l'accablent, lui, exigera d'Emilia son ultime sacrifice afin que le monde retrouve un certain ordre. « C'est que tout le monde, tout le monde voudrait faire bonne figure », écrit Pirandello.

Le courage du vert

Emilia n'auroit jamais fait bonne figure. Dans un dernier sursaut, cette jeune femme mal-hinée, somnolente, abandonnée de tous, cessait de soigner son apparence : avant de se donner la mort, elle passe une « petite robe décente », peint ses yeux, ses joues, ses lèvres et paraît pourtant plus nue que jamais. La robe est verte, un vert électrique, provoquant, de ce vert de cauchemar banni du théâtre, par une profession superstitieuse. C'est le dernier courage du metteur en scène René Loya et du scénographe Yvan Karkos, qui, une fois encore, a fait des merveilles. Deux murs, l'un d'un jaune d'or sali, l'autre gris, s'enfuient vers un point qui se perd dans le lointain de la scène. Une porte immense, une fenêtre à persienne par laquelle s'insinuent les clameurs de la rue. Un lit, une table et un plancher peints qui accentuent encore le déséquilibre des protagonistes.

René Loya, on l'a vu, n'a pas su toujours choisir les comédiens qu'on attendait. Comme par ailleurs, s'il est travailleur, soigneux, intelligent, il n'est pas excellent chorégraphe, certaines scènes dénotent, quelques-unes pourraient ennuyer. C'est le prix, très raisonnable, à payer pour assister à ce très beau, très émouvant spectacle de début d'année. Catherine Mouchet, en état de grâce, glisse étonnamment sur le rail brillant de son destin. Avec son visage, sa voix, ses gestes singuliers, elle est l'incarnation du drame pirandellien, ce mensonge entre les masques du théâtre et la nudité de la vie.

O. S.

★ Théâtre national de Chaillot, salle Gémier. A 20 h 30, du mardi au samedi. Matinée dimanche à 15 heures. Jusqu'au 14 février. Tél. : 47-27-81-15.

« Aglavaine et Sélysette », de Maurice Maeterlinck

La bourreuse de crâne et le rhume de cerveau

Trois jeunes comédiens jouent dans la petite salle de l'Athénée une œuvre à découvrir de Maurice Maeterlinck, un auteur trop rarement joué.

Aglavaine et Sélysette, l'une des plus belles pièces du poète belge Maeterlinck, est un peu l'œuvre d'une cantatrice française.

Georgette Leblanc, fille d'un amateur de Rouen (il possédait des navires reliant la France à l'Angleterre), vint de signer un contrat avec l'Opéra-Comique, à Paris, lorsqu'elle fut un cas (très sérieux) de Maeterlinck sur le philosophe américain Emerson.

Sesant qu'elle découvrait l'âme, elle rompt le contrat avec l'Opéra-Comique, et va se faire engager à la Monnaie, à Bruxelles, où assésit, elle répète Carmen.

Comment rencontrer Maeterlinck ? — Un pianiste, Octave Maus, qui accompagnait souvent Georgette Leblanc, est l'un d'un grand avocat belge, Edmond Picard. Or Maeterlinck, qui est déjà l'auteur de Pelléas et Mélisande, est d'autre part avocat et membre de l'Ordre des avocats de la cour d'appel de Gand. Mais il plaide surtout en correctionnelle, il plaide en flamand. Il connaît M. Picard.

Le 11 janvier 1895, Maeterlinck est donc invité à dîner chez Edmond Picard, et il fume sa pipe dans un coin du salon lorsque apparaît une femme grande, belle, en longue robe de velours, avec un bijou médiéval sur le front : le grand jeu. Elle a vingt-six ans (Maeterlinck en a trente-trois).

Promenades d'amoureux à Gand, Malines, Flessingue, et, au mois de mai, séjour dans l'île de Walcheren : Georgette Leblanc et Maeterlinck ne se quitteront que vingt-trois ans plus tard.

Georgette Leblanc abandonne le chant, elle va interpréter tous les grands rôles de Maeterlinck, dont Mélisande. Mais, d'abord, en 1896, Maeterlinck décide d'écrire une pièce « inspirée » par Georgette Leblanc. Et c'est le personnage d'Aglavaine, tout à fait nouveau, chez Maeterlinck, femme moderne, libérée, forte, volontaire, qui débarque un beau matin dans un vieux château qu'habite un jeune couple très uni : Sélysette et Mélisande.

Aglavaine n'a aucun mal à séduire immédiatement Mélisande. Elle explique à la douce Sélysette que cela ne change rien, qu'il est normal de s'aimer à trois, et Maeterlinck a ménagé plusieurs scènes où les deux femmes échangeront des balais chateaux et prolongés, bouche à bouche. Sélysette, pas convaincue, se jettera du haut d'une tour.

Lorsque Georgette Leblanc fut le manuscrit de cette pièce, elle découvrit que les longues scènes d'amour l'exigeaient entre Aglavaine et Mélisande étaient en fait des « messages » des lettres enflammées qu'elle avait échangées avec Maeterlinck. Mais le personnage d'Aglavaine, prudemment inspiré d'elle, ne lui plut pas du tout. Mais alors pas du tout. « Je la détestais, cette Aglavaine », écrit-elle. C'est une « bourreuse de crâne ». Et puis elle trouvait que Maeterlinck avait « apporté trop de complaisance » à « la création de la petite Sélysette ».

Un rayon de clarté

Il faut reconnaître que Maeterlinck, qui n'en était pas à sa première pièce, qui connaissait les inquiétudes des actrices et aussi le phénomène universel de la jalousie, ne faisait pas preuve de délicatesse en « dédiant » à sa bien-aimée une œuvre où deux femmes ont un rôle de dimension comparable, et où la « concurrente » de Georgette Leblanc était, des deux, la plus attachante.

Soit dit en passant, Maeterlinck, dans un livre de souvenirs qu'il a écrit bien plus tard, Bulles bleues, raconte son « premier amour », à Gand, pour une jeune modeste. Or, un soir, « passant dans une rue abandonnée », il la surprit dans les bras d'un « fabricant de citrons, jaunes, noirs, poils, huileux, et coiffé d'un haut-de-forme ». « Dès ce moment, ajoute Maeterlinck, je pris la bonne résolution d'avoir toujours deux maîtresses ; l'une en service effectif et l'autre en préparation ; ce qui m'épargna bon nombre de souffrances sentimentales ».

Maeterlinck écrit cela en 1947, il avait alors quatre-vingt-cinq ans, il galérait un peu, et du temps d'Aglavaine il n'était pas si trivial.

Quoi qu'il en soit, en 1910, écrivant elle-même une préface aux Morceaux choisis, de Maeterlinck, dans la collection « Nelson », Georgette Leblanc nous dit que, jusqu'à

Aglavaine et Sélysette, les héroïnes de Maeterlinck « courbées sous le poids de leur destin, vont et viennent à l'insu dans l'obscurité... Aglavaine fut la première héroïne consciente. Comme si nous passions soudain du nord au midi, les brumes se déchirent, le ciel devient pur, la lumière déverse, la terre est toute brodée de fleurs ».

Oubliant la « bourreuse de crâne », Georgette Leblanc s'attribue donc le mérite d'avoir orienté l'œuvre de Maeterlinck vers « un rayon de clarté ». C'est d'ailleurs ce qu'admettent tous les commentateurs de Maeterlinck.

Et pourtant... La tragique aventure de Sélysette et Aglavaine va réapparaître, et cette fois dans la vie réelle, mais à l'envers. C'est une petite douce Sélysette qui va détruire le couple Aglavaine-Mélisande.

L'année 1911. La salle du Théâtre Réjane, à Paris. Maeterlinck assiste aux répétitions de l'Oiseau bleu. Georgette Leblanc tient le rôle de La Lumière. Se trouve là, raconte Georgette Leblanc, « une petite jeune fille de dix-huit ou dix-neuf ans, même : elle mimait le Rhume de cerveau ».

« Un jour, raconte Georgette Leblanc, elle apporta un des livres de Maeterlinck, détreint, avoir sa signature. Ce jour-là, elle nous accompagnait au restaurant... Pendant huit ans, elle devait vivre avec nous presque continuellement et, en 1919, épouser Maeterlinck ».

Elle s'appelait Renée Dahon. Les ultimes scènes de rupture, en 1918, à Nice, que Georgette Leblanc raconte dans son livre de souvenirs, sont d'une sauvagerie affreuse.

Au Théâtre de l'Athénée, trois jeunes comédiens, Irina Dalle, Catherine Lafont, et Christophe Garcia, conduits par Françoise Merle, s'emploient à analyser, plutôt par des exercices de gestuelle et de diction, des fragments d'Aglavaine et Sélysette. C'est assez étrange. Il y a des moments d'intense beauté. D'autres plus arbitraires. Mais cela peut inciter à lire ou relire Maeterlinck, drôle de bonhomme et grand poète.

MICHEL COURCENOT.

★ Athénée-Louis-Jourvet, 20 h 30.

Couilles

Rénovation du Théâtre de Nîmes

Après la mairie et le Musée des beaux-arts, le jeune architecte Jean-Michel Wilmotte est en train de parachever la métamorphose du Théâtre de Nîmes.

Un véritable tour de force que de transformer en un opéra sobre à l'architecture parfaite une bâtisse aux allures initiales de ville sans âme. La capacité de la salle a été limitée à mille trente-huit places. Ultérieurement, la scène sera rehaussée et la fosse d'orchestre agrandie. Côté équipement, le matériel de scénographie est désormais l'un des plus performants en France. La ville a dépensé 16 millions de francs pour cette première tranche de travaux, y compris le mobilier et le matériel scénographique.

Les rencontres, Pratiques théâtrales, menées par Georges Bana, proposent, le mardi 19 janvier, un entretien public avec Ariane Mnouchkine et Hélène Chazotte sur le thème « Raconter l'histoire contemporaine », au Théâtre de l'Athénée à 19 heures. Entrée libre.

THEATRE DE LA VILLE

d'autres musiques

MERCREDI 27 - 18 H 30

Jon Hassell

JEUDI 28 - 18 H 30

Michael Nyman

SAMEDI 30 - 18 H 30

Harold Budd

DIMANCHE 31 - 20 H 45

Glen Branca

PRX 52 F

2 PLACE DU CHATELAIN

4274 22 77

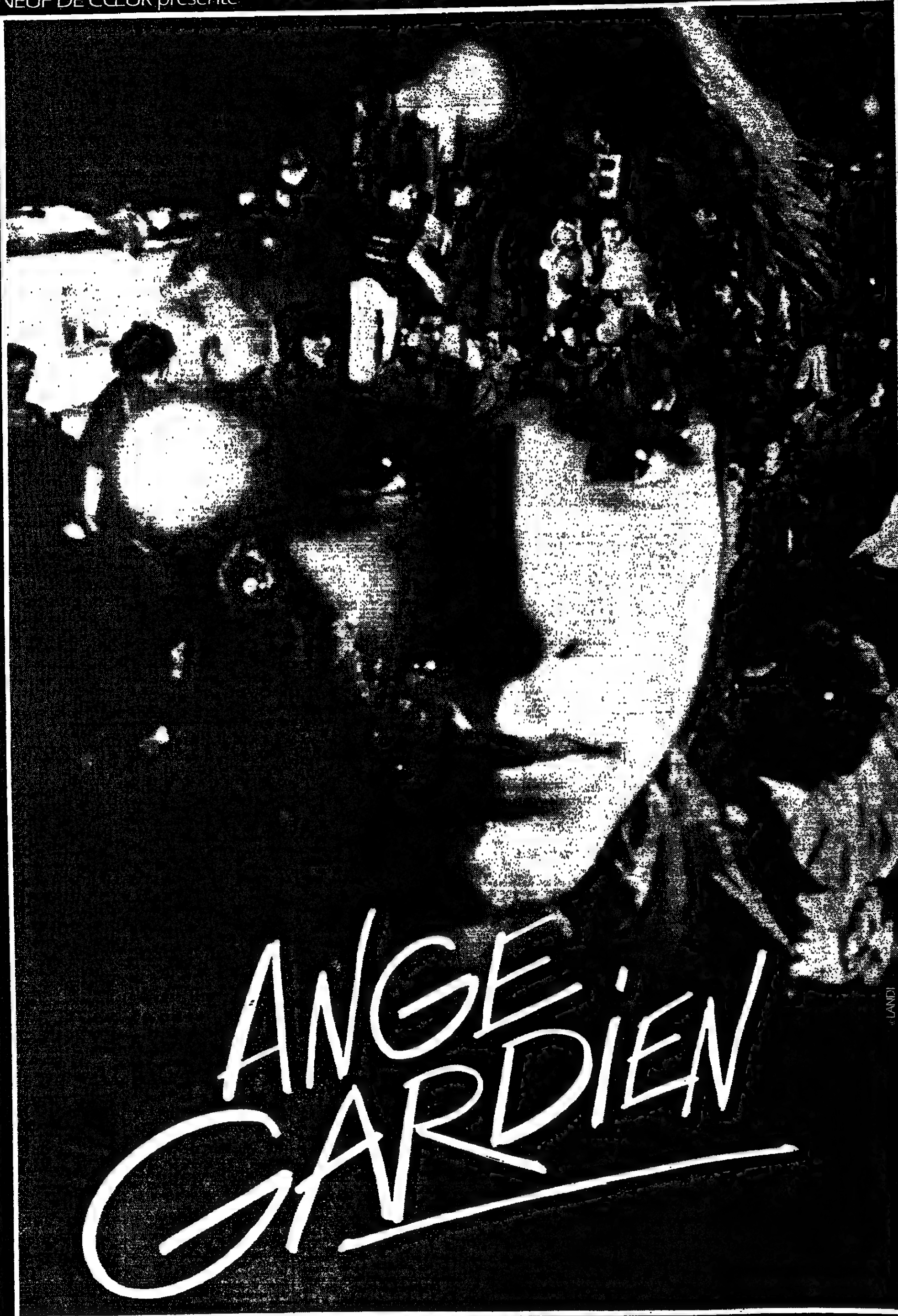
سكنة من الأهل

هكذا من الامل

14 Le Monde • Mercredi 20 janvier 1988 •

NEUF DE CŒUR présente

MERCREDI



ANGE GARDIEN

un film de GORAN PASKALJEVIC

Avec LJUBISA SAMARDZIC, JAKUP AMZIC, NEDA ARNERIC

Scénario : GORAN PASKALJEVIC - Musique : ZORAN SIMJANOVIC

Production : SINGIDUNUM/JUGOART/MORAVA FILM - Distribution : NEUF DE CŒUR



Drôles de v

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

MAESTRE
DE
PARIS

Culture

THÉÂTRE

«Mercier et Camier», de Samuel Beckett, à Créteil

Drôles de voyageurs

Jacques Sella, Claude Eyrard, paumés comiques et cosmiques d'un improbable voyage, jouent Mercier et Camier, adapté du roman de Samuel Beckett par Pierre Chabert.

Dans le sillage de la bicyclette que poussent Mercier et Camier, entre ville et lande, sous une pluie battante, on repère les prémices de l'éternel beckettien : le clochard.



Orchestre de Paris

Directeur musical Daniel Barenboim

SALLE PLEYEL 20 H 30

20, 21, 22 janvier

Daniel Barenboim, direction

Schubert, Brahms

Sergiu Celibidache, direction

Orchestre Philharmonique de Munich

27, 28 janvier

Brahms

28 janvier

Ravel, Debussy, Wagner

4, 5 février

Pierre-Michel Dugand, direction

Heine, Gounod, piano

Beethoven, Liszt, Bartók

CYCLE DE MUSIQUE DE CHAMBRE

SALLE CHOPIN - PLEYEL • 15 H

5 février

Sylvie Dussaux-Bruner, violon

Françoise Douchet, alto

Guy Bernard, violoncelle

Michel Delamory, contrebasse

Michel Bezet, hautbois

Vincent, Beethoven, Martin, Mozart

RENSEIGNEMENTS - LOCATION :

SALLE PLEYEL - 45 63 07 96

errant qui tente — si possible en duo, d'être plus commode — de « survivre en parlant ». Mercier et Camier, est le premier roman que Beckett en 1946 (il était alors âgé de trente-neuf ans) rédigea en français. Deux ans plus tard, paraîtra *En attendant Godot*, où l'on retrouve, nous dit Alfred Simon (1) plusieurs des dialogues de *Mercier et Camier* repris presque tels quels.

Samuel Beckett a donné son feu vert à l'adaptation théâtrale de Pierre Chabert. Après avoir jugé une première mouture (qui mettait en scène les nombreux personnages croisés au cours de leur improbable voyage) « trop près du roman... il faut faire du théâtre ».

Survivent donc sur le plateau, dans la mise en scène de Pierre Chabert, les seuls Mercier et Camier. Et une voix off (Guy Jacquet en coupe) dans le rôle du narrateur. Le décor de Jean Herbin et Pierre Dideot est suffisamment abstrait pour se prêter aux tours et détours de ces voyageurs qui entament leur équipée de manière trop résolue pour ne pas paraître suspecte. En cours de route, certains détails leur deviennent obscurs, et ils s'écroulent leur harnachement : soit, une bicyclette, laissée pour morte et dépeçée contre une grille, un sac à dos, un parapluie (entre le volaille et la boussole) et un imperméable. Total : dénué, mais familier, ils sont-ils, Mercier et Camier, régulièrement. Mais, insatiables, ils cessent la figure d'un agent qui refuse de leur indiquer la route d'une maison de complaisance.

Entre-temps, bien sûr, ils débâtent des aphorismes, numérotés — sur tout et rien. En hommes avisés, ils décident de laisser tomber les « pourquoi » au bénéfice des « que ».

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

On est moins convaincu par l'adaptation théâtrale de la mise en scène : la narration qui s'entrevoit avec les dialogues des deux compères semble interrompre leur flux. Elle interrompt en tout cas le juste plaisir théâtral qu'ils nous donnent.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

Pivot comme si vous y étiez !

1 Le livre est l'ennemi de l'écrivain

J'ai la chance d'avoir un ami publicitaire, Jean-Pierre Tuil, homme rond et vif, qui aime bien à ses moments perdus, qui sont rares et forcément précieux, me fournir bénévolement en conseils. L'autre jour, ayant appris que j'allais passer à « Apostrophes », il me téléphona pour me dire d'une façon impérative : « Tu devrais — cela serait tout à fait dans les cordes — raconter par le menu, à sa façon, ce qu'il y a dans la tête de l'écrivain qui va se présenter devant des millions de téléspectateurs, ce qu'il fait les jours qui précèdent ce fatal vendredi ! »

Mais, hélas ! Tuil, il avait reté une belle occasion de se taire ! Il n'avait donc jamais entendu parler de la grand-mère du narrateur dans la Recherche du temps perdu et des efforts désastreux, presque irréparables, qu'avait eus ses conseils sur le livre futur. Et c'était pourtant une très bonne grand-mère, fine, sensible, lettrée, aimant son petit Marcel presque autant que la correspondance de M^{me} de Sévigné !

En reprochant à son petit-fils de remettre toujours à demain le moment de commencer son livre, alors qu'il était précisément sur le point de le faire, le jour même, pour ainsi dire, alors que le livre lui brûlait les mains et les lèvres, non seulement elle avait commis une atroce injustice, mais elle l'avait mis dans un tel état d'exaspération, disons le mot, de rage, qu'il ne pouvait plus répondre de rien : puisque c'était comme ça, puisque les personnes qui lui étaient les plus chères osaient douter de lui, alors il n'avait plus de raisons d'écrire son livre, il ne l'écrirait pas, puisqu'il en était ainsi.

Il ne faut jamais conseiller à un écrivain de faire ce qu'il lui vient à l'esprit. Et, chose troublante, il n'y a pratiquement pas de sujet que l'écrivain n'ait sur le point de traiter quand on a l'impression de lui en parler. Sans s'en rendre compte, Tuil, qui pourtant ne ressemble en rien à ma grand-mère ni même à celle de Proust, avait manqué priver les lecteurs du Monde de cette chronique sur Pivot. Enfin, comme on le sait, et à notre grand soulagement, Proust a fini par écrire son livre, et je ne vois pas pourquoi je serais plus proustien dans la rancune, moins grand seigneur que Proust.

Bien sûr, je ne vais pas faire ce que Tuil, dans sa naïveté, me conseillait — trop tard, — écrire ma chronique avant « Apostrophes », mais, à l'évidence, après, il est normal qu'un amateur, qu'un conseiller n'ait pas nos réactions. J'indiquerais pour commencer que, depuis 1980, je suis passé trois fois chez Pivot, ce qui n'est pas copié — je suis bête par Jean d'Ormesson ou Max Gallo, — mais ce qui n'est pas si mal si l'on veut bien considérer que, récidiviste compris, je ne lui ai pas donné d'autres occasions de m'inviter. Il faudrait peut-être envisager à l'avenir d'inviter à « Apostrophes » des écrivains qui n'ont pas forcément écrit pour qu'ils apprennent sur le tas à s'exprimer oralement, à s'habiller en conséquence, à donner une bonne impression d'eux-mêmes ; ça serait déjà la moitié du travail de fait.

Il y a quelques années, la légende voulait que certains écrivains à la pointe du progrès organisassent à leurs propres frais des séances de travail qui soient des simulacres d'« Apostrophes » avec leurs poulains ou leurs

poulains qui leur semblaient avoir de l'avenir, un « look » avantageux. Je ne sais pas si ces cours de maintien ont donné les résultats que leurs promoteurs en espéraient. Je crains que les tocards ne restent, avec tous les meilleurs conseils du monde, d'indécrottables tocards et je crois que les gentilles frimousses n'ont de leçons à recevoir de personnes pour placer leur naturel et leurs avantages au moment voulu.

N'empêche, ce serait généreux de la part de Bernard Pivot d'admettre dans son émission un ou deux auditeurs libres, qui pourraient intervenir dans la conversation sans être soupçonnés de défendre leur camelote. Mon expérience m'a appris que ce qui gênait le plus l'écrivain qui passait à « Apostrophes », hormis la corvée de devoir faire bonne figure aux livres des autres invités — qui, il faut être juste, ne valent en général pas tripette, — c'était de devoir parler de soi !

Comme on aurait des choses à dire, comme on serait brillant et spirituel, comme tous les foyers de France et du Québec se tordraient de rire sous l'avalanche de nos bons mots si l'on ne portait pas sur la langue comme un boulet de labour le lourd livre mal fichu que l'on traîne avec soi ! L'animal ! Il n'est jamais content : ou, d'après lui, l'on n'en parle trop et on laisse l'attention du téléspectateur, ou bien l'on n'en parle pas assez et il se plaint alors qu'on l'écramote. On voudrait l'y voir à notre place !

2 Annie, Huguette et Françoise...

Il n'est pas question que je vous épargne mes lectures forcées de la semaine. Ce que j'ai été contraint de lire, poussé par l'élémentaire bienveillance, ce masque du vice disait déjà Rousseau, la crainte des représailles, il ferait beau voir que vous n'en profitiez pas à votre tour. Ce qui fut bon pour moi l'est bien assez pour vous ! Ces livres, je les ai lus en combattant, dans les tranchées, je les ai ramassés sous les boîtes, ce sont des blessures de guerre qui résistent encore. Mes commentaires, ce n'est pas de la froide critique, c'est du vécu ! Je commencerai par le premier lu, celui d'Annie Ernaux, *Une femme* (Gallimard, 52 F). C'est sa brièveté qui me l'avait fait lâchement choisir, moins de cent pages.

Au début, j'ai eu un moment de recul : « Ma mère est morte le lundi 7 avril à la maison de retraite de l'hôpital de Pontoise, où je l'avais placée il y a deux ans. » J'ai pensé à toutes les morts de mère, à celle de Proust par grand-mère interposée, à celle de Roger Peyrefitte, à celle de Simone de Beauvoir (la mère de Sartre dans l'un des tomes des *Mémoires*, celle de sa mère dans *Une mort très douce*), à celle de Monique Lange, à celle de Camus (« Aujourd'hui, maman est morte... »), à toutes celles qui m'attendaient, et j'ai eu un moment de découragement, mais la banalité, la répétition, ne vivent pas forcément à l'écart de la littérature.

Et la suite me récompense, si je puis dire, d'avoir passé outre à ce moment de malaise. *Une femme* est un beau livre. Comme Annie Ernaux est une belle femme émouvante. En la regardant à la dérobée, je songeais à ce que me disait un jour Sagan : « C'est fou ce que tu peux être désigné quand tu viens de perdre

quelqu'un qui t'es cher ! » Encore faut-il être désolé. Ce dont Annie Ernaux doit se méfier, c'est de son côté professeur. « J'ai perdu, dit-elle, à la fin de son récit investigation, le dernier lien avec le monde dont je suis issue. » C'est l'évidence si elle songe à sa mère, et c'est ce qui est beau précisément dans son livre, cette perte absolue, définitive, qui fait de nous des enfants perdus en attente de la mort, ça l'est moins si elle songe aux origines sociales de ses parents. Mais, sans cette thèse, Annie Ernaux aurait-elle eu le courage d'écrire la *Place* et *Une femme* ? C'est par nos visières que nous avançons.

Huguette Bouchardeau, dans *Choses dites de profil* (Ramsay, 89 F), nous apparaît comme un l'imaginait : sympathique, humaine, un peu naïve, et son cœur, à juste titre, battait pour le livre d'Annie Ernaux. Le titre m'a semblé simple comme bonjour. Des choses dites par le biais du roman, compte tenu de la difficulté de les dire de face quand on a été ministre. Réserve oblige en période électorale pour une ancienne militante. Dans ce qu'il a de meilleur, ce roman m'a fait songer à *Ciao de 5 à 7*, d'Agnès Varda, qui joue, il est vrai, Corinne Marchand. Huguette Bouchardeau évoque bien le malaise, et le bonheur, du repos et des pièces calmes. Ces choses chuchotées, c'est la difficulté et les avantages du pouvoir quand la maladie s'empare de vous. Ce roman nous fait comprendre pourquoi l'on préfère mourir chef de l'Etat que dans une douce retraite. Gouverner épuise mais distrait.

Je vous ai déjà parlé du *Journal* (1953-1973) de Matthieu Galey (Grasset, 148 F), qui était l'un des vedettes de ce plateau. Mes réserves concernaient plus le genre que l'écriture. Le *Journal* crée l'illusion d'un écrivain qui n'existe pas. A la lecture, on ne remarque pas que le mois de mai 1960 n'occupe que quelques lignes tandis que juin s'offre six grandes pages. Dans les journaux intimes, il y a une volonté de puissance, une revanche sur sa condition quotidienne. Dans le noir, en douce, on décide de ce qui sera dit ou pas. Le vivant est à la merci du mort. Comme jugements et portraits sont datés, ils nous donnent l'impression d'être vrais. De l'art, qui serait également une photo.

Françoise Giroud, dans son *Alme Malher ou l'art d'être aimé* (Laffont, 89 F), remarque : « Les vivants ont peur des morts. C'est pourquoi ils disent inamoviblement du bien de ceux qui viennent de disparaître. » Curieuse biographie qui tourne autour du génie de Vienne au moment de sa chute. Par petites phrases échevées, Françoise Giroud esquisse le portrait d'une gens. Son talent, c'est de nous donner l'envie d'en savoir davantage.

3 La fête est finie

Ce dimanche matin, les Choleysiens qui empruntent la rue Louise-Michel pour se rendre au grand marché couvert proche de l'église Saint-Louis, s'ils s'étaient arrêtés devant la Librairie de la presse, auraient pu encore voir derrière la vitrine un livre signalé par cette fièvre affiche manuscrite : « Bernard Frank, habitant de Choisy-le-Roi, passera le vendredi 15 janvier à « Apostrophes ». » La tour de force de Pivot, c'est de nous faire repasser avec notre ardente complicité notre bachelot, sans limite d'âge : à vingt ans comme à quatre-vingt-dix !

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

<p>THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES</p> <p>19 janvier 20 h 30 (p.a. Valenciennes, Opéra de Compiègne)</p> <p>THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES</p> <p>20 janvier 20 h 30 (p.a. Valenciennes)</p> <p>CAVEAU</p> <p>Mercredi 20 et 21 janvier 1988</p> <p>(p.a. Moulins, Valenciennes)</p> <p>ÉLISE SAINT-MÉDARD</p> <p>21 janvier 20 h 45</p> <p>Reyn. 45-46-47-48</p> <p>45-20-47-48</p> <p>3 FRAC (p.a. Valenciennes)</p>	<p>Les administrateurs responsables de l'ATHÈNE</p> <p>Martin</p> <p>19 janvier 20 h 30</p> <p>(p.a. Valenciennes, Opéra de Compiègne)</p> <p>THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES</p> <p>20 janvier 20 h 30</p> <p>(p.a. Valenciennes)</p> <p>CAVEAU</p> <p>Mercredi 20 et 21 janvier 1988</p> <p>(p.a. Moulins, Valenciennes)</p> <p>ÉLISE SAINT-MÉDARD</p> <p>21 janvier 20 h 45</p> <p>Reyn. 45-46-47-48</p> <p>45-20-47-48</p> <p>3 FRAC (p.a. Valenciennes)</p>	<p>Les administrateurs responsables de l'ATHÈNE</p> <p>Martin</p> <p>19 janvier 20 h 30</p> <p>(p.a. Valenciennes, Opéra de Compiègne)</p> <p>THÉÂTRE CHAMPS-ÉLYSÉES</p> <p>20 janvier 20 h 30</p> <p>(p.a. Valenciennes)</p> <p>CAVEAU</p> <p>Mercredi 20 et 21 janvier 1988</p> <p>(p.a. Moulins, Valenciennes)</p> <p>ÉLISE SAINT-MÉDARD</p> <p>21 janvier 20 h 45</p> <p>Reyn. 45-46-47-48</p> <p>45-20-47-48</p> <p>3 FRAC (p.a. Valenciennes)</p>	<p>CONCERTS LAMOUREUX</p> <p>Dir. : Mouché</p> <p>ATZMON</p> <p>Dir. : Régis</p> <p>PASQUIER</p> <p>BRAHMS</p> <p>Opus pour Violon</p> <p>BEETHOVEN</p> <p>Symph. « Métropole »</p> <p>ORCHESTRE EN COULISSES</p> <p>ORCH. OPÉRA-JEUNESSE</p> <p>Dir. : Philippe de CHALENDAR</p> <p>BRAHMS, MOZART</p> <p>Métron 2 à 2 claviers</p> <p>Joël PONTET</p> <p>Christiane WOLFF</p> <p>Ramstein-Bach-Mozart</p> <p>Marie EWING</p> <p>Geoffrey PARSONS</p> <p>Piano SCHUMANN DEBUSSY</p> <p>MEDIA CLASSIQUE</p> <p>présente Michel DALBERTO</p> <p>BRAHMS SCHUMANN SCHUBERT</p>
---	---	---	---

Soirée musicale
Samedi 30 janvier 1988
avec
Martine GELIOT harpiste
« THOMAS PREVOST flûte »
Bach, Mozart, Telemann,
Donizetti, Faure, Pizetti, Andrieu
20 h 15 cocktail - 21 h concert
Sous-pré spectacle
Réservation : CATIMINI
7, rue Clapetron 75008 PARIS
Tél. : 45-22-21-06

HELENE GRIMAUD
LISZT SCHUMANN
PRIX 52 F
2 PLACE DU CHATELET
4274 2277

Concerts Radio France
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
21 ET 22 JANVIER
20 h 30
SALLE PLEYEL
Direction : KURT MASUR
BRAHMS - MOZART - MENDELSSOHN
PRESTIGE DE LA MUSIQUE
PROKOFIEV : avec le Ténor
TAMARA SINAVSKAYA - GREGORY
GRIZAK - BORIS MORGOUNOV
CHOEUR DE RADIO FRANCE
Direction : VALÉRI GUERGUEV
NOUVEL ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE RADIO FRANCE
SAMEDI 23 JANVIER
20 h 30
SALLE PLEYEL
Direction : JOHN NELSON
DURAS - BERLIOZ - FAURE - DEBUSSY
WAGNER : Poésie
ERHARD BUCHNER - THEO ADAM -
GEROLF SCHERER - GABRIELE SCHNAUT -
JOHN BROCHER - HUBERT BISCHOF
CHOEUR ET MAÎTRISE DE RADIO FRANCE
Direction : MAREK JANOWSKI
MUSIQUE DE CHAMBRE
SAMEDI 30 JANVIER
15 h
SALLE PLEYEL
Direction : CHRISTIAN ZACHARIAS, piano
SCHUBERT - BEETHOVEN - WOLF -
JANACEK - BRAHMS
LOCATION 14 JOURS À L'AVANCE
RADIO FRANCE
42 30 15 16
SALLE PLEYEL
45 63 88 73
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
47 23 47 77
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS CHATELET
42 61 19 83

PIANO
Passionnément !
SALLE PLEYEL
PARIS
BEETHOVEN
LES 9 SYMPHONIES
LES 5 CONCERTOS
WIENER
PHILHARMONIKER
CLAUDIO ABBADO
MAURIZIO POLLINI

MUSÉE DE L'HOMME
Palais de Chaillot
Exposition du cinquantenaire
ANCIEN PÉROU
Vie, pouvoir et mort
L.J. si mardi de 9 h 45 à 17 h 15
DU 6 MAI AU 31 JANVIER

حکومت اسلامی

هكذا من الاجل

Communication

Après le départ des stars et la déprogrammation des magazines politiques

La 5 adopte un profil bas

La 5 fait sa mue. La 5 se transforme. A force de virages progressifs, la chaîne change de cap et bouleverse son format. Une nécessité économique... devenue stratégie. Après la suppression des émissions paillottes et le départ des « stars » (Sabatier,

Sébastien, prochainement Collaro), deux émissions de prestige font aujourd'hui les frais de la dure loi des sondages et de la politique d'économies. « La preuve par 5 », l'émission politique mensuelle de Pierre-

Lac Ségallion, est tout simplement supprimée, tandis que « Face à France », l'hébdomadaire de Guillaume Durand, est reléguée le jeudi en fin de soirée. A l'affrontement avec la Une, la 5 préfère désormais la complémentarité.

Fallait-il être téméraire pour partir, à peine né, à l'assaut de la Une et revendiquer le droit de jouer dans la cour des grands ? La 5 croyait disposer d'atouts décisifs, parmi lesquels sa « vocation nationale » : promesse d'une extension rapide de son réseau, d'un accès à la télévision pour acheter les stars.

Les sondages ont été les censeurs : l'audience est restée bien inférieure à celle imprudemment promise aux annonceurs (qu'il fallait dédommager). Sabatier et Sébastien s'effondrant, les scores de Collaro s'effondrent. Philippe Ramond, directeur général de la 5, a dû refaire ses comptes et en tirer les conséquences. « Il faut adapter nos programmes à notre audience réelle », annonçait-il au mois d'octobre, planifiant une baisse de 30 % à 35 % du coût mensuel de la grille (150 millions de francs). C'est aujourd'hui chose faite : l'économie réalisée est de 34 %. Encore la réduction ne s'est-elle pas faite dans l'importance quel sens.

Inutile de lutter pied à pied avec la Une. La 5 sera « complémentaire » plutôt que concurrente, et pratiquera la contre-programmation. Le créneau reste à préciser : fiction-informations, avec une thématique aventure-évasion. Les bons scores du Paris-Dakar ont mis les responsables sur la piste, et la 5 renouvellera l'expérience avec la prochaine excursion de l'Everest. Difficile, toutes proportions gardées, de ne pas penser à la 5 ancienne formule : coûts ridiculement bas mais sondages honorables, grâce à un art consommé de la programmation des fictions étrangères.

« Caricatural », grande Philippe Ramond. « C'est oublier l'information, qui est aujourd'hui un produit majeur de la 5 ». Pas question, assure-t-on, de rogner sur son budget, ses effectifs et même ses temps d'antenne. Le journal en images récemment créé à 18 h 55 obtient de bons scores d'audience. La rédaction a surpris les membres de l'UER en fournissant à la Bourse européenne des échanges presque autant de

reportages que ses concurrents. La suppression de « La preuve par 5 » ? « C'est l'application de la logique commerciale. Nous ne pouvons plus, comme ce fut le cas, prendre de risques à l'heure du « prime time », et mieux valait prendre une décision aujourd'hui plutôt qu'au milieu de la campagne présidentielle. » L'émission oscillait, selon les invités, entre 1,1 % et 2,2 % d'audience. Quant à « Face à France » diffusée à 20 h 30 le jeudi soir, depuis deux semaines elle a obtenu successivement 3,4 % et 1,6 %. Diffusée désormais après 22 heures, elle pourrait prendre un ton à mi-chemin entre « Apostrophes » et « Droit de réponse ».

Bientôt l'heure du bilan

Pourtant, assure-t-on, « le temps joue pour la 5 ». Les résultats d'audience du mois de décembre ont remis un peu de baume au cœur : 8,1 % en part

d'audience (contre 6,8 % en novembre). Surbut, on s'applique encore sur l'ouverture de nouveaux émetteurs. Car c'est toujours le lent développement du réseau que l'on rend responsable du jour défilé de 730 millions de francs. Des fautes ? Les responsables ne sont pas prompts à les admettre : le plan était parfait... si le réseau s'était normalement développé. La stratégie adoptée était, persiste-t-on à dire, la bonne. Tout juste reconnaissent-ils quelques erreurs d'application.

D'abord sur le calendrier d'ouverture des émetteurs (96 en 15 janvier, soit une couverture de 31 412 000 téléspectateurs, 7 millions de plus depuis le mois de mars 1987). Fiers de leurs quatre mille émetteurs de l'autre côté des Alpes, les techniciens italiens de M. Silvio Berlusconi s'étaient fait fort de développer le réseau en un tour de main. C'était compter sans la législation française et la CNCL, auprès de laquelle Robert Henaut avait espéré rencontrer plus de compréhension. Résultat sur la lecture d'information et d'équipement des foyers. Le pourcentage de gens « initialement », c'est-à-dire équipés pour recevoir la 5, est encore très inférieur à celui de la population arrosée par ces émetteurs. « Faites voter vos antennes » avait prévenu Canal Plus huit mois avant son lancement. La 5 semble avoir négligé ce type de campagne.

Le Japon marquait. Les méthodes à l'italienne ne sont décidément pas toujours transposables en France. Même si M. Berlusconi, de plus en plus critique, malgré sa discrétion, sur la gestion Henaut, brille de reprendre les rênes et d'appliquer à la publicité les méthodes transalpines. Car l'heure du bilan approche pour les actionnaires de la 5. A la fin du mois, un conseil d'administration, prévu de longue date pour libérer un quart de capital, permettra de faire le point, voire de taper du poing.

ANNICK COLEAU

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

MONTE CRISTO

JACQUES WEBER

DU 3 AU 20 MARS 1988

LOCATION AU THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, AGENCES, FNAC ET PAR TELEPHONE AU 47 23 00 54

LA CROISÉE EUROPE 1

LES CHIENS VOLANTS (Lufthansa)

ou les Histoires de Mouche et Agaton

Deux spectacles en alternance et le Toffy le dernier jour

21 au 30 janvier

20 h 30, dimanche 17 h

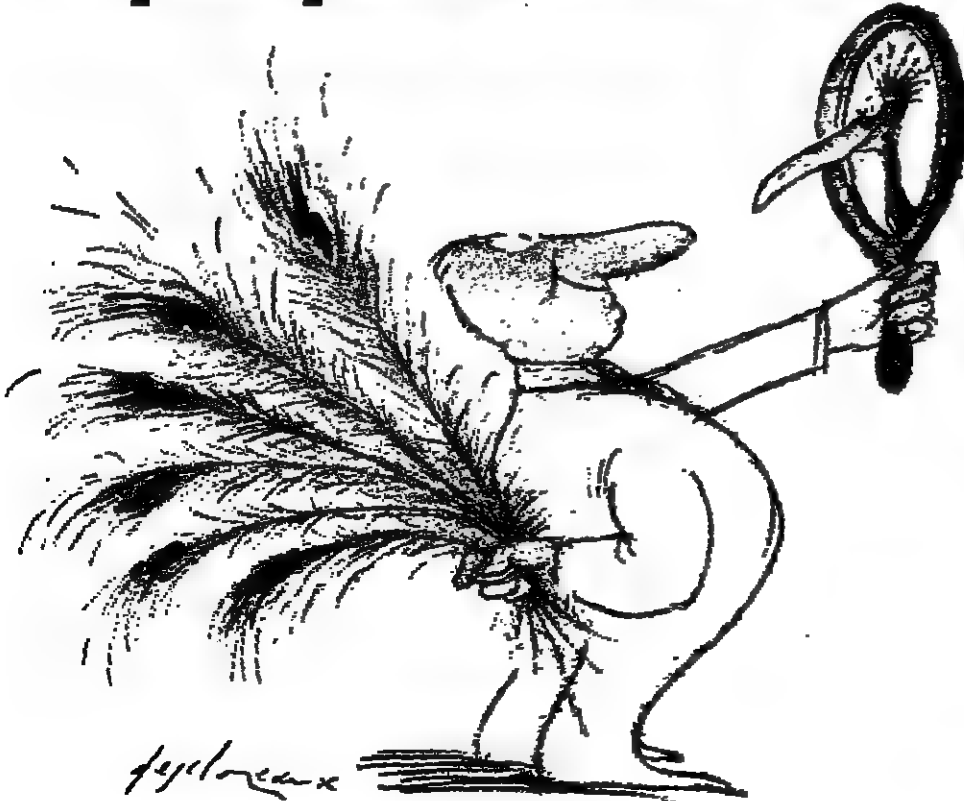
Téléphone 10 h, lundi matin

38, rue des Francs-Bourgeois

CENTRE CULTUREL DANSE - TEL. 42 71 44 92

"Les miroirs feraient bien de réfléchir un peu plus, avant de renvoyer les images."

U Jean Cocteau. Critiques indirectes



Bien communiquer, c'est aussi ne pas céder à l'obsession de l'image, à l'ésotérisme du discours, à l'auto-complaisance de la médiatisation.

Ce livre redéfinit les concepts spécifiques de la communication d'entreprise. Il donne un sens opérationnel aux notions galvaudées de culture, d'identité, de projet ou d'image, et propose des illustrations sur des applications majeures, comme la communication financière, interne, corporate...

Philippe Schwebig
Les communications de l'entreprise
192 pages
McGRAW-HILL



Redressement judiciaire pour « le Matin de Paris »

Le tribunal de commerce de Paris a accordé le mardi matin 19 janvier la procédure de redressement judiciaire au *Matin de Paris*. Le directeur du quotidien avait officiellement informé le tribunal, le lundi 18 janvier, de sa décision de déposer le bilan (*Le Monde* du 15 janvier). Le tribunal attend donc jusqu'à vendredi 22 janvier les propositions de reprise, avant de prendre une décision le mardi 26. M. Yarnick Pavoc a été nommé administrateur judiciaire, et doit établir un rapport sur la situation financière du titre, dont le passif serait de 7 millions de francs.

Une dernière édition de huit pages (la parution avait été suspendue 31 y a dix jours), a été tirée à 21 500 exemplaires et diffusée à Paris et en régions parisiennes le mardi 19 janvier. En « une », figure une photo des salariés signée de Raymond Depardon, qui filma en 1977 la naissance du quotidien dans le *Nouveau*.

● Saïda d'une radio locale portugaise. — Radio-Egálatina, une station privée de Charneca (Vila de Mar) destinée à la communauté portugaise, a été saïda le 13 janvier pour avoir émis sans autorisation. Agitée par la Haute Autorité en 1983, Radio-Egálatina avait cessé d'émettre le 20 août 1987 à la demande de la CNCL, laquelle n'avait pas renouvelé son autorisation. Déjà de n'avoir pas reçu de réponse plus favorable au cours du dernier trimestre de 1987, les responsables de la radio avaient repris les émissions au cours du mois de décembre.

● FR 3 reprend la promotion du cinéma. — Pour marquer sa bonne volonté envers une concertation des professionnels du cinéma aux chaînes de télévision, FR 3 a décidé de reprendre l'information sur la sortie des films et les émissions de promotion du cinéma, interrompues depuis le 21 décembre dernier.

la sept

FR3

Que l'année soit belle et intelligente ! La Sept et FR3 vous offrent ce soir 20 janvier à 20 heures 30 un sublime opéra oublié de Rossini «Le voyage à Reims», retransmis en direct de l'Opéra de Vienne et simultanément sur FR3 et France Musique en stéréo. Vous entendrez Montserrat Caballé et Ruggero Raimondi dirigés par Claudio Abbado, mis en scène par Luca Ronconi, et vous serez heureux. Du 27 janvier au 3 février, ce sera «Cendrillon» mis en scène par Noureev avec Sylvie Guillem et une succession de créations de Roland Petit, Trisha Brown, Carolyn Carlson, Maurice Béjart, Maguy Marin, Jean-Claude Gallotta. Et ainsi l'Année de la Danse sera déclarée ouverte. La Sept et FR3 encouragées par votre enthousiasme continueront à vous offrir chaque semaine de nouvelles surprises et de très beaux événements.

La Sept

BOULEVARD DU POISSONNIER

هكذا من الاول

Radio-télévision

Informations « services »

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi dans l'édition hebdomadaire. Signification des symboles : > Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à évaluer □ On peut voir > Ne pas manquer >>> Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 19 janvier

TF1
20.40 **Club-été** : la Tour infernale □ Film américain de John Guillermin (1974). Avec Steve Mac Queen, Paul Newman, William Holden, Fred Astaire, Fred Astaire, 23.25 **Mémoires** : Chateaubriand (suite). De Michel Denot. Thème : « La révolution en Amérique » : l'actualité cinématographique (invité : Gérard Larmann). 23.55 **Les Nuits de la France** : La nuit de la France. Debut sur le thème « Culture et société ». 0.40 **Journal**. 0.50 **La Boum**. 0.55 **Variétés** : **Parlez sur le 16** (rediff.). Alain Yvonne, Sheila, Vally, Diplomat.

A2
20.30 **Mardi-Clubs** : l'Amour en deux m Film français d'Edouard Molinaro (1984). Avec Daniel Auteuil, Jean-Pierre Marielle, Emmanuel Béart, Sophie Barjac, Roger Dumas. 22.05 **Les Jeux de Marel** : Chateaubriand. Présenté par Fabrice. Invités : Marina Bernson, Liane Killing, Roland Blanche, Daniel Gelin. 23.30 **Informations** : 24 heures sur le 2. 0.00 **Entrez sans frapper**.

FR3
20.30 **Clubs** : la Nuit m Film américain de Hugo Prosen (1954). Avec Van Heflin, Anne Bancroft, Lee Marvin, Peter Gouvet. 22.05 **Realité de Marel**. 23.30 **Informations** : 24 heures sur le 2. 0.00 **Entrez sans frapper**.

CANAL PLUS
20.30 **Clubs** : la Vie de Marel de Gérard Larmann □ Film français de Georges Lautner (1986). Avec Roland Girard, Jacqueline Maillan, Marie-Anne Chazel, Marthe May. 21.50 **Flash d'informations**. 22.55 **Clubs** : A la poursuite du diamant vert m Film américain de Robert Zemeckis (1984). Avec Michael Douglas, Kathleen Turner, Danny de Vito, Zack Norman. (v.o.). 23.35 **Football**. 23.55 **Journal**. 0.10 **Clubs** : la Nuit m Film français de Claude Chabrol (1959). Avec Gérard Philou.

Jean-Claude Brialy, Bernadette Lafont, Michèle Merzig, Claude Corral.

LA 5
20.30 **Variétés** : Collaborez. Émission présentée par Stéphane Collaro. Avec Chantal Goya, Muriel Daco, Bertin et les visiteurs, Gérard Blanchard. 22.10 **Spécial Paris-Alger-Dakar**. 22.40 **Série** : Spenser. Au bord du fleuve. 23.30 **Série** : Maigret. L'ami de M. Maigret (rediff.). 23.55 **Journal** et météo. 23.55 **Magazine** : Club 6. De Pierre Bouteiller. 0.20 **Série** : La ligne de démarcation. Ernest (rediff.). 0.50 **Football** : Nans le berge (7^e épisode, rediff.). 1.25 **Série** : La cinquième discussion. Le dernier cavalier (rediff.). 3.00 **Spécial Paris-Alger-Dakar** (rediff.).

M6
20.50 **Téléfilm** : Tant qu'il y aura des hommes (2^e partie). De Ron Sato. Avec Natalie Wood, William Devane, Kim Hargreaves, Roy Thinnes. 23.30 **Série** : Masters and valets (rediff.). 23.50 **Journal** et météo. 23.55 **Magazine** : Club 6. De Pierre Bouteiller. 0.20 **Série** : La ligne de démarcation. Ernest (rediff.). 0.50 **Football** : Nans le berge (7^e épisode, rediff.). 1.25 **Série** : La cinquième discussion. Le dernier cavalier (rediff.). 3.00 **Spécial Paris-Alger-Dakar** (rediff.).

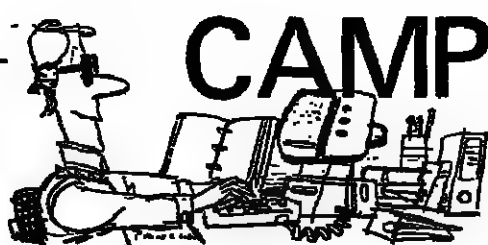
FRANCE-CULTURE
20.30 **Archipel méditerranéen**. L'anthropologie. 21.30 **Ariane** : Monarchie intérieure Simone Weil. 22.40 **Nuits magiques**. Les merisiers (1^{re} partie). 0.05 **De jour en lendemain**. 0.50 **Magazine** : Club 6.

FRANCE-MUSIQUE
20.30 **Musique en concert**. Koyon, de Crant de Chéry. Les jardins d'automne, de Tiet. Dérive, de Boulez. Deux phases, d'Alcina, par l'ensemble Alhambra, dir. Lucas Hargreaves. 21.30 **Clubs** : Les Nuits de la France. Debut sur le thème « Culture et société ». 0.40 **Journal**. 0.50 **La Boum**. 0.55 **Variétés** : **Parlez sur le 16** (rediff.). Alain Yvonne, Sheila, Vally, Diplomat.

Mercredi 20 janvier

TF1
13.35 **Football** : Reims et Lens. 14.20 **Football** : C'est un monde. 14.45 **Clubs** : Marel. 15.10 **Journal**. 15.15 **Clubs** : Marel. 15.45 **Clubs** : Marel. 16.10 **Clubs** : Marel. 16.40 **Clubs** : Marel. 17.10 **Clubs** : Marel. 17.40 **Clubs** : Marel. 18.10 **Clubs** : Marel. 18.40 **Clubs** : Marel. 19.10 **Clubs** : Marel. 19.40 **Clubs** : Marel. 20.10 **Clubs** : Marel. 20.40 **Clubs** : Marel. 21.10 **Clubs** : Marel. 21.40 **Clubs** : Marel. 22.10 **Clubs** : Marel. 22.40 **Clubs** : Marel. 23.10 **Clubs** : Marel. 23.40 **Clubs** : Marel. 0.10 **Clubs** : Marel. 0.40 **Clubs** : Marel. 0.70 **Clubs** : Marel. 1.00 **Clubs** : Marel. 1.30 **Clubs** : Marel. 1.60 **Clubs** : Marel. 1.90 **Clubs** : Marel. 2.20 **Clubs** : Marel. 2.50 **Clubs** : Marel. 3.20 **Clubs** : Marel. 3.50 **Clubs** : Marel. 4.20 **Clubs** : Marel. 4.50 **Clubs** : Marel. 5.20 **Clubs** : Marel. 5.50 **Clubs** : Marel. 6.20 **Clubs** : Marel. 6.50 **Clubs** : Marel. 7.20 **Clubs** : Marel. 7.50 **Clubs** : Marel. 8.20 **Clubs** : Marel. 8.50 **Clubs** : Marel. 9.20 **Clubs** : Marel. 9.50 **Clubs** : Marel. 10.20 **Clubs** : Marel. 10.50 **Clubs** : Marel. 11.20 **Clubs** : Marel. 11.50 **Clubs** : Marel. 12.20 **Clubs** : Marel. 12.50 **Clubs** : Marel. 13.20 **Clubs** : Marel. 13.50 **Clubs** : Marel. 14.20 **Clubs** : Marel. 14.50 **Clubs** : Marel. 15.20 **Clubs** : Marel. 15.50 **Clubs** : Marel. 16.20 **Clubs** : Marel. 16.50 **Clubs** : Marel. 17.20 **Clubs** : Marel. 17.50 **Clubs** : Marel. 18.20 **Clubs** : Marel. 18.50 **Clubs** : Marel. 19.20 **Clubs** : Marel. 19.50 **Clubs** : Marel. 20.20 **Clubs** : Marel. 20.50 **Clubs** : Marel. 21.20 **Clubs** : Marel. 21.50 **Clubs** : Marel. 22.20 **Clubs** : Marel. 22.50 **Clubs** : Marel. 23.20 **Clubs** : Marel. 23.50 **Clubs** : Marel. 0.20 **Clubs** : Marel. 0.50 **Clubs** : Marel. 0.80 **Clubs** : Marel. 1.10 **Clubs** : Marel. 1.40 **Clubs** : Marel. 1.70 **Clubs** : Marel. 2.00 **Clubs** : Marel. 2.30 **Clubs** : Marel. 2.60 **Clubs** : Marel. 2.90 **Clubs** : Marel. 3.20 **Clubs** : Marel. 3.50 **Clubs** : Marel. 4.20 **Clubs** : Marel. 4.50 **Clubs** : Marel. 5.20 **Clubs** : Marel. 5.50 **Clubs** : Marel. 6.20 **Clubs** : Marel. 6.50 **Clubs** : Marel. 7.20 **Clubs** : Marel. 7.50 **Clubs** : Marel. 8.20 **Clubs** : Marel. 8.50 **Clubs** : Marel. 9.20 **Clubs** : Marel. 9.50 **Clubs** : Marel. 10.20 **Clubs** : Marel. 10.50 **Clubs** : Marel. 11.20 **Clubs** : Marel. 11.50 **Clubs** : Marel. 12.20 **Clubs** : Marel. 12.50 **Clubs** : Marel. 13.20 **Clubs** : Marel. 13.50 **Clubs** : Marel. 14.20 **Clubs** : Marel. 14.50 **Clubs** : Marel. 15.20 **Clubs** : Marel. 15.50 **Clubs** : Marel. 16.20 **Clubs** : Marel. 16.50 **Clubs** : Marel. 17.20 **Clubs** : Marel. 17.50 **Clubs** : Marel. 18.20 **Clubs** : Marel. 18.50 **Clubs** : Marel. 19.20 **Clubs** : Marel. 19.50 **Clubs** : Marel. 20.20 **Clubs** : Marel. 20.50 **Clubs** : Marel. 21.20 **Clubs** : Marel. 21.50 **Clubs** : Marel. 22.20 **Clubs** : Marel. 22.50 **Clubs** : Marel. 23.20 **Clubs** : Marel. 23.50 **Clubs** : Marel. 0.20 **Clubs** : Marel. 0.50 **Clubs** : Marel. 0.80 **Clubs** : Marel. 1.10 **Clubs** : Marel. 1.40 **Clubs** : Marel. 1.70 **Clubs** : Marel. 2.00 **Clubs** : Marel. 2.30 **Clubs** : Marel. 2.60 **Clubs** : Marel. 2.90 **Clubs** : Marel. 3.20 **Clubs** : Marel. 3.50 **Clubs** : Marel. 4.20 **Clubs** : Marel. 4.50 **Clubs** : Marel. 5.20 **Clubs** : Marel. 5.50 **Clubs** : Marel. 6.20 **Clubs** : Marel. 6.50 **Clubs** : Marel. 7.20 **Clubs** : Marel. 7.50 **Clubs** : Marel. 8.20 **Clubs** : Marel. 8.50 **Clubs** : Marel. 9.20 **Clubs** : Marel. 9.50 **Clubs** : Marel. 10.20 **Clubs** : Marel. 10.50 **Clubs** : Marel. 11.20 **Clubs** : Marel. 11.50 **Clubs** : Marel. 12.20 **Clubs** : Marel. 12.50 **Clubs** : Marel. 13.20 **Clubs** : Marel. 13.50 **Clubs** : Marel. 14.20 **Clubs** : Marel. 14.50 **Clubs** : Marel. 15.20 **Clubs** : Marel. 15.50 **Clubs** : Marel. 16.20 **Clubs** : Marel. 16.50 **Clubs** : Marel. 17.20 **Clubs** : Marel. 17.50 **Clubs** : Marel. 18.20 **Clubs** : Marel. 18.50 **Clubs** : Marel. 19.20 **Clubs** : Marel. 19.50 **Clubs** : Marel. 20.20 **Clubs** : Marel. 20.50 **Clubs** : Marel. 21.20 **Clubs** : Marel. 21.50 **Clubs** : Marel. 22.20 **Clubs** : Marel. 22.50 **Clubs** : Marel. 23.20 **Clubs** : Marel. 23.50 **Clubs** : Marel. 0.20 **Clubs** : Marel. 0.50 **Clubs** : Marel. 0.80 **Clubs** : Marel. 1.10 **Clubs** : Marel. 1.40 **Clubs** : Marel. 1.70 **Clubs** : Marel. 2.00 **Clubs** : Marel. 2.30 **Clubs** : Marel. 2.60 **Clubs** : Marel. 2.90 **Clubs** : Marel. 3.20 **Clubs** : Marel. 3.50 **Clubs** : Marel. 4.20 **Clubs** : Marel. 4.50 **Clubs** : Marel. 5.20 **Clubs** : Marel. 5.50 **Clubs** : Marel. 6.20 **Clubs** : Marel. 6.50 **Clubs** : Marel. 7.20 **Clubs** : Marel. 7.50 **Clubs** : Marel. 8.20 **Clubs** : Marel. 8.50 **Clubs** : Marel. 9.20 **Clubs** : Marel. 9.50 **Clubs** : Marel. 10.20 **Clubs** : Marel. 10.50 **Clubs** : Marel. 11.20 **Clubs** : Marel. 11.50 **Clubs** : Marel. 12.20 **Clubs** : Marel. 12.50 **Clubs** : Marel. 13.20 **Clubs** : Marel. 13.50 **Clubs** : Marel. 14.20 **Clubs** : Marel. 14.50 **Clubs** : Marel. 15.20 **Clubs** : Marel. 15.50 **Clubs** : Marel. 16.20 **Clubs** : Marel. 16.50 **Clubs** : Marel. 17.20 **Clubs** : Marel. 17.50 **Clubs** : Marel. 18.20 **Clubs** : Marel. 18.50 **Clubs** : Marel. 19.20 **Clubs** : Marel. 19.50 **Clubs** : Marel. 20.20 **Clubs** : Marel. 20.50 **Clubs** : Marel. 21.20 **Clubs** : Marel. 21.50 **Clubs** : Marel. 22.20 **Clubs** : Marel. 22.50 **Clubs** : Marel. 23.20 **Clubs** : Marel. 23.50 **Clubs** : Marel. 0.20 **Clubs** : Marel. 0.50 **Clubs** : Marel. 0.80 **Clubs** : Marel. 1.10 **Clubs** : Marel. 1.40 **Clubs** : Marel. 1.70 **Clubs** : Marel. 2.00 **Clubs** : Marel. 2.30 **Clubs** : Marel. 2.60 **Clubs** : Marel. 2.90 **Clubs** : Marel. 3.20 **Clubs** : Marel. 3.50 **Clubs** : Marel. 4.20 **Clubs** : Marel. 4.50 **Clubs** : Marel. 5.20 **Clubs** : Marel. 5.50 **Clubs** : Marel. 6.20 **Clubs** : Marel. 6.50 **Clubs** : Marel. 7.20 **Clubs** : Marel. 7.50 **Clubs** : Marel. 8.20 **Clubs** : Marel. 8.50 **Clubs** : Marel. 9.20 **Clubs** : Marel. 9.50 **Clubs** : Marel. 10.20 **Clubs** : Marel. 10.50 **Clubs** : Marel. 11.20 **Clubs** : Marel. 11.50 **Clubs** : Marel. 12.20 **Clubs** : Marel. 12.50 **Clubs** : Marel. 13.20 **Clubs** : Marel. 13.50 **Clubs** : Marel. 14.20 **Clubs** : Marel. 14.50 **Clubs** : Marel. 15.20 **Clubs** : Marel. 15.50 **Clubs** : Marel. 16.20 **Clubs** : Marel. 16.50 **Clubs** : Marel. 17.20 **Clubs** : Marel. 17.50 **Clubs** : Marel. 18.20 **Clubs** : Marel. 18.50 **Clubs** : Marel. 19.20 **Clubs** : Marel. 19.50 **Clubs** : Marel. 20.20 **Clubs** : Marel. 20.50 **Clubs** : Marel. 21.20 **Clubs** : Marel. 21.50 **Clubs** : Marel. 22.20 **Clubs** : Marel. 22.50 **Clubs** : Marel. 23.20 **Clubs** : Marel. 23.50 **Clubs** : Marel. 0.20 **Clubs** : Marel. 0.50 **Clubs** : Marel. 0.80 **Clubs** : Marel. 1.10 **Clubs** : Marel. 1.40 **Clubs** : Marel. 1.70 **Clubs** : Marel. 2.00 **Clubs** : Marel. 2.30 **Clubs** : Marel. 2.60 **Clubs** : Marel. 2.90 **Clubs** : Marel. 3.20 **Clubs** : Marel. 3.50 **Clubs** : Marel. 4.20 **Clubs** : Marel. 4.50 **Clubs** : Marel. 5.20 **Clubs** : Marel. 5.50 **Clubs** : Marel. 6.20 **Clubs** : Marel. 6.50 **Clubs** : Marel. 7.20 **Clubs** : Marel. 7.50 **Clubs** : Marel. 8.20 **Clubs** : Marel. 8.50 **Clubs** : Marel. 9.20 **Clubs** : Marel. 9.50 **Clubs** : Marel. 10.20 **Clubs** : Marel. 10.50 **Clubs** : Marel. 11.20 **Clubs** : Marel. 11.50 **Clubs** : Marel. 12.20 **Clubs** : Marel. 12.50 **Clubs** : Marel. 13.20 **Clubs** : Marel. 13.50 **Clubs** : Marel. 14.20 **Clubs** : Marel. 14.50 **Clubs** : Marel. 15.20 **Clubs** : Marel. 15.50 **Clubs** : Marel. 16.20 **Clubs** : Marel. 16.50 **Clubs** : Marel. 17.20 **Clubs** : Marel. 17.50 **Clubs** : Marel. 18.20 **Clubs** : Marel. 18.50 **Clubs** : Marel. 19.20 **Clubs** : Marel. 19.50 **Clubs** : Marel. 20.20 **Clubs** : Marel. 20.50 **Clubs** : Marel. 21.20 **Clubs** : Marel. 21.50 **Clubs** : Marel. 22.20 **Clubs** : Marel. 22.50 **Clubs** : Marel. 23.20 **Clubs** : Marel. 23.50 **Clubs** : Marel. 0.20 **Clubs** : Marel. 0.50 **Clubs** : Marel. 0.80 **Clubs** : Marel. 1.10 **Clubs** : Marel. 1.40 **Clubs** : Marel. 1.70 **Clubs** : Marel. 2.00 **Clubs** : Marel. 2.30 **Clubs** : Marel. 2.60 **Clubs** : Marel. 2.90 **Clubs** : Marel. 3.20 **Clubs** : Marel. 3.50 **Clubs** : Marel. 4.20 **Clubs** : Marel. 4.50 **Clubs** : Marel. 5.20 **Clubs** : Marel. 5.50 **Clubs** : Marel. 6.20 **Clubs** : Marel. 6.50 **Clubs** : Marel. 7.20 **Clubs** : Marel. 7.50 **Clubs** : Marel. 8.20 **Clubs** : Marel. 8.50 **Clubs** : Marel. 9.20 **Clubs** : Marel. 9.50 **Clubs** : Marel. 10.20 **Clubs** : Marel. 10.50 **Clubs** : Marel. 11.20 **Clubs** : Marel. 11.50 **Clubs** : Marel. 12.20 **Clubs** : Marel. 12.50 **Clubs** : Marel. 13.20 **Clubs** : Marel. 13.50 **Clubs** : Marel. 14.20 **Clubs** : Marel. 14.50 **Clubs** : Marel. 15.20 **Clubs** : Marel. 15.50 **Clubs** : Marel. 16.20 **Clubs** : Marel. 16.50 **Clubs** : Marel. 17.20 **Clubs** : Marel. 17.50 **Clubs** : Marel. 18.20 **Clubs** : Marel. 18.50 **Clubs** : Marel. 19.20 **Clubs** : Marel. 19.50 **Clubs** : Marel. 20.20 **Clubs** : Marel. 20.50 **Clubs** : Marel. 21.20 **Clubs** : Marel. 21.50 **Clubs** : Marel. 22.20 **Clubs** : Marel. 22.50 **Clubs** : Marel. 23.20 **Clubs** : Marel. 23.50 **Clubs** : Marel. 0.20 **Clubs** : Marel. 0.50 **Clubs** : Marel. 0.80 **Clubs** : Marel. 1.10 **Clubs** : Marel. 1.40 **Clubs** : Marel. 1.70 **Clubs** : Marel. 2.00 **Clubs** : Marel. 2.30 **Clubs** : Marel. 2.60 **Clubs** : Marel. 2.90 **Clubs** : Marel. 3.20 **Clubs** : Marel. 3.50 **Clubs** : Marel. 4.20 **Clubs** : Marel. 4.50 **Clubs** : Marel. 5.20 **Clubs** : Marel. 5.50 **Clubs** : Marel. 6.20 **Clubs** : Marel. 6.50 **Clubs** : Marel. 7.20 **Clubs** : Marel. 7.50 **Clubs** : Marel. 8.20 **Clubs** : Marel. 8.50 **Clubs** : Marel. 9.20 **Clubs** : Marel. 9.50 **Clubs** : Marel. 10.20 **Clubs** : Marel. 10.50 **Clubs** : Marel. 11.20 **Clubs** : Marel. 11.50 **Clubs** : Marel. 12.20 **Clubs** : Marel. 12.50 **Clubs** : Marel. 13.20 **Clubs** : Marel. 13.50 **Clubs** : Marel. 14.20 **Clubs** : Marel. 14.50 **Clubs** : Marel. 15.20 **Clubs** : Marel. 15.50 **Clubs** : Marel. 16.20 **Clubs** : Marel. 16.50 **Clubs** : Marel. 17.20 **Clubs** : Marel. 17.50 **Clubs** : Marel. 18.20 **Clubs** : Marel. 18.50 **Clubs** : Marel. 19.20 **Clubs** : Marel. 19.50 **Clubs** : Marel. 20.20 **Clubs** : Marel. 20.50 **Clubs** : Marel. 21.20 **Clubs** : Marel. 21.50 **Clubs** : Marel. 22.20 **Clubs** : Marel. 22.50 **Clubs** : Marel. 23.20 **Clubs** : Marel. 23.50 **Clubs** : Marel. 0.20 **Clubs** : Marel. 0.50 **Clubs** : Marel. 0.80 **Clubs** : Marel. 1.10 **Clubs** : Marel. 1.40 **Clubs** : Marel. 1.70 **Clubs** : Marel. 2.00 **Clubs** : Marel. 2.30 **Clubs** : Marel. 2.60 **Clubs** : Marel. 2.90 **Clubs** : Marel. 3.20 **Clubs** : Marel. 3.50 **Clubs** : Marel. 4.20 **Clubs** : Marel. 4.50 **Clubs** : Marel. 5.20 **Clubs** : Marel. 5.50 **Clubs** : Marel. 6.20 **Clubs** : Marel. 6.50 **Clubs** : Marel. 7.20 **Clubs** : Marel. 7.50 **Clubs** : Marel. 8.20 **Clubs** : Marel. 8.50 **Clubs** : Marel. 9.20 **Clubs** : Marel. 9.50 **Clubs** : Marel. 10.20 **Clubs** : Marel. 10.50 **Clubs** : Marel. 11.20 **Clubs** : Marel. 11.50 **Clubs** : Marel. 12.20 **Clubs** : Marel. 12.50 **Clubs** : Marel. 13.20 **Clubs** : Marel. 13.50 **Clubs** : Marel. 14.20 **Clubs** : Marel. 14.50 **Clubs** : Marel. 15.20 **Clubs** : Marel. 15.50 **Clubs** : Marel. 16.20 **Clubs** : Marel. 16.50 **Clubs** : Marel. 17.20 **Clubs** : Marel. 17.50 **Clubs** : Marel. 18.20 **Clubs** : Marel. 18.50 **Clubs** : Marel. 19.20 **Clubs** : Marel. 19.50 **Clubs** : Marel. 20.20 **Clubs** : Marel. 20.50 **Clubs** : Marel. 21.20 **Clubs** : Marel. 21.50 **Clubs** : Marel. 22.20 **Clubs** : Marel. 22.50 **Clubs** : Marel. 23.20 **Clubs** : Marel. 23.50 **Clubs** : Marel. 0.20 **Clubs** : Marel. 0.50 **Clubs** : Marel. 0.80 **Clubs** : Marel. 1.10 **Clubs** : Marel. 1.40 **Clubs** : Marel. 1.70 **Clubs** : Marel. 2.00 **Clubs** : Marel. 2.30 **Clubs** : Marel. 2.60 **Clubs** : Marel. 2.90 **Clubs** : Marel. 3.20 **Clubs** : Marel. 3.50 **Clubs** : Marel. 4.20 **Clubs** : Marel. 4.50 **Clubs** : Marel. 5.20 **Clubs** : Marel. 5.50 **Clubs** : Marel. 6.20 **Clubs** : Marel. 6.50 **Clubs** : Marel. 7.20 **Clubs** : Marel. 7.50 **Clubs** : Marel. 8.20 **Clubs** : Marel. 8.50 **Clubs** : Marel. 9.20 **Clubs** : Marel. 9.50 **Clubs** : Marel. 10.20 **Clubs** : Marel. 10.50 **Clubs** : Marel. 11.20 **Clubs** : Marel. 11.50 **Clubs** : Marel. 12.20 **Clubs** : Marel. 12.50 **Clubs** : Marel. 13.20 **Clubs** : Marel. 13.50 **Clubs** : Marel. 14.20 **Clubs** : Marel. 14.50 **Clubs** : Marel. 15.20 **Clubs** : Marel. 15.50 **Clubs** : Marel. 16.20 **Clubs** : Marel. 16.50 **Clubs** : Marel. 17.20 **Clubs** : Marel. 17.50 **Clubs** : Marel. 18.20 **Clubs** : Marel. 18.50 **Clubs** : Marel. 19.20 **Clubs** : Marel. 19.50 **Clubs** : Marel. 20.20 **Clubs** : Marel. 20.50 **Clubs** : Marel. 21.20 **Clubs** : Marel. 21.50 **Clubs** : Marel. 22.20 **Clubs** : Marel. 22.50 **Clubs** : Marel. 23.20 **Clubs** : Marel. 23.50 **Clubs** : Marel. 0.20 **Clubs** : Marel. 0.50 **Clubs** : Marel. 0.80 **Clubs** : Marel. 1.10 **Clubs** : Marel. 1.40 **Clubs** : Marel. 1.70 **Clubs** : Marel. 2.00 **Clubs** : Marel. 2.30 **Clubs** : Marel. 2.60 **Clubs** : Marel. 2.90 **Clubs** : Marel. 3.20 **Clubs** : Marel. 3.50 **Clubs** : Marel. 4.20 **Clubs** : Marel. 4.50 **Clubs** : Marel. 5.20 **Clubs** : Marel. 5.50 **Clubs** : Marel. 6.20 **Clubs** : Marel. 6.50 **Clubs** : Marel. 7.20 **Clubs** : Marel. 7.50 **Clubs** : Marel. 8.20 **Clubs** : Marel. 8.50 **Clubs** : Marel. 9.20 **Clubs** : Marel. 9.50 **Clubs** : Marel. 10.20 **Clubs** : Marel. 10.50 **Clubs** : Marel. 11.20 **Clubs** : Marel. 11.50 **Clubs** : Marel. 12.20 **Clubs** : Marel. 12.50 **Clubs** : Marel. 13.20 **Clubs** : Marel. 13.50 **Clubs** : Marel. 14.20 **Clubs** : Marel. 14.50 **Clubs** : Marel. 15.20 **Clubs** : Marel. 15.50 **Clubs** : Marel. 16.20 **Clubs** : Marel. 16.50 **Cl**

Le Carnet du Monde



CAMPUS

Admissions à l'Ecole nationale de la magistrature

Cartes de luxe
le prestige de la gravure
47, Passage des Panoramas,
75002 PARIS
TEL : 42.36.94.48 - 45.88.86.45

chauds:
es, cuisine, salle d'eau, w.-c.
481 m²
29 000 F
at au Barreau de Seine-Saint-Denis
TIENNE, 11, rue du Général Lest...

SOUS-BOLS (93)
thands:
et, cuisine, salle d'eau, w.c.
481 m²
39 000 F
at au Barreau de Seine-Saint-Denis.

Renommée de prestige
Cartes de luxe

le prestige de la gravure

47, Passage des Panoramas,
75002 PARIS

TEL : 42.36.94.48 - 45.88.86.45

Casse-pied de M^{re} **Philippe MAGNE**, avocat à
 (Gard) - Tél. : 66-86-61-29 - VENTIL
 Instance d'ALES, JEUDI 4 F
SPLENDIDE ENSEMBLE I
 Section A, lieudit « Les Garrigues », n° 388
 soit divers Bâts : RESTAURANT
 Terrains de TE
Surface totale en sol
MISE A PRIX
 S'adresser au cabinet de M^{re} **MAGNE** ou

Barreau d'ALES, 70 bd. Gambetta ALES
SUR SAISIE, au Tribunal de Grande
VRIER 1988, à 9 h. UN LOT
IMMOBILIER à DEAUX (30)
382, 347 en nature de complexe de loisirs
PISCINE, deux Discothèques,
NIS, Eclaircs.
4 HA. 41 A. 55 CA
: 1 000 000 F
au Greffe du Trib. de Gde Inst. d'ALES

Vente au Palais de Justice de Bobigny, le
PAVILLON à ROSNY
 172, rue des
 Elevé sur terre-plein et divisé en 2
 sur un terrain
MISE à Prix
 S'adresser à maître Bernard ETIENNE,
 membre de la S.C.P.A. ETIENNE, WARE
 2 02 11 0 0 (Paris) 2 02 11 0 0 (Paris)

AREN 2 FÉVRIER 1996 à 13 h 30
Sous-Bois (93)
 rhauds.
 et, cuisine, salle d'eau, w.-c.
 451 m²
 28 000 F
 cat au Barreau de Seine-Saint-Denis
 TIENNE, 11, rue du Général-Leclerc
 TEL : 48.54.90.92

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Sidatiques : les chemins de l'infection

Des précisions sur le mode de transmission du SIDA, sur la durée de l'incubation de la maladie et sur l'efficacité de la prévention.

AU-DELA des comportements à risque, ceux des toxicomanes, des homosexuels ou des adeptes des prostituées multiples, la question essentielle que se posent à la fois le public, les autorités sanitaires et les épidémiologistes est de savoir qui, et dans quelles circonstances, court le risque, dans la population tout venant, de contracter le SIDA.

Les opinions, non fondées sur des données scientifiques, que pouvaient avoir les uns et les autres ont inspiré ici ou là des politiques, des discours ou des décisions d'exclusion, de contrôles aux frontières ou de dépistages systématiques que revendiquent notamment, pour la France, le Front national.

Pour la première fois, une étude remarquablement documentée émanant des équipes américaines du Centre des maladies infectieuses d'Atlanta, des hôpitaux de New-York et des instituts de recherches de Bethesda, apporte à ce sujet des enseignements précis tout en ouvrant une voie de recherche nouvelle sur les facteurs de vulnérabilité ou de protection dont certains disposent à l'évidence.

Le sang et le sexe, et aux seuls

Quatre-vingt-huit familles de personnes qui avaient été contaminées par une transfusion sanguine ont été enrôlées dans cette étude. La contamination pouvait être datée avec une précision absolue (entre quatre mois et huit ans auparavant) et l'identité du virus responsable établie.

La plupart de ces familles ne prenaient aucune précaution d'aucune sorte, car la contamination de leurs membres n'avait pas été identifiée. Elle s'était produite en effet avant que la mise au point de tests de dépistage et la surveillance sévère des banques de sang aient permis de le faire.

En dépit de cette promiscuité quotidienne (et de très longue durée pour ceux examinés après huit ans), aucun proche autre que le conjoint ayant des rapports sexuels avec le sujet contaminé ne s'est révélé séropositif. Ni femme, ni enfant, ni parent n'a présenté le moindre signe de contamination.

Ce qui apporte à nouveau, souligne les auteurs de cette étude, la preuve que la contagiosité du SIDA est faible, qu'elle ne peut se faire que par le sang ou le sperme, et que ni la sueur, ni les selles, ni les urines, ni la salive, ni l'haleine ne transmettent le virus. La preuve aussi que toute mesure de discrimination à l'égard des séropositifs et concernant la très relative promiscuité de leur travail quotidien est médicalement non fondée, et donc illégitime.

La situation s'est révélée très différente pour les conjoints, hommes ou femmes, des contaminés, qui avaient avec eux des rapports sexuels. Rapports banaux, sans utilisation de préservatifs et sans sodomie.

Dans 80 familles sur les 88 étudiées, le conjoint du sujet contaminé avait avec lui (ou elle) des rapports sexuels. Parmi ces conjoints, 2 maris sur 25 avaient été contaminés par leurs épouses

10 femmes sur 55 par leurs époux. L'une de ces femmes n'avait eu qu'un seul rapport sexuel avec son mari. Ce seul rapport était donc responsable de la transmission de la maladie. En revanche, 11 épouses étaient exemptes de toute contamination après plus de 200 rapports sexuels avec le mari infecté et une durée de plus de trois ans. Les femmes contaminées étaient en moyenne plus âgées (62 ans) que celles qui ne l'avaient pas été (54 ans).

Le mystère de la vulnérabilité

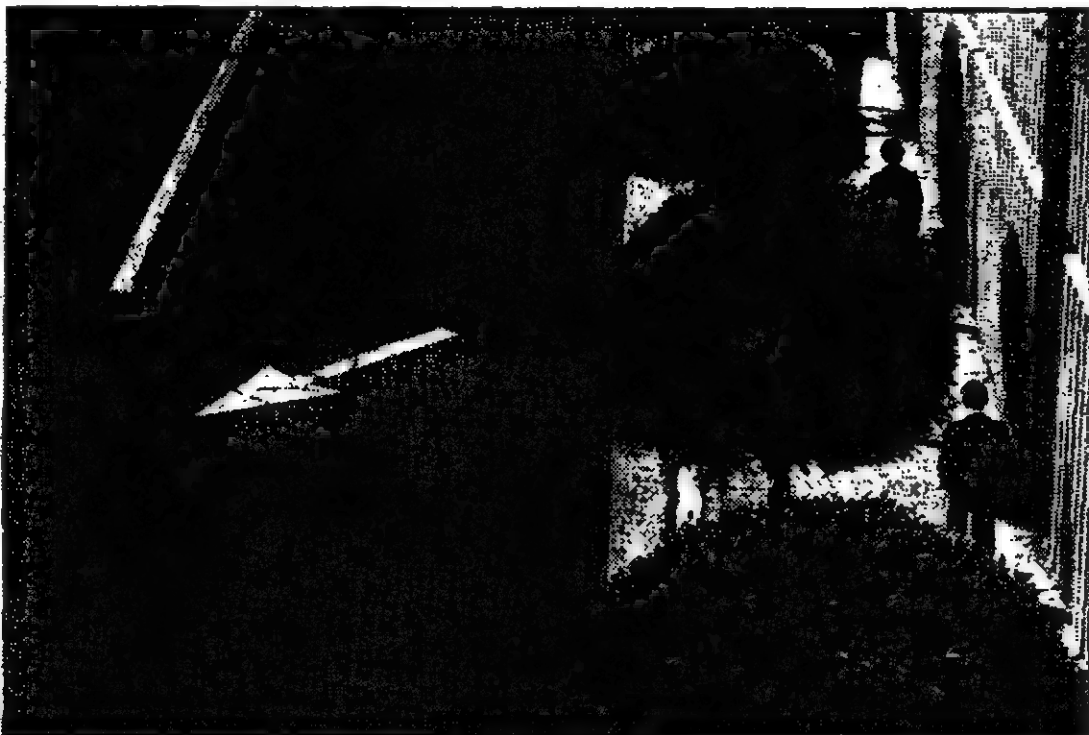
Les taux de contamination entre conjoints ainsi observés (soit 8 % pour les maris et 18 % pour les épouses) sont très proches de ceux qui avaient été relevés, avec un recul dans le temps moins important, chez les hémophiles. Ils démontrent que,

si la contamination est deux fois plus fréquente de l'homme vers la femme (par le sperme), elle existe néanmoins de la femme vers l'homme (par les sécrétions vaginales), et que le risque que courent les clients des prostituées, surtout lorsqu'elles sont toxicomanes, est important s'ils n'utilisent pas de préservatif.

Ils démontrent aussi que le risque de contamination ne dépend pas uniquement de la multiplicité des rapports avec un sujet infecté et que, dans le cas des conjoints de séropositifs, l'usage du préservatif est une nécessité absolue, qui ne devrait souffrir aucune exception.

Il semble également (et cela démontre la vanité du dépistage systématique tel que certains le préconisent) que la capacité de contamination, le pouvoir d'infection, soit à son maximum durant les tout premiers mois après l'atteinte du virus, lorsque l'organisme n'a pas encore formé ces anticorps que détectent les tests actuellement disponibles. C'est donc le virus lui-même, ou du moins les antigènes signant sa présence, qu'il faudrait pouvoir détecter comme certains tests en préparation le permettraient d'ailleurs.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.
(Lire la suite page 23.)



SAN-FRANCISCO.

L'HEURE DES BILANS

LES bilans dressés par les équipes très actives du département de santé publique de San-Francisco ouvrent des perspectives plus qu'encourageantes pour les campagnes de prévention entreprises un peu partout dans le monde contre le SIDA.

L'importance de la communauté homosexuelle de la ville, la vigueur avec laquelle elle a conduit cette campagne et la rigueur des enquêtes épidémiologiques auxquelles elle s'est prêtée permettent de donner une indication précise de ce que peut faire, à elle seule, une éducation sanitaire bien conduite.

En 1982, avant que commence le programme, 21 % des homosexuels de San-Francisco, soit plus d'un sur cinq, étaient contaminés. En 1983, il n'y avait plus que 2 % de contaminations nouvelles, et le bilan de cette année indique que ce taux, marqué par la séropositivité, est tombé à 0,8 %.

Dans le même groupe, les taux annuels de gonorrhée ont chuté de 93 % entre 1980 et 1986.

On peut dire, estiment les autorités, que jamais encore dans l'histoire des combats contre une maladie infectieuse des changements aussi rapides et aussi complets des comportements d'une population n'avaient pu être enregistrés. La peur qu'inspire à juste titre cette maladie y est certainement pour beaucoup, au même titre que l'effort exemplaire d'information accompli tant par les médecins concernés que par la communauté homosexuelle elle-même. Il n'en reste pas moins que l'on dénombre encore à San-Francisco près de cent vingt-cinq nouveaux cas de SIDA avérés par mois, un chiffre qui, selon le rapport des autorités, devrait à présent diminuer, en raison du nombre nettement moindre des contaminations nouvelles, chez les homosexuels tout d'un coup.

Car la campagne de prévention semble, hélas ! n'avoir guère d'impact sur les toxicomanes et connaît des difficultés pour les hétérosexuels, où le nombre des contaminations augmente.

D.E.L.

Les enchaînés du mal

La méthode d'une équipe belge pour identifier au plus vite les partenaires sexuels responsables de la transmission du SIDA.

BRUXELLES
de notre envoyé spécial

COMMENT identifier, au plus vite, les anciens partenaires sexuels d'un malade atteint du SIDA ? Comment anticiper la progression de cette épidémie et informer sans nuire ? Comment, en d'autres termes, cerner l'extension du mal sans attenter aux droits de l'homme et aux libertés individuelles ? Depuis un an, une équipe multidisciplinaire belge travaillant sous la direction du professeur Nathan Clumeck (hôpital Saint-Pierre de Bruxelles) expérimente une nouvelle méthodologie fondée sur l'anonymat et le volontariat associant information médicale et dépistage sanguin de la contamination par le virus du SIDA. Une entreprise originale qui dépasse de loin la prise en charge médicale habituelle et qui ne va pas non plus sans soulever de nouvelles et importantes questions.

« Je pourrais certes affirmer en tant que clinicien que tout ce qui se passe en dehors de l'hôpital n'est pas à proprement parler mon problème. Je pourrais me limiter à la simple prise en charge en milieu hospitalier des malades ou des personnes séropositives. Mais, pour parler simple-

ment, cela me semblerait un peu court », explique le professeur Clumeck. Pour ce spécialiste de médecine interne et de pathologie infectieuse, l'épidémie réclame aujourd'hui une autre approche, d'autres techniques. Elle impose surtout de dépasser le cadre habituel de la relation singulière « médecin-malade ». « La méthodologie qui était à notre disposition pour la lutte contre la syphilis ou contre la tuberculose n'est nullement applicable à celle qui doit être aujourd'hui mise en œuvre vis-à-vis du SIDA, estime-t-il. Je suis persuadé qu'il faut associer à chaque équipe médicale une équipe psycho-sociale, ne fût-ce que pour évaluer les stress de l'équipe soignante. »

Depuis trois ans, l'équipe du professeur Clumeck travaille ainsi avec plusieurs jeunes femmes psychologues et assistantes sociales qui participent non sans enthousiasme aux études de tracing (recherches de contacts). Il s'agit schématiquement de retrouver et d'identifier les personnes qui ont (ou qui ont eu) des relations sexuelles avec un malade donné. Un objectif qui impose, si l'on veut être véritablement efficace, énormément de tact et beaucoup de psychologie. C'est grâce à cette démarche que l'équipe du professeur Clumeck a pu identifier en 1986 et 1987 tout un

groupe (cluster) de personnes ayant été directement ou non en contact avec un malade contagieux atteint du SIDA. Il s'agit d'un homme d'origine africaine, ingénieur dans une importante société, et travaillant à Bruxelles. « Nous avons pu identifier dix-neuf femmes ayant eu des rapports sexuels avec ce malade qui est aujourd'hui décédé », explique le professeur Clumeck. Les dix-neuf femmes ont été contactées par l'équipe. Ce sont elles qui, à leur tour, nous ont indiqué d'autres noms. »

Les soignants de l'hôpital Saint-Pierre ont ensuite réussi à identifier dix personnes du « deuxième cercle », c'est-à-dire celles ayant eu des rapports sexuels avec les dix-neuf du « premier cercle ». Aujourd'hui, parmi les dix-neuf, deux cas de SIDA ont été diagnostiqués (chez les plus anciennes partenaires du premier malade) ainsi que plusieurs cas de « pré-SIDA » à divers stades d'évolution. Parmi les dix, seul un cas de séropositivité a été diagnostiqué.

En pratique, les soignants demandent aux malades, en les assurant de toutes les garanties de confidentialité, la liste des personnes avec lesquelles ils ont eu des rapports (homo ou hétéro) sexuels au cours des cinq dernières années. Un contact téléphonique ou écrit est ensuite établi de la manière la plus discrète qui soit, et un rendez-vous est pris en dehors de toute structure hospitalière, le plus souvent dans un café à Bruxelles. On explique alors à la personne concernée la situation (sans lui dire qui a indiqué son

nom) et le risque potentiel qu'elle court. On lui propose un dépistage sanguin, et, à nouveau, on lui demande la liste de ses partenaires sexuels récents ou anciens.

Une telle pratique permet d'associer une volonté médicale épidémiologique (identification et suivi des personnes à risque, prise en charge thérapeutique la plus précoce qui soit, etc.) à une démarche préventive. « Souvent, les personnes avec lesquelles nous prenons contact comprennent que le SIDA n'a rien d'une menace lointaine et qu'elles sont très directement concernées. Nous avons aussi découvert que dans bien des cas les relations sexuelles continuaient une fois la séropositivité ou la maladie connue. C'est vraiment là une preuve d'amour extraordinaire. Nous avons enfin pu confirmer que le fait de s'embrasser ne présentait pas de risques et que l'utilisation du préservatif masculin est une mesure tout à fait efficace pour prévenir la contagion. »

La cartographie, inconnue jusqu'alors, des relations sexuelles qui peut ainsi être établie ne concerne pas tous les milieux de la capitale belge. « Nous tenons là un fil conducteur dans des milieux sociaux spécifiques, des milieux échangistes où l'on cherche avant tout à s'exprimer, qu'il s'agisse de technique amoureuse ou de consommation de drogue, explique le professeur Clumeck. Il s'agit le plus souvent de milieux artistiques, de milieux de la mode, par exemple. Il s'agit de personnes qui voyagent beaucoup, de cadres supérieurs, etc. On trouve aussi, il est vrai, des cas

très malheureux où une jeune femme a priori non concernée peut, à l'occasion d'un changement dans sa vie amoureuse, passer par une période où elle a plusieurs partenaires sexuels dont un se révèle être contagieux. Mal, d'une manière générale, les observations que nous effectuons

me font penser que l'épidémie de SIDA ne frappera en priorité que certains groupes sociaux alors que d'autres au contraire resteront préservés. Aussi, face à cette maladie, les sociétés résisteront différemment en fonction de leurs structures et de leur composition. »

JEAN-YVES NAU.

7 F
NUMÉRO
DE JANVIER

Le Monde
dossiers et documents

LES ARCHIVES
DE L'ACTUALITÉ

DEUX DOSSIERS

LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES
LE TRAITÉ de coopération à vingt-cinq ans :
● EXERCER le passé ;
● le noyau dur de l'EUROPE ;
● ombres et perspectives.

LA CONCENTRATION DES ENTREPRISES
Une socialisation
● dans tous les SECTEURS industriels ;
● avec des MOYENS variables selon les Etats ;
● pour des RÉSULTATS incertains.

FÉVRIER

LA PROTECTION SOCIALE : dossier spécial de 18 pages

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من الامم

Le Grand Louvre tend son verre

Pour obtenir la « bonne transparence » des verrières de la pyramide du Louvre, Saint-Gobain a dû travailler à l'ancienne et sortir une « cuvée spéciale » de vitrages. Les premiers éléments sont posés le 19 janvier.

Si François Mitterrand apprécie les paradoxes, il devrait éprouver maintes satisfactions en inaugurant, dans quelques semaines, la fameuse pyramide du Louvre. Voilà un ouvrage dont la forme est l'une des plus universelles et des plus anciennes qui soient. Les architectes pharaoniques maîtrisaient déjà il y a 5 000 ans. Ses dimensions — 21,60 mètres de haut sur 35 mètres de côté — sont, quoi qu'en aient dit ses détracteurs, plutôt modestes (1). Sa fonction — celle d'une verrière — n'est pas moins banale. Ses matériaux constitutifs — acier, aluminium et verre — sont employés quotidiennement par l'industrie du bâtiment. Sa réalisation a pourtant nécessité quatre ans d'études et de mise au point. Elle a mobilisé des dizaines d'ingénieurs pointus, et contraint les ordinateurs à des calculs inédits. Son coût — 75 millions de francs — en fait la toiture la plus chère du monde.

Cette singularité résulte d'un pari ou plutôt d'une promesse. Celle que fit naguère l'architecte américain Ieoh Ming Pei au président de la République : couvrir la nouvelle entrée du Grand Louvre d'un chevron aussi élégant, discret et transparent que possible. Bref, édifier une structure quasi immatérielle, un monument de modestie.

Pour respecter son contrat, l'implacable et perfectionniste M. Pei a condamné les constructeurs à des prouesses techniques, dont cer-

taines les ont ramenés à des décennies en arrière.

L'idée de base consistait à élever une pyramide de verre dont les parois seraient rigoureusement planes, ultra-résistantes, scintillantes et vierges de tout montant métallique. Un pur cristal en somme. Exigence supplémentaire : le verre devait être d'une absolue transparence. Afin que, vues de l'intérieur de la pyramide, les pierres du palais environnant gardent leur couleur miel.

Cette quintuple demande a constitué un casse-tête pour les industriels. Ceux-ci, pour des raisons de rendement, ne fabriquent plus que du vitrage contenant des traces d'oxyde de fer et donc légèrement teinté en vert. Saint-Gobain a donc été obligé de faire une « cuvée spéciale », à l'ancienne : sable d'un blanc pur tiré d'une carrière de Fontainebleau, mélange savant avec des fondants et des stabilisants, passage au four électrique et laminage du verre à 1 000 degrés. Pour le polissage — opération rendue aujourd'hui inutile par la perfection des procédés modernes de fabrication — il a fallu expédier le verre en Grande-Bretagne. Puis le verre « blanc de blanc » a été découpé en des centaines de losanges et de triangles dont toutes les arêtes ont été biseautées. Les pièces, de 1 centimètre d'épaisseur, ont été recollées deux à deux, par un quadruple film plasti-

que qui, en cas de choc, maintient les

morceaux en place, comme un pare-brise automobile.

Usinés au millimètre près et numérotés comme un puzzle, les 793 vitrages nécessaires ont été alors fixés sur des cadres d'aluminium par une colle aux silicones spécialement fabriquée par Rhône-Poulenc. Il faudra plusieurs semaines pour les placer un à un sur les quatre faces de la pyramide. Mais on attendra la belle saison pour injecter dans les joints, larges de 2 millimètres, le mastic d'étanchéité. Du travail d'orfèvre.

Procédés antiques

Cette pose soignée et transparente, qui pèse 80 tonnes et va sup-

porter les fortes pressions des rafales des vents d'ouest, devait nécessairement s'appuyer sur un solide squelette. Ieoh Ming Pei l'a voulu aussi discret que le permet la technique. Avec le concours de bureaux d'études canadiens et britanniques, il a imaginé une sorte de toile d'araignée en acier inox composée de 128 poutres entrecroisées. Les plus épaisses d'entre elles ne dépassent pas 8 centimètres de diamètre. Seize câbles d'acier, étalés horizontalement de la base au sommet, les coarcent par l'intérieur et assurent la rigidité de la charpente, comme des haubans permettent d'étaler les tempêtes. Certaines pièces ont d'ailleurs été confectionnées par une firme de

Boston, spécialisée dans l'accostillage des navires de compétition. Après les calculs d'ordinateurs, la technique de la marine a volé.

Chaque pièce des milliers de tubes, rotules et embouts composant le jeu de construction a été dessinée, fabriquée et traitée comme une œuvre d'art. Là encore, la Compagnie française d'entreprise métallique, qui construit la pyramide, a dû recourir à des procédés antiques. Les points de jonction des poutrelles, que les spécialistes appellent des « nœuds », ont été moulés selon la technique de la cire perdue connue depuis l'âge du bronze. Finalement, la totalité de la charpente

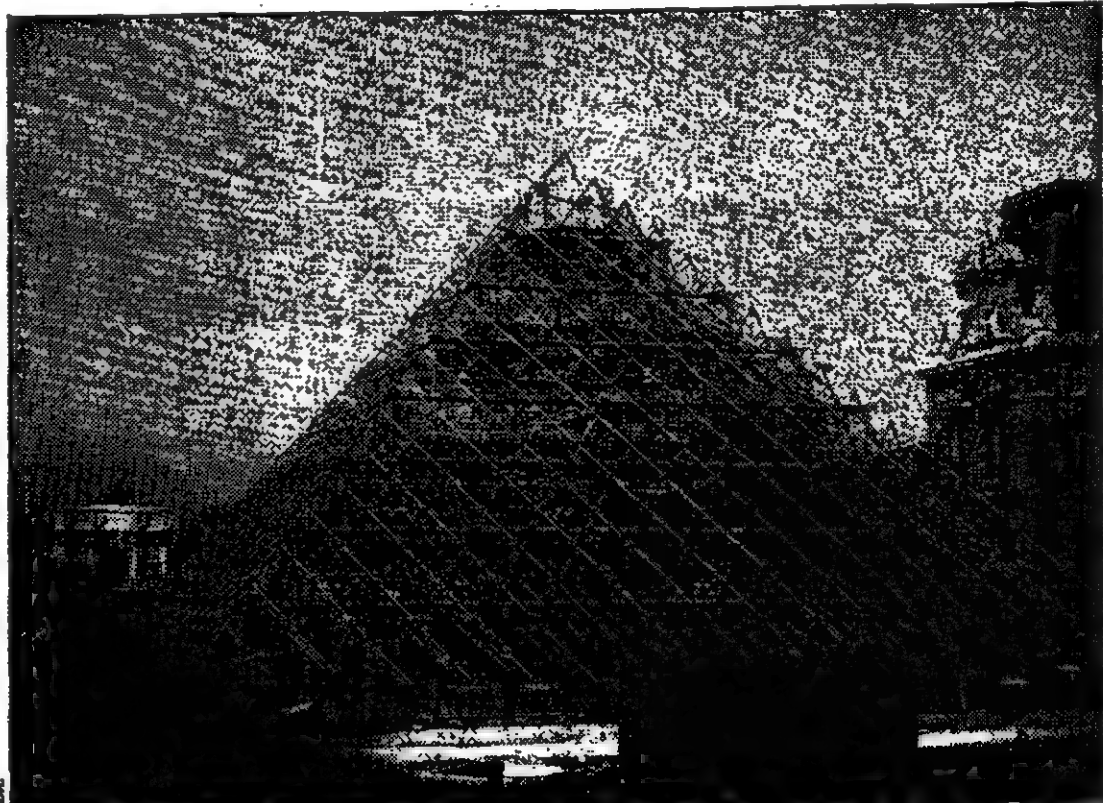
pèse moins de 90 tonnes, ce qui est probablement un record mondial.

Le montage a été entièrement réalisé sur un échafaudage qui a maintenu l'ouvrage en suspension durant des mois, avant de le poser délicatement sur ses 67 pieds réglables. « Un véritable travail d'accordeur de piano », commente un ingénieur. Chaque câble de serrage, par exemple, a nécessité six serrages successifs. Les géomètres qui avec leurs appareils de visée s'assuraient de la position exacte de chaque élément dans l'espace ainsi que les monteurs juchés dans les superstructures étaient en liaison permanente par radio avec les ordinateurs calculant tout cela.

La verrière du Grand Louvre restera sous surveillance bien après son inauguration. Car elle va continuer à bouger pendant au moins un an, comme un organisme vivant. Les concepteurs l'ont prévu. Des centaines de rotules, de billettes et de ridges montés à demeure permettent de parfaire les réglages et de corriger les déformations au millimètre près. Pour que les vitrages restent transparents, des canons climatiques souffleront de l'air à 57 degrés en hiver et de l'air frais en été. L'ouvrage est si compliqué, si léger et si difficile d'accès — des bannis le baignent sur trois côtés — que nul robot n'est actuellement capable de le nettoyer. Aussi aura-t-on recours à des guides de haute montagne qui évolueront dans les superstructures et sur les faces externes, accrochés à des cordes de rappel. Des lancers de carreaux suspendus à un câble pour entretenir la verrière la plus sophistiquée de cette fin de siècle, la pyramide du Grand Louvre n'a pas fini de ravir les amateurs de paroxysmes.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) L'obélisque de la Caserte mesure 30 mètres, l'Arc de Titus 20 mètres et l'Arc de la Défense 110 mètres.



Khéops : le temps en poussières

Une étude de la Grande Pyramide de Khéops fondée sur l'analyse des pollens.

La Grande Pyramide de Khéops n'a pas fini de livrer ses secrets. Après la confirmation, en septembre 1986, de l'existence d'une cavité de plusieurs mètres cubes suggérée par deux architectes français et masquée par les parois épaisses du couloir menant à la chambre de la Reine, après la découverte attendue, en octobre dernier, d'une seconde barque solaire enfouie au pied de la pyramide et dont les pièces ont été photographiées à distance par une équipe américaine, les recherches autour du grand édifice pourraient s'accroître si les responsables des antiquités égyptiennes acceptaient les projets qui leur sont soumis.

Un symposium international s'est en effet tenu au Caire, du 14 au 17 décembre, pour faire le point sur les travaux des différentes missions qui ont fouillé le site. A cette occasion, les Américains ont révélé que la composition de l'air pompé à grands frais — on espérait qu'il était vieux de quatre mille ans — dans la fosse de la barque solaire était finalement identique à celle de l'air extérieur, pollution comprise ! Probablement, comme certains le

redoutaient, en raison de la trop grande porosité de la pierre et du sol environnants. Les Japonais, quant à eux, rois du sondage par radar, ont présenté les résultats de leurs différentes campagnes d'imagerie. Selon eux, la cavité découverte par les Français serait longue d'une trentaine de mètres, large de 3 à 5 mètres et haute d'environ 3 mètres.

Des fleurs dans le mortier

Elle se situerait à moins de 1 mètre des micro-forages entrepris en septembre 1986 par la mission française. Forages qui avaient permis de mettre au jour un sable particulier, dont il apparaît aujourd'hui qu'il a été finement tamisé et qu'il fut extrait d'un terrain situé près du fameux hôtel Mena House, dans le bas du plateau de Guizéh. S'agit-il d'une cavité organisée ou consécutive à la construction de l'ensemble et partiellement comblée par les constructeurs ? Est-elle vide ? Contient-elle des restes d'outils, de poteries, voire, comme le rêvent les plus enthousiastes, un

trésor ? Cela importe peu. Le seul fait de l'avoir découverte et d'être encore à sa porte est déjà en soi bien assez riche pour piquer l'imagination et susciter de nouvelles campagnes.

Car les projets de recherche ne manquent pas. Comme cette proposition d'étude de la Grande Pyramide fondée sur l'analyse des pollens et présentée en décembre dernier au Caire par Mme Françoise Darmon, du laboratoire de paléobotanique du musée de l'Homme (dépendant du CNRS), et par les deux architectes, Jean-Patrice Goidin et Gilles Dormion, qui ont été à l'origine de la mise en évidence de la fameuse cavité dans le couloir de la Reine. L'idée, toute simple, est la suivante : étudier les pollens contenus dans les mortiers de l'édifice et les sédiments afin d'en tirer des informations sur le climat de l'époque, le cycle des inondations du Nil, le lieu de fabrication des mortiers, la durée de la construction de la pyramide et la nature du paysage botanique de la région.

Même si ce genre de technique a fait ses preuves en d'autres occasions et permis aux archéologues et aux préhistoriens de préciser le climat d'une époque ou de mieux connaître les pratiques funéraires de l'homme de Neandertal — les morts étaient accompagnés de fleurs et de plantes dans leur dernier voyage —, force est de reconnaître que la tâche de Mme Darmon ne sera pas facile. Certes, les toutes premières mesures faites dans le laboratoire de paléobotanique du musée de l'Homme sur un premier échantillon de sédiment se sont révélées encourageantes. L'échantillon, riche en pollen, laisse penser que la méthode envisagée pourrait être fructueuse. Mais l'entreprise est immense.

Il va falloir prélever des dizaines d'échantillons de mortiers à chaque hauteur d'assise de la pyramide, à l'extérieur comme à l'intérieur de l'édifice, ainsi que des dizaines d'autres forés de sédiments recueillis sur tous les terrains environnants. Une fois cette collecte achevée, ces échantillons de quelques 30 grammes chacun seront soumis à l'attaque de différents produits chimiques (acides et bases) de manière à séparer les pollens des matières

qui n'en sont pas. Un vrai travail de fourmi. Car, note Mme Darmon, « huit jours de travail sont nécessaires pour traiter un ensemble de quatre échantillons ». Ce n'est qu'ensuite que commencera la minutieuse identification au microscope de ces petits grains de pollen, dont la taille moyenne ne dépasse guère 20 microns (1).

Connaitrait les pollens, ceux qui volent naturellement comme ceux qui se collent au corps des insectes, il deviendra peut-être possible, en s'appuyant sur de nombreux autres résultats obtenus par l'étude de la géologie et de l'hydrogéologie de la région, de déterminer la nature de la flore qui prévalait à cette époque et, partant, de préciser le climat auquel elle était soumise. Y avait-il abondance de plantes caducifolies ou de plantes de jardin ? Les pollens issus de la flore aquatique sont-ils présents en grande quantité dans les mortiers ? Dans l'affirmative, cela pourrait signifier que l'eau du Nil a été utilisée pour leur confection alors que dans le cas contraire on peut imaginer que l'eau de pluie, exempte de pollens aquatiques, lui a été préférée.

On peut également, si tout va bien, espérer tirer de ces « recherches douces », sans dommages pour l'édifice, des informations sur les crues du Nil, sur les sites de fabrication de ces mortiers et même, peut-être, sur la période à laquelle ces liants ont été posés en jouant sur les différentes sortes de pollens dont l'apparition intervient à des moments variés de l'année. Ainsi, pourrait-on savoir, par exemple, si la pyramide a été construite par accumulation de strates horizontales ou si son érection s'est faite de manière hélicoïdale. De même, si les résultats obtenus donnent des indications sur le rythme des saisons, pourrait-on donner une évaluation du temps mis pour construire la pyramide de Khéops. Bref, de quoi nourrir de longues heures de recherche, en espérant que la campagne pour les premiers échantillonnages pourra commencer au plus vite.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Le micron est la millième partie du millimètre.

Bibliographie

L'ANNÉE DE LA SCIENCE

PHILOSOPHE et mathématicien, psychanalyste ayant fait des études de médecine, M. Roger Caratini a publié aux éditions Robert Laffont *L'Année de la science*, répertoriant les grandes découvertes scientifiques de 1986-1987. C'est un premier volume : un autre doit venir chaque année. L'intention de Roger Caratini est de donner ainsi chaque automne une vue d'ensemble des découvertes des mois précédents, mais aussi de saisir le mouvement scientifique et de mettre en lumière les domaines qui avancent et ceux qui stagnent. Car le progrès de la connaissance, les spécialités laissent bien, a une démarche saccadée. Les parades se font sous deux conditions : que la situation soit mûre, qu'un corps d'études ait analysé la situation, fourni des informations, clos quelques fausses pistes. Puis qu'un esprit inventif tire de ce substrat une construction nouvelle.

Un progrès par à-coups

L'ambition pourrait sembler colossale. Elle n'est pas démesurée. L'auteur est bien placé, qui a autrefois rédigé seul, en huit ans, une encyclopédie en 22 volumes. Les encyclopédies ont en général l'inévitable défaut d'un extrême manque d'homogénéité : les auteurs multiples ont chacun leur style, leurs données ; les articles sont mal coordonnés ; les redites sont fréquentes, ou pis, les contradictions. L'auteur unique élimine ce risque, même s'il a d'autres inconvénients.

Roger Caratini connaît ces dangers et ne cache pas qu'il ne faut chercher aucune objectivité dans *L'Année de la science*. Il n'était pas question de parler de tout. Les limitations qu'il a mises à son entreprise — pas de sciences appliquées, de technologie, de sciences « molles » — laissent encore une matière qu'un rédacteur unique ne saurait englober. Dans le reste, il fait ses choix, quitte à équilibrer

d'une année sur l'autre. D'ailleurs, la science n'a rien d'annuel. Chaque discipline progresse par à-coups ; une année peut y être très pauvre. Cela conduit naturellement à moduler l'importance des chapitres.

Le problème de l'auteur serait plutôt l'abondance des matières. Comment sélectionner ce qui est important ? La réponse est classique : lire et faire des fiches. C'est celle qu'il a adoptée, mais les fiches sont nombreuses.

D'octobre 1986 à mai 1987, Roger Caratini a lu les quelques 200 journaux scientifiques auxquels il s'est abonné. Si un article lui paraissait intéressant, un assistant emmagasinait dans un micro-ordinateur la référence, l'abstract (résumé qui figure en tête d'article), quelques mots clés et la bibliographie. Au total ont été constitués ainsi quelque 40 000 fiches. Un tri pour éliminer les doublons. Un deuxième pour faire sortir les mots-clés qui reviennent le plus souvent et les auteurs les plus cités. Roger Caratini a extrait ainsi « les principales préoccupations de l'année » auxquelles il a ajouté « au kilomètre » ce qu'il jugeait pittoresque. En fin de traitement il disposait de 2 700 fiches. Après lecture et analyse épistémologique des articles, il a construit cette *Année de la science*, — mots clés et références fournissant presque directement le glossaire et la bibliographie qui accompagnent les chapitres.

Tout cela explique que la description de la science soit partielle, et aussi partielle. « Je m'intéresse plus à la neurobiologie qu'à la biologie moléculaire », dit l'auteur. Ses choix sont discutables ; mais cependant assez larges pour que l'ouvrage puisse mériter son titre ambitieux et figure dans la bibliothèque de l'honnête homme.

MAURICE ARVONNY.

« L'Année de la science », par Roger Caratini, éditions Robert Laffont, 576 p., 180 F.

L'héritage de l'impressionnisme

Diane KELDER
Les Sources du XX^e siècle

Un éblouissant panorama du foisonnement complexe des styles issus de l'impressionnisme.

Un volume richement illustré en format 33 x 28 cm, 384 pages, 236 illustrations en couleurs, 180 illustrations en noir et blanc, 128 F.

LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS
2, place de l'Odéon - 75006 Paris - 46.33.18.31

MÉDECINE

SIDA : les chemins de l'infection

(Suite de la page 21.)

Le mystère reste entier, pour l'instant, en ce qui concerne la vulnérabilité variable des uns ou des autres à la contamination. Le rôle de l'appartenance à un groupe tissulaire donné, qui conférerait cette protection pour certains, a été éliminé par l'étude d'Atlanta. Celui, bien connu, des infections vénériennes facilitant l'apparition du SIDA ne peut être mis en cause dans ces couples strictement monogames et dont l'âge moyen est élevé. Reste la nature du virus lui-même, qui n'a pu être précisée car la totalité des conjoints de cette étude, contaminés à la suite d'une transfusion, sont morts de leur affection.

Un chercheur contaminé

Il n'en a pas été de même pour l'identification formelle du virus américain alors qu'il travaillait dans un laboratoire dit de haute sécurité de Bethesda.

Quinze scientifiques, appartenant aux plus importants centres américains et un médecin généraliste ont uni leurs efforts pour une enquête conduite sur 99 chercheurs occupés dans les divers laboratoires américains à des travaux sur les virus du SIDA, et notamment sur des milieux de culture ou sur des fluides le contenant à très haute concentration.

Sur ces 99 chercheurs, particulièrement exposés, et sur 166 autres travaillant dans ce type de laboratoire, 35 ont rapporté avoir eu de multiples contacts étendus avec le virus. 10 ont eu des coupures d'aiguilles ou des coupures à cette occasion, et 13 ont avoué ne pas porter leurs gants constamment alors qu'ils avaient des contacts avec des solutions renfermant le virus.

Un seul de ces chercheurs s'est révélé séropositif. Il utilisait blouses et gants mais pas de masque et avait travaillé pendant cent quatre-vingt-dix jours sur des cultures concentrées de virus au moment où son test s'est révélé positif.

Les études pratiquées sur son sang ont montré qu'il avait été contaminé par le type même de virus sur lequel il travaillait. Il avait d'ailleurs été impliqué dans les multiples tâches classiques de décontamination des équipements, de nettoyage des échantillons et de contact avec des liquides contaminés, mais gantés.

En revanche, 10 chercheurs qui avaient rapporté une coupure, ou piqure accidentelle alors qu'ils travaillaient sur des cultures de virus sont restés séronégatifs.

Les équipes américaines notent que les règles de sécurité — en principe rigoureuses — des laboratoires où l'on manipule des produits à haut risque (comme le virus du SIDA) doivent être renforcées et, surtout, observées, ce qui, selon leur enquête, ne semble pas être le cas.

Une autre contamination de laboratoire chez un chercheur américain a été signalée il y a six mois, et les autorités recommandent à présent que des tests d'éventuelle contamination soient pratiqués à intervalles réguliers chez tous ceux qui sont amenés à manipuler des cultures virales.

L'avenir des séropositifs

Dans quelle mesure ces tests, s'ils sont positifs, annoncent-ils l'éclatement d'un SIDA avéré ? Et dans quel délai ?

Après des approximations ou des extrapolations variées, deux études rigoureuses conduites en Californie sur des groupes d'homosexuels suivis depuis 1978 permettent d'apporter à cette question essentielle une réponse qui confirme la longue incubation de la maladie.

Sept ans et deux mois après leur contamination (séropositivité), 75 % des membres du premier groupe étudié avaient soit un SIDA avéré, soit des symptômes sévères annonçant la maladie. Dans le deuxième groupe (300 homosexuels), 41 % présentaient un SIDA avéré ou des symptômes annonciateurs au bout de

trois ans de séropositivité, et cette proportion atteignait 75 % pour ceux qui furent suivis pendant neuf ans, grâce aux échantillons de leur sang conservés depuis 1978 à l'hôpital général de San Francisco.

Un certain nombre de facteurs ont été identifiés, qui permettent de prévoir l'éclatement imminent de la maladie. Le plus précis est le taux d'une petite protéine produite par le système immunitaire, la bêta-2-microglobuline, qui s'élève au-dessus de 5 microgrammes par millilitre de sang lorsque s'annonce l'affection.

Le problème majeur qui divise actuellement le corps médical américain est de savoir s'il faut entreprendre un traitement agressif (type AZT) dès ce stade, alors que la maladie n'existe pas encore et que la toxicité des médicaments disponibles, est grande.

En dépit des directions formelles émanant des autorités de Washington, nombre de médecins entreprennent ces traitements « sauvages » sous la pression affolée de séropositifs, sans même attendre de savoir s'ils ne seront pas nuisibles.

Il n'est pas douteux que ces médicaments permettent de gagner un temps précieux chez les patients réellement atteints ; que la recherche va grand train et que d'autres, plus efficaces encore, sont en voie d'être mis au point. Il est vraisemblable que le ralentissement de la progression de la maladie et de ses symptômes prémonitoires ainsi obtenu permettra à nombre de séropositifs ou de sujets atteints de ces symptômes de bénéficier des traitements définitivement actifs en cours de conception.

Tout doit être fait, en attendant, pour limiter les contaminations par une campagne d'information beaucoup plus active qu'elle ne l'est actuellement en France.

Dr ESCOFFIER-LAMBOTTE.
Sources : JAMA du 1-1-88, p. 55 ; New Scientist du 7-1-88, p. 36 ; Science du 1-1-88, p. 68 et Bulletin épidémiologique du ministère de la santé, du 28-12-1987.

SECTEURS DE POINTE

Panne de piles spatiales

L'Europe dépendra des Etats-Unis pour équiper l'avion spatial Hermès de piles à combustible.

L'AVION spatial Hermès, synonyme d'indépendance technologique pour l'Europe, risque d'être pour ses premiers vols au moins, dépendant du bon vouloir des Américains. Une telle affirmation n'est certes pas valable pour la plupart des technologies induites par la réalisation d'Hermès. Elle recouvre pourtant une partie essentielle de la mini-navette européenne : son alimentation énergétique.

Comme les Américains pour les vols Gémini, Apollo et ceux de la navette, les Européens parient sur les piles à combustible pour produire l'énergie nécessaire à leur avion spatial. Suite à un appel d'offre passé en 1985 par l'ESA, l'Agence spatiale européenne, la société allemande Dornier a été choisie pour leur réalisation. Le choix de ce maître d'œuvre est une des premières décisions prises dans le cadre du programme Hermès.

Le premier vol automatique (sans astronaute) d'Hermès est désormais attendu à partir de 1997. A cette date-là, Dornier devrait avoir produit plusieurs piles à combustible (Hermès en emportera deux de 4 kilowatts chacune). Or, la société allemande n'a pas encore choisi entre plusieurs technologies (elle devrait se décider fin 1988), et les spécialistes estiment que dix ans sont nécessaires pour développer des piles à combustible. L'Europe semble donc pour cette partie d'Hermès bien en retard.

Si l'Europe a choisi la solution des piles à combustible et renoncé à faire appel à d'autres sources d'énergie, c'est parce que les atouts de la pile spatiale sont au nombre de trois. Tout d'abord, c'est le générateur électrique qui a le meilleur rendement. Le moteur thermique envisagé dans un premier temps par les Européens comme secours pour alimenter Hermès avait un rendement de 35 %, alors que celui de la pile à

combustible atteint 50 à 60 %, constate Michel Servigne, chargé à l'Aérospatiale du suivi de ces travaux. Ensuite, ces systèmes sont d'une fiabilité presque totale. Les 54 piles qui ont servi lors des programmes Apollo ont totalisé 10750 heures de fonctionnement sans connaître de panne majeure. Sur celles des navettes, une seule panne a été enregistrée (1). Enfin, et ce n'est pas le moindre de ses avantages, la pile spatiale produit de l'électricité, de l'hydrogène et de l'oxygène qu'elle consomme, une eau qui peut être alors utilisée par l'équipage, ce qui est autant de kilos et de place gagnés à bord du véhicule de transport.

Applications terrestres

Si l'Europe accuse un retard certain pour la mise au point de cette source d'énergie, c'est essentiellement pour deux raisons. La première coule de source. Les Etats-Unis ont éprouvé plus tôt que nous le besoin de disposer de piles pour leurs programmes spatiaux (coquette de la Lune, navettes). Ces piles ont ensuite donné lieu à des applications terrestres privilégiant la conception de centrales électriques fixes. Ainsi pour la firme américaine International Fuelcell (IFC), associée à 50/50 avec Toshiba, le chiffre d'affaires généré par les piles terrestres représente désormais la majeure partie de son activité dans le domaine.

En Europe, les programmes spatiaux n'ont pas joué le rôle de locomotive pour le développement des piles à combustible à usage terrestre. L'engouement des industriels à partir des années 60 pour cette technologie (comparable voire supérieur à celui auquel on assiste aujourd'hui pour les supraconducteurs) s'est concentré principalement sur les applications destinées

aux véhicules électriques terrestres. Mais, les recherches n'ont pas eu les résultats escomptés.

L'IFP, Institut français du pétrole, la CGE, Compagnie générale électrique (entre autres...) durent stopper leurs travaux. Seules quelques sociétés, qui surent parfois mieux orienter leurs recherches vers des applications très spécifiques, de pointe, et intéressant souvent les militaires (mais visant des marchés plus restreints) connurent un succès relatif. Parmi celles-ci : Elenco, une société belge-hollandaise qui produit des piles pour la traction électrique de véhicules militaires et pour des applications militaires (les piles à combustible générant moins d'infrarouges sont moins repérables que d'autres sources énergétiques) ; Siemens en Allemagne... Ce dernier groupe fabrique notamment des piles pour les sous-marins.

Pour la mise au point du système pile d'Hermès, Dornier s'appuiera sur leurs travaux mais aussi sur ceux d'une entreprise française, la SORAPEC, société de recherches et d'applications électro-chimiques qui a étudié les électrodes de la pile pour le compte du Centre national d'études spatiales. Pour Robert Rouget, ingénieur chargé des piles à combustible au sein de cette entreprise, « l'Europe a les moyens technologiques pour réaliser ses propres piles, une fois les problèmes de spatialisation des procédés résolus ». Mais, complète-t-il, « il faudrait pour cela rattraper le retard pris ».

DIDER GOUT.

(1) A la fin du mois de mars 1988, l'Agence spatiale européenne aura dépensé 30 millions de francs environ en études préparatoires pour les piles à combustible d'Hermès. Certains industriels, dont Dornier, estiment cependant que 1 milliard de francs seront nécessaires au développement de ces systèmes. Par comparaison, le coût de développement des piles à combustible du programme Apollo s'est élevé à 171,5 millions de dollars ; 61,1 millions de dollars de développement et 110,4 millions de dollars (prix 1971) pour les quatre-vingt-deux piles effectivement fabriquées. Pour la navette, la NASA aura dépensé 22,6 millions de dollars (prix 1982), et chaque pile — il y en a trois par navette — coûte 2,2 millions de dollars.

«Même un patron qui réussit a parfois besoin d'un entourage confidentiel avec une équipe créative et pluridisciplinaire.» Bernard Krief

BERNARD KRIEF CONSULTANTS

Pourquoi un «s» à Consultants...

CURIEUSE image que celle de Bernard Krief Consultants... Chasseurs de idées, agence de communication et de relations presse, conseils en marketing et développement commercial. Ou encore, conseils en organisation de structures de management.

Autant de visions justes et partielles à la fois sur ces «docteurs en entreprises» qui ont su constituer des équipes hautement spécialisées. Pour former un pool pluridisciplinaire qui, par la constante mise en commun des compétences et des expériences, détecte le vrai problème derrière le besoin ressenti. Objectif : résoudre très concrètement l'appareillement insoluble.

Là où ils excellent... Dans les entreprises qui veulent aller plus loin, plus vite. Quand une décision stratégique est à prendre au sein d'une société ou d'un service. Quand un problème se pose au niveau de l'image, de produits qui pourraient «partir» mieux, du marketing, de la communication, des rapports humains, de l'organisation, de la logistique (y compris les achats), de la

promotion des ventes et de la stimulation des hommes.

Bref, la réflexion et l'intervention sur le terrain. Pour aider le patron (au sens de responsable) dans la décision et dans l'action.

Créatifs autant qu'opérationnels, les consultants Bernard Krief n'ont en effet qu'un seul credo : les résultats.

Et tant pis si on leur reproche parfois de ne pas être les hommes d'une méthode. Eux ne se veulent que des hommes de méthodes. Pour qui la solution n'existe pas toute faite, mais nécessite chaque fois d'être inventée.

C'est pourquoi ils ne travaillent qu'avec les décideurs (p.-d.g., directeur général, directeur de service ou de fonction...).

Reste évidemment que la prestation n'est pas donnée : de 60.000 F pour plus qu'un diagnostic, jusqu'à 1 million de francs et davantage pour un contrat de longue durée.

JEAN-FRANÇOIS CHAUVET



Bernard Krief Consultants
115, rue du Bac, 75007 Paris. Tél. (1) 45.44.38.29. Téléc. 260.911

هكذا من الامم

KRACH!

Le « Bilan économique et social » – véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde – rassemble les dernières statistiques, commente de nombreux graphiques et analyse des faits économiques de l'année, dans leur environnement socio-politique.

● La situation en France :

● **Cent cinquante pays à la loupe :**
Les correspondants du *Monde* décrivent l'activité économique pays par pays.



Le Monde

Service des ventes au numéro
7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

VERLIN GERIN, 45 ans, est à la tête de 13 000 personnes travaillant à l'échelle mondiale et qui, grâce aux technologies les plus avancées, assurent la parfaite maîtrise de l'énergie électrique. Le groupe réalise 15 milliards de C.A. et 50 % à l'export.

CORNING
Centre Europe

Ingénieu

INDEX

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

MIQU
987

MERLIN GERIN, c'est 19 000 personnes travaillant à l'échelle mondiale qui, grâce aux technologies les plus avancées, assurent la parfaite maîtrise de l'énergie électrique. Le groupe réalise 8,7 milliards de C.A., dont 51 % à l'export.

Au sein de la division réalisation des grands ensembles (automatismes - relays)

Vivre l'informatique
à l'ère de l'électricité intelligente

L'électricité se pille désormais à toutes sortes d'exigences grâce aux automates qui la dirigent et la commandent : à la puissance s'associe «l'intelligence». Sur le marché de l'automatisme, MERLIN GERIN fait face aux besoins réels des utilisateurs : pour qu'ils gèrent mieux leur énergie, pour satisfaire leur besoin de sûreté, nous recherchons des ingénieurs informaticiens

SUPELEC, IEG, ENSEEITH, ENSERG, MINES, ECP, ENSIMAG...

Chef de projet
système (ou produit) nouveau

Vous assurerez la réussite d'un projet de développement de système électronique et logiciel de la phase conception à la commercialisation dans le cadre d'objectifs techniques, industriels, marketing... Vous avez une connaissance des phénomènes de susceptibilité électromagnétique, des langages évolués ainsi qu'une expérience en conduite de projets.

(réf. FLA 31)

Chefs de projet

Informatique et automatique industrielle

Vous dirigerez la réalisation de grands projets pour la conduite de processus industriels et dans le domaine de l'énergie (dominante TEMPS REEL) : analyse, programmation et tests fonctionnels... Expérience nécessaire dans la mise en œuvre de systèmes de conduite de procédés industriels ainsi que des connaissances des calculateurs PDP, VAX, systèmes à microprocesseurs 8086-68000, instrumentation, langage PASCAL et FORTRAN 77.

(réf. FLA 32)

Chargés de développement
logiciel

Vous conduirez et/ou coordonnerez, réaliserez les développements de logiciels nécessaires à la conception des produits d'automatismes. Connaissance des langages évolués et des techniques de l'intelligence artificielle (PROLOG-LISP), des systèmes TEMPS REEL indispensables et du langage ADA souhaitable.

L'un de postes (réf. FLA 34) concerne plus particulièrement la mise en œuvre des communications et télétransmissions au sein de systèmes automatisme-relayage et nécessite donc une connaissance des orientations actuelles et des normes régissant les réseaux locaux.

Ingénieurs chargés d'affaires
Informatique - automatique industrielle

Vous assurerez la conduite d'affaires pour le contrôle de processus industriels et l'automatisation de la distribution électrique : offres commerciales, négociations, suivi de réalisation jusqu'à la mise en service (France - étranger). Connaissances des automates programmables, calculateurs PDP-VAX, systèmes à microprocesseurs, instrumentation et expérience de la fonction

(réf. FLA 35)

la maîtrise
de l'énergie électrique

MERLIN GERIN

CORNING EUROPE

Centre Européen de Recherche

CORNING GLASS WORKS, leader mondial des verres spéciaux accorde une place privilégiée à la recherche et à l'innovation.

Nous recrutons un jeune :

Ingénieur de recherche

Matériau

Débutant ou ayant quelques années d'expérience :

- Vous êtes diplômé de préférence d'une école d'ingénieur et titulaire d'un Doctorat en Sciences des matériaux ou en Physico-chimie des solides.
- Vous avez choisi comme futur cadre de travail la recherche appliquée et vous êtes intéressé par la mise au point de nouveaux matériaux inorganiques.
- Votre aptitude pour le travail en équipe vous permettra, compte tenu de la taille de notre Société, d'évoluer ultérieurement au sein de notre organisation.

Anglais très souhaitable.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo, sous référence JM/M à CORNING EUROPE Inc., Direction du Personnel, 7 bis avenue de Valvins, 77211 Avon.

Groupe informatique français implanté en Europe et aux U.S.A., spécialisé dans les technologies de pointe, nous intervenons, et tant que SSI, sur des créneaux de haut niveau : aéronautique, spatial, temps réel civil et militaire, processus industriels, gestion, bureautique et réseaux.

CHEFS DE PROJETS
INGENIEURS
ANALYSTESDECISION
INTERNATIONAL

Vous êtes diplômé d'une grande école ou universitaire.

Vous avez des compétences dans les domaines suivants :

- Temps réel, simulation, traitement d'image, réseaux :
- Matériels : VAX, HP9000, SP87, APOLLO, SUN, Logiciels : UNIX, SPX, SPART, PICK, ULTRIX, ORACLE, X400, X25, Langages : C, ADA, LISP, ASSEMBLEUR 68000, TRIS, 8086.
- Gestion, bureautique, réseaux :
- Matériels : IBM 43XX, 30XX, BULL DP66, DP87, DP88, DEC, VAX, Logiciels : DOS, CICS, DL1, OS, MVS, IMS, GCOS, DTP, TDS, IDS II, DM IV TP, VMS, UNIX, ORACLE, PACBASE, Langages : COBOL, C.

Nous vous proposons d'intégrer un groupe international dont la croissance vous permettra d'évoluer rapidement :

- formation permanente,
- possibilité de partenariat,
- une grande qualité de relations.

Pour ce poste, merci de nous écrire en indiquant vos préférences, s/réf. 1/88, à DECISION INTERNATIONAL - Direction du Personnel - 112, rue de Paris - 92100 BOULOGNE.

UN JEUNE
INGENIEUR PROJETS

Une importante Société de biens d'équipements industriels recherche pour son DEPARTEMENT INGENIERIE spécialisée dans le domaine des centrales électriques de puissance

Dans un premier temps, le candidat retenu assistera le responsable du service commercial projets chargé de l'étude et de l'analyse des appels d'offre des clients, de la préparation et de la mise en forme des offres commerciales au niveau des prix, des conditions financières, administratives, commerciales.

A terme, en fonction de son potentiel, le candidat se verra proposer au sein de la direction commerciale des responsabilités d'ingénieur technico-commercial, responsable de zone à l'exportation.

Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé électrotechnicien ou électromécanicien, aimant les contacts, rigoureux dans son approche, disponible. L'anglais est indispensable, l'espagnol souhaité.

DES INGENIEURS
TECHNICO-COMMERCIAUX

Pour leur confier en tant qu'adjoints aux ingénieurs responsables de zone export :

- le suivi commercial de la zone
- l'élaboration des offres commerciales
- la négociation des contrats
- ultérieurement, ils auront à prendre en charge la responsabilité complète d'une zone commerciale à l'export.

Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés, de formation électromécanicien, justifiant d'une première expérience du commerce international. L'anglais est nécessaire, l'espagnol souhaité.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et préférences sous réf. 34356 à CONFESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01.

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

BULL ENGAGE
DES INGENIEURS
DEVELOPPEMENT
PACKAGING AVANCE
DES VLSI 1/1

Adresser CV et préférences sous référence M 236 à Guy BARATTE BULL S.A. - P.C. 82/214 - rue Jean Jaurès - 78340 LES CLAYES S/BOIS.

Au sein de la Direction Technologie Avancée, vous participerez à l'élaboration de techniques avancées d'assemblage de semi-conducteurs complexes dans les domaines suivants : boîtiers VLSI hautes performances, concepts nouveaux de packaging, interconnexion à haute densité, montage en surface de composants très denses.

Le poste s'adresse à des ingénieurs ayant une expérience dans ces domaines ou des débutants diplômés motivés par ces technologies.

La pratique de la langue anglaise est nécessaire.



حکذا من الامم

هكذا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



2 RESPONSABLES DE PROJETS

RESPONSABLE SENIOR

Direction des Systèmes d'Information des A.G.F., la G.I.E. recherche avant tout des potentiels qui seront en prise directe avec la Direction I.A.R.D. des Entreprises.

Dynamique, cette Direction de 500 personnes réalise un C.A. de plus de 2 milliards de francs et connaît une forte croissance. Le développement de son Système d'Information est pour elle une orientation stratégique majeure.

Agé de 32/35 ans, diplômé d'une grande école scientifique ou commerciale, il justifiera d'une expérience de 5 à 7 ans minimum dans la conception et l'encadrement de projets importants, si possible dans l'assurance.

Ses "plus" seront son esprit tourné vers la conception, son sens de la communication avec les utilisateurs et ses connaissances techniques (grands systèmes IBM, méthodologies, architectures départementales).

Il sera responsable du lancement des pré-études et études de projets à moyen terme et de la constitution d'un groupe de projet (Réf. 1 RP/M).

RESPONSABLE JUNIOR

Agé de 30 ans environ, diplômé d'une grande école scientifique ou commerciale, il justifiera d'une expérience de 3 à 4 ans dans l'encadrement de projets de moyenne importance ou de parties de grands projets.

Ses "plus" seront son goût pour la réalisation et l'assistance aux utilisateurs, son aptitude à la conduite d'équipes et son expérience de systèmes distribués. Il se verra confier la conception et l'encadrement de la réalisation des applications liées aux produits distribués par le réseau des agents généraux. (Réf. 2 RP/M).

Si ces perspectives correspondent à votre potentiel et vos motivations, adressez votre candidature sous réf. à Dominique BOEUF - GIE - Tour Franklin - Cedex 11 - 92081 PARIS LA DEFENSE.



L'INFORMATIQUE EN ACTION

LES NOUVELLES RACINES DE LA COMMUNICATION

Ingénieurs et Techniciens en électronique, télécommunication, génie civil et professionnels de l'audio-visuel du marketing de la vente.

Les réseaux câblés font progressivement partie de l'infrastructure urbaine de base. Région Câble joue un rôle pilote dans leur développement. Société privée qui installe et exploite ses propres réseaux, elle utilise un système très performant, RC², associant architecture étoilée et intelligence informatique répartie.

Ce système permet d'offrir aux abonnés jusqu'à 35 programmes de Télévision, 30 programmes en FM stéréo, mais aussi de nombreux services interactifs dans un rapport prix/performance très compétitif (Télé-alarme, Télé-formation, Télé-achat, Télé-surveillance, Télé-sondage, etc.).

Société d'avant garde, Région Câble dispose donc d'un formidable potentiel, grâce auquel elle va connaître une croissance très rapide dans les 10 prochaines années. Elle recrute :

- pour installer ses réseaux : des Ingénieurs et Techniciens en électronique, électricité (connaissances souhaitées : Télécom, traitement signal, mesure, raccordement, radio-fréquence, vidéo...), des spécialistes du génie civil (conducteurs de travaux, de travaux...);
- pour les exploiter : des spécialistes de l'audio-visuel (journalistes, producteurs, réalisateurs...), du marketing et de la vente.

Le monde de l'image vous attire, vous avez un tempérament de pionnier, vous voulez être à l'origine d'une entreprise appelée à prendre une grande envergure. Alors nous attendons votre dossier de candidature.



CONTRÔLE QUALITÉ DES DIFFUSIONS

INGÉNIEUR DIPLOMÉ (X, ENST, SUPELEC, ...)

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT CONTRÔLE DES DIFFUSIONS

Rattaché directement au directeur délégué à la qualité, il coordonnera l'action de TDF dans le domaine du contrôle de la qualité des diffusions hertziennes.

Il sera étroitement associé à la mise en œuvre d'une politique de qualité totale dans l'entreprise.

Il sera le manager d'un service d'une substantielle de personnes.

Après une première expérience dans le domaine de la diffusion ou de la transmission, il aura à développer de nouveaux outils et méthodes dans ce secteur à haute technicité.

Des possibilités d'évolution de carrière existent dans le groupe pour les candidats motivés.

Poste à PARIS.

Indiquer : réf. D 2010.

SYSTÈMES NUMÉRIQUES DE RADIODIFFUSION

pour le Centre Commun d'Études de Télécommunications et de Télévision (CCETT)

UN INGÉNIEUR (ENST, SUPELEC, ...)

Il s'intégrera à une équipe de recherche de haut niveau pour mener des études avancées dans le domaine des modulations numériques pour diffusion des données.

Il aura à piloter des simulations informatiques et des réalisations matérielles de laboratoire.

A terme, il aura à participer activement aux relations internationales du département (laboratoires étrangers, instances de normalisation).

Déboutant ou première expérience, il pourra développer son goût pour la recherche appliquée.

Anglais : parlé, écrit, indispensable.

Allemand : souhaitable.

De réelles possibilités d'évolution existent dans le groupe pour les candidats motivés.

Poste à RENNES.

Indiquer : réf. K 1010.

CODAGE D'IMAGES À DÉBIT RÉDUIT (INSA génie électrique, ENSAE ou spécialisation traitement du signal, ...)

pour le Centre Commun d'Études de Télécommunications et de Télévision (CCETT)

UN CHERCHEUR (CADRE TECHNIQUE)

Il s'intégrera à une équipe de recherche de haut niveau pour participer à des études avancées de codage d'images à débit réduit.

Il aura à mener des études en simulation d'algorithmes et à réaliser des maquettes.

Il suivra le développement industriel des matériels ainsi que leur expérimentation sur réseaux.

Il participera aux instances de normalisation internationale.

Déboutant ou première expérience, il pourra développer son goût pour la recherche appliquée.

Anglais indispensable.

De réelles possibilités d'évolution existent dans le groupe pour les candidats motivés.

Poste à RENNES.

Indiquer : réf. K 1020.

Ecr. à T.D.F., DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES 21/27, rue Barbès, B.P. 518 92542 MONTROUGE CEDEX.

COMPUTERVISION, leader en Conception et Fabrication Assistées par Ordinateur, 500 millions de dollars de C.A., 5 000 personnes, commerciale une gamme sophistiquée de systèmes informatiques et logiciels d'applications (électronique, mécanique, C.I.M., architecture...).

Au sein de la filiale française (250 personnes, 450 MF de C.A.), et dans le cadre de l'expansion de notre marché C.I.M., nous souhaitons associer à notre réussite des

INGÉNIEURS CFAO - MF

qui assureront auprès de nos utilisateurs, présents et à venir, dans les domaines COMMANDE NUMÉRIQUE, ROBOTIQUE, MESURE TRIDIMENSIONNELLE :

- le conseil avant-vente et l'analyse des besoins, en étroite liaison avec notre force de vente ;
- les démonstrations, et la mise en œuvre de nos solutions CFAO ;
- la formation, l'assistance, et le conseil Après-Vente.

Vous bénéficiez d'une expérience de deux ans minimum dans la mise en œuvre et/ou l'utilisation de solutions CFAO en milieu industriel.

Expérience concrète en commandes numériques indispensables.

Ingénieur, D.U.T., B.T.S., spécialisé en Génie Mécanique (Fabrication), vous avez le sens et le goût du contact, l'esprit « marketing », la volonté de vous investir et d'évoluer dans une structure dynamique.

Merci d'adresser votre CV, photo, lettre manuscrite à Jean-Marc ALEXANDRE - Direction des Ressources Humaines - COMPUTERVISION - Tour Gallieni II - 24, avenue Gallieni - 93175 BAGNOLET Cedex.



COMPUTERVISION

Ingénieur Arts & Métiers

Savez-vous qu'il y a de la technologie dans l'enseignement ?

ESIEUR

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

ESIEUR, c'est la formation d'ingénieurs en 5 ans, avec un stage obligatoire de 6 mois, et une double qualification : Ingénieur de l'Etat et Ingénieur de l'Industrie.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ingénieur Arts & Métiers...

Savez-vous qu'il y a de la technologie dans l'emballage ?

LESIEUR

1 200 personnes, 27 Millions de CA, huiles, margarine, produits cosmétiques : des marques de forte notoriété. Lesieur est une société du groupe St Louis. Par un marketing de pointe, Lesieur développe ses marchés pour gagner.

Chez Lesieur, l'innovation et la qualité vont de pair ! C'est pourquoi nous recrutons des ingénieurs pour développer l'activité emballage.

Très bien implantés sur nos marchés, nous vivons l'expansion en maintenant la qualité dans toutes les étapes de notre production.

RESPONSABLE TECHNOLOGIE EMBALLAGE, à l'écoute des besoins des différentes directions : qualité, R&D, commerciale, marketing, vous définirez les spécifications et organiserez.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. 256, à Agnès Gault, Recrutement Cadres, 122 av. du Général Leclerc, 92000 Boulogne.

les essais des nouveaux emballages, optimiser l'utilisation des emballages existants tout en favorisant l'évolution des moyens de production (notamment par l'étude des technologies disponibles).

Ingénieur A & M ou équivalent, vous avez acquis en 3-4 ans d'expérience, des responsabilités en matière de conditionnement ou en atelier de fabrication d'emballage en PVC, PE, PET.

Vous serez basé en Région Parisienne.

GROUPE SAINT-LOUIS

Unité Recrutement des Ingénieurs

INSTITUT LAUE LANGEVIN GRENOBLE

L'ILL est un Institut de recherche fondamentale ayant un effectif de 500 agents environ. Il est financé par la France (CEA et CNRS), l'Allemagne Fédérale (KFK) et le Royaume Uni (SERC). L'Institut exploite un réacteur de recherche à haut flux de neutrons auprès duquel sont effectuées des expériences dans plusieurs disciplines : physique nucléaire, physique des particules élémentaires, structure et dynamique de la matière condensée, etc., en utilisant une trentaine d'instruments (diffractomètres, spectromètres, etc.). L'ILL est conçu comme un Institut de service dont les expériences sont effectuées par des chercheurs invités.

Nous offrons un contrat permanent à un

Scientifique

ayant soutenu sa thèse de doctorat ou ayant une formation équivalente, avec plusieurs années d'expérience en recherche scientifique et si possible une pratique de la recherche avec des neutrons.

Les candidatures, avec curriculum-vitae, copie des diplômes et références, doivent être adressées d'ici le 15 février 1988 au Directeur de l'ILL à l'adresse suivante :

INSTITUT LAUE-LANGEVIN
156 X - 38042 GRENOBLE CEDEX

Ingénieurs en organisation de production

Nous avons l'esprit, pour imaginer, concevoir, innover, l'enthousiasme pour agir, réaliser, gagner.

Au sein d'une équipe intervenant dans tous les domaines d'activité de nos usines, vous serez chargés de missions pour optimiser et développer l'utilisation des concepts et techniques de JUST IN TIME, QUALITÉ TOTALE et GFAO.

Nous recherchons ingénieurs :

— De jeunes ingénieurs généralistes : AM, ECL, ENI, INSA, etc.

— Motivés par la vie en usine et les contacts humains.

— Ayant si possible une bonne connaissance de l'anglais.

Ces fonctions peuvent déboucher sur des postes à responsabilités après une expérience concluante dans la fonction organisation. Une formation complémentaire est assurée. Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo (retournée), sous réf. LM/19 à : 3M FRANCE, Service Recrutement, Avenue Boute, 92250 BEAUCHAMPEL.

3M

NOTRE GROUPE SPÉCIALISTE DANS LA FABRICATION DE VANNES PAPILLON, AUTOMATISMES ET ACTIONNEURS LIÉS AU SECTEUR DE POINTE.

pour son usine de la ROCHE CHALAIS (Dordogne)

Ingénieur Logistique

Rattaché au Directeur Général de production, vous aurez la responsabilité d'organiser et de coordonner les fonctions planification, lancement, approvisionnement, magasin emballage et transport en étroite liaison avec la production et le commercial.

Ingénieur, vous avez déjà acquis un milieu industriel la maîtrise de la logistique et de la gestion informatisée de production.

L'emploi des responsabilités, l'autonomie attachées à la fonction et les conditions offertes sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Adresser C.V., photo et prétentions à : AMRI - Service du Personnel 40, rue Jean Jaurès - 93176 BAGNOLET CEDEX

Ingénieurs informaticiens grandes écoles

Évaluer de la technique au management - Telle que des perspectives, c'est réellement une dynamique de carrière qui sera proposée à des ingénieurs informaticiens de haut niveau (SUPRELEC, ECE, ESCP...) par le Groupe C&F Chimie. Polyvalents et travaillent en interaction permanente avec les utilisateurs, ils se verront confier dans un premier temps un poste au sein de la direction des systèmes d'information de sa filiale chimique NOR-SOLOR. Leur potentiel leur permettra ensuite d'accéder à des fonctions plus générales dans un groupe en plein renouvellement.

Chef de projet

Région parisienne/nord/est

Postulant de préférence une première expérience et donc apte à intervenir dans des domaines différents de l'entreprise, le chef de projet est chargé d'étudier, de concevoir, de faire réaliser, de mettre en œuvre et de maintenir des applications. Pour réussir dans cette fonction, il est nécessaire d'avoir le sens du contact avec les utilisateurs en milieu industriel et la capacité à travailler en équipe dans le cadre des méthodes et des outils de conception, de réalisation et de gestion de projets dont vous serez la direction des systèmes d'information. Réf. A/D2917M.

Administrateur des systèmes d'information

Assurant le responsable des méthodes et développement dans la fonction d'architecte des systèmes d'information de l'entreprise, l'administrateur des données participe aux groupes de travail chargés de la conception des systèmes d'information de l'entreprise. Il veille au maintien de la cohérence des modèles de données et de traitement. Il participe également à la conception des bases de données. Il consolide les modèles et la documentation des systèmes d'information. Ce poste conviendrait à un chef de projet expérimenté (3 à 5 ans) ayant une vision globale de l'entreprise, à l'esprit méthodique et pédagogique. Il doit impérativement avoir connaissance d'une méthode de conception de systèmes d'information (MERISE appréciée). Ce poste est basé à Paris. Réf. A/D2918M.

Pour chacun de ces postes la rémunération proposée sera verser un candidat de valeur. Écrire à Sylvie LOTS en précisant la référence choisie. (PA Minitel 36.14 code PA)

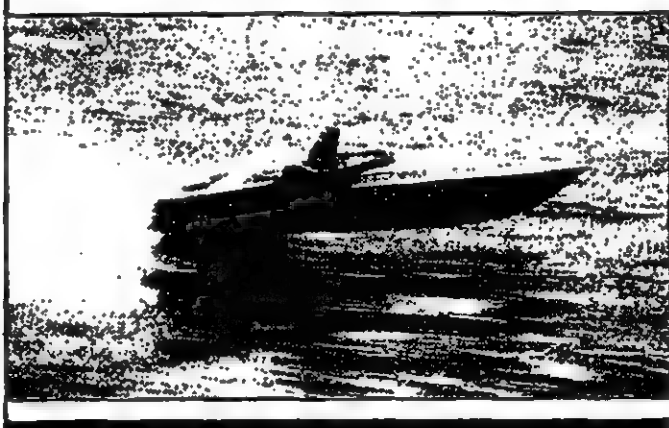
PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Carrières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.44

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

PRENEZ DE L'AVANCE SUR L'INNOVATION



L'innovation technique, c'est ce qui a permis à Datapoint d'inventer le premier micro-processeur, le premier ordinateur personnel et le premier réseau local. Vous avez des objectifs ambitieux ? Nous vous invitons à partager notre expérience des grands projets et du service pointu en vous offrant un choix d'activités multiples. Prenez de l'avance sur l'innovation avec Datapoint.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX GRANDS COMPTES

Âgé de 30 ans environ, votre formation supérieure est allée à une solide expérience de la négociation commerciale... si possible en informatique.

Nous vous confierons le développement de secteurs complets d'activités (banques, assurances, industries, administrations).

Vous y ferez la preuve de votre autonomie et de vos capacités de gestionnaire. Réf. 8801 IC/LM

INGÉNIEURS SUPPORTS

Ultime intervenant à l'après-vente, vous maîtrisez parfaitement votre sujet. Votre connaissance très poussée des produits vous permet d'aller au fond des systèmes.

Des séjours aux USA sont prévus pour découvrir les nouveaux produits, vous devrez communiquer ensuite ces informations aux autres ingénieurs. Anglais indispensable.

Support UNIX : Vous êtes un débutant très motivé de niveau DESS ou bien un professionnel déjà expérimenté sur l'UNIX de niveau Maître. Réf. 8801 ISSU/LM

Support RMS (Operating System) : Expérimenté sur différents systèmes constructeurs, vous êtes surtout très compétent en Operating System. Réf. 8801 ISRMS/LM

CHEFS DE PROJETS ET ANALYSTES PROGRAMMEURS

Les avantages de la SSI avec la puissance d'un grand constructeur.

Chef de projet : Nous vous proposons de véritables possibilités d'évolution en équipe interne logiciel.

Vous avez une formation supérieure en informatique ou en Gestion (MAGE ou Ingénieur), complétée par une expérience en informatique de 2 à 3 ans en SSI ou constructeur ou utilisateur.

Réf. 8801 CP/LM

Analyste Programmeur : Analyste expérimenté (Bac + 2 et expérience 2 à 3 ans) ou débutant à fort potentiel (MAGE ou Ingénieur), vous êtes un « pro » dans l'analyse et la programmation des applications. Méthodique et disponible, vous êtes susceptible de vous adapter à un environnement maintenance, formation et conseil client ; l'après-vente dans son ensemble. Vous n'avez pas peur de vous déplacer et d'être à la rencontre du client. Réf. 8801 AP/LM

DATAPoint

Merci d'envoyer (CV, photo et lettre manuscrite) en précisant la référence du poste sollicité à Pascal PESTEL, Direction des Relations Humaines : DATAPoint, 1, rue du Jura, 921, 94633 RUNGIS CEDEX

UNE GRANDE EXPERIENCE DE L'INNOVATION

هكذا من الاجل

هكذا من الاجل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



L'un des leaders mondiaux de l'équipement Automobile, 27.500 personnes, C.A. : 12,1 Milliards de Francs dont 46 % réalisés à l'étranger recherche pour sa Direction des Etudes avancées

3 JEUNES INGENIEURS DE RECHERCHE

- Un responsable d'études de systèmes **ELECTRONIQUES** pour le contrôle des fonctions automobiles. Connaissances informatiques et automatismes appréciées.
 - Un responsable d'études de machines et systèmes **ELECTRO-MECANIQUES**. Connaissances informatiques et électroniques appréciées.
 - Un responsable d'études **MATHEMATIQUES ET INFORMATIQUES APPLIQUEES** pour la conception et l'optimisation de produits par la mise en œuvre de méthodes relevant des éléments finis, de la numérisation d'équations différentielles, de l'intelligence artificielle.
- De formation Grande Ecole (E.C.P., Supélec...), ou équivalent (Doctorat...), vous êtes débutant ou justifiez d'une première expérience réussie. La maîtrise de l'anglais est indispensable.
- De larges perspectives de carrière vous seront offertes à la mesure de votre potentiel et de notre groupe à vocation internationale.
- Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à VALEO DEA, Recrutement I et C, 4 rue Gambetta, 93406 SAINT OVEN Cedex.



LE DEFI TECHNIQUE

Nous recherchons pour notre Usine de CORBEIL (91)

INGENIEUR PROCÉDÉS NOUVEAUX

Société Nationale nous sommes spécialisés dans l'étude et la réalisation de moteurs d'avions civils et militaires. Largement exportateur, notre GROUPE (26000 personnes, dont 3400 cadres) poursuit une politique active de recherche et de développement de technologies avancées.

Il développera et mettra en œuvre les technologies nouvelles de soudage laser et F.E.

Les candidats, diplômés grandes écoles, auront environ 3 ans d'expérience et pourront évoluer rapidement vers des responsabilités importantes en production.

Merci d'adresser lettre, CV et prêt sous réf. 243/87 à SNECMA - Département Encadrement 2, bd Victor 75724 PARIS Cedex 15.



N°1 français de l'automate programmable

Ingénieurs

en électronique, automatismes, informatique industrielle

Passionnés par les techniques de pointe, à 25/30 ans environ, débutez ou faites évoluer votre carrière dans une Entreprise performante.

Ingénieur Commercial

Responsable de notre agence de MONTPELLIER

Nous vous offrons : un marché porteur, une formation à nos produits, une grande autonomie... le soleil du Midi. Nous souhaitons : forte motivation pour un poste commercial de terrain, dynamisme et ambition. Première expérience de la vente de biens d'équipement industriels appréciée. (Réf. 620)

Formateur Technique

PARIS

Initier nos clients à l'utilisation des automates requiert solide formation d'ingénieur (Bac + 5), goût des contacts, autonomie. (Réf. 621)

Merci d'adresser lettre man., CV, photo et prétentions sous référence correspondante à notre Conseil ROUBAIX RECHERCHE, 32 rue des Volontaires 75015 PARIS.



L'informatique industrielle : au coeur de la décision.

Vous le savez : la production des usines les plus performantes au niveau international s'accroît et s'améliore grâce à la mise en place d'un outil informatique hautement efficace. C'est le choix que nous avons fait, dès la création de notre usine il y a une dizaine d'années. Nous l'avons conçu dans cet esprit et sommes reconnus aujourd'hui dans le monde parmi les meilleures.

Pour être toujours plus efficaces, toujours plus novateurs, nous renouvelons intégralement le plan informatique de l'usine, c'est le 2^{ème} départ de notre unité de production.

Nous vous convions à ce nouveau challenge, c'est pour vous l'occasion exceptionnelle de faire vos preuves de jeune et brillant.

INGENIEUR GRANDE ECOLE - X, MINES, CENTRALE... DEBUTANT OU 1^{ère} EXPERIENCE

Nous sommes réputés, avoir réussi un plan de communication interne et externe de grande efficacité. Le dialogue production-informatique existe, il est même intelligent. L'entreprise cherche ses managers de demain. Rencontrons nous



Pour cela, adresser votre dossier de candidature s/réf. 47 M 219, à C.E. Koerer, CPA, 3, rue de Liège 75009 PARIS

GROUPE VOCATION



ISOVER SAINT GOBAIN, No 1 de l'isolation en Europe, nous sommes rattachés à la Branche Isolation du groupe Saint Gobain. Parmi nos établissements de production, notre usine d'ORANGE (84), fabriquant de la grande série, fortement automatisée, recherche son

INGENIEUR AUTOMATICIEN

Ingénieur Grande Ecole, vous avez une première expérience de 2 à 3 ans dans la conception, la mise en œuvre et le développement d'automatisation de procédés de fabrication.

Vos capacités d'animation et votre sens du travail en équipe seront des éléments essentiels. En outre, notre groupe offre de réelles perspectives pour une personnalité de valeur.

Si vous vous sentez concerné, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 88107 à notre conseil qui vous garantira réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU
56, avenue du Buffin
75015 PARIS

L'UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPES D'ASSURANCES DU SECTEUR PRIVE recrute pour son DEPARTEMENT ORGANISATION



1 INGENIEUR ORGANISATEUR

Votre mission sera de concevoir et de mettre en place de nouvelles formes d'organisation du travail intégrant les nouvelles technologies informatiques (réseaux, archivage de la voix et de l'image, intelligence artificielle).

Vous possédez un diplôme d'ingénieur d'une école réputée et quelques années d'expérience.

Si vous êtes motivé par l'organisation, si vous aimez le travail de groupe et si vous souhaitez être jugé sur vos résultats, rejoignez notre équipe.

Une expérience réussie parmi nous vous offrira d'intéressantes perspectives d'évolution de carrière au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. JL/102 à Mme IMBERT, Groupe VICTOIRE, 52, rue de la Victoire, 75009 PARIS.



SYNTEX

CHEF DE LABORATOIRE EN CHIMIE THERAPEUTIQUE

Vous concevez et réalisez des molécules nouvelles. Vous avez la responsabilité de conduire un programme thérapeutique, vous rapportez au Directeur du Département. Titulaire d'un Doctorat en Chimie Organique ou équivalent, vous possédez déjà une expérience professionnelle d'environ 4 à 6 ans en Chimie Thérapeutique.

Ce poste s'adresse à un spécialiste doué de créativité, d'imagination et du sens de l'animation. La connaissance de l'anglais est indispensable.

TECHNICIEN CHIMISTE

Titulaire d'un DUT, vous assistez le Chef de Laboratoire dans la synthèse de composés nouveaux. Une expérience de 2 à 3 ans serait appréciée.

Ces postes sont proposés dans le cadre de l'expansion européenne de RECHERCHE SYNTEX FRANCE, membre du Groupe International SYNTEX, pour son Département Recherche Chimie. Les postulants doivent avoir le sens des responsabilités et le goût du travail en équipe.

Pour un premier contact en toute discrétion nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Pierrette HESSE - RECHERCHE SYNTEX FRANCE - Leuville-sur-Orge 91310 MONTHERY.

VOCATION MEDIA

REPRODUCTION



Equipements électroniques RESPONSABLE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

Vous êtes un technicien expérimenté en électronique, vous avez une première expérience de 2 à 3 ans dans la conception, la mise en œuvre et le développement d'automatisation de procédés de fabrication.

CHIMISTE

Vous êtes un technicien expérimenté en chimie, vous avez une première expérience de 2 à 3 ans dans la conception, la mise en œuvre et le développement d'automatisation de procédés de fabrication.

INGENIEUR ARTS ET METIERS

Vous êtes un technicien expérimenté en arts et métiers, vous avez une première expérience de 2 à 3 ans dans la conception, la mise en œuvre et le développement d'automatisation de procédés de fabrication.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Directeurs de projets, Ingénieurs d'études...

• Vous avez une solide expérience en informatique de gestion acquise dans un environnement BULL, DIGITAL, HP, IBM ou SPERRY • Vous êtes ouverts à toute opportunité de valorisation de votre futur personnel et professionnel • Vous rêvez de projets ambitieux, de nouveaux espaces d'initiatives.

...venez vivre avec nous le challenge de nos grands projets.

En 1987, nous avons concrétisé de grandes signatures : • Dans le Secteur Public (DGT, Intérieur, Finances) • Dans les Secteurs Industriels et Distribution (RHONE-POULENC, CARREFOUR, MERLIN GERIN) • Dans le Secteur Bancaire (Crédits Agricoles, Caisses d'Épargne, Société Générale...).

Notre portefeuille 1988 est encore plus riche... L'un de nos objectifs est de multiplier nos succès sur les projets d'envergure nationale.

NOS AMBITIONS SONT VASTES.

LES VÔTRES NOUS INTÉRESSENT.

Merci d'adresser votre candidature et votre CV à Michel Cauchois, DRH - SOPRA, 3, rue Lauriston 75116 Paris.

Vous souhaitez résider à Paris, vous préférez la province. Vous avez noté nos implantations, dites-nous quelles villes vous tentent.

SOPRA.
Ingénierie informatique

Equipements électroniques RESPONSABLE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL Sud-Ouest

Cette Société, Filiale du leader de la distribution électrique basse tension, est spécialisée dans la conception et la réalisation de matériels électroniques : radio télécommande, taxateur, dispatcher, domotique avec transmission miniélectrique, transmission fibres optiques...

Pour faire face à son expansion, le Directeur recherche un véritable homme de développement dont les missions principales seront la suivi et la négociation de la clientèle actuelle (PTT...) sur l'ensemble du territoire français et la prospection de nouveaux clients. Agé d'environ 27 ans, de formation supérieure (ingénieur ou Bac + 2 confirmé), il aura une première expérience commerciale réussie (produits industriels).

Les conditions offertes, les projets de développement au sein d'un Groupe en pleine évolution constituent une opportunité pour un jeune de valeur en raison des contacts de haut niveau, des produits et du challenge proposés.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 43570 L.A. :

EGOR MIDI PYRENES

Le Sully - 1, place Océane
31072 TOULOUSE CEDEX

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Notre Division ENERGETIQUE recherche, pour faire face à son développement, des

- INGENIEURS COMMERCIAUX expérimentés

pour prospecter, élaborer des propositions, monter des coopérations industrielles et négocier des contrats dans les domaines de la Thermique et de la Combustion : études, expertises, opérations de démonstration, cession de procédés.

Le poste Combustion est basé à Bayonne.

réf. AMB 52/6

- CHEFS DE PROJET expérimentés

pour prendre en charge des programmes de développement technologique dans le domaine de l'Intra Rouge.

réf. AMB 51/1

pour coordonner un programme européen de développement de logiciels de type CAO - Anglais indispensable.

réf. AMB 50/3

- INGENIEUR PHYSICIEN

connaissant bien les phénomènes d'interaction rayonnement/matière (docteur - ingénieur débutant ou 1ère expérience).

réf. AMB 51/2

- INGENIEURS THERMICIENS

pour prendre en charge des projets de modélisation thermique et de développement de procédés. (Ingénieur G.E., docteur-ingénieur débutant ou première expérience).

réf. AMB 51/54

- TECHNICIENS EN THERMIQUE

pour participer à des travaux de modélisation et d'expérimentation (niveau BAC + 2). Un des postes est basé à Bayonne.

réf. AMB 51/52

Merci d'adresser votre candidature sous la référence choisie à
BERTIN et Cie
BP 3 - 78373 PLAISIR Cedex



Nous sommes une société de semences
implantée dans l'Ouest de la France. Nous
créons au sein de notre laboratoire un
poste de

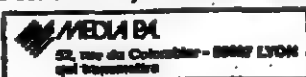
CHIMISTE

pour mettre au point et appliquer des procédés de
traitement des semences, en vue d'améliorer leur
comportement (semis et croissance).

Il s'agit en particulier des techniques d'enrobage et de
pelliculage mais d'autres techniques pourront être
envisagées.

Ce poste demande une formation soit d'ingénieur
chimiste, soit d'ingénieur agro-complète par un
DESS en agrochimie. Vous avez, si possible,
quelques années d'expérience dans un secteur
utilisant l'enrobage (graines, engrais ou phénol),
dans l'industrie des colles ou les produits
phyto-sanitaires.

Les dossiers de candidature avec C.V. photo et
prétentions sont à envoyer sous référence 325 à



Notre Société (1 200 personnes), leader dans le domaine
l'ingénierie de la Communication Technique (Documentation
technique, maintenance informatique, audiovisuelle) pour le
bureau d'Etudes de son agence de Communication.

INGENIEUR ARTS ET METIERS OU EQUIVALENT

Ce poste s'adresse à un spécialiste en Méca-
nique Générale, Chaudronnerie, Tuyauterie, possé-
dant des qualités d'animateur, une expérience d'en-
viron 5 ans ainsi que des connaissances en CAO/DAD.

Il aura pour mission :

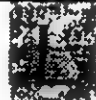
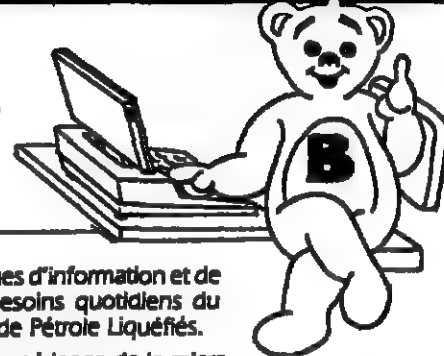
- Technique : définition d'Avant-Projet Sommaire et réalisa-
tion d'Avant-Projet Détaillé, suivi de fabrication au de char-
tier, respect de délais et de qualité technique.
- Commerciale : liaisons avec les donneurs d'ordre.
- Financière : gestion des coûts de production par affaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., sous la référence 5158, à



53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Jeune diplômé, avec vous et l'informatique, nos commerciaux avanceront plein gaz



La performance de nos équipes de vente et l'utilisation des techniques d'information et de
communication les plus modernes en liaison étroite avec les besoins quotidiens du
terrain ont fait de nous le leader incontesté du marché des Gaz de Pétrole Liquéfiés.

A 24-28 ans, de formation Gestion Bac + 4, vous possédez une première expérience de la micro
informatique, sur matériel IBM de préférence, et vous souhaitez l'enrichir dans un cadre opération-
nel, soyez notre :

Chargé de développement micro-informatique

Interface entre nos équipes commerciales et techniques, les constructeurs et nos fournisseurs de
logiciels, vous aurez en charge la définition de nouvelles applications, l'assistance aux utilisateurs
et leur formation ainsi que la gestion complète du parc.

Votre mobilité géographique est totale, elle vous permettra de développer votre potentiel tant au
sein de Butagaz que du groupe Shell, dont nous sommes filiale.

Adressez votre candidature (C.V. lettre manuscrite et photo) sous réf. M.19, à M. B. Cathieu,
PHL Conseil, 114 rue la Boétie, 75008 Paris.

Conduire des projets informatiques au succès

Contact-téléphone
(0) 42 61 82 81

Concrétiser les recommandations de nos consultants en intégrant les aspects délais, coût et
qualité ; animer l'intervention de vos divers interlocuteurs : ce sera la mission confiée aux chefs
de projet que nous recherchons.

Autonomes, tournés vers l'opérationnel, ce sont des professionnels mobiles, disponibles,
doués pour les contacts et la coordination.

Vous avez une formation supérieure, 2 à 4 ans d'expérience en informatique de gestion, acquise
par exemple en milieu bancaire. Vous souhaitez intégrer une équipe jeune et performante.

Pour information complémentaire, appelez "Contact-téléphone" au (0) 42 61 82 81
(8 h 30 à 18 h 30 du lundi au vendredi, 10 h à 13 h le samedi) ou adressez votre candidature, avec
rémunération actuelle, à Marie-Odile RIBATTO qui vous assure de sa totale discrétion
PEAT MARWICK - référence 930/85 - Tour Fiat, cedex 16, 92084 Paris La Défense.

KPMG Peat Marwick
Réalisation

N°1 mondial du
Conseil et de l'Audit

هكذا من الاجل

**SECTEURS
DE POINTE**
Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

PROFESSIONNELS DU MARKETING CHOISISSEZ LA QUALITE AVEC HP

Notre unité de Lyon L'Isle d'Abeau développe au niveau mondial des systèmes de Contrôle Qualité et d'automatisation industrielle. Etre **Chef de Produit** - définir et promouvoir une gamme de produits - ou **Ingénieur Support Technique** - définir et développer des services avant et après vente - c'est collaborer avec les ingénieurs Recherche & Développement, Production et Méthodes dans un environnement international. Vous utiliserez une méthode rigoureuse de développement de produit et bénéficierez d'une forte orientation marché.

Diplômés d'une école d'ingénieurs, vous avez une expérience significative du marketing ou de la vente en informatique industrielle et une très bonne pratique de l'anglais. Notre approche pluridisciplinaire vous permettra de bien comprendre l'entreprise et d'y évoluer facilement.

Si vous êtes concrets, créatifs, et enthousiastes, adressez votre dossier de candidature, sous réf. 82, à Martine Gauthier, HEWLETT-PACKARD France, Parc d'activités de Chesnes, 57 rue de Malacombe, 38290 La Verpillière.

HP EN FRANCE :
3200 PERSONNES
3 USINES
4,3 MILLIARDS DE C.A.
2^e EXPORTATEUR
D'INFORMATIQUE


**HEWLETT
PACKARD**
TOUJOURS AVEC VOUS
Valeo

L'Équipement Automobile
Partenaire reconnu des constructeurs mondiaux
- 27 500 personnes - C.A. 12,1 Milliards de
Francs dont 46 % réalisés à l'étranger

Recherche pour l'usine d'ETAPLES (60) DE SA DIVISION
ALTERNATEURS :

2 Ingénieurs

Vous serez chargé d'industrialiser les nouveaux produits par la mise en place des procédés et technologies adaptés, l'un dans notre département industriel et technique, l'autre dans notre département production.

Nous recherchons deux ingénieurs Diplômés Grande Ecole (SUP-LEC, AM, ICAM, HEL, IDN, INSA...) ayant une première expérience industrielle réussie dans le domaine de fabrication ou des méthodes de fabrication.

Il est indispensable que cette expérience ait eu lieu dans une usine grande série développant des concepts modernes de production (flux tendus, automatisation, qualité totale...).

La pratique d'une langue étrangère est souhaitée.

À partir de ces postes, notre politique de gestion des Ingénieurs et Cadres ouvre de larges possibilités d'évolution de carrière dans le Groupe et offre une rémunération motivante pour des candidats de valeur.

Si la perspective de rejoindre notre centre industriel d'ETAPLES (60) près de TOUQUET vous séduit, merci d'adresser votre C.V. ainsi qu'une photo sous la référence 14/1 à Valeo Equipements Electriques Motorisés - Division Alternateurs - Direction des Ressources Humaines à l'attention de M. RACINE - 3/5 voie Félix Eboué - 94024 CRETEIL CEDEX.

STRATÉGIES DU FUTUR



INVENTEZ ET GEREZ POUR GAGNER.

Ingénieurs Grandes Ecoles Débutants ou 1^{ère} expérience

FRAMATOME, leader de l'ingénierie nucléaire, vous propose de vous associer à ses «Stratégies du Futur» en vous intégrant à ses Directions ETUDES ou INGENIERIE.

Vous avez opté pour une spécialisation en mécanique ? Vous participerez à la conception et au dimensionnement de nos matériels, en contribuant à l'amélioration de nos méthodes de calcul et en vous appuyant sur nos moyens informatiques et CAO.

Vous vous êtes orienté vers l'hydraulique ou la thermique ? Vous serez amené à étudier et à optimiser les conditions de fonctionnement de la chaudière nucléaire.

Vous avez plutôt des connaissances approfondies en automatique ? Vous développerez les systèmes de contrôle et de protection des centrales nucléaires et élaborerez de nouveaux systèmes d'instrumentation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V. et lettre manuscrite), sous réf. LAS D10 à FRAMATOME - Département Gestion Prévisionnelle - Cedex 16 - 92084 Paris-La Défense.

FRAMATOME

La filiale d'un Groupe international, leader mondial sur son marché recherche pour son siège de Rueil-Malmaison, des

Ingénieurs Informaticiens

MIAGE ou équivalent
1^{re} expérience/Débutants

Votre mission :

- Participer à la mise en œuvre de l'informatisation spécifique du siège français, en relation avec le centre informatique européen.
- Développer des projets spécifiques d'Administration des Ventes, de Comptabilité... (analyse fonctionnelle, développement, tests, maintenance...).

Vous maîtrisez les langages CSP, SQL, de gestion de Bases de données. Vous souhaitez évoluer dans un environnement technologique de pointe (IBM 93.77). Une première expérience significative de développement d'application sur gros systèmes, la pratique de l'anglais seront des atouts.

La politique de gestion des ressources humaines du Groupe favorise des évolutions de carrières internationales pour des candidats performants et mobiles.



Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V.
sous référence 2122 à notre conseil :
CONCEPT RECRUTEMENT
111, rue de Paris 92100 BOULOGNE.

Conseil en recrutement financier

La direction générale des douanes et droits indirects

recherche

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

IL DOIT AVOIR :

- Une bonne expérience du système BULL DPS 7 ;
- Une pratique de la méthodologie MERISE ;
- Une bonne connaissance des réseaux et des bases de données.

Il assistera les informaticiens dans la conduite d'un projet, y compris dans la rédaction d'un cahier des charges.

Formation : école d'ingénieurs, titulaire d'un DEA, ou équivalent 5 ans d'expérience professionnelle.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à la DGDG, bureau C/2,
8, rue de La Tour-des-Dames, 75436 Paris Cedex 09.

LE CENTRE THOMSON D'APPLICATIONS RADARS

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

Quelques années d'expérience pour études théoriques en électromagnétisme.

- Modélisation de câbles radars.
- Antennes micro - ondes.

Très bonnes connaissances en analyse numérique et en programmation. Bonnes connaissances de l'anglais. Nationalité française exigée. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre C.V., à LCT - A.R.
Service des Relations Humaines
B.P. 16 - 78143 Valéry Villecoublay Cedex.

Chef de projets

- Bureau d'études -

**Philips
Eclairage**

Leader sur notre marché, nous pratiquons une politique d'innovation permanente.

A Lamoignon-Beuvron (Orléans) où notre centre industriel de 250 personnes produit du matériel d'éclairage décoratif, nous recherchons un chef de projet.

Concepteur chargé de l'industrialisation des projets, il mettra au point les études jusqu'au stade de la pré-série, assisté d'une équipe qu'il animera.

De formation Ingénieur généraliste ou génie mécanique, vous avez une bonne connaissance de l'anglais, vous êtes débutant ou possédez une première expérience similaire en BE méthodes et/ou outillage. De plus, la connaissance des procédés de transformation des métaux ferreux, non ferreux, thermoplastiques et thermoplastiques serait un atout.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la référence 2, à Jérôme Percheron, Philips Eclairage, 204 Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.

« Philips en France, c'est 2,7 milliards de C.A., 25 000 hommes et femmes qui travaillent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'ensemble des filiales. Professionnalisme, dynamisme, polyvalence, mobilité sont les atouts qui vous garantiront les perspectives d'avenir dans toutes les sociétés de l'un des premiers groupes mondiaux d'électronique ».


PHILIPS

Philips c'est déjà demain.

حکذا من الامم

5521 من الاحل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Groupe Concept, nous sommes le N°1 Français de la gestion financière sur micro-ordinateur et proposons une gamme diversifiée de produits répondant aux besoins de tous les financiers, du logiciel de trésorerie d'entreprise ou bancaire à la gestion financière et comptable pour la multinationale, la banque et la P.M.E. Dans le cadre de notre très forte expansion nous souhaitons intégrer des

Jeunes Diplômés

Ecoles d'ingénieurs, Universités (option gestion finance)
Débutants ou 1^{re} expérience
et leur proposer de devenir

Ingénieurs Informaticiens



concept
Reclutement

Formés aux outils performants et puissants de développement informatique Concept, ils concevront et réaliseront des logiciels répondant aux besoins des financiers. Assurant l'installation chez le client, ils mettront en œuvre tout autant leurs compétences techniques que leurs capacités relationnelles.

Formation pointue, métiers d'avenir, rémunération attractive dans un groupe performant sont les atouts que nous proposons à des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions sous réf. L791 à notre Filiale.
CONCEPT RECRUTEMENT 111, rue de Paris 92100 BOULOGNE.

Conseil en recrutement financier



GROUPE SGN

DEVELOPPEMENT

réf. 456

Vous participerez à la réalisation d'un SGBD Objet et apporterez vos compétences dans les domaines :

- SGBD réparti
- Gestion des conflits d'accès
- UNIX et C
- Structures des données, méthodes d'accès.

ETUDES ET APPLICATIONS

réf. 457

Confortés par votre première expérience vous prendrez en charge la réalisation de projets et le suivi des relations avec nos clients grâce à vos compétences :

- Langage LISP et PROLOG
- Système UNIX - VMS et machines LISP
- Temps réel
- Simulation
- Bases de données relationnelles.

Nous vous offrons un environnement technique des plus performant (9 machines LISP + stations de travail).
Envoyer lettre + C.V. + photo + prétentions en précisant la référence à Christine d'AUBIGNY qui vous assure de sa totale discrétion.



VALEURS PLUS
3, rue de Liège - 75009 PARIS.
MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE
DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

MONTREUIL

UP.SYSTEMS
CENTAURE

Responsable du département informatique

L'INFORMATIQUE AU SERVICE DU FUTUR...

Nous sommes une jeune P.M.E (150 personnes) à la conquête des marchés internationaux dans le domaine de la vision artificielle.

Nous produisons des machines destinées aux contrôles des circuits imprimés associant l'ELECTRONIQUE, l'INFORMATIQUE, l'OPTIQUE et la MECA-

Nous sommes une JEUNE INGENIEUR DIPLOME (30-35 ans), informaticien et/ou électronique justifiant d'une expérience réussie dans l'animation d'une

équipe de Recherche et de Développement ; vous pouvez être aussi Responsable de Projet.

Nous vous proposons d'être notre RESPONSABLE DU DEPARTEMENT INFORMATIQUE (9 ingénieurs) pour concevoir et développer des programmes (matériel SUN, UNIX... Temps Réel...), organiser l'information scientifique de notre Société, participer à la conception et au développement de machines sophistiquées. Vous remplirez votre mission en collaboration avec le Responsable R. et D., les responsables de produits et les responsables des départements électronique et mécanique.

Notre rémunération tiendra compte de votre expérience et de vos acquis.

Notre Conseil, Marc NISOLLE, traitera confidentiellement votre dossier de candidature (C.V. et photo), sous la réf. RU/27.

AXONE 68, rue de Rivoli 75001 PARIS

LILLE • PARIS • NANTES • STRASBOURG • LYON • MARSEILLE

JEUNE INGENIEUR

adjoint au directeur de l'exploitation

Cette fonction est à pourvoir dans une société au tout premier rang mondial de son secteur d'activité :

- Prestations de services aérospaciaux

Il partagera, jusqu'au départ à la retraite de l'actuel titulaire du poste (deux ans), la responsabilité de la gestion d'une cinquantaine de techniciens répartis dans une quinzaine de pays.

Agé de 30 ans environ, diplômé d'une école d'ingénieurs (ENSICA, ESTACA, ARTS ET METIERS...), il sera capable d'animer une équipe d'une douzaine de personnes, de coordonner l'ensemble des moyens nécessaires à la maintenance journalière, au fonctionnement et à la sécurité des appareils sur sites.

Le caractère éminemment international de l'entreprise, l'originalité et la complexité de ses prestations lui font rechercher une personnalité de très bon niveau sachant traiter les problèmes au plan technique et humain.

Ce poste est à pourvoir dans l'établissement parisien ; la langue anglaise est indispensable. De courts mais fréquents voyages dans le monde entier sont à prévoir.

Merci d'adresser C.V., photo récente, et rémunération actuelle sous n° 333, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

INGENIEURS INFORMATIENS

Vous possédez une solide expérience dans la conception et la réalisation de systèmes informatiques complexes. Vous souhaitez affirmer vos compétences techniques, commerciales et humaines sur des projets de grande envergure.

Nous recherchons des Chefs de Projet, ingénieurs de formation grande école, pour assurer notre forte croissance dans les domaines de la Télématique, de la Défense, de l'aéronautique et de l'industrie.

Venez collaborer à la réussite de nos projets et prendre des responsabilités au sein d'une entreprise en pleine expansion : 1600 personnes, plus d'un milliard de Francs de chiffre d'affaires en 1986, une implantation nationale et internationale.

SESA -
Direction des
Ressources Humaines
30, Quai de Dion
Bouzon 92800
Puteaux Cedex
Tél. : 61LM

SESA



Le parfait simple.

La maîtrise d'un grand projet exige de réunir les meilleurs professionnels, concepteurs, experts, réalisateurs, chacun d'eux ayant la volonté et les moyens de réussir cette entreprise. Nous avons développé des technologies et un savoir-faire

exceptionnels dans le domaine des télécommunications, des réseaux télématiques et des systèmes d'automatisation : analyse électronique, pièces de menu, systèmes de commande pour les forces armées, Transport... Les succès que nous rencontrons dans le monde en témoignent.

Nous voulons vous faire partager notre conception du "Parfait Simple".

ARTISAT

Aujourd'hui ingénieur de production demain directeur d'usine

Ingénieur Grande Ecole, 30 ans, vous venez de faire un premier parcours industriel réussi qui vous donne envie de prendre maintenant les commandes de l'appareil de production.

Notre Groupe, parmi les premiers sur son marché, notamment par sa productivité et ses résultats, poursuit sa croissance en innovant constamment sur le plan technologique mais aussi en se développant sur d'autres secteurs en expansion. Nous recherchons, dans le cadre de ces importants investissements, de jeunes managers pour demain.

Vous êtes passionné de technique et amateur d'hommes : nos installations vous attendent dans le Nord ou dans l'Est. Notre Groupe vous ouvre ses portes et vous donne des moyens à vous de jouer.



Venez exposer vos projets à notre Conseil, il vous parlera des nôtres. Adressez sans tarder votre dossier à C.E. KOEHLER en précisant la région choisie, s/réf. 48009/M, au CPA, 3 rue de Liège, 75009 PARIS.



Ingénieur Radio-Electronicien

Notre entreprise conçoit, développe, produit et commercialise des matériels de technologie avancée. Nous recherchons un ingénieur Radio-Electronicien.

De formation INSA, ENSREA, SUPLEO ou autre école d'ingénieurs, il prendra en charge des activités variées en RADIO-TRANSMISSION.

L'expérience acquise - 2 années minimum - fera familiariser avec le domaine des microprocesseurs et audio-fréquences.

Rejoindre : H.P.T.,
Direction du Personnel
Avenue de Serres
74180 BONNEVILLE

LA HAUTE TELEPHONIE

Société du Groupe ELF AQUITAINE
(100 personnes, CA 2 Milliards) offre à un

JEUNE INGENIEUR GRANDES ECOLES

débutant ou pourvu d'une courte expérience industrielle, le poste d'ADJOINT AU RESPONSABLE DES SERVICES TECHNIQUES.

Il aura pour missions d'animer et former les techniciens de l'entreprise, promouvoir et coordonner le développement d'un matériel de pointe, négocier avec les fournisseurs et prestataires de service.

- Avantages du poste :
- complément de formation assuré dans l'entreprise
 - large autonomie d'action dans une structure légère et souple
 - variété des tâches
 - ouvertures de carrière.

Adressez C.V. sous réf. 1704 à notre conseil CEPAD, 135 avenue de Wagram 75017 PARIS.

Le management des affaires...

La gestion technique centralisée...

Les bâtiments intelligents...

C'est l'environnement dans lequel, un important groupe français leader dans l'installation des lots techniques du Bâtiment/Tertiaire, vous propose d'exercer vos compétences.

En tant qu'ingénieur d'affaires, vous participerez au développement de l'activité "Bâtiments Intelligents" en prenant la responsabilité totale d'affaires en France et à l'étranger.

Ingénieur de Formation, vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans en GTC. L'anglais ne vous pose aucun problème. Quant à votre avenir vous pourrez le gérer dans un groupe très diversifié.

Adressez votre dossier de candidature complet, sous réf. 23910, à Média-System, 6/8 Impasse des deux Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE



Allier Informatique et Création

ANALYSTE PROGRAMMEUR BAC + 5

Nous sommes le numéro 2 en France de la photocomposition, et nous utilisons une technologie de pointe pour réaliser la mise en page intégrant texte et image.

Sous l'autorité du Directeur des Etudes, vous êtes un des interlocuteurs privilégiés des éditeurs pour traduire en langage informatique leur esprit de création qui doit être intégralement matérialisé par la photocomposition. Chaque cas est un cas unique qui nécessite que vous assimiez des concepts particuliers et que vous réalisiez entièrement de sa conception à sa réalisation.

Pour cela vous utiliserez un langage de 4^{ème} génération tournant sous UNIX.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite sous la référence M/408/AC à notre conseil.

Philippe

GROUPE SYSECA

Dans le cadre de l'expansion de nos activités Générale Informatique Télécommunications nous recherchons des

INGENIEURS INFORMATIENS + 2 ANS D'EXPERIENCE

Une ou plusieurs des compétences suivantes seront appréciées :

- langages : PASCAL, C, COBOL, FORTRAN, BASIC, PL/1, ALGOL, ADA, LISP, PROLOG, PASCAL, C, COBOL, FORTRAN, BASIC, PL/1, ALGOL, ADA, LISP, PROLOG
- systèmes : UNIX, VMS, OS/2, MVS, TSO, JCL, REXX, ISPF, VSAM, DB2, IMSDB, INGRES, ORACLE, SYBASE, INFORM, dBase, Paradox, Access, dBase, Paradox, Access, dBase, Paradox, Access
- microprocesseurs : 8080, 8085, 8088, 8086, 80286, 386, 486, Pentium, Alpha, Sparc, Mips, PowerPC, etc.

Ces postes s'adressent à des candidats mobiles et autonomes dans leur activité. Ils sont à pourvoir dans le Sud-Ouest de la région parisienne.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 914 315, Bureaux de la Cofine - 92218 SAINT-CLOUD Cedex.

SYSECA SELECTION



Centre Mobilité et Génie du Ministère de la Défense recherche proche ANGERS

INGENIEUR EN CALCUL SCIENTIFIQUE

Description du poste :

Au sein du Centre d'Informatique Scientifique, cet ingénieur sera chargé :
- d'études et du développement de logiciels de simulation numérique dans le domaine de la dynamique des véhicules, - d'études dans le domaine du calcul de structures mécaniques, dans le domaine thermique, ainsi que la mise en place des logiciels correspondants, - de l'assistance technique utilisateur.

Profil souhaité du candidat :

- Qualités et expériences souhaitées : Dynamisme, - sens de l'initiative, - sens de la communication, - goût pour le travail en équipe.
- Formation souhaitée : Ingénieur grande école ou équivalent, - connaissances indispensables dans le domaine de la mécanique ainsi que des méthodes numériques. Connaissance exigée du langage FORTRAN. Expérience en logiciels graphiques souhaitée.

La nationalité française est exigée.

Si cette offre vous intéresse, faites-vous connaître rapidement en écrivant à : Monsieur le Directeur de l'Établissement Technologique d'ANGERS, 35 rue des Cordeliers - 49001 ANGERS Cedex. (joindre C.V. + photo + prétentions).



responsable des services « achats - appros »

Rattaché au DIRECTEUR INDUSTRIEL, il doit coordonner les ACTIVITÉS des Services ACHATS, APPROVISIONNEMENTS, et GESTION de la SCOP TRADING. Assure la gestion de l'achat et de la vente des produits et des services. Il est en place les moyens nécessaires à l'ORGANISATION et au bon fonctionnement de chaque groupe d'achat.

Il veille au respect des objectifs de production, délais, coûts et Qualité des Produits, des Équipements ou des Services achetés. Il sera amené à rechercher personnellement en France ou à l'étranger, de nouvelles sources d'approvisionnement, ainsi que des Partenaires pour des Contrats Importants.

Profil : ce Responsable de Service, diplômé d'une Grande École, 35 ans maximum, fait partie de 10 années d'expérience dans l'INDUSTRIE ELECTRONIQUE, en tant que Responsable des ACHATS ou TECHNOLOGIE.

Il a donc l'habitude des négociations de haut niveau, maîtrise les règles du Commerce International, sait négocier et conclure des affaires, se gère de l'importation et des contacts. ANGERS France only.

Vous devez sans tarder nous transmettre la documentation liée à votre candidature. (Merci de faire parvenir un CV détaillé, avec lettre, photo et rémunération souhaitée, sous réf. M-8011, à Cabinet LAUTREC LEPY - Division Recrutement - 35 rue des Cordeliers - 51000 TOULOUSE).

marie-francoise lautrec lepy

Conseiller d'Entreprise - Toulouse

Ingénieur qualité : objectif perfection !



Le département Boulelle, 1^{er} producteur européen de bouteilles en verre, un département de 3 000 personnes au CA de 2,6 Mds de francs qui comprend 6 usines.

La fabrication du verre, emballage pour produits nobles ou sensibles exige une qualité du plus haut niveau qui intègre la technique, la gestion et l'humain. Pour faire vivre et développer cet esprit de qualité « globale » du sein de notre usine de Veauville dans la région lyonnaise, nous recherchons un ingénieur qualité, directement rattaché au directeur de l'usine. Généraliste de formation avec une dominante technique, vous avez éprouvé vos compétences dans une fonction de qualité et souhaitez élargir vos responsabilités de management industriel. Conscient des coûts de la non qualité, vous proposez des solutions pour y remédier : vous coupez les programmes informatiques de fabrication et ceux de contrôle, vous participez à l'élaboration des plans directeurs de l'usine. Dans le cadre d'une politique novatrice sur tout l'ensemble du département Boulelle, vous êtes le garant de l'assurance qualité de l'établissement. Pour réussir dans cette mission de 1^{er} plan à vous d'agir à tous les niveaux avec un soutien permanent d'information, de formation et de mise en place de procédures originales de réflexion.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. PP 50 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement des Cadres, 7 rue de Sévigné, 75361 Paris Cedex 08.



LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Ingénieur mécanicien (A & M)

Après une formation de type A & M, et si possible une première expérience en industrie, vous souhaitez accéder à un poste à responsabilités mettant en œuvre vos compétences pluridisciplinaires, au sein d'une équipe de techniciens, à la coordination des opérations et moyens nécessaires à la conception, la réalisation et le lancement de produits nouveaux. Votre rôle d'interface entre les demandes des services commerciaux et les impératifs de fabrication nécessite une bonne aptitude à la communication, le sens de la synthèse et de la décision.

Poste basé à JOSEVILLE (94).

Merci d'adresser votre CV manuscrit, lettre, photo et prétentions sous référence 155 M à ESSILOR INTERNATIONAL Service Recrutement 57, av. de Condé 94106 SAINT MAUR cedex.

communiquer pour mieux concevoir



GRACE

Un grand groupe chimique international fortement implanté industriellement dans toute l'Europe (8000 personnes).

Une des plus grandes unités françaises de GRACE (1000 personnes) - 1 milliard de C.A. - située près de Rambouillet, fabrique et commercialise des produits leaders sur les marchés de l'EMBALLAGE ALIMENTAIRE.

JEUNES INGENIEURS DIPLOMES

25-30 ans ayant de réelles capacités à communiquer tant en Français qu'en Anglais à tous les niveaux de la hiérarchie.

ANIMER UNE EQUIPE

dont la préoccupation constante est la QUALITE DES PRODUITS

VOUS INTEGRER dans une équipe PRODUCTION et PROCESS/DEVELOPPEMENT

... et si, en plus, vous avez des connaissances de l'outil informatique, des statistiques et une formation scientifique (physicochimie)

... alors, envoyez sans tarder votre dossier de candidature sous la référence MO/725 à André GUERRE - Société GRACE - B.P. 9 - 28231 EPERNON.



ingénieur

PARIS

PRENEZ LE CONTROLE DE 40 CENTRES DE PROFIT

Filiale en pleine expansion d'un grand Groupe Industriel, nous sommes une Société holding regroupant 40 sociétés et 800 personnes pour un chiffre d'affaires d'un milliard de francs. Pour en assurer le contrôle, nous recherchons l'adjoint de notre Directeur Général. A 35 ans environ, ingénieur Grande École, à la fois gestionnaire et homme de développement, vous possédez une solide expérience de l'encadrement dans une grande entreprise du secteur S.T.P. Aujourd'hui, vous êtes prêt, pour atteindre et dépasser vos objectifs de

carrière, à relever de nouveaux défis. Nous vous proposons de prendre, au sein de notre état-major, le management et l'animation de l'ensemble de nos centres de profit. Vous interviendrez à tous les niveaux : technique, commercial, gestion. Pour mener à bien cette mission clé, vous êtes un homme de terrain et de dialogue capable de convaincre et de diriger les équipes responsables de nos unités réparties sur toute la France. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo exigée, réf. 8152/LM, à

C COMMUNIQUÉ 63, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Une autre façon d'être ingénieur

Ingénieur par vocation, organisateur et informaticien par expérience, vous aspirez à élargir le champ de vos compétences sans pour autant abandonner vos acquis. C'est l'opportunité qui vous est offerte dans ce groupe international de premier plan où vous aurez l'autonomie qui vous permettra de donner la mesure de votre esprit d'initiative et de votre goût pour les responsabilités.

Basé à Paris, vous dirigerez une importante équipe de juristes, d'hommes et de femmes de Personnel, et d'informaticiens dont l'activité concerne l'Administration du Personnel d'une vingtaine de sociétés réparties sur l'ensemble de la France.

Votre formation et votre expérience scientifique vous permettront de conduire les équipes et de maîtriser les systèmes informatiques en place, mais les qualités de précision et de rigueur dans le raisonnement qui vous sont familières seront tout aussi utiles dans l'approche et la résolution des problèmes juridiques que vous rencontrerez. Peu à peu, vous appuyant sur d'excellents spécialistes, le Droit du Travail n'aura plus de mystère pour vous, vous permettant d'accéder ainsi à un second ordre de compétence.

Et bien sûr, vous continuerez à exercer les talents d'organisateur, d'animateur et de formateur dont vous avez déjà fait la preuve au cours de vos précédentes expériences en milieu industriel. Écrivez rapidement sous référence 8758/LM aux consultants du Cabinet CLEAS.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

حکومت اسلامی

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ingénieur conception

Applications informatiques bancaires



BANQUE POPULAIRE

A Nantes, société d'ingénierie informatique du réseau des BANQUES POPULAIRES, GCI INFORMATIQUE assure la gestion de banque complète ainsi que la conception et la mise en place de logiciels bancaires. Prestataire de 12 banques du réseau, la société regroupe 230 personnes sur trois sites et se développe rapidement au sein de son réseau et à l'extérieur. Cette forte expansion conduit à renforcer l'équipe responsable de la conception des nouvelles applications informatiques bancaires et à intégrer un ingénieur au siège.

Interlocuteur privilégié des banques, il est responsable d'un domaine d'applications bancaires dont il anime les groupes de travail composés d'experts. Le candidat idéal, âgé d'un maximum 30 ans et de formation supérieure, grande école ou universitaire et dispose d'une expérience de généraliste de l'organisation et informatique en secteur bancaire. La rémunération pourra atteindre 300.000 francs par an pour un candidat créatif, bon animateur expérimenté et motivé par le très rapide développement de GCI INFORMATIQUE. Ecrire en précisant la référence A/1483M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

1, rue Eugénie - 44000 NANTES - Tél. 44.44.44

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

INGENIEUR technico-commercial

ENS CHIMIE

REGION SUD-EST

Filiale française de l'un des premiers groupes chimiques mondiaux présent dans plus de 60 pays, nous employons 2200 personnes dont près de 500 cadres et intervenons sur différents secteurs d'activités.

Vous êtes ingénieur chimiste, débutant ou ayant acquis une expérience, vous possédez une personnalité déjà affirmée, l'esprit d'équipe et le sens du contact et du service.

Après une formation poussée à nos méthodes et à nos produits, vous participerez au développement de notre chiffre d'affaires en commercialisant, en collaboration avec nos centres techniques européens, notre gamme de pigments auprès d'une clientèle de producteurs et transformateurs de matières plastiques et en lui apportant les conseils et l'assistance technique nécessaires à la bonne utilisation de nos produits.

Basé à LYON, votre champ d'action s'étendra sur la moitié Sud de la France.

Vous aurez dans notre Groupe les possibilités d'évolution liées à vos compétences et vos aspirations.

Si vous avez un réel intérêt pour le métier de technico-commercial, adressez votre candidature (lettre manuscrite avec C.V. et photo) sous référence 6494 à 1 Lang, Département du Personnel, CIBA-GEIGY S.A., 2-4 rue Lionel Terray, 92506 Rosel-Malmaison Cedex.

CIBA-GEIGY

INGENIEUR GENERALISTE CONFIRME

Manager nos projets industriels

Notre société fait partie d'un groupe multinational très important, qui occupe en France et en Europe la première place sur ses marchés. Notre forte expansion et nos résultats économiques exceptionnels, nous conduisent à investir de façon croissante sur nos installations industrielles (250 millions de F par an) qui sont des Unités à feu continu, en process lourd et entièrement automatisé.

Pour notre Direction Centrale Engineering, nous proposons le poste d'INGENIEUR RESPONSABLE DE PROJETS, à qui nous confierons la coordination de l'étude et de la réalisation de nouvelles installations. Avec l'aide d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens, il sera responsable des études préliminaires, cahiers des charges, consultations, conclusion des contrats, suivi des travaux et de la réalisation. Il pourra également s'appuyer sur des services spécialisés (thermique, automatique, etc.) et sera en liaison constante avec les responsables de production. Selon le potentiel du candidat, il pourra évoluer à terme vers des fonctions opérationnelles.

Pour ce poste de haut niveau, nous souhaitons rencontrer un ingénieur généraliste confirmé (Centrale, A et M, INSA, etc.), qui a déjà occupé des fonctions similaires au niveau industriel, dans le domaine du projet, des méthodes ou de la production.

Le poste est basé à Paris, proche banlieue Est. Les conditions offertes et les perspectives de carrière sont naturellement attractives.

Merci d'adresser lettre de motivation, C.V. complet et rémunération souhaitée sous réf. 185 D1, à notre Conseil NEMESIS, 10, rue de Richelieu, 75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

RANK XEROX

Notre Division des systèmes bureautiques et informatiques Rhône-Alpes et Sud

4 Ingénieurs vente systèmes

Vous êtes Ingénieur Grande École, Universitaire (bac + 5) ou professionnel de l'informatique, passionné par les technologies de la bureautique.

Vous aurez la responsabilité :

- de vendre des solutions bureautiques à travers nos stations de travail (monopostes, multipostes, réseaux locaux) et nos environnements de gestion de P.A.O. et d'I.A., auprès des grandes entreprises;
- de dynamiser une équipe de commerciaux en vue d'assurer un bon niveau de compétence et d'optimiser leur réalisation commerciale.

Postes à pourvoir à Lyon, 1 à Marseille. Merci d'adresser votre candidature avec C.V. sous réf. S/LM/36, à : Danielle GARBIL, RANK XEROX, 20, rue Garibaldi, 69451 LYON Cedex 06.

Sous le haut patronnage de Monsieur Jacques LALLEMENT

Président de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances

La FFSA et le journal *Le Monde*
organisent le colloque

« L'ASSURANCE A MÉTIERS DÉCOUVERTS »

animé par Michel NOBLECOURT

journaliste au *Monde*

le mardi 2 février 1988 à 10 h 30

dans le cadre du salon ASSURE-EXPO

Palais des Congrès - Porte Maillot

Salle Havane

Organisateur informatique

La Chambre syndicale des Banques Populaires, Chef de réseau du Groupe des Banques Populaires, recherche un Organisateur informatique.

Vous participerez à la mise en œuvre de la stratégie informatique du Groupe. Vous coordonnerez les opérations de migration de systèmes informatiques : diagnostic de l'existant, planification des tâches, suivi des travaux.

Vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'une MAGE et vous pouvez vous prévaloir d'une expérience d'au moins cinq ans dans la conception et la réalisation d'applications de gestion dans le secteur bancaire ou financier, incluant l'animation d'une équipe.

Ce poste basé à Paris implique de fréquents déplacements en France. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous réf. FM 88.1 à François MARSAL - C.S.B.P. - 131 avenue de Wagram - 75847 Paris Cedex 17.



BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

CAP GEMINI SOGETI

L'expertise informatique

Notre agence PETROLE CHIMIE et AGRO-ALIMENTAIRE, en pleine expansion, est prête à offrir à de nouveaux collaborateurs un vaste champ d'opportunités :

Chefs de projet et analystes-programmeurs Gros systèmes IBM ou BULL

Vous êtes un professionnel de l'informatique et maîtrisez bien un des systèmes suivants :

• IBM 303 x - ADABAS/NATURAL - IDMS - MANTIS - NOMAD

• BULL - DPS 7 - DPS 8 - IDS 2/TDS - PACBASE

Nous vous proposons de prendre en charge rapidement des projets de gestion de raffinage, de trésorerie et d'animation de force de vente.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, à J.P. ROUSSEAU, CAP SOGETI INDUSTRIE, 92 boulevard du Montparnasse, 75014 Paris.

CAP SOGETI INDUSTRIE

Nous sommes une Société d'Électronique spécialisée en systèmes d'automatisation et de communication Grand Public par bornes et par Minitel. Pour conserver notre leadership et répondre aux attentes de nos clients, nous renforçons nos équipes d'Études de LOGICIELS et recherches plusieurs

CHEFS DE PROJETS

Ingénieurs Grandes Ecoles

Auprès du Responsable du Département "Logiciel et Bases de Données", et après apprentissage de notre métier, vous prenez en charge l'étude et le développement d'un projet de bout en bout. Débutants ou première expérience de 2-3 ans, vous connaissez UNIX, vous pratiquez l'Assembleur, un langage évolué, Pascal ou C et vous êtes intéressés par les Systèmes-Experts. Vos qualités de rigueur et de créativité, ainsi que votre sens des responsabilités, vous feront à s'employer dans un contexte vivant, jeune et sur des projets passionnants. Postes à Paris.

Adressez votre dossier (C.V. détaillé, photo, lettre man. motivée, sal. act.) sous la réf. KGBM à Informatique-Conseil, 11, rue La Boétie, 75008 PARIS - Tél. : 42 65 38 38.

Berex

Études Automobiles

Bureau d'études et de recherches expérimentales d'un grand groupe automobile française recherche son

Responsable qualité

- VOTRE MISSION :**
- animer la politique de qualité totale définie avec la direction,
 - superviser une équipe de 5 personnes,
 - formaliser les cahiers des charges Qualité et Fiabilité,
 - évaluer les programmes en cours de développement et assurer la mise en œuvre des mesures correctives adéquates,
 - assurer les essais d'endurance globale.

- VOTRE PROFIL :**
- une formation Ingénieur ou équivalente,
 - spécialiste qualité/fiabilité, ou une solide expérience dans le secteur automobile et la conduite de véhicules à haute performance,
 - sens du contact, et rigueur,
 - goût pour le produit automobile et la conduite de véhicules à haute performance,
 - possibilités d'évolution importante dans le groupe.

Le poste est basé dans une station balnéaire : DIEPPE.

Adressez CV, photo et rémunération actuelle à MERCURI URVAL, 14 bis, rue Darné, 75008 Paris 8^e arr. 43 2225 LM, portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

MOTOROLA S RADIOCOMMUNICATIONS

INGENIEUR D'ÉTUDES

Notre département des études de produits recherche un ingénieur diplômé d'une grande école ou d'un université, spécialisé en électronique analogique et numérique, avec une expérience de 2 à 5 ans dans le domaine des systèmes de communication radio. Vous serez responsable de l'étude et du développement de nouveaux produits. Vous travaillerez en étroite collaboration avec les équipes de conception et de réalisation. Les conditions de travail sont excellentes. Adressez votre candidature avec C.V. et photo à : Directeur des Ressources Humaines, Motorola France, 11, rue de Valenciennes, 92100 CLAMART.

MOTOROLA

Jeune ingénieur grande école

Automatique-Informatique
Notre département des études de produits recherche un ingénieur diplômé d'une grande école ou d'un université, spécialisé en automatique et informatique, avec une expérience de 2 à 5 ans dans le domaine des systèmes de communication radio. Vous serez responsable de l'étude et du développement de nouveaux produits. Vous travaillerez en étroite collaboration avec les équipes de conception et de réalisation. Les conditions de travail sont excellentes. Adressez votre candidature avec C.V. et photo à : Directeur des Ressources Humaines, Motorola France, 11, rue de Valenciennes, 92100 CLAMART.

SEMA-SE

Laboratoires de Marcoussy

CHIEFS DE PROJET INGENIEUR

confirmés et débutants

DOMAINES D'ACTIVITÉ :
• SYSTÈMES EXPERTS
• LANGAGE NATURAL
• GENIE LOGICIEL
• ENVIRONNEMENTS D

SECTEURS
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

MOTOROLA N°1 DES RADIOCOMMUNICATIONS
recherche pour son Groupe Projets

INGENIEUR D'AFFAIRES

chargé d'assurer le suivi de projets de systèmes de radiocommunication. Intervenant à partir de l'établissement du contrat et jusqu'à la recette finale, il sera chargé de l'établissement et de la mise à jour des plannings des affaires et, à ce titre, responsable de la tenue des objectifs coûts/délais.

Dans le cadre de ces projets, il assurera la coordination entre les différents services de la société (technique/installation/SAV/achats), nos usines en Europe et aux USA et nos partenaires afin de définir avec eux les ressources nécessaires et de s'assurer de leur mise en place.

Ce poste implique une rigueur dans les procédures de gestion de projet et un goût pour le travail en équipe. Nos clients sont de grandes entreprises ou des administrations françaises ou étrangères.

Une formation de haut niveau dans le domaine électronique (radiocommunication) complétée par une connaissance de la gestion de projet et des systèmes informatiques seront appréciées. L'anglais courant est indispensable.

Merci d'adresser à **MOTOROLA DIVISION COMMUNICATIONS**, Direction du Personnel, 14, allée du Canal, Z.I. de la Petite Montagne 920, 91020 Evry Cedex, sous réf. 136.

MOTOROLA SA
DIVISION COMMUNICATIONS

Jeune ingénieur
grande école

Automatique-Informatique-Electronique

Paris, La Direction des Constructions Navales, dépendant du Ministère de la Défense, recherche un ingénieur pour son département "Architecture des Systèmes de Combat" chargé des navires de la Marine Nationale.

Il sera affecté aux grands programmes de bâtiments de surface. Il participera à la définition de l'architecture d'ensemble des systèmes embarqués à bord de ces bâtiments et à la conception des réseaux informatiques associés.

Ce poste convient à un candidat de haut niveau, diplômé d'une grande école (Centrale, Supélec, ENST), ayant de solides connaissances en automatique, informatique, électronique, réseaux et, si possible, une première expérience en milieu industriel dans ces domaines. Sa formation complémentaire sera assurée par la Marine. Cette activité concerne des techniques de pointe et exige un sens profond des relations humaines, des qualités de méthode, d'organisation et d'expression écrite et orale.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à Henri BOUET, sous la référence L 100/M SEMA-SELECTION, 16 rue Barbès 92128 MONTRouGE CEDEX.

SM SEMA-SELECTION
Paris - Lyon - Marseille - Toulouse

SAGEM INFORMATIQUE
COMMUNIQUER AVANT TOUT

SAGEM, le premier spécialiste français de la communication de l'écrit, fort d'une expérience de 10 ans dans l'informatique spécialisée, ouvre enfin la porte à une informatique qui sait communiquer : L'INFORMATIQUE DÉPARTEMENTALE.

Dans le cadre de l'expansion de nos activités nous recherchons pour notre siège social (Paris-La Défense).

3 INGENIEURS COMMERCIAUX GRANDS COMPTES "SENIORS" (RÉF: M-CH)

Nous souhaitons rencontrer de jeunes candidats (28-35 ans) de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC/Grandes écoles d'ingénieurs ou double formation) bénéficiant d'une première expérience significative (minimum 3/5 ans) de la vente dans le domaine informatique. Après une période de formation, ils auront pour mission de commercialiser notre gamme de mini-ordinateurs sous Unix auprès de grands comptes privés et publics. Véritablement responsables de leurs portefeuilles clients, ils rejoindront une jeune équipe commerciale de haut niveau. La rémunération que nous proposons saura motiver les meilleurs.

2 INGENIEURS COMMERCIAUX GRANDS COMPTES "JUNIORS" (RÉF: M-CH)

Nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs (X, Centrale, Sup Télécom, Supélec ou double formation) ou de jeunes commerciaux (HEC, ESSEC, ESCP...) motivés par la vente de solutions informatiques auprès de grands comptes.

Après une formation nous leur confierons la responsabilité d'un portefeuille d'entreprises ou d'administrations. Le contexte fortement évolutif de notre société devrait permettre à des candidats de valeur d'évoluer rapidement vers des responsabilités encore plus importantes.

Implantée depuis plus de 10 ans dans le secteur médical, la SAGEM propose principalement des systèmes d'information "clés en main" pour les laboratoires d'analyses médicales privés et hospitaliers.

Nous lançons aujourd'hui une nouvelle génération de systèmes d'informatisation de laboratoires et recherches :

3 INGENIEURS COMMERCIAUX "SECTEUR MEDICAL" (RÉF: M-LAM)

Nous souhaitons rencontrer de jeunes commerciaux (28-35 ans) de formation scientifique (Biologie, Pharmacie...) ou commerciale (ESCP...) qui auront fait la preuve de leurs talents commerciaux au cours d'une expérience réussie de la vente soit :

- de systèmes informatiques de gestion de laboratoires médicaux ;
- de biens de hautes technologies destinés aux laboratoires.

Basés à Paris et disposant d'une large autonomie sur les régions qui leur seront confiées, ils évolueront dans le cadre d'une petite équipe performante. La rémunération motivante ainsi que l'importance de notre groupe saura convaincre les meilleurs de nous rejoindre.

Pour tous ces postes, merci de nous faire part de vos ambitions en écrivant sous référence à : SAGEM - Service du Personnel - BP 218 - 92000 NANTERRE Cedex.

SAGEM
UN CERCLE HUMAIN DE QUALITE

Laboratoires de Marcoussis

CENTRE DE RECHERCHES DE LA COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE

recherchent pour leur division informatique dans le cadre de la collaboration de ses activités en INTELLIGENCE ARTIFICIELLE :

CHEFS DE PROJETS INGENIEURS
confirmés et débutants

DOMAINES D'ACTIVITES :

- SYSTEMES EXPERTS
- LANGAGE NATUREL
- GENIE LOGICIEL
- ENVIRONNEMENTS DE PROGRAMMATION

Connaissances informatiques modernes souhaitées incluant LISP, PROLOG, UNIX.

Ces différents postes impliquent une formation grande école d'ingénieur. Pratique de l'anglais indispensable. Postes de travail individuels. Ambiance de travail stimulante dans le cadre d'un Grand Groupe Industriel. Moyens matériels de premier ordre : réseau local, plusieurs VAX, machines LISP, SUN, MAI.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions au Service du Personnel des **LABORATOIRES DE MARCOUSSIS**, Route de Noisy - 91460 MARCOUSSIS.

CCE

ANSWARE REGARDEZ VOTRE AVENIR SOUS UN AUTRE ANGLE

INFORMATIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE
Ingénieurs commerciaux

Mission : Mettre son expérience et/ou ses aptitudes (après formation) au service de la prospection d'une clientèle de grands comptes pour les activités de conseil, étude, réalisation de logiciels et de systèmes.

Ingénieurs d'Affaires

Mission : Assister les responsables d'agences en avant vente

- Identifier les besoins des clients
- Préconiser les solutions techniques
- Encadrer les équipes de réalisation
- Suivre techniquement et commercialement les projets.

Diplômés d'une Ecole d'Ingénieurs option Informatique, vous avez acquis une première expérience technique et/ou commerciale de 2 à 5 ans chez un constructeur ou dans une SSII.

Vous souhaitez vous intégrer dans une équipe qui vous donne les moyens de réussir.

Vous êtes un candidat à fort potentiel, nous vous offrons une rémunération et une évolution motivantes.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à **ALCATEL-ANSWARE**, 149 avenue Victor Hugo, 75116 PARIS sous la référence IC/M/01.

ALCATEL
ANSWARE

هكذا من الامم

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Marketing direct et V.P.C.

Lancée il y a 2 ans par un groupe en expansion, notre jeune entreprise propose un catalogue original et équilibré (cuisine, table, décoration, etc.), via pratique, rapide, efficace, dans un créneau de clientèle (120.000 clients) bien défini. Nous cherchons des personnes pour les postes suivants :

Chef de produit

sous la responsabilité directe de notre DG

En coopération étroite avec le responsable des ventes, vous assurerez une double mission :

- marketing en promotion : choix des clients et des sites ; gestion des fichiers ; choix et mise en œuvre des actions promotionnelles en liaison avec l'agence et le service de fabrication ; participation à la création des catalogues ; analyses chiffrées des résultats commerciaux ;
- gestion et organisation : suivi des budgets ; suivi des stocks ; supervision de l'action des prestataires extérieurs en matière de logistique et de traitement informatique.

De formation supérieure marketing et gestion, vous avez une expérience similaire, et possédez un marketing direct et V.P.C. le goût des chiffres, la maîtrise de la micro-informatique et une bonne connaissance de l'anglais. Vous souhaitez exercer de fortes responsabilités au sein d'une petite équipe performante et pouvoir évoluer dans un groupe dynamique, à la fois en termes de croissance et de stabilité.

Adressez lettre, CV, photo, rémunération, sous réf. 31/005 à M. Berré, Résidence, 80, rue Talbot - 75008 Paris.

DIRECTEUR GENERAL

Cette entreprise de taille moyenne (CA 50 MF) est la filiale d'un groupe américain, leader technique de sa spécialité : les outillages et les équipements de machines-outils.

Dans ce domaine très compétitif, ce poste de Directeur de Filiale s'adresse à un candidat de 35 ans ou moins, de formation supérieure (ingénieur Arts et Métiers ou équivalent) ayant prouvé ses capacités de meneur d'hommes dans l'industrie (métallurgie et transformation des métaux) ainsi que son succès dans l'activité commerciale.

La rémunération est à la mesure des responsabilités, la fonction et les possibilités d'évolution dans un groupe international impliquent la pratique courante de l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature avec rémunération souhaitée sous référence 1012 à ORGANISATION ET PUBLICITE - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.

PRODUITS MARGUERITE

Produits Marguerite Société leader dans les produits pour Boulanger-Pâtisseries

RESPONSABLE SERVICE ACHATS APPROVISIONNEMENTS

Vous organiserez le service sur le plan interne. Vous mettrez en place un réseau de relations fournisseurs et assurez l'entretien privilégié des services Production, Marketing et Recherche-Développement. Vous êtes à même de vous projeter sur l'évolution des marchés à terme. Agé de 28 à 35 ans, de formation supérieure, ayant un sens tact de l'organisation, vous avez une connaissance de l'approvisionnement et une expérience certaine de l'industrie. Vous maîtrisez l'anglais et l'allemand. Votre lieu de travail sera STRASBOURG.

Vous voudrez bien nous adresser votre CV, avec photo, lettre motivationnelle et références sous référence 6439 à l'attention de M. Meunier.

PRODUITS MARGUERITE 103 route de Bischwiller, 67300 SCHILTIGHEIM.

JEUNE CADRE COMMERCIAL ADJOINT AU DIRECTEUR INTERNATIONAL DES VENTES

HEC - ESC ou équivalent spécialisation Marketing et ou Publicité 3 à 5 ans d'expérience Marketing, Promotion, Publicité 250.000 F BRUT

Une société de 1 300 personnes, en expansion rapide, 6 sites (France, Suisse, Canada), recherche pour le département des Ventes, recherche ce jeune cadre adjoint du Directeur International des Ventes, qui sera responsable de la définition et de la mise en œuvre de toutes les actions de publicité et de communication externe dans le cadre de son budget annuel. Angles courants indispensables. Excellente rémunération. Poste d'avenir assuré. Répondre dans une grande ville universelle de l'Est.

Ad. CV chiffré réf. 1281 à

seletec Conseil

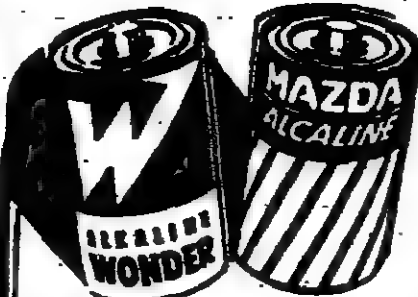
NORTON

produits abrasifs

recrute pour son SERVICE RECHERCHES à Comblanc Ste Honorine (78702)

Ingénieur Chimiste ou Physico-Chimiste

PROFIL : Ingénieur Grande Ecole ayant minimum 3 à 5 ans d'expérience dans polystyrène ou enductions. Angles demandés. Env. CV et références à Service Recrutement NORTON S.A. BP 8 - 78702 COMBLANC STE HONORINE



Le Groupe CIPRI, leader sur le marché de la pile (MAZDA-WONDER), poursuit son développement et renforce ses équipes de production.

Pour l'une des ses usines, située à Vernon (en Normandie), spécialisée dans la fabrication des APPAREILS D'ECLAIRAGE, nous recherchons :

RESPONSABLE PRODUCTION Réf. 4700-M

Rattaché au Chef d'Etablissement, il a la responsabilité de l'animation de l'ensemble de la fabrication (225 personnes). Cette fonction couvre un domaine technique exigeant et évolutif (activité de montage et d'assemblage), avec des aspects de management et de gestion importants.

Vous avez environ 30-35 ans, une formation supérieure d'INGÉNIEUR (INSA, IDN, A&M...) et une expérience d'au moins 5 ans dans un poste semblable (ou y préparant, par exemple : méthodes, industrialisation) dans un secteur de produits grand public. Vous avez un sens développé de l'organisation et de l'animation.

RESPONSABLE ASSURANCE QUALITE Réf. 4701-M

Il a pour mission la définition et la mise en place du Plan Qualité avec une petite équipe. Il installe un système de veille technologique, en liaison avec les autres responsables Assurance Qualité du Groupe.

Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure d'INGÉNIEUR (INSA, ENSEM...), et une première expérience d'ingénieur qualitatif, ou dans un service industrialisation du secteur électrique ou électronique.

Vous êtes organisé et méthodique, et vos qualités relationnelles vous permettent de convaincre efficacement.

Pour les deux postes, la pratique de la langue anglaise est indispensable.

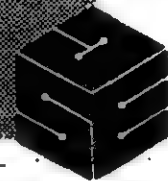
Merci de nous transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, présentations), en précisant la référence du poste choisi, à notre Conseil ACTIMAN, qui vous garantit une entière discrétion.

20, rue Pergolèse - 75116 Paris

Actiman

ECOUTER POUR AGIR

INGENIEUR CONSULTANT



SMC Internationale

4, rue des Frères Coëron 78140 VELIZY

Savoir Ecouter : telle est la qualité n°1 de nos Consultants. A condition bien sûr que l'action suive. C'est pourquoi nous recherchons des femmes et des hommes vifs d'esprit, capables d'analyses pertinentes et dotés pour la synthèse : ce sont les qualités de base d'un INGÉNIEUR CONSULTANT.

Mais surtout, nous faisons appel à des personnalités, avec un caractère, une motivation, un cœur. Pas des stéréotypes froids. Dans notre action, le sens du contact est en effet capital. Savoir dialoguer avec un O.S., comme avec un P.D.G., mettre la main à la pâte pour convaincre, tenir bon calmement, même lorsque l'on se sent seul : autant de qualités qui ne s'apprennent pas. Une mobilité totale pour des missions souvent longues - en France où à l'étranger - est également indispensable.

Quelle est la contrepartie d'une telle exigence ? D'abord, un métier rémunérateur et extrêmement varié. Une expérience unique au cœur de l'industrie, à la découverte des rouages internes et des voies de progrès existantes. A l'écoute des problèmes concrets. A la recherche de solutions pragmatiques et globales. Avec un objectif clair, celui que SMC Internationale poursuit depuis 20 ans déjà : AIDER LES ENTREPRISES A AMELIORER LEUR COMPETITIVITE.

Ce type d'engagement oblige à la modestie. Chez nous, les forts GI n'ont jamais la grosse tête. Car chaque mission nouvelle ressemble à un défi. En revanche, cette variété d'expérience leur ouvre d'incompréhensibles perspectives. L'intérêt que leur portent les chasseurs de têtes en témoigne.

Pour plus d'information, appelez notre Contact-Téléphone au 16 (1) 42 61 82 81 de 8 h 30 à 18 h 30 (samedi de 10 h à 13 h) ou adressez votre candidature à

DU PONT DE NEMOURS

Notre Département POLYMERES, en constante expansion, recrute des :

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Votre mission sera d'assurer et de promouvoir la vente des matières plastiques de haute technicité. Après une formation complémentaire à Genève, vous prendrez la responsabilité d'un territoire ou d'une ligne de produits.

Débutant, vous êtes diplômé d'une grande Ecole d'ingénieurs et vous parlez couramment l'anglais. Une première expérience dans le domaine des élastomères ou des plastiques, sans être nécessaire, constituerait un atout supplémentaire.

Au sein d'une société performante, nous vous offrons une rémunération motivante, des avantages sociaux importants et des possibilités de carrières internationales.

Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et présentations à :

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Département des Ressources Humaines / DO
137, rue de l'Université
75334 PARIS CEDEX 07



هكذا من الاميل

صكذنا من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

A, SUPELEC, CENTRALE... HEC, ESSEC, ESCP

Chef de projet informatique

Filière de l'une des premières sociétés pétrolières mondiales, nous sommes leader incontesté sur notre marché.

Notre développement résulte de notre attention constante aux mutations du marché, de la recherche permanente de la qualité et de la valorisation du potentiel de chacun de nos collaborateurs.

Opérant dans le cadre de notre nouveau schéma directeur (architecture décentralisée, IBM 30-90, VAX, T 3100) vous aurez en charge :

- La finalisation des cahiers des charges et le développement des analyses fonctionnelles, en liaison avec le Centre de Traitement du Groupe;
- La mise en œuvre effective du système;
- L'optimisation des applications en interaction constante avec les utilisateurs et en intégrant leurs besoins opérationnels;
- L'évolution du système et la formation des utilisateurs.

A 25/28 ans, vous avez acquis, à travers une spécialisation ou lors d'une première expérience, la maîtrise de systèmes informatiques de même nature. Manager de tempérament vous avez le sens de la communication et de la négociation.

Pour ce poste, basé à Paris, nous recherchons un candidat à fort potentiel, destiné à évoluer au sein de notre Groupe, dans un environnement international.

Adressez votre candidature (C.V., lettre, photo) sous référence M719 à D. Lami, PHL Conseil, 114 rue La Boétie, 75008 PARIS.

PhL
CONSEIL

20 ans de réussite au service des entreprises

Les 300 consultants de notre groupe international de conseil (d'origine suédoise) implantés dans 15 pays ont pour seul objectif l'OPTIMISATION DES RESULTATS de leurs clients à travers LA COMPOSANTE HUMAINE : recrutement, évaluation de potentiel, organisation des entreprises.

Notre fort développement nous amène à intégrer en 1988 de nouveaux :

Consultants Lyon - Paris - Toulouse

Notre succès repose sur la qualité de nos équipes, de nos méthodes et du partenariat que nous instaurons avec nos clients. Rigueur, efficacité, synergie de groupe, homogénéité de la démarche c'est l'investissement permanent que nous vous proposons.

Vous êtes jeune (20/25 ans environ) et à une formation supérieure - type grande école ou université - vous avez une expérience récente en entreprise. Vous souhaitez un style différent, en termes de contacts, d'ouverture d'esprit, d'humour, associé à une grande autonomie et une totale responsabilité de fonction. Votre intégration sera assurée d'une formation personnalisée sur 3 ans en France et à l'étranger, d'une rémunération et de perspectives à la mesure de vos ambitions et de vos compétences.

Adressez CV, photo et rémunération actuelle à MERCURY URVAL, 14 bis, rue Marc, 75008 PARIS, sous la réf. PC/LM portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

A IMPORTANTE BANQUE PRIVEE
PARIS Bonne recherche

Analyste financier

- ▷ Pour suivi valeurs européennes.
- ▷ Possibilité d'évolution vers gestion de portefeuilles.
- ▷ Expérience des contacts avec correspondants étrangers et bonne connaissance de l'anglais indispensables.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur curriculum vitae et prétentions sous réf. 34292 à Confesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONFESSE

ACTIS
RELATIONS PUBLIQUES

Entreprise leader de la profession en France
(40 collaborateurs permanents.
Marge brute en forte progression :
22 millions de francs en 1987).

recrute
1 CHARGÉ(E) DE DOSSIERS

Formation universitaire
(Sciences Po, Sciences Eco, CELSA...)
Très bonne capacité de rédaction,
parfaitement bilingue anglais.
Expérience professionnelle d'au moins cinq ans.

Adressez C.V. photo et prétentions à :
Département Ressources Humaines
ACTIS Relations Publiques
78, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris

PARFUMS
GIVENCHY

Chef de laboratoire "Recherche et Développement"

Pharmacien, Ingénieur Chimiste ou Universitaire, vous avez acquis en dix ans une solide expérience de formulation dans ce domaine spécifique et ce dans une société de renommée.

A la tête d'une petite équipe, vous participerez à la création de notre ligne de produits cosmétiques, maquillage et soins.

Pour saisir l'opportunité qu'offre de nouveau poste (basé sur le site industriel de Beauvais) et prendre de nouvelles responsabilités, adressez votre lettre de candidature manuscrite, CV, et photo à la Direction du personnel, Avenue Montaigne 60000 BEAUVAIS.

TRANSPAC Réseau National de Transmission de Données Informatiques, support de la Télématique Française, Service de Messagerie ATLAS 400, propose un poste d'avenir à un

MANAGER COMMERCIAL

Expérience Messagerie

Au sein du Département Marketing, il prendra en charge la promotion des produits et services TRANSPAC auprès des organismes prescripteurs, groupements professionnels, constructeurs, SSI... et sera responsable d'un portefeuille d'affaires stratégiques.

Il travaillera en collaboration étroite avec les services commerciaux.

Ce poste s'adresse à un ingénieur Grande Ecole possédant de bonnes connaissances en Télécommunications et Télématique et un sens aigu des affaires, étiez à une efficacité certaine.

Adressez C.V., photo et prétentions au Département du Personnel et des Relations Humaines

Tour Maine-Montparnasse
33, avenue du Maine
75755 PARIS Cedex 15.

TRANSPAC

CANNES INTERNATIONAL
DE CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX
recherche pour son siège parisien :

- Un(e) juriste inscrit(e)
expérience minimum 3 à 5 ans, droit des sociétés, droit des affaires, anglais juridique et commercial indispensables, connaissance allemand et arabe appréciées.
- Un(e) juriste
parfaitement bilingue anglais, expérience confirmée (5 à 7 ans minimum), fiscalité française et internationale.

Adressez lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo et prétentions sous le n° 6 342 M.
LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Importante entreprise du secteur tertiaire
PARIS

C.A. : 2,2 milliards, 140 personnes, grand système IBM
recherche son

DIRECTEUR TECHNIQUE

directement rattaché à la direction générale avec responsabilité hiérarchique sur plus de 300 personnes, il devra :

- Définir les objectifs, étudier et planifier les actions pour :
- Consolidation et développement des opérations de gestion administrative à l'aide des technologies modernes ;
- Lancer de nouveaux produits d'assurance collective ;
- Développer le système d'information.

De préférence diplômé grande école (mathématiques, informatique et gestion), il aura une expérience réussie d'une dizaine d'années.

La rémunération ne sera pas inférieure à 400 Kf/an.
Nombreux avantages sociaux.

Ecrire avec c.v., photo et prétentions à n° 8 311,
LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

IFG recherche

chef de département des enseignements de la gestion

Il lui sera confié, outre un certain nombre de jours de formation, la création et le développement de nouveaux outils pédagogiques : études de cas, exercices divers... et devra assurer le suivi de son propre budget.

Pour ce poste évolutif, il est nécessaire d'avoir une formation supérieure : maîtrise Sciences Eco, Sup de Co, DESS... une expérience d'au moins 5 ans dans l'entreprise ou une société de services et un goût certain pour la conception et la réalisation d'ensembles pédagogiques.

Veillez écrire en précisant expérience et prétentions sous référence 1217 à

INTERCARRIERES
5, rue du Heider - 75009 Paris

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
recherche

DEUX JURISTES

- 1 - Pour participer à l'élaboration d'une banque de données :
 - Diplômé du 3^{ème} cycle de l'Enseignement Supérieur en droit des affaires
 - Justifiant, si possible, d'une expérience ou d'une formation en financement et fiscalité de l'entreprise (IEP section économie et finance)
- 2 - Pour réaliser des études en droit des affaires et conseiller des entreprises - Mi-temps
 - Diplômé du 3^{ème} cycle de l'Enseignement Supérieur en droit privé, si possible en droit des affaires et justifiant d'une solide formation en droit civil.
 - Poste convenant éventuellement à un débutant mais nécessitant des connaissances approfondies et une aptitude à la rédaction.

Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à

C.C.I.P. - D.P.S. - 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS

L'INSTITUT SUPERIEUR DE LA FONCTION PERSONNEL
pour son ouverture sur le site de SOPHIA-ANTIPOLIS (Alpes-Maritimes) en Octobre 1988

RECHERCHE SON DIRECTEUR

en relation étroite avec la Direction Générale il devra :

- Connaître la vie de l'entreprise et avoir exercé dans la fonction "personnel".
- Être un pédagogue averti.
- Être un homme de relations et de contact.
- Être capable de gérer cet Institut qui à terme aura 150 étudiants.

Le poste pourrait convenir à un cadre ayant exercé dans la fonction et, ou à un jeune retraité désirant rester dans la vie active.

Adressez C.V. manuscrit, photo et prétentions à
HAVAS CANNES N°9846/R, 5 Rue Mal Foch 06400 CANNES

Important groupe financier recherche
pour son département crédit-bail immobilier

UN CHARGÉ DE CLIENTÈLE

Diplômé de l'enseignement supérieur, ayant l'expérience des contacts clientèle dans le milieu bancaire.

Transmettre lettre, c.v. manuscrit et prétentions sous n° 8 336 M,
LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Créer la fonction formation

Hippopotamus, leader de la Restauration à Thème (1.000 personnes), crée le poste :

Responsable de la Formation

En étroite collaboration avec la Direction Générale et la Direction des Ressources Humaines dont il dépend, il aura pour mission de :

- définir la politique de formation,
- définir les besoins et élaborer le plan,
- animer l'Ecole de formation interne,
- choisir les intervenants extérieurs,
- animer lui-même certains stages,
- gérer l'ensemble des budgets,
- suivre la mise en œuvre des actions qualifiantes,
- assister les directeurs d'exploitations,
- être très attentif aux évolutions de la fonction formation en France.

Vous avez 35 ans minimum, une formation supérieure et une expérience de la formation au sein d'une entreprise de plus de 500 personnes.

Que soit-elle future et un fort potentiel vous permettront une intégration rapide.

Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier détaillé plus lettre manuscrite à Patrice ANDRE sous réf. PA 01/ D.R.H.
Hippopotamus, 60 rue de la Boétie, 75008 Paris.

HIPPOPOTAMUS

Chez Hippo, on n'est fait pour rien.

**LE CONSEIL
A VOTRE SERVICE**

Notre société est spécialisée dans le conseil et l'accompagnement des entreprises. Nous intervenons dans tous les domaines de l'activité humaine : gestion, marketing, communication, etc.

Nous sommes à votre service pour vous aider à atteindre vos objectifs.

OPÉR

Notre société est spécialisée dans les opérations de gestion et de logistique. Nous intervenons dans tous les domaines de l'activité humaine : gestion, marketing, communication, etc.

Nous sommes à votre service pour vous aider à atteindre vos objectifs.

BANQ

Notre société est spécialisée dans les services bancaires et financiers. Nous intervenons dans tous les domaines de l'activité humaine : gestion, marketing, communication, etc.

Nous sommes à votre service pour vous aider à atteindre vos objectifs.

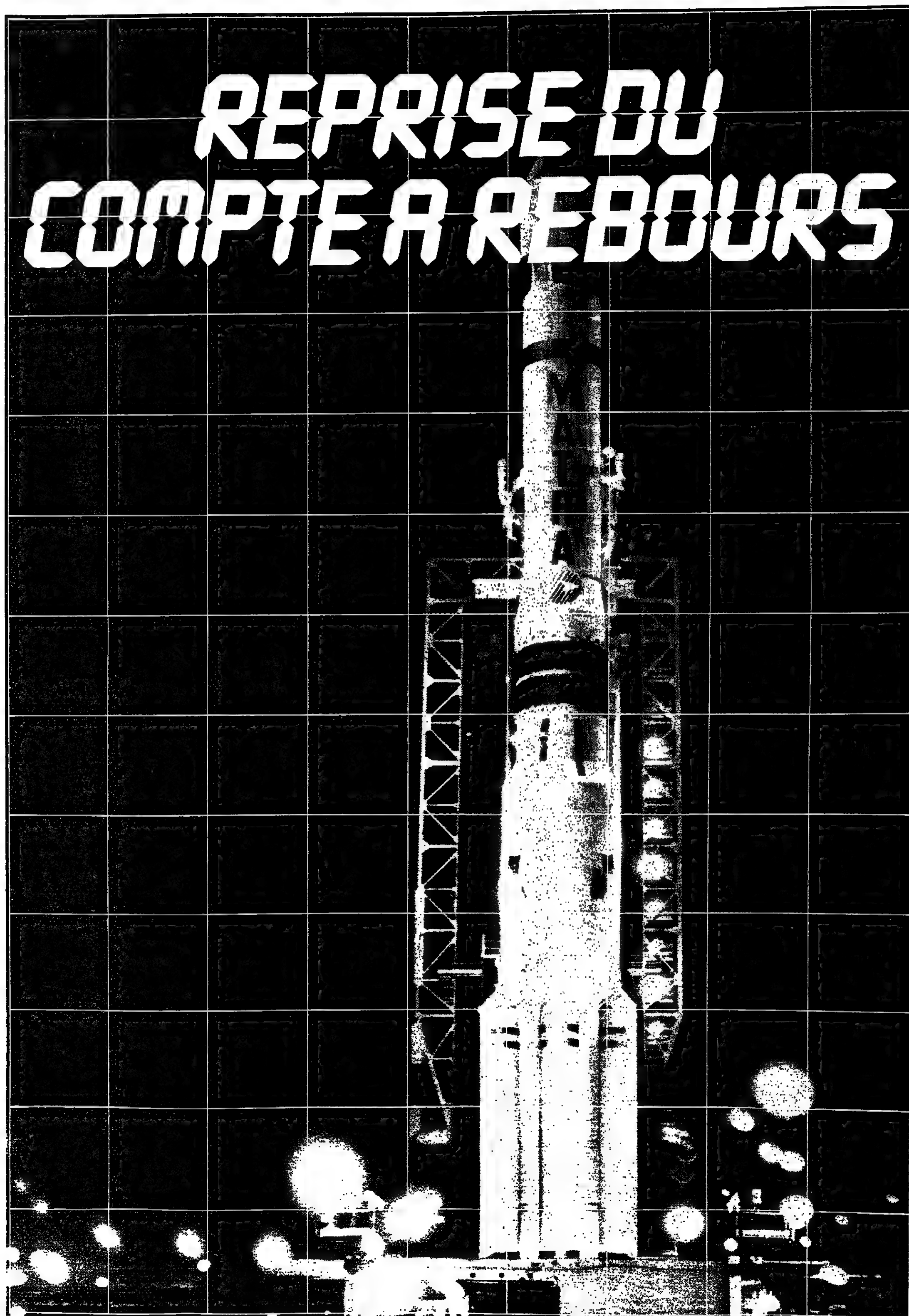
DEMANDES

Notre société est spécialisée dans les services de conseil et d'accompagnement. Nous intervenons dans tous les domaines de l'activité humaine : gestion, marketing, communication, etc.

Nous sommes à votre service pour vous aider à atteindre vos objectifs.

هكذا من الاجل

40 Le Monde • Mercredi 20 janvier 1988 •



Janvier. Land

La privatisation de Matra a été suspendue le 21 Octobre dernier, subissant le contrecoup du désordre financier international.

Trois mois sont passés et aujourd'hui - à ma grande satisfaction - Monsieur Edouard Balladur, Ministre d'Etat, a décidé de relancer la privatisation Matra, le Mercredi 20 Janvier.

Matra est une entreprise jeune - 40 ans -, moderne, intelligente, dynamique, ouverte sur le monde de la Haute Technologie : celui où l'on ne trouve qu'un nombre infime de pays représentés par une élite de groupes industriels.

Matra se bat dans une compétition internationale majeure dont dépend le sort de nos industries, de nos emplois, de notre niveau de vie.

Matra qui a été créée et qui s'est développée sous l'impulsion d'un esprit d'entreprise hors du commun - reconnu de tous - va retrouver son statut d'Entreprise totalement privée. Dans le cadre accepté d'une contrainte rigoureuse : la sanction du résultat, Matra va s'épanouir complètement.

Matra, c'est la volonté farouche de gagner et nous avons tout pour gagner. Mais voilà, on ne gagne qu'avec la confiance. Certes, Matra a confiance, et j'ai - personnellement - totalement confiance en Matra. Mais cela ne suffit pas. Plus que jamais, nos entreprises ont besoin du soutien populaire des Français. C'est ce soutien qui fait les entreprises fortes, qui fait les pays forts.

Je m'adresse à vous, Françaises et Français si nombreux qui nous connaissez, nous manifestez vos encouragements, votre soutien. Aujourd'hui, votre confiance, vous la manifesterez en devenant actionnaire de Matra. Vous ne le regretterez pas, je vous l'assure. Nous vous ferons vivre de près la vie exaltante de l'entreprise, vous qui aurez investi dans Matra qui, a engrangé des contrats à moyen et long terme, est profitable, a toujours énormément investi pour assurer son avenir, tout en servant à ses actionnaires un dividende élevé.

Votre confiance, ainsi manifestée - alors que beaucoup trop de gens doutent de tout - aidera Matra, aidera l'Industrie du pays, aidera votre pays. Votre confiance, c'est l'assurance de l'avenir, de votre avenir, de celui de vos enfants et des Français.

Jean-Luc Lagardère



Alain Cruchet pour FDM

20 Janvier. Lancement de l'Offre Publique de Vente des actions Matra.

Téléphonez au 47.30.42-42. Note d'information visée par la COB disponible auprès des intermédiaires financiers.

MATRA 

هكذا من الاميل

Economie

SOMMAIRE

Au cours d'un dîner-débat organisé par le Monde, M. Edouard Balladur s'est prononcé très fermement pour l'instauration d'un système monétaire international plus contraignant, avec des mécanismes automatiques de régulation (lire p. 44).

Cerus, qui détient désormais avec Dumenil-Leblé 18,6 % de la Société générale de Belgique, lance une OPA sur le premier holding belge afin de le transformer en premier holding européen. Les réactions belges sont, pour le moment, très hostiles à cette opération (lire ci-contre).

Dans son dernier rapport sur l'endettement du tiers-monde, la Banque mondiale évalue à 1,245 milliard de dollars le montant de la dette en 1988, contre 1,190 milliard fin 1987 (lire p. 43).

La privatisation de Matra commence le 20 janvier. Le prix de vente de l'action devrait être proche de 120 F (lire p. 46).

L'offensive de Cerus sur la Générale de Belgique

La première OPA « européenne »

L'annonce d'une OPA de Cerus sur la Société générale de Belgique a provoqué une vive émotion à Bruxelles, tandis que M. Carlo De Benedetti, promoteur de l'OPA, s'efforce de rassurer les milieux financiers belges. Au cours d'un entretien télévisé, mardi 19 janvier, avec M. Mark Eyskens, ministre des finances du gouvernement fédéral, il a accepté qu'à l'issue de l'OPA, si elle réussit, une fraction de capital soit rétrocédée à des actionnaires belges. La veille, à Rome, il a précisé avoir exprimé au président de la SGB, M. René Lamy, « son entière confiance », en lui assurant que la tête du groupe resterait à Bruxelles et qu'il serait heureux s'il restait à la présidence.

Pour le patron italien, « les perspectives d'unification du marché européen en 1992 rendent souhaitable la création de vrais holdings communautaires ». La décision de la chambre de commerce de Bruxelles de refuser l'augmentation de capital de la SGB permet à M. De Benedetti de marquer un premier point.

« J'accepte totalement d'être jugé sur mon comportement et je le désire, mais je ne puis admettre d'être jugé sur mon passé, surtout si je prends l'engagement que la centrale de décision de la Société générale ne quittera pas la Belgique », a ainsi exprimé M. Carlo De Benedetti, PDG du groupe italien Olivetti et président du holding français Cerus, qui vient de lancer une OPA sur le capital de la Société générale de Belgique, dont, avec son associé, la Banque Dumenil-Leblé, elle détient déjà 18,6 % (le Monde du mardi 19 janvier). A Bruxelles, on le sait, le conseil de la SGB « considère dès à présent qu'une prise de contrôle par M. De Benedetti n'est ni dans l'intérêt des actionnaires de la Société générale de Belgique,

ni dans celui des sociétés de son groupe. Il va procéder immédiatement à une augmentation de capital pour maintenir l'indépendance de la Société générale et conserver en Belgique son centre de décision ».

Les décors sont plantés et les acteurs sont en place pour le premier acte d'une pièce qui pourrait connaître de spectaculaires rebondissements, et qui permet d'assister à une première : le lancement d'une OPA « intra-européenne ». Jusqu'ici, ce genre d'offensive se limitait aux théâtres nationaux, entre sociétés d'un même pays. Surtout en Grande-Bretagne où, depuis plusieurs années, il constitue un véritable sport, avec quelques débordements de part et d'autre de l'Atlantique. Mais, cette fois-ci, on franchit carrément les frontières, abolissant un tabou implicite, avec, en prime, l'irruption sur la scène belge d'un capitalisme musclé, qui ne s'embarrasse pas de l'héritage du passé et de ses structures vénérables.

La Société générale, fondée en 1822 à l'initiative de Guillaume I^{er}, roi des Pays-Bas, a vu naître la Belgique, qu'elle a assistée de son crédit dès sa création en 1830, et dans laquelle elle constitue un véritable Etat dans l'Etat. Elle est si totalement imbriquée dans l'économie belge qu'une offensive extérieure est considérée comme une atteinte à l'identité et à la culture nationales. Pour les dirigeants de la SGB, il est donc capital de « maintenir l'indépendance du groupe ».

De l'autre côté, le son de cloche est tout différent, on s'en doute. Pour M. De Benedetti et pour M. Alain Minc, le directeur général de la Cerus, l'avenir de la Belgique ne peut être que l'Europe. A Bruxelles, on ne peut, d'un côté, se situer au cœur des instances communautaires — où bat le pouls de l'eurocratie — et, de l'autre, se renfermer sur soi-même : c'est contradictoire. Et M. Jacques Letortre, PDG de Dumenil-Leblé, d'ajouter que, si un holding européen doit se constituer, il ne peut pas se situer dans un des quatre grands pays de la CEE (Allemagne, France,

Grande-Bretagne et Italie), dont le poids serait trop lourd, mais, au contraire, se rattacher à l'un des « moyens » pays : dans ce cas, la Belgique serait l'idéal. L'argument n'est pas dépourvu de logique et devrait retenir l'attention de certains.

Pour les promoteurs de l'OPA, en tout cas, une certitude s'impose : les perspectives d'unification du marché européen en 1992 rendent souhaitable, voire inévitable, la création de vrais holdings communautaires, jouissant d'une complémentarité de leurs actifs et de leur diversité géographique. Cette complémentarité, le Cerus et la SGB la présentent tout à fait : d'un côté, les équipements automobiles (Valeo), les produits de luxe (Saint Laurent) ; de l'autre, les matières premières, l'énergie, la banque et l'assurance.

Italienne, la Cerus ? Certes, la CIR International, l'actionnaire dominant (40 %), est le bras armé de M. Carlo De Benedetti. Mais, avance ce dernier, on trouve dans le capital de la Cerus — société ayant son siège à Paris — des français (Suez et l'UAP pour 3 % chacun, la BNP pour 4 %), des suisses (la banque genevoise Lombard Odier pour 4 %), le groupe Pallas de M. Mousse pour 3 % et la banque américaine Shearson-Lehman, (3 %). Alors, la Cerus n'est-elle vraiment que péninsulaire ?

Evocant la publicité faite récemment par le Banco di Bilbao et son président, M. José Angel Asain, après l'échec de leur OPA sur la vénérable banque Banesto (une montre qui fait tic-tac sur un horizon 1992 avec ces mots : « L'heure avance »), M. De Benedetti affirme : « Nous sommes dans la bonne direction, le temps est venu ; le premier qui prend l'initiative garde l'avantage ».

Certes, admet-il, « quand on anticipe trop, on peut se tromper ». Dans le cas présent, MM. De Benedetti, Minc et Letortre anticipent-ils trop ? A Bruxelles, on le voit, le ton est mobilisé : l'établissement s'agit et les pouvoirs publics s'émouvent. Déjà, l'an dernier, M. Claude Bébéar, le PDG du groupe d'assurances Axa, avait voulu s'attaquer à la Royale, ce fleuron de l'assurance belge, passablement assoupi. Ils ont battu en retraite devant un bloc composé de la Société générale de Belgique, du groupe Bruxelles-Lambert, et du groupe d'assurances français UAF, désireux de renforcer son implantation belge. Cette fois-ci, « l'ennemi est à nos portes ». On va appeler le ben et l'arrière-ban des fidèles troupes.

Un enjeu considérable

Fidèles ? On va bien voir. Certes, la Cerus et Dumenil-Leblé vont se heurter à forte parité, tant l'enjeu est considérable. La Générale, en Belgique, c'est l'équivalent pour la France de Paribas, Suez, la BNP et la CGE réunis ! Le deuxième actionnaire de la SGB, Banque Lazard, par sa filière Gaz et Eaux (4 % du capital, depuis l'automne dernier), semble déjà se ranger à son côté. Mais, en Belgique même, la Société générale ne dispose pas d'un actionnariat très important ni très soudé ; il est, au contraire, fort dispersé. De plus, elles est malouine, les Flamands ne la portent pas tellement dans leur cœur. Quant au numéro deux belge, le groupe Bruxelles-Lambert de MM. Albert Frère et Gérard Eskenszi, n'ayant encore été scindé par aucun des deux côtés, il reste « totalement neutre », de moins pour l'instant. Le gouvernement belge, enfin ? Théoriquement, il ne peut guère s'opposer à une OPA provenant d'un pays de la CEE. Pratiquement, il fera tout pour s'interposer, mais son poids est bien moindre que ne le serait, dans un pareil cas, celui du gouvernement français.

Alors ? La partie reste ouverte, avec un avantage aux attaqués, qui sont sur leur terrain, et la nécessité pour les attaquants d'être alimentés en munitions. La SGB plus, en Bourse, 16 milliards de francs français, 60 % de plus si l'augmentation de capital est possible, ce qui paraît tout à fait exclu maintenant.

En tout cas, une chose est sûre : quel que soit le résultat de l'OPA, la physiologie et le management de la Générale de Belgique ne seront plus jamais les mêmes. Si l'OPA ne réussit pas, l'équipe dirigeante aura dû payer un prix tel qu'elle sera contrainte de compter avec ses défenseurs. En 1969, lorsque celle de Saint-Gobain résista victorieusement à l'OPA de BSN, un an après elle tombe sous la coupe des dirigeants de Pont-à-Mousson, M. Roger Martin en tête, qui lui firent subir une refonte impitoyable après avoir pris le pouvoir. A Bruxelles, certains y pensent.

FRANÇOIS RENARD.

Le tribunal de commerce de Bruxelles refuse une augmentation de capital

BRUXELLES
de notre correspondant

« Il est normal que dans un contexte européen, une société européenne achète une société en Belgique », déclare M. Carlo De Benedetti, le patron d'Agfa-Gevaert et un des entrepreneurs les plus influents du royaume, résume assez bien l'état d'esprit des milieux économiques belges à la suite du « raid » effectué par Carlo De Benedetti sur la Générale de Belgique. « Nous préférons », a ainsi déclaré le ministre des finances Mark Eyskens, « que les décisions concernant la Société générale soient prises à Bruxelles plutôt qu'à Rome ».

Dans ce pays de tradition et de tempérament pourtant si peu protectionnistes — le laxisme de la législation en matière d'opérations boursières en est une preuve —, c'est d'abord la « personnalité » de la proie de l'homme d'affaires italien qui a ému. « Que Côte d'Or parte en Suisse, cela peut encore aller, mais pas « notre » Générale », affirmait le cadre d'une entreprise. La « nature », aussi, a profondément choqué. Le fait que Carlo De Benedetti ait choyé pendant plusieurs mois René Lamy, le gouverneur de la Générale, sans laisser filtrer aucune information sur ses intentions n'a pas été reçu tel avec enthousiasme. Autres nouvelles responsables de Dumenil-Leblé, qui ont, en quelque sorte, joué le rôle de cheval de Troie. « Cela ne se fait pas dans nos milieux ! », a insisté pas à pas à affirmer un important homme d'affaires belge. Jacques Letortre, le patron du groupe français, n'avait-il pas déclaré, le 3 octobre, à l'hebdomadaire *Trends-Tendances* : « Le rôle de Dumenil à la Générale de Belgique est de la défendre contre des agresseurs et de défendre son indépendance ».

L'organisation de la résistance

Une fois passées ces réactions épi-
démiques, reste à savoir si et comment la « résistance » va s'organiser. Les responsables de la Générale ont réuni, le 19 janvier, d'urgence, à leur siège, un volume d'actions considérable de son capital autorisé. Il faudra maintenant, et ce ne sera pas facile compte tenu de l'importance des sommes en jeu, trouver en Belgique et ailleurs des amis suffisamment sûrs et suffisamment

riches pour aider « la vieille dame ». En Belgique, les groupes importants ne sont pas légion. Si Gevaert, certaines compagnies d'assurance, le Boerenbond (un syndicat agricole très puissant) semblent prêts à acheter des titres, d'autres semblent, pour le moment, plus réservés. C'est le cas du deuxième holding du pays, le groupe Bruxelles-Lambert, d'Albert Frères, dont les responsables affirment qu'ils n'ont, pour le moment, participé à aucun mouvement sur les titres de la Générale et qu'ils comptent ne pas se départir de cette neutralité. Quant aux centaines de milliers de petits porteurs pour qui la Générale constitue en quelque sorte le bas de laine, ils devront choisir entre l'attrait de bénéfices peut-être juteux et rapides et leur « patriotisme ».

Les responsables de la Rue Royale semblent aussi compter beaucoup sur leurs amis étrangers, dont la CGE. Quant aux autorités politiques du pays, elles jouissent apparemment d'une marge de manœuvre très limitée. D'une part, le gouvernement actuel, démissionnaire, ne gère que les affaires courantes et est engagé dans l'interminable négociation en vue de former une nouvelle coalition. D'autre part, l'éventail de ses moyens d'action est bien étroit, la loi qu'il voulait justement faire passer pour rendre plus transparentes les spéculations boursières ayant été remise pour cause d'élections anticipées. Peut-être faudrait-il enfin citer le roi, dont on dit qu'il posséderait une part non négligeable d'actions de la Générale. Bref, tout le monde est sur le pont.

Le ministre des finances devait rencontrer mardi 19 janvier Carlo De Benedetti. D'ores et déjà il a déclaré que l'action de ce dernier s'inscrivait dans une OPA irrégulière. La commission bancaire n'a pas, pour le moment, semble-t-il, avisé sans tranché. Elle devrait décider, dans les jours qui viennent, d'une part si l'action de Carlo De Benedetti est ou non compatible avec la législation ou la pratique belge. Mais d'ores et déjà, M. De Benedetti a marqué un point. Le tribunal de commerce de Bruxelles a refusé, le mardi 19 janvier, d'autoriser l'augmentation de capital envisagée par les dirigeants de la Société générale de Belgique et destinée à contrôler l'OPA. Associée à l'investisseur italien, la société financière française Dumenil-Leblé avait porté plainte, estimant que la contre-attaque de la Société générale avait été décidée après qu'il eût été annoncé officiellement l'offre publique d'achat.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

La Société générale de Belgique contrôle plus de 1 200 sociétés

Créée en 1822, la Société générale de Belgique a assisté, et concouru financièrement à la naissance de la Belgique en 1830. Depuis cette date, elle s'est pratiquement identifiée à ce pays, dont elle a accompagné le développement, contribuant à la fois à son économie. De son siège, rue Royale à Bruxelles, avec cent cinquante salariés à peine, elle représente plus de mille deux cents sociétés, représentant plus de 16 milliards de francs français d'actifs, avec un bilan consolidé dépassant 30 milliards de francs français. Ses activités s'exercent, d'abord, dans le domaine financier, avec des participations dans la Société générale de banque (numéro un du pays), l'assurance (Royale, AG, Assubel, TCI Tanks Investments aux Bahamas).

Avec l'Union minière, elle occupe une place importante dans la production des métaux :

non ferreux, et avec Sibeca dans celle des diamants. Ses intérêts dans l'énergie, les télécommunications et les médias sont représentés dans une société pivot, Tractebel. S'y ajoutent 51 % des Ateliers et construction électrique de Charleroi (ACEC) et 6,7 % d'Alcatel, des participations dans la chimie (Gachem), les ciments (LBR), le transport maritime (CMB), le négoce international (General Trading) et la sidérurgie (24,7 % d'Arbed au Luxembourg). En 1982, la SGB passe par une crise, subissant des pertes, et s'entend, sous la présidence du gouverneur René Lamy, une restructuration et une concentration de ses activités. Elle est dirigée par un comité de direction qui a tous les pouvoirs, d'un conseil d'administration dans lequel est entré le vicomte Davignon, membre, puis vice-président de la Commission de la CEE de 1977 à 1985.

Cerus : de Valeo à Dumenil-Leblé

Cerus (Compagnies européennes réunies) est le holding industriel du groupe De Benedetti en France, créé début 1986. Filiale, à ce titre, de CIR International (40 %), elle compte comme autres actionnaires la Financière de Suez (10 %), l'UAP (8 %), la BNP (4 %), la banque genevoise Lombard et Odier (5 %), le groupe Pallas (3 %) et Shearson Lehman (3 %). Ayant levé plus de 3 milliards de francs, au moyen de deux augmentations de capital, Cerus a pris une série de participations, la première étant le contrôle paritaire avec un groupe d'actionnaires français, 20 % chacun, de Valeo, premier fabricant français d'équipements automobiles dont la situation a été redressée. Après avoir échoué dans son offensive sur les Presses de

la Cité, actuellement détenues par la Générale occidentale de M. Ambroise Roux, Cerus est entré à 49 % dans le capital de la Compagnie financière Saint Laurent (couteurs et parfums), qui a racheté la société américaine Charles of the Ritz.

La participation de 4,9 % dans le groupe britannique Pearson vient d'être cédée au magnat américain de la presse (d'origine australienne), Rupert Murdoch, le profit de la vente étant réinvesti dans l'acquisition de 25 % du capital de la banque Dumenil-Leblé. Tout récemment, Cerus disposait de plus de 2 milliards de francs de liquidités. Sa présidence est assurée par M. Carlo De Benedetti, qui a succédé, à la fin de 1986, à M. Claude-Pierre Brossette, démissionnaire, et sa direction générale par M. Alain Minc.

14.10	13.10
PARIS	LONDRES
8.10	22.10
NEW-YORK	TOKYO

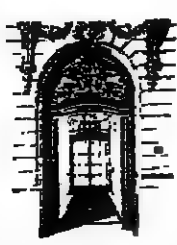
Gagner sur le temps.

Aujourd'hui, il n'y a de performance financière que dans une perspective internationale. Pour Paribas Asset Management, filiale spécialisée de gestion de portefeuilles, le monde est un espace de décision permanent.

Depuis Paris, New York, Londres, Genève et Tokyo, 50 spécialistes gèrent plus de 100 fonds d'investissement pour une clientèle française et internationale.

Ils utilisent les techniques d'analyse et de gestion les plus sophistiquées pour sélectionner à tout moment les devises, les marchés, pour déterminer la stratégie la plus adaptée aux besoins de la clientèle.

Informations et documents disponibles au (1) 42.98.19.19.



SICAV PARIBAS

Économie

Une décision du tribunal de commerce attendue le 25 janvier

Le difficile sauvetage du dernier pôle de regroupement de la machine-outil française

Encore quelques jours d'attente pour Machines françaises, le dernier pôle de regroupement de la machine-outil française créé sous la houlette du gouvernement socialiste. Le tribunal de commerce de Paris a décidé de se prononcer sur le nouveau délai — jusqu'au 25 janvier — avant de se prononcer sur les propositions de reprise de la société, mise en redressement judiciaire à la fin novembre.

Contrairement à ce que l'on attendait, le tribunal ne s'est pas prononcé le lundi 18 janvier sur le plan partiel de reprise déposé par le groupe Brissard-Nogues. Ce plan ne prévoit la reprise que de l'une des deux filiales de l'entreprise, Forest-Liné, et le maintien de quatre cent quatre-vingt-cinq emplois sur cinq cent quarante des deux sites de Capdenac (Aveyron) et Albert (Somme). M. René Brissard, PDG du groupe Brissard-Nogues, propose de racheter pour 8 millions de francs le holding MFL, ainsi que Forest-Liné, une société réalisant 400 millions de francs de chiffre d'affaires et 50 millions de pertes en 1987. Le montage financier présenté par M. Brissard au tribunal de commerce n'était, semble-t-il, pas totalement bonifié. Il prévoyait l'injection de 100 millions de francs, dont 25 millions environ seraient constitués par une aide de l'Etat, par le biais du Comité interministériel de reconstruction industrielle (CIRI). M. Brissard apporterait pour sa part 5 millions de francs au moins; le reste de l'enveloppe étant fourni par des Sociétés de développement régional.

En revanche, la situation est loin d'être claire sur l'autre filiale de

MFL, Berthiez, installée à Saint-Etienne (Loire). M. Brissard semble avoir renoncé pour le moment à son projet de reprendre également deux départements de Berthiez, MFL Systèmes et MFL Composites (une vingtaine de salariés sur les trois cent cinquante que compte Berthiez).

Le rachat de ces deux départements seulement pourrait en effet compromettre les chances d'une solution globale pour Berthiez. Certes, la société Smith et Libvre, sur les rangs pour voler au secours de la totalité de Berthiez, n'a pas encore remis d'offre formelle. Mais elle affiche sa volonté de le faire avant la fin de cette semaine, la date ultime étant, selon elle, le premier février. La société Smith et Libvre reprendrait cent soixante des trois cent cinquante salariés de Saint-Etienne et élabore un montage financier de 35 millions de francs pour lequel une aide de l'Etat de 7,5 millions est demandée.

Enfin, il faut signaler l'arrivée éventuelle d'un candidat de dernière minute dans ce dossier : l'entreprise de bâtiment et travaux publics Fayat, installée à Libourne. Si une offre est faite — ce qui n'est pas encore décidé — celle-ci porterait sur les deux filiales de MFL, Berthiez et Forest-Liné. Toutefois, ce groupe (1 milliard de francs de chiffre d'affaires, dont 40 % dans la construction mécanique et une quarantaine de millions de bénéfices) se voit bien tard sur les rangs, et on peut se demander s'il disposera du temps nécessaire pour concrétiser ses propositions.

F. V.

REPÈRES

Commerce extérieur

Excédent japonais en modeste repli en 1987

Le Japon a enregistré en 1987 un excédent commercial de 78,83 milliards de dollars, très proche du record de 82,74 milliards de l'année précédente, annonce le ministère des finances. En décembre dernier, le solde positif de la balance commerciale, calculée sur la base des statistiques douanières, a représenté 8,8 milliards de dollars contre 8,72 milliards un an auparavant et 4,74 milliards en novembre 1987.

Grève

L'industrie suédoise paralysée

Le syndicat des cadres et techniciens de l'industrie (SIF) suédoise a finalement lancé un mot d'ordre de grève, le lundi 18 janvier, pour obtenir une revalorisation des salaires de 8 % et non de 0,9 % comme le propose la fédération des ateliers mécaniques. Le gouvernement n'arrive pas d'ailleurs à déboucher la situation; tandis depuis des semaines et qui avait abouti au dépôt d'un préavis de grève le 8 janvier. Le mouvement, le plus important qu'aient engagé les cadres et techniciens du secteur privé en Suède, se traduit par une paralysie quasi générale de l'industrie tournée vers l'exportation et touche toutes les grandes sociétés.

● Trafic du métro normal malgré la grève CGT. — La direction de la RATP indiquait, le mardi 19 janvier qu'à 10 h 30 le trafic était normalement assuré dans le métro et le RER. La CGT, qui représente 37 % aux élections professionnelles, avait lancé un mot d'ordre de grève entre une heure et vingt-quatre heures dans le métro et le RER. La direction de la RATP avait donc à la CGT pour lui faire remarquer que le préavis « n'est pas arrivé à temps et ne peut couvrir les arrêts de travail ». Des sanctions pourraient donc être prises contre les grévistes.

(Publicité)

Japon
TRADITIONNEL
Circuits « découverte » de 15 à 23 jours en minibus (de 8 personnes), accompagnés en français - Excursions - Hôtels.
En partance le 21/05/88
PACIFIC HOLIDAYS
45.41.52.58
34, rue de la Chapelle
93100 La Chapelle

Production industrielle

Stabilité en France

L'indice mensuel de la production industrielle, calculé par l'INSEE, est resté stable, à 105, en novembre (base 100 en 1980), après correction des variations saisonnières, bâtiment et travaux publics exclus. En un an (novembre 1987 comparé à novembre 1986), la production industrielle a augmenté de 4 %.

Conjoncture

Prix des matières premières importées : + 5,7 % en un an

Les prix des matières premières importées par la France ont augmenté de 0,1 % en France pendant le mois de décembre par rapport à novembre. En un an (décembre 1987 comparé à décembre 1986) ces prix ont augmenté de 5,7 % en France. Les prix des matières premières alimentaires sont restés stables par rapport à novembre mais baissent de 4,8 % en un an; ceux des matières premières industrielles augmentent de 0,2 % en un mois et de 10,4 % par rapport à décembre 1986.

SOCIAL

Les négociations sociales

Le CNPF et les syndicats en quête d'un « accord de méthode »...

La diplomatie sociale a également des vertus sur le plan social. M. Pierre Guille, vice-président du CNPF, devrait ainsi recevoir d'ici à la fin de l'année des délégations de FO, de la CFDT, de la CFTC et de la CGC pour relancer la politique contractuelle. Ces rencontres ne font l'objet d'aucune annonce officielle et sont donc supposées se dérouler dans la plus grande discrétion... L'engagement va-t-il effectivement se concrétiser. Six semaines après les élections professionnelles — et trois mois avant le premier tour de l'élection présidentielle — les partenaires sociaux veulent démontrer que le « moins d'Etat » donne plus d'espace aux négociations sociales.

L'idée est de rechercher ce que la CFDT appelle un « accord d'orientation » et ce que le CNPF baptise « accord de méthode » : les partenaires sociaux signeraient une déclaration d'intention arrêtant quelques grands principes pouvant guider des négociations dans les branches professionnelles, puis ensuite dans les entreprises, sur quelques sujets sociaux déterminés d'un commun accord. Cette technique avait déjà été utilisée le 3 juin dernier : le CNPF, la CGPM, la CFDT, FO, la CFTC et la CGC avaient signé une déclaration d'intention com-

mun fixant le cadre général d'une négociation dans les branches sur la formation professionnelle.

Les discussions qui devraient avoir lieu ce mois-ci — sans la participation de la CGT, hostile tant sur la forme que sur le fond à la pratique contractuelle actuelle — devraient permettre d'avancer sur la mise au point d'un « accord de méthode » sur la mobilité géographique et professionnelle. In-4-on plus loin ? Le 7 janvier dernier, devant le « Forum de l'Expansion », M. Jean Kasper, secrétaire national de la CFDT, avait proposé d'autres thèmes, comme les changements technologiques, l'aménagement et la réduction du temps de travail, l'égalité professionnelle, la représentation collective des salariés dans les petites entreprises, l'élargissement de la couverture conventionnelle... Un bon moyen pour les partenaires sociaux, à l'heure où l'audience des syndicats est amoindrie par les abstentions aux élections professionnelles et où l'on s'interroge sur la représentativité du CNPF, de rappeler que, quels que soient les hommes politiques au pouvoir, ils ont encore leur mot à dire sur le dialogue social. En dehors des entreprises.

MICHEL NOBLECOURT.

Le rapport de la Banque mondiale sur la dette

La situation du tiers-monde se dégrade dans un climat de désenchantement

Le titre même du dernier rapport de la Banque mondiale sur la dette du tiers-monde, publié le mardi 19 janvier, est éloquent : « Mettre un terme au déclin ». L'espoir né de nouvelles initiatives pour limiter — à défaut de résoudre — la crise de la dette a une fois de plus été déçu l'an dernier. Pour la majorité des nations surendettées comme pour les pays d'Afrique, l'année 1987 aura encore été marquée par l'insuffisance des flux de capitaux alors que les remboursements d'échéances s'alourdissaient dans un climat de « lassitude » et de « frustration ».

La dette globale de l'ensemble des pays en développement, 1 190 milliards de dollars à la fin de 1987 selon la Banque mondiale, a progressé que de 2,5 % si l'on tient compte des mouvements sur les taux de change. Une lente augmentation qui, paradoxalement, n'est pas considérée comme une « bonne nouvelle » par le directeur pour l'économie internationale à la BRD, M. Jean Baneth, bien au contraire. Cette évolution signifie en effet que le tiers-monde n'a pas réussi à « restaurer sa crédibilité » auprès d'un monde bancaire toujours aussi réticent à l'idée de s'engager plus avant pour aider ces pays à retrouver la voie de la croissance. Elle recouvre surtout la persistance d'un phénomène de plus en plus menaçant pour la stabilité sociale et politique de démocraties parfois fragiles : les paiements d'échéances, autrefois dit le service de la dette, dépassent toujours largement les flux de capitaux dont le tiers-monde bénéficie. Ces « transferts négatifs » n'ont guère diminué selon les dernières estimations et pourraient encore se situer en 1987 autour de 29 milliards de dollars.

Des menues à la carte

Une situation pour le moins malheureuse. Comment persuader les débiteurs de la nécessité de poursuivre leurs politiques de rigueur face au bilan dressé par la Banque mondiale ? Entre 1982 et 1987, le tiers-monde a remboursé 85 milliards de dollars de plus qu'il n'a engrangé de nouveaux capitaux. Durant les cinq années précédentes, ces transferts nets avaient été de 140 milliards de dollars en sa faveur. Des chiffres encore plus frappants pour les dix-sept pays les plus endettés : la perte sèche a été de 100 milliards de dollars entre 1983 et 1987 contre un gain net de 65 milliards entre 1978 et 1982.

Prôner le maintien de mesures d'ajustement économique, autrement dit de réformes structurelles dont le coût social commence seulement à être évalué, devient de plus

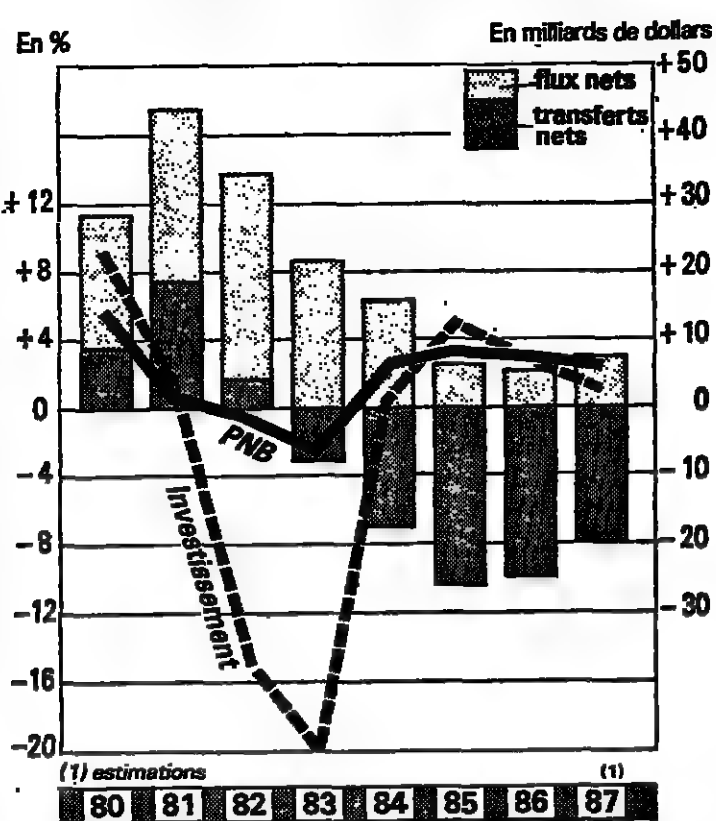
en plus difficile : le revenu par habitant a chuté de 14 % depuis le début de la décennie en Afrique et de 25 % dans les pays les plus endettés. Quant aux investissements, ils sont retombés à leurs niveaux de 1965 pour les pays africains, à celui de 1970 pour les surendettés, hypothéquant sérieusement les possibilités d'accélération de la croissance au cas où la conjoncture mondiale le permettrait. C'est loin d'être encore le cas.

Confrontés à une préoccupation relative de la population, à une détérioration des termes de l'échange et à la volonté de désengagement des créanciers privés, les gouvernements du tiers-monde ont, jusqu'à présent, résisté à la tentation de moratoires unilatéraux. Le danger majeur d'une telle option est connu : la mise au ban de la communauté financière internationale et l'impossibilité de faire appel au marché des capitaux à l'avenir. L'emportera-t-il indéfiniment sur le handicap de remboursements de plus en plus paralysants ? Le rapport de la Banque mondiale pose la question sous forme de mise en garde.

Certes, les esprits ont évolué et la fiction du recouvrement de la totalité des créances s'est lézardée au fil des derniers mois. Des « menus à la carte » ont été affinis en 1987 pour permettre d'échanger certaines dettes contre des prises de participation ou des obligations — garanties par le Trésor américain dans le récent cas du Mexique. Mais ces progrès restent marginaux. A force de prudence, les banques risquent de créer une situation explosive : le désenchantement des pays en développement, qui ont joué l'austérité alors que la croissance internationale s'effondre, pourrait se transformer en politique du pire si de nouveaux efforts ne sont pas réalisés ou si la faible expansion mondiale se transformait en récession.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

La vulnérabilité des pays les plus endettés



Le cas des pays les plus endettés — 485 milliards de dollars de dette au total — est suivi avec une attention particulière par la Banque mondiale. Ces pays (1), qui constituent la menace la plus évidente pour le système financier international, ont encore été confrontés en 1987 à un accroissement du service de leur dette — 87 milliards de dollars l'an dernier — supérieur à leurs recettes à l'exportation libellées en dollars. La chute des investissements illustre les efforts d'austérité menés ces dernières années, et la lente remontée du produit national brut reste en deçà de la croissance démographique. En outre, ces dix-sept pays continuent de rembourser plus qu'ils ne reçoivent (transferts nets négatifs depuis 1983). Quant aux flux de capitaux, ils n'ont cessé de baisser au fur et à mesure que les banques commerciales se désengagent.

* Source : Banque mondiale.

(1) Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa-Rica, Côte d'Ivoire, Équateur, Jamaïque, Mexique, Maroc, Nigéria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.



Quand les valeurs changent il faut savoir performer dans le temps.

Paribas Asset Management propose une gamme complète de SICAV qui répondent à vos besoins spécifiques de placement : revenu, patrimoine, croissance, opportunités.

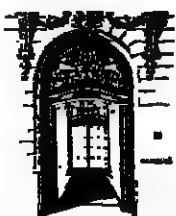
LES FONDS D'INVESTISSEMENTS GÉNÉRAUX

Valorisation	Revenu
PARIBAS PATRIMOINE	PARIBAS REVENU
PARIBAS CROISSANCE	PARIBAS ÉPARGNE
PARIBAS OPPORTUNITÉ	PARIBAS OBLIGMONDE
	VALREAL

LES FONDS D'INVESTISSEMENTS SPÉCIALISÉS

PARIBAS FRANCE	PARAMÉRIQUE
PROVINCE INVESTISSEMENT	EXTREME-ORIENT
PARÉUROPE	CORTEXA, technologie

Informations et documents disponibles au (1) 42.98.19.19



SICAV PARIBAS

Gagner sur le temps.

حسبنا من الاموال

Économie

Un dîner-débat du « Monde »

Un article du ministre d'Etat

M. Paul Volcker : « L'Europe nous laisse sur notre faim »

A l'occasion du premier anniversaire du supplément Le Monde affaires et de la sortie du troisième Bilan économique et social, le Monde a organisé, le lundi 18 janvier, un dîner-débat avec M. Paul Volcker, ancien président du système de réserve fédérale américaine (Fed), Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France. Quelque cent vingt personnes, industriels, banquiers et journalistes économiques, assistaient à ce débat.

Une nouvelle chute du dollar et un second krach boursier, du type de celui du 19 octobre, sont-ils inévitables ? M. Paul Volcker, s'est voulu plutôt rassurant affirmant que le dollar avait suffisamment baissé et qu'un nouvel effondrement des Bourses pourrait être évité.

Les « bonnes nouvelles » — l'activité soutenue aux Etats-Unis, l'augmentation des exportations américaines, la relative stabilité des prix jusqu'à présent, l'expansion au Japon et en Grande-Bretagne — comme la déclaration des sept grands pays industrialisés du 23 décembre sont, à ses yeux, « des raisons pour être optimistes ». Mais celui qui, à Wall Street, considérait comme un éventuel futur secrétaire au Trésor d'un président démocrate reconnaît que la situation reste « très vulnérable aux mauvaises surprises ».

En fait, pour M. Volcker, les grands déséquilibres de l'économie mondiale à l'origine de la chute du dollar et du krach boursier subsistent largement. « Les ajustements nécessaires prennent du temps », « Les gouvernements doivent agir de manière concertée et délibérée sinon, tôt ou tard, les marchés vont réagir », a déclaré l'ancien président de la Fed.

L'affilié de l'inaction des Américains

S'attardant d'abord sur les déficits américains, M. Volcker n'a pas mâché ses mots. « J'aimerais qu'il y ait en matière budgétaire des actions plus fermes », a-t-il répété à plusieurs occasions. Interrogé sur ce qu'il ferait si, dans une hypothèse qu'il a naturellement exclue, il était élu à la Maison Blanche, celui qui a porté un coup très dur à l'inflation, a répondu sans hésitation : « Je réduirais les dépenses et j'augmenterais les impôts, pour réduire le déficit ».

Appelé à commenter l'accord intervenu en novembre dernier entre M. Reagan et le Congrès pour une réduction de 32 milliards de dollars du déficit, M. Volcker a répondu : « Je ne sais pas s'il est très insuffisant. C'est moins que rien pour cette année. Mais (en tout cas) pour 1988-1989 et 1990, il nous faut un programme beaucoup plus important, seul capable de renforcer la confiance » sur les marchés. L'ancien patron de la Fed a néanmoins reconnu qu'il ne « sert à rien de demander une action dans ce domaine maintenant, pendant la campagne électorale ».

Faute d'un resserrement de la politique budgétaire, faut-il craindre une modification de la politique monétaire ? « Je connais bien les pressions qui sont exercées, en année électorale, sur les autorités monétaires », a expliqué M. Volcker. Mais laisser filer le dollar serait, à ses yeux, « un pis-aller qui risquerait de perturber les marchés financiers ». Une nouvelle baisse du billet vert relancerait les pressions inflationnistes aux Etats-Unis et menacerait de récession les partenaires économiques des Américains. Souhaitant une baisse des taux d'intérêt réels dans le monde, il estime qu'elle passe nécessairement par « des anticipations inflationnistes modérées et par un resserrement des politiques budgétaires ».

La forte augmentation, au cours des derniers mois, des exportations américaines figure parmi les signaux positifs que perçoit M. Volcker dans la conjoncture actuelle. Certes, l'amélioration de la balance commerciale de novembre ne porte encore que sur un mois. « On peut s'attendre à une poursuite de l'amélioration », estime néanmoins le gigantesque M. Volcker — il mesure 2,05 mètres. Cette réduction du déficit commercial — par un ralentissement de la demande intérieure américaine — s'impose pour les Etats-Unis. « Cela ne peut continuer ainsi longtemps », a expliqué M. Volcker, car sinon viendra le moment où il n'y aura plus de prêteur. « Financer les besoins américains par des bons du Trésor en

monnaie autre que le dollar, le yen par exemple ? » Il y aurait un aspect symbolique très marqué, a reconnu l'ancien patron de la politique monétaire américaine (il s'agit, en effet, de la reconnaissance officielle de la faiblesse du dollar), mais là n'est pas, à ses yeux, le problème fondamental. « A un interlocuteur qui comparait les endettements de l'Amérique latine et des Etats-Unis, M. Volcker, piqué au vif, a répondu : « Les Etats-Unis n'en sont pas là ! Nous pourrions encore emprunter pendant vingt ans, compte tenu de notre capacité d'exporter ».

Mais après ce tour d'horizon sur les responsabilités américaines, M. Volcker n'a pas manqué de souligner que les déséquilibres mondiaux « ne sont pas seulement le fait des Etats-Unis ». « Vous vous servez de l'inaction des Américains comme alibi », a-t-il lancé. Il faut aussi davantage de croissance en Europe et ailleurs. « Adressant un satisfaction aux Japonais et aux Britanniques, le responsable américain a déclaré : « L'Europe nous laisse sur notre faim par ses faibles performances économiques. » Mais il s'adressait là surtout aux Allemands : « Sur le plan monétaire, a-t-il reconnu, le continent européen, pour nous, c'est la République fédérale d'Allemagne. » « Sans mesure de relance à l'étranger, il y a un risque de récession », a estimé l'ancien président du Fed.

S'interrogeant enfin sur le système des taux de change flottants, M. Volcker a reconnu que celui-ci n'avait pas permis, au cours des quinze dernières années, une résorption des déséquilibres mondiaux. Il faut, a-t-il expliqué, s'attacher à retrouver « une plus grande stabilité des taux de change ». Mais, pour cela, il n'y a pas, selon lui, « de solution simple ». Excluant un retour à un système d'étalon-or ou à celui de Bretton-Woods, M. Volcker estime prématurée la convocation d'une conférence monétaire internationale.

Intervenant après l'ancien patron de la Fed, M. Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France et ancien directeur général du Fonds monétaire international, a lui aussi insisté sur la nécessité d'une réduction du déficit budgétaire américain. « Je ne crois pas que les marchés puissent corriger d'eux-mêmes un problème qui trouve sa source dans les insuffisances de la politique économique du pays qui émet la monnaie internationale » (les Etats-Unis), a-t-il déclaré. Le gouverneur français a préconisé la construction d'un nouveau système monétaire international, « plus différencié, plus ordonné et sans doute plus contraignant ». « Nous pouvons commencer à y réfléchir ensemble », lui avait répondu par avance M. Volcker.

E. L.

(Suite de la première page.)

Permettez-moi de retourner la question : le flottement des monnaies ne porte-t-il pas au moins en partie la responsabilité de ces chocs pétroliers ? Est-il raisonnable de dissocier l'explosion du prix des matières premières des années 1972-1974 et l'instabilité des taux de change durant ces trois années ? Sur les quinze ans de flottement des monnaies que nous avons connus, dix années au moins ont été caractérisées par de très mauvais résultats économiques.

Globalement, de 1973 à 1983, pour les sept pays les plus industrialisés du monde, les résultats ont été deux fois moins bons ou deux fois plus mauvais qu'au cours de la décennie précédente. Une inflation moyenne de 10,1 % au lieu de 4,1 % ; un taux de croissance de 2,6 % au lieu de 3,3 % ; un taux de chômage de 5,5 % au lieu d'un taux de 3 %. Il est permis de se demander si le flottement des monnaies n'a pas plutôt retardé le choc des ajustements nécessaires qu'il n'a facilité l'absorption des chocs des déséquilibres.

Deuxième idée, mise en avant par ses partisans, le flottement des monnaies accroît l'autonomie des politiques internes. Est-il raisonnable de soutenir ce point de vue dans un monde aussi intégré que celui que nous connaissons ? L'autonomie est-elle souhaitable si elle est synonyme de la faculté d'accumuler des déséquilibres ou des excédents considérables pour contraindre en définitive à des ajustements sévères ? Tout le monde a pris conscience aujourd'hui, sous la menace de la crise, que le flottement des monnaies n'a pas permis d'obtenir l'indépendance que chacun espérait lors de la destruction du système des taux de change stables. Au contraire, l'interdépendance est plus grande qu'avant.

Troisième idée, mise en avant, seuls les marchés seraient en état de fixer un juste prix. On a vu ce qu'il en était. Comment justifier, à deux ans d'intervalle, un dollar à 10,60 F puis un dollar à 5,35 F ? La monnaie n'est pas une marchandise comme les autres, et il y a quelque paradoxe à soutenir que la fixation de la valeur de la monnaie doit être entièrement laissée au jeu du marché. Aucun pays, au plan interne, ne laisse au marché le soin de fixer la valeur de la monnaie. Bien au contraire, l'ensemble des banques centrales s'attachent à maîtriser l'inflation, c'est-à-dire la valeur de leur monnaie.

Pour ma part, je ne vois donc aucun avantage réel à porter au crédit de flottement des monnaies. J'y vois, au contraire, de sérieux inconvénients.

L'instabilité des taux de change a créé un risque considérable pour les

entreprises qui les a conduites à renoncer à nombre d'investissements. Je ne vise pas simplement la réalisation de projets d'investissement à l'étranger mais aussi la réalisation d'investissements nationaux, puisque la rentabilité de tels investissements dépend étroitement du prix des productions concurrentes dans les différents pays.

Gestion concertée

Cet effet négatif s'est sans doute aggravé au fil du temps. Nombre d'entreprises ont subi des pertes de charge ou des pertes de rentabilité considérables. Les instruments de couverture des risques de change, il est vrai, se sont multipliés. Mais les opérations de couverture ne génèrent-elles pas à leur tour des mouvements de capitaux considérables qui tendent, en définitive, à accroître l'ampleur des variations ?

En résumé, l'absence de discipline, l'incompatibilité des politiques économiques, l'instabilité des taux de change et son irrationalité, ne sont pas profitables à personne. Elles conduisent à de mauvaises allocations des facteurs de production, à l'inefficacité des marchés financiers, à la hausse des taux d'intérêt et au ralentissement de la croissance.

C'est ce constat qui a conduit l'Europe tout d'abord à mettre sur pied le SMU, puis les sept principaux pays industrialisés à s'efforcer, depuis quelques années, de gérer en commun le flottement des monnaies.

La gestion concertée du flottement des monnaies est le fruit de quelques idées simples, de bon sens. Le plus important est qu'il ait fallu attendre pour s'en persuader.

Première idée simple : le flottement des monnaies peut provoquer des surajustements durables des taux de change qui compromettent le réajustement des économies. Tel a été le constat fait au Plaza. S'il est difficile de s'en convaincre qu'il ait fallu attendre le niveau de 10,60 F pour un dollar ? Longtemps l'idée a prévalu que la maîtrise de l'inflation était une condition suffisante de la stabilisation des changes. L'expérience a montré qu'il n'en était rien. La détermination des taux de change obéit à bien d'autres facteurs que l'analyse des évolutions économiques : la fébrilité des marchés le montre quotidiennement.

Deuxième idée simple : la primauté de la coordination internationale sur toute autre méthode de correction, volontaire ou passive, des déséquilibres qui perturbent l'économie mondiale.

C'est ce qui a inspiré les accords du Louvre. Chacun voit bien que les déséquilibres extérieurs des grands pays industriels sont profondément déstabilisants. Chacun doit com-

prendre que la répartition de la charge de l'ajustement doit être équitable. L'effondrement du système de Bretton-Woods n'a-t-il pas résulté d'abord et avant tout de l'absence de coopération qui a laissé s'accumuler des déséquilibres insoutenables ?

Troisième idée simple : les gouvernements et les banques centrales sont, eux aussi, des acteurs des marchés des changes. Ils ne peuvent faire abstraction de leurs propres responsabilités. Il leur appartient d'indiquer clairement aux marchés quel est leur jugement sur le niveau du taux de change de leur monnaie. Leur capacité à encadrer les évolutions monétaires n'est pas nulle, ils en ont fait la preuve depuis les accords du Louvre.

Un nouvel ordre international

Certains restent sceptiques ou soulignent les inconvénients imposables des interventions des banques centrales. Aucune de leurs critiques ne me paraît être à la mesure de l'enjeu. Comment n'en pas voir les effets négatifs d'une baisse supposée du dollar ? Effets négatifs pour le comportement d'investissement des entreprises ; effets négatifs pour l'économie américaine elle-même, qu'il s'agisse du niveau de son inflation, de ses taux d'intérêt, de l'évolution de son déficit commercial en valeur ; effets négatifs pour la compétitivité de l'Europe et pour sa croissance ; effets négatifs, enfin, pour l'économie mondiale tout entière.

Pour que la correction des déséquilibres du monde s'effectue dans de bonnes conditions, il faut que les engagements de chacun soient suffisants et qu'ils soient tenus. Les gouvernements subissent une telle pression de l'immédiat, une telle pression de leur opinion publique, que cela suppose une grande vertu. Comment attendre, sans faire preuve de naïveté, qu'ils feront toujours preuve de vertu, que l'égoïsme à court terme ne l'emportera jamais, chez tel ou tel, sur le souci de la solidarité internationale ? La gestion concertée du flottement des monnaies ne peut constituer une solution durable aux problèmes du marché ?

Au fond, ce qui nous a manqué dans les accords du Louvre, c'est qu'il ne comportait aucun élément de discipline automatique. C'est ce défaut qui a provoqué l'incertitude des marchés en octobre dernier, et c'est ce qui nous a conduits à attendre que chaque pays ait mis en œuvre des mesures concrètes de politique économique pour publier la déclaration commune du 23 décembre. Aujourd'hui, je suis confiant dans la détermination commune des pays du « G-7 » à mettre en œuvre sans défaillance et avec

ténacité la stratégie qu'ils ont définie ensemble. Mais l'expérience de l'année 1987 nous montre clairement, me semble-t-il, la nécessité de rebâtir un véritable système monétaire international.

Un tel système devrait comporter en lui-même des automatismes et des sanctions, et empêcher de ce fait l'accumulation de déséquilibres considérables. Que l'on me comprenne bien. Il ne s'agit pas de revenir au système de Bretton-Woods, ou à un âge d'or illusoire. Le système de Bretton-Woods était particulièrement bien adapté à la première période de l'après-guerre. Il correspondait bien à la place des Etats-Unis dans l'économie mondiale.

Mais le monde a changé. Le commerce mondial a pris une formidable extension. Les marchés internationaux de capitaux ont connu un développement considérable. L'économie américaine a vu son importance se réduire tandis que l'on assistait à une croissance très rapide de l'économie japonaise. De nouvelles puissances industrielles se développent, en particulier en Asie. Enfin, la construction européenne progresse vers la réalisation d'une zone économique et monétaire unifiée.

Dans ce nouvel environnement, le monde peut-il continuer à vivre avec une monnaie de référence qui est une monnaie nationale ?

Un monde multipolaire

Aujourd'hui, nous avons un monde multipolaire, et c'est à partir de cette constatation qu'il nous faut faire preuve d'imagination. Pour nous bâtir un système qui repose sur plusieurs grandes monnaies dont chacune jouerait un rôle international ? Faut-il au contraire ordonner le nouveau système autour d'un étalon dont la valeur ne dépendrait pas des décisions gouvernementales ou monétaires nationales ? Dans un tel système, l'or pourrait-il jouer un rôle ?

Je ne tenterai pas, ce soir, d'apporter une réponse détaillée à ces questions. D'ailleurs les réponses ne peuvent provenir d'un seul pays.

Je me bornerai à l'affirmation que le nouveau système monétaire international que j'appelle de mes vœux devra satisfaire à trois conditions.

Première condition : son fonctionnement doit être facile à comprendre. Les responsables politiques, les opinions publiques, les marchés de capitaux enfin, grands simplificateurs s'il en est, doivent pouvoir comprendre. Un système complexe, dont les principes ne seraient accessibles qu'à des rares spécialistes, dans lequel les éléments d'appréciation d'une situation monétaire seraient trop nombreux, est incompatible avec le monde actuel. Nous sommes à l'époque de l'information du plus grand nombre, et non à celle du rite esotérique.

Deuxième condition : les règles monétaires ne doivent pas être sans lien avec les signaux du marché. C'est à cela que pourrait servir un étalon indépendant de la volonté des gouvernements.

Troisième condition : le système doit comporter un mécanisme de correction automatique des déséquilibres. Dans un monde multipolaire, il ne serait pas réaliste de construire un système qui supposerait que tous les principaux gouvernements fassent, de façon permanente, preuve de vertu.

Je souhaite ardemment que l'année 1988 soit l'année de la prise de conscience de la nécessité de remettre de l'ordre dans le système international. L'inflation est maîtrisée. C'est un acquis considérable, remporté de haute lutte. Mais, la croissance reste lente, le chômage élevé, les difficultés des pays en développement les plus endettés à la limite de ce qui est supportable. Les taux d'intérêt réels, enfin, demeurent anormalement élevés. Ils sont dans la plupart des pays supérieurs au taux de croissance des économies. N'y a-t-il pas là la manifestation d'une incertitude fondamentale liée à l'absence de règles claires et contraignantes ?

Nous avons aujourd'hui une chance historique de reconstruire le système monétaire international. Il faut que les gouvernements des principaux pays industrialisés se décident à saisir cette chance ; ou s'ils l'abandonnent, que ce soit en connaissance de cause. Nous ferons tout ce qui est dans nos moyens pour qu'ils ne l'abandonnent pas !

EDOUARD BALLADUR.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu
75002 Paris Cedex 02

SITUATION DES SICAV AU 31 décembre 1987

	SICAV ACTIONS				SICAV OBLIGATIONS				SICAV TRÉSORERIE	
	AGF ACTIONS	AGF INVEST.	AGFIMO	AGF 5000	AGF ECU	AGF INTERFONDS	AGF OBLIG.	PRENIX PLACEMENT	AGF SBC	
ORIENTATION	Actions diversifiées	Actions diversifiées	Immobilier	Monetary-CEA	en ECU	Etrangers	Obligations à faibles coupons	Court terme sensible	Court terme régulière	
Nombre d'actions	1 686 375	1 210 114	5 050 087	6 162 442	97 264	2 302 043	504 735	2 807 889	10 670	
Actif net par action (en francs)	902,01	88,91	528,74	430,62	1 041,14	391,94	1 043,45	249,35	10 463,72	
Actif net total	1 521 128 018	107 991 110	2 675 251 599	2 776 599 399	101 264 989	902 267 298	526 664 556	500 670 536	111 669 204	
Répartition de l'actif (en pourcentage) :										
- Obligations françaises	27,49	22,11	28,02	27,33	47,49	40,81	83,50	83,00	-	
- Obligations étrangères	0,95	4,69	0,25	49,22	38,73	49,22	-	-	-	
- Actions françaises	27,15	22,68	56,22	65,01	7,64	5,38	-	-	-	
- Actions étrangères	35,84	28,82	9,86	2,66	-	0,93	-	-	-	
- Autres emplois	8,57	21,70	5,45	4,50	13,78	1,40	10,72	16,20	100	
Dividende unitaire	26,57	Ouverte au public le 15-5-87	22,16	13,00	69,16	23,26	43,37	20,64	Ouverte au public le 15-5-87	
Net/Avoir fiscal	4,14	1,53	1,69	1,90	0,85	1,25	9,94	1,53		
Performance (%) depuis le 1 ^{er} janvier 1987	- 18,29 %	-	- 15,69 %	- 16,41 %	- 1,44 %	- 6,39 %	- 3,20 %	+ 2,31 %	-	

(*) Classement Parisian au 31 décembre 1987 (dividende net réinvesti).

AU 31 DÉCEMBRE 1987, L'ACTIF NET TOTAL DES 9 SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE S'ÉLÈVE À 9,22 MILLIARDS DE FRANCS

Souscriptions, rachats, renseignements généraux :
Banque générale du Phénix, 31, rue La Fayette, 75009 PARIS, tél. 42-80-68-60
Au guichet des banques et chez tous les agents de change.
Communication des valeurs quotidiennes des titres au 42-44-12-22.

place de la privatisation
un moyen de confort
collaborations indus

Bénéfices en hausse
pour Aeroports

Mac-Saint Frères
à une société

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Mac-Saint Frères
à une société

RSE DU

Sur le vif —————
Il n'y a pas de fumée...

Vous l'aimez, vous, le ministre de la santé ? Moi, oui, encore assez. Elle est jolie à croquer.

Elle a de la juteuse et du doigté.
Et franchement elle est pas trop
case-passe. Grâce à Dieu, ma
santé, elle s'en fout ! Ce que
l'inquiète, c'est celle de son Jac-
quard. Parait qu'elle lui a interdit
de fumer en public. Mauvais pour
son image. Locomotive, oui. A
vapeur, non. Ce la met d'une
humeur, je vous raconte pas !

Pauvre chet ! Dire que c'est
l'unique victime de la loi Veil-
ly. Une bonne loi anti-tabac qui
jaillit depuis des années au fond
d'un tiroir et qui risque pas d'en
sortir de sitôt. Surtout là, en
période électorale. Le lobby des
pinardiers, c'est rien à côté de
celui des publicitaires. Et le pub

pour les cigarettes, ou plutôt pour les briquets et les allumettes, ça représente un beau paquet de fric. Pas question de le laisser partir en fumée.

Alors, on se borne à de sages recommandations. Les enfants des écoles sont invités à aller fumer aux chiottes et on est prié de ne pas écraser son mégot sur

Vous savez comment de Gaulle a arrêté de fumer ? Simple. Il a fait part de son intention à sa femme. Moi, du coup, j'ai fait pareil. Depuis, je fume en cachette. Comme... ce New-Yorkais penché sur le comptoir d'un droguiste qui demande d'une voix forte une boîte de capotes et... et... dans un murmure d'objection stupéfaite : « oui, mais rejoignez un policier de Canal, lui, c'est... évidemment, le contraire. Normal, la seule chose dont nos principes essayent de nous préserver, c'est de les voir en cesser la guérra sur les marches de l'Élysée. Ils ont bien raison. On en serait mécontents ! »

CLAUDE SARRAUTE

Deux commissions d'enquête pour Telecom 1

Près de cinq jours après la panne de la frappe brutalement, le vendredi 15 janvier vers 20 heures, les techniciens de France-Telecom ont toujours la cause. Il semble toutefois que, contrairement à ce que nous avait cru initialement, le mal est en origine dans la surtension subie sur un ou plusieurs composants d'une boîte noire — le bus réglé — avant l'alimentation du contrôle de la demande du satellite.

La demande du satellite, qui n'est créée, le lundi 13 janvier, pour tenter de comprendre ce qui s'est exactement passé. La première mise en place par M. Gérard Longuet, secrétaire d'Etat aux P.T.T., regroupe les intérêts des différents clients de la télétoile. A savoir : France-Telecom, la Direction générale des télécommunications, la Délégation générale des affaires de l'aéronautique (DGA), le Centre de l'aéronautique spatiale,

La seconde, créée à l'initiative de la British Aerospace et de l'américain Raytheon, constructeur du satellite, s'appuie sur les firmes britannique et américaine. Ces deux entreprises sont associées à l'industriel américain pour répondre à l'appel d'offres concernant le satellite de

RFA : les retombées

Trois camions b

Trois camions chargés d'extraire d'uranium légèrement enrichi provenance du centre nucléaire nçais de Pierrelatte et destiné à la ède étaient toujours bloqués, rdi 19 janvier, à Labeck, où la nicipalité social-démocrate

Les accusations lancées ces dernières semaines contre les activités des firmes nucléaires québécoises Nukem et Transnuklear contre le centre nucléaire belge Mol ont suscité un brusque réveil : milieux écologistes et antinu-

du gouvernement fédéral de prendre les activités de Nukem à son compte l'émot suscité par découverte d'un trafic illégal de sériaux radioactifs entre la Belgique et la République fédérale. Les premières enquêtes effectuées tant par le parquet de Hout

par les organes compétents de la communauté européenne ou de l'agence internationale de l'énergie atomique sur la livraison possible via l'Afrique ou la Belgique de combustibles nucléaires au Pakistan ou à la France.

Havas rachète l'éditeur CRAC

Havas et sa filiale l'Office d'Audiences (ODA) vont réunir toutes leurs activités du secteur « nouvelles technologies » dans une même filiale, Laser Communication Plus.

En télématique, Laser disposera d'un serveur de 1 500 accès simultanés, hébergeant des services comme Canal Plus, le Centre Commercial Electronique et CRAC, une société pionnière de la télématique achetée par le groupe Havas. Laser - dont M^{me} Cécile Alvergnot, fondatrice de CRAC, devient directrice générale adjointe - développera notamment des services à valeur ajoutée comme la série des SOS (Juridique, Prof., Voyage...), lancés par CRAC.

Laser Image poursuivra son activité dans la production de bornes vidéo interactives, et le vidéotexte défini, alors que Laser Edition éditera des vidéodisques. Au total, Laser Communication Plus compte réaliser 60 millions de francs de chiffre d'affaires en 1988, avec 60 personnes.

tu scandale Nukem

loqués à Lübeck

Les faits sont concluants. Après les soupçons que le ministre-président de Hesse, M. Wallmann (CDU), a fait porter sur la firme Nukem, le gouvernement fédéral s'efforce maintenant de faire machine arrière en répétant tous azimuts que rien n'a pu être prouvé.

M. Chevardnadze voit « de nombreuses possibilités » pour l'avenir de Berlin-Ouest.

La visite de M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, à Paris, le 18 janvier, est, pour le moins, surprenante, par de nombreux motifs. Notamment, M. von Weizsäcker, président de la République fédérale, comme ce dernier évoquait le statut de Berlin et demandait que l'ancienne capitale du Reich soit davantage incluse dans la nouvelle dynamique des rapports Est-Ouest, le chef de la diplomatie soviétique a répondu, dans la presse allemande, qu'il existait « de nombreuses possibilités non utilisées » pour Berlin, dans le cadre des quatre quadrants en vigueur. Tout ce qui n'est pas expressément interdit par ces accords est permis, aurait répondu

● Suite à un appel de « Juifs pour la défense des droits de l'homme dans les territoires occupés », afin de favoriser tout processus de négociation conduisant à l'évacuation des territoires occupés depuis 1967, dans le respect du droit à l'autodétermination et des libertés de chaque peuple, un rassemblement se tiendra le mercredi 20 janvier 1988 à 18 heures devant l'Assemblée nationale.

Pour une escroquerie à l'assurance Le clochard est mort en PDG

des environs de Bordeaux. Un ingénieur examine minutieusement le véhicule pincé à épiler, en main. Il découvre que le corps a été arrosé d'essence avant l'accident et, surtout, parvient à reconstituer une partie de la mâchoire de la victime. Il manque deux dents de sagesse.

Les enquêteurs de Montpellier

On découvre parallèlement que Yves Dandonneau a souscrit, deux mois avant ce qui ressemble de moins en moins à un accident, huit assurances-vie pour un montant de 14 millions de francs. Bénéficiaire unique : Marie-Thérèse Hérault, la compagne. A lui, succéderait son

Lorsqu'elle est interpellée, le 11 janvier dans la région parisienne, M^{me} Héruat a déjà perdu 3 millions de francs. Après deux mois de fluterie, les gendarmes ont en effet décidé d'agir. Neuf arrestations en quatre jours à Paris, dans le Val-d'Oise et sur la Côte d'Azur. Yves Dandonneau, malgré une opération de chirurgie esthétique subie à Marseille, n'échappe pas aux gendarmes, qui l'appréhendent le 15 janvier dans un appartement de Cannes, en compagnie d'une secrétaire qu'il avait

Mais il reste une énigme pour Columbo : l'identité du mort. Il s'agit d'un clochard, a avoué Yves Dandonneau, l'un des six mille clochards de Paris. Pour trouver un vagabond, le PDG s'est adressé à un intermédiaire, un cuisinier de Sarcelles, François Meunier, vingt-neuf ans, qui

a également été arrêté. Le clochard a été ramassé dans une gare parisienne, emmené à Montpellier, et drogué au whisky-barbituriques avant l'accident ». Mort en PDG de série américaine, le clochard reste aujourd'hui anonyme.

CORINE LESNES.

RFA : les retombées du scandale Nukem

Trois camions bloqués à Lübeck

trois camions chargés d'explosifs d'uranium légèrement enrichi provenaient du centre nucléaire d'opérations de Pierrelatte et destinés à la base étaient toujours bloqués. Le 19 janvier, à Liège, où la principale force social-démocrate avait organisé leur action, les manifestants ont été dispersés. Depuis quatre jours, quelques centaines d'écologistes font le siège de la caserne de la police des frontières, où ils sont parqués en attendant leur embarquement.

Des accusations lancées ou démenties semaines contre les activités des firmes nucléaires ouest-allemandes Nukem et Transnuclear contre le centre nucléaire belge ont conduit le centre à une enquête révélant que les entreprises allemandes ont mis en œuvre des techniques d'enrichissement nucléaire ouest-allemandes. La décision du gouvernement fédéral de suspendre les activités de Nukem a conduit à son comble l'émotion suscitée par la découverte d'un trafic illégal de matières radioactives entre la Belgique et l'Allemagne.

Les discussions, après les soupçons que le ministre-président de Hesse, M. Wollmann (CDU), a fait porter sur la firme Nukem, le gouvernement fédéral s'efforce maintenant de faire machine arrière en répétant tous arguments que rien n'a pu être prouvé.

M. Chevarudane voit « de nombreuses possibilités » pour l'avenir de Berlin-Ouest

La visite de M. Chevarudane, ministre soviétique des affaires étrangères, est poursuivie, le lundi 18 janvier, à Bonn, par de nombreuses entretiens, notamment avec M. von Weizsäcker, président de la République fédérale. Comme ce dernier évoquait le statut de Berlin et demandait que l'ancienne capitale du Reich soit davantage incluse

Les premières enquêtes effectuées tant par le parquet de Heide-
sheim que par les organes compétents de
la communauté européenne ou de
l'Organisation internationale de l'énergie
atomique sur la livraison possible via
l'ARFA ou la Belgique de combusti-
bles nucléaires au Pakistan ont à la
date du 15 décembre 1978 conduit

A B C D E F G

A B C D E F G

SECRET

[Faint, illegible handwritten notes]

[Faint, illegible markings]

[illegible]

1994

18/1

1. *What is the purpose of the study?*
 2. *What are the research questions?*
 3. *What is the significance of the study?*
 4. *What are the limitations of the study?*

1. The first step is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

1. The first group of people who are not in the labor force are those who are not in the labor force because they are not in the labor force.

THE

THE

THE

THE

2000

هكذا من الاجل

PARIS.....ATHÈNES

Départ	Prix*
12 avril....	950 F
13 avril....	950 F
19 avril....	950 F
20 avril....	950 F
26 avril....	950 F
27 avril....	950 F
3 mai	950 F
4 mai	950 F

LYON.....ATHÈNES

Départ	Prix*
12 avril....	890 F
19 avril....	890 F
26 avril....	890 F

NANTES.....ATHÈNES

Départ	Prix*
13 avril..	1 190 F
20 avril..	1 190 F
1 juin ...	1 190 F
8 juin ...	1 190 F

MULHOUSE...ATHÈNES

Départ	Prix*
13 avril..	1 100 F
20 avril..	1 100 F
22 juin...	1 100 F

MARSEILLE.ATHÈNES

Départ	Prix*
13 avril....	900 F
20 avril....	900 F
22 juin.....	900 F

STRASBOURG.ATHÈNES

Départ	Prix*
13 avril..	1 140 F
22 juin...	1 140 F

BORDEAUX...ATHÈNES

Départ	Prix*
12 avril....	980 F
19 avril....	980 F
26 avril....	980 F

TOULOUSE...ATHÈNES

Départ	Prix*
12 avril....	940 F
19 avril....	940 F

LILLE.....ATHÈNES

Départ	Prix*
10 avril..	1 050 F
17 avril..	1 050 F
12 juin...	1 050 F
19 juin...	1 050 F

Μόνο Τα Πουλιό πλη- ρώνουν τιό φτηνά*



*Seuls les oiseaux paient moins cher.

Ecrit en Grec, c'est encore plus beau.

PARIS.....RHODES

Départ	Prix*
7 juin ...	2 000 F
14 juin...	2 000 F
21 juin...	2 000 F
28 juin...	2 000 F

PARIS.....MYKONOS

Départ	Prix*
4 mai	1 800 F
11 mai	1 800 F
18 mai	1 800 F
25 mai	1 800 F

PARIS.....PATRAS

Départ	Prix*
27 avril....	900 F
4 mai	900 F

LYON.....PATRAS

Départ	Prix*
27 avril....	990 F

PARIS...HÉRAKLION

Départ	Prix*
12 avril..	1 200 F

MULHOUSE.HÉRAKLION

Départ	Prix*
21 juin...	1 300 F

LYON...HÉRAKLION

Départ	Prix*
21 juin...	1 300 F

PARIS.....SANTORIN

Départ	Prix*
7 juin ...	2 000 F
14 juin...	2 000 F
21 juin...	2 000 F
28 juin...	2 000 F

Minitel 3615+Jumbo

Paris	46.34.19.79
.....	47.05.01.95
Lille	20.57.58.62
Lyon	78.37.15.89
Mulhouse.....
.....	89.66.20.02
Nantes	40.48.64.18
Strasbourg.....
.....	88.32.00.17
Toulouse.....
.....	61.62.15.01

et toutes agences de voyages. *Prix A/R (à partir de).